JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DU SENAT** : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

COMPTE RENDU INTEGRAL — 11^e SEANCE

Séance du Jeudi 4 Novembre 1971.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. ALAIN POHER

1. — Procès-verbal (p. 1842).
2. — Transmission d'un projet de loi (p. 1842).
3. — Dépôt de propositions de loi (p. 1842).
4. — Dépôt d'un rapport (p. 1843).
5. — Remplacement de sénateurs (p. 1843).
6. — Dépôt d'une question orale avec débat (p. 1843).
7. — Conférence des présidents (p. 1843).
8. — Comités d'entreprise dans les exploitations agricoles. — Discussion d'un projet de loi (p. 1844).
Discussion générale : MM. André Aubry, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Brun, Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'agriculture.
Art. 1^{er} :
Amendement n° 1 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.
Adoption de l'article.
9. — Bienvenue à une délégation de la Chambre des Lords (p. 1846).
MM. le président, Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.
10. — Comités d'entreprise dans les exploitations agricoles. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 1846).

Art. 2 :

Amendement n° 2 de la commission. — Adoption de l'article dans le texte de l'amendement.

Adoption du projet de loi.

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES SOUFFLET

11. — Assurance des travailleurs de l'agriculture. — Rejet d'un projet de loi (p. 1846).

Discussion générale : MM. Robert Soudant, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Max Monichon, rapporteur pour avis de la commission des finances.

PRÉSIDENTE DE M. ALAIN POHER

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'agriculture.

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES SOUFFLET

MM. Michel Cointat, ministre de l'agriculture ; Pierre Brun, Paul Guillard, André Aubry, le secrétaire d'Etat.

Art. 1^{er} :

M. Marcel Darou, président de la commission des affaires sociales.

Amendement n° 53 rectifié de M. Max Monichon. — MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Etienne Dailly, Hubert d'Andigné, Jacques Descours Desacres, Pierre Carous. — Rejet au scrutin public.

Suspension et reprise de la séance.

Amendements n°s 1, 2, 56, 3 et 4 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Amendements n° 5 à 7 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 8 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Réserve.

Amendements n° 9 de la commission et 55 de M. Jacques Henriet. — MM. le rapporteur, Jacques Henriet, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendement n° 10 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 8 rectifié de la commission. — Adoption.

Amendements n° 11 et 12 de la commission et 62 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Hubert d'Andigné. — Retrait des amendements n° 11 et 12. — Adoption de l'amendement n° 62.

L'article est réservé.

Art. 7 :

Amendements n° 41 de la commission et 66 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, André Aubry, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Adoption de l'article.

Art. 1^{er} (réservé) :

Amendement n° 13 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption, rectifié.

Amendements n° 15 de la commission et 63 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Hubert d'Andigné. — Rejet de l'amendement n° 63. — Adoption de l'amendement n° 15.

Amendements n° 16 à 19 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 20 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Hubert d'Andigné, Jean Mézard. — Adoption.

Amendement n° 21 de la commission. — Adoption.

Amendements n° 22 de la commission et 64 du Gouvernement. — Adoption.

Amendements n° 23 et 24 de la commission. — Adoption.

Amendement n° 52 de M. Michel Darras. — MM. Robert Schwint, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendements n° 25 à 28 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Hubert d'Andigné, André Aubry. — Adoption.

Amendements n° 14 et 29 de la commission. — Adoption.

Amendements n° 30 et 31 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait.

Amendements n° 32 de la commission et 65 du Gouvernement. — Adoption.

Suspension et reprise de la séance.

Adoption de l'article modifié.

Art. 2 :

Amendement n° 33 de la commission. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Jean Collery. — Adoption.

Amendement n° 49 de M. Paul Guillard. — MM. Paul Guillard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption, modifié.

Amendements n° 34 et 35 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3 :

Amendements n° 38 de la commission et 60 du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 58 de la commission. — Adoption.

Amendements n° 39 de la commission et 61 du Gouvernement. — Adoption.

Amendement n° 50 de M. Paul Guillard. — MM. Paul Guillard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendements n° 36 et 37 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 4, 5, 6 et 8 : adoption.

Art. 9 :

Amendement n° 59 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 10 :

Amendement n° 42 rectifié de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 11 : adoption.

Art. 12 :

Amendement n° 43 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 13 :

Amendement n° 44 de la commission. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 14 : adoption.

Art. 15 :

Amendements n° 51 de M. Paul Guillard et 45 de la commission. — MM. Paul Guillard, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Geoffroy de Montalembert, au nom de la commission des finances. — Irrecevabilité.

Adoption de l'article.

Art. 16 : adoption.

Art. additionnel 16 bis (amendement n° 46 de la commission) : adoption.

Art. 17 :

Amendement n° 54 de M. Marcel Nuninger. — MM. Marcel Nuninger, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption, rectifié.

Adoption de l'article modifié.

Art. additionnel 18 (amendements n° 47 de la commission et 67 du Gouvernement) : adoption.

Demande de suspension de la séance : MM. le rapporteur, Etienne Dailly, René Tinant.

Suspension et reprise de la séance.

Sur l'ensemble : MM. Jacques Pelletier, Claudius Delorme, Hubert d'Andigné, Paul Guillard, René Tinant, Robert Schwint, André Aubry, Geoffroy de Montalembert.

Rejet du projet de loi au scrutin public.

12. — **Ordre du jour** (p. 1892).

PRESIDENCE DE M. ALAIN POHER

La séance est ouverte à seize heures cinq minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du jeudi 28 octobre 1971 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki le 11 septembre 1970.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 17, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

— 3 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. René Monory, André Dili- gent, Roger Poudonson et des membres du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès une proposition de loi tendant à instituer une retraite nationale des maires et adjoints.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 18, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

J'ai reçu de MM. Oopa, Poudonson, Sauvage et Schiélé une proposition de loi tendant à doter le territoire de la Polynésie française d'un nouveau statut.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 19, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Léon Jozeau-Marigné un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation (n° 6, 1971-1972).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 16 et distribué.

— 5 —

REPLACEMENT DE SENATEURS

M. le président. J'informe le Sénat que, conformément à l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, M. le ministre de l'intérieur m'a fait connaître qu'en application de l'article L. O. 319 du code électoral, M. Marcel Lucotte est appelé à remplacer, en qualité de sénateur de Saône-et-Loire, M. Marcel Legros, décédé le 28 octobre 1971.

J'informe le Sénat qu'en application de l'article 23 de la Constitution et de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, j'ai pris acte de la cessation, le 2 novembre 1971, à minuit, du mandat sénatorial de M. Jean Bailly, secrétaire d'Etat au commerce, qui avait été proclamé élu sénateur du territoire de Belfort à la suite des opérations électorales du 26 septembre dernier.

J'informe le Sénat que, conformément à l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, M. le ministre de l'intérieur m'a fait connaître qu'en application de l'article L. O. 319 du code électoral, M. Bernard Talon est appelé à remplacer, en qualité de sénateur du territoire de Belfort, M. Jean Bailly, dont le mandat sénatorial a pris fin le 2 novembre 1971, à minuit. (*Applaudissements sur les travées de l'Union des démocrates pour la République.*)

— 6 —

DEPOT D'UNE QUESTION ORALE AVEC DEBAT

M. le président. J'informe le Sénat que j'ai été saisi de la question orale avec débat dont je vais donner lecture :

« M. Antoine Courrière rappelle à M. le Premier ministre les dispositions du code électoral qui précisent que le cumul des mandats de député et de sénateur est interdit au même titre que les candidatures multiples.

« Il lui demande :

« 1° Comment il peut justifier le fait qu'un membre du Gouvernement, élu député puis sénateur, puisse siéger par personne interposée tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat ;

« 2° S'il ne croit pas que le cas précité tombe sous le coup des incompatibilités évoquées par M. le Président de la République ;

« 3° Les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à de pareilles anomalies (n° 132). »

Conformément aux articles 79 et 80 du règlement, cette question orale avec débat a été communiquée au Gouvernement et la fixation de la date de discussion aura lieu ultérieurement.

— 7 —

CONFERENCE DES PRESIDENTS

M. le président. I. — La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat :

A. — Mardi 9 novembre 1971.

A neuf heures trente :

Discussion de la question orale avec débat de M. Marcel Martin à M. le ministre de l'économie et des finances relative aux emprunts souscrits par les communes (n° 120).

A quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation (n° 6, 1971/1972).

B. — Mercredi 10 novembre 1971, à neuf heures trente :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

1° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël (n° 239, 1959/1960) ;

2° Suite et fin de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation (n° 6, 1971/1972).

C. — Mardi 16 novembre 1971.

A dix heures :

Réponses des ministres aux questions orales sans débat :

N° 1156 de M. Joseph Raybaud à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement (parc national du Mercantour) ;

N° 1160 de M. Joseph Raybaud à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement (agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse) ;

N° 1158 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'éducation nationale (garde des jeunes enfants du personnel enseignant féminin) ;

N° 1159 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'éducation nationale (fermeture d'un C. E. G.) ;

N° 1162 de M. Jacques Duclos à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population (situation de l'emploi dans la région parisienne) ;

N° 1163 de M. Robert Schwint à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (industrialisation des zones frontalières du département du Doubs) ;

N° 1164 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'économie et des finances (extension d'un groupe scolaire de Paris, 12^e arrondissement).

A quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (n° 10, 1971/1972).

D. — Mercredi 17 novembre 1971, à quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Suite et fin de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (n° 10, 1971/1972).

E. — Jeudi 18 novembre 1971, à quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant l'aide judiciaire (n° 7, 1971/1972).

En application de l'article 29 bis du règlement concernant l'organisation des débats, la conférence des présidents a décidé que l'ordre des interventions sera déterminé en fonction du tirage au sort auquel il a été procédé au début de la session, dans la discussion générale des textes suivants :

— projet de loi sur la filiation ;

— projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires ;

— projet de loi relatif à l'aide judiciaire.

En application de l'article 50 du règlement, la conférence des présidents a décidé de fixer les délais limites suivants pour le dépôt des amendements :

Mardi 9 novembre 1971, à quinze heures, pour les amendements au projet de loi sur la filiation ;

Mardi 16 novembre 1971, à dix-huit heures, pour les amendements au projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires, sous réserve de la distribution du rapport concernant ce projet, le lundi 15 novembre ;

Mercredi 17 novembre 1971, à dix-huit heures, pour les amendements au projet de loi instituant l'aide judiciaire.

F. — Du **vendredi 19 novembre 1971**, à quinze heures, au **mercredi 8 décembre 1971**, au soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

Discussion du projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993, A. N.).

L'ordre et les dates d'examen des diverses dispositions de la loi de finances seront publiés au *Journal officiel* en annexe à l'ordre du jour établi par la conférence des présidents ; ils seront affichés et communiqués à tous les groupes.

Conformément à l'article 50 du règlement, la conférence des présidents a fixé au **lundi 22 novembre 1971**, à quatorze heures trente, le délai limite pour le dépôt des amendements à la première partie de la loi de finances.

Le Sénat siégera selon les horaires suivants : matin, de dix heures à douze heures trente ; après-midi, de quinze heures à dix-neuf heures ; soir, de vingt et une heures à une heure environ.

Toutes les discussions prévues à l'ordre du jour se poursuivront jusqu'à une heure du matin environ.

Les discussions qu'il n'aurait pas été possible d'achever à la date prévue seront reportées à l'ordre du jour du **samedi 4 décembre 1971**.

Les temps de parole dont disposeront les rapporteurs des commissions et les groupes, pour chacune des discussions prévues, seront fixés comme suit :

— les rapporteurs spéciaux de la commission des finances disposeront chacun d'un temps de parole de trente minutes ;

— les rapporteurs pour avis disposeront de vingt minutes chacun, ou de quarante-cinq minutes en tout lorsqu'il y en aura plus de deux pour un même fascicule budgétaire ;

— en application de l'article 29 bis du règlement, chaque groupe disposera d'un temps fixe, calculé sur la base de quinze minutes pour une durée moyenne journalière de dix heures de débats, augmenté d'un temps proportionnel à son effectif. La répartition des temps de parole sera établie en fonction de la durée de chaque discussion telle qu'elle a été évaluée par la commission des finances.

Les résultats des calculs, effectués conformément à ces règles, seront communiqués aux présidents des commissions et des groupes.

Les inscriptions de parole dans les discussions précédant l'examen des crédits de chaque ministère ne seront admises que jusqu'à dix-huit heures la veille du jour prévu pour cette discussion.

En application de l'article 29 bis du règlement, l'ordre des interventions dans les principales discussions précédant l'examen des crédits des différents ministères sera déterminé en fonction du tirage au sort auquel il a été procédé au début de la session, exception faite toutefois pour certains budgets.

II. — En outre, la conférence des présidents a fixé au **jeudi 25 novembre 1971**, à quinze heures, les scrutins pour la nomination de douze juges titulaires et de six juges suppléants de la Haute Cour de justice prévue par le titre IX de la Constitution. (En application de l'article 61 du règlement, ces scrutins auront lieu, successivement, pendant la séance publique, dans la salle voisine de la salle des séances. Ils seront ouverts pendant une heure.)

— 8 —

COMITES D'ENTREPRISE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi instituant des comités d'entreprise dans les exploitations agricoles. [N° 418 (1970-1971) et 15 (1971-1972).]

Dans la discussion générale, la parole est à **M. le rapporteur.**

M. André Aubry, rapporteur de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la tâche de votre rapporteur sera très simple. Il lui suffit de rappeler que l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise avait, par une discrimination injustifiable, exclu de son champ d'application les salariés agricoles.

La loi n° 66-427 du 18 juin 1966 devait, certes, modifier partiellement sur ce point l'ordonnance de 1945 en prévoyant qu'un décret rendrait obligatoire l'institution de comités d'entreprise dans les organismes professionnels agricoles ainsi que dans les entreprises et sociétés agricoles diverses qui, par la nature de leur activité et les conditions d'emploi et de travail de leur personnel, sont assimilables à des entreprises industrielles et commerciales.

Il fallut cependant attendre les événements de 1968, auxquels participèrent en grand nombre les salariés agricoles, pour qu'intervienne le décret du 18 juin 1968 rendant effectivement obligatoire l'institution de comités d'entreprise dans les organismes professionnels agricoles.

Dans le même temps, par les accords dits de Varenne, les représentants des salariés agricoles faisaient admettre aux représentants des employeurs, en présence du ministre de l'agriculture, la nécessité de reconnaître enfin aux salariés agricoles, dans leur ensemble, les mêmes droits dans le domaine social qu'aux salariés des autres secteurs économiques.

La modification de l'ordonnance du 22 février 1945 s'imposait donc, pour permettre enfin l'institution de comités d'entreprise dans les exploitations et entreprises agricoles proprement dites, qui restaient encore en dehors du champ d'application des textes susvisés.

C'est l'objet du présent projet de loi qui prévoit en son article 1^{er} d'insérer, après l'alinéa premier de l'article 1^{er} modifié de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Il sera également constitué des comités d'entreprise dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles et assimilés et dans les organismes professionnels agricoles, de quelque nature qu'ils soient, mentionnés aux articles 1060 (4°, 6° et 7°), 1144 (premier alinéa), 1149 et 1152 du code rural. »

L'article 2 du projet supprime les deux derniers alinéas de l'article premier de l'ordonnance susvisée introduits par la loi du 18 juin 1966, qui n'ont plus de raison d'être puisque la formulation très générale du nouvel alinéa inséré à l'article premier recouvre l'ensemble des employeurs agricoles et assimilés.

Ce projet de loi appelle trois remarques.

Premièrement, de par la place à laquelle le nouvel alinéa doit être inséré et bien qu'il ne mentionne pas expressément cette limitation, il est clair que l'extension à l'agriculture de l'institution des comités d'entreprise sera limitée aux seules entreprises employant au moins cinquante salariés. Certes, il n'en va pas différemment dans l'industrie et le commerce et, sur le plan strictement légal, on peut en conclure que la parité est ainsi assurée aux salariés de l'agriculture.

Ce raisonnement méconnaît cependant l'une des réalités essentielles de ce secteur d'activité bien particulier qu'est l'agriculture, à savoir la proportion extrêmement importante d'entreprises n'employant qu'un nombre restreint de travailleurs. C'est ainsi que l'on peut évaluer à 250 environ — ce qui est dérisoire — le nombre des entreprises nouvelles dans lesquelles le projet permettrait, s'il était adopté en l'état, de créer un comité d'entreprise.

La recherche d'une parité réelle — dans les faits et non pas seulement sur le plan légal — des salariés de l'agriculture avec ceux des autres secteurs de l'économie passe donc nécessairement par un abaissement sensible du seuil à partir duquel un comité d'entreprise peut, dans ce secteur particulier, être constitué.

Il n'est pas sans intérêt, à cet égard, de noter que les représentants des employeurs et des salariés agricoles se sont déjà entendus au niveau national, par un accord en date du 8 juillet 1970, pour abaisser de cinquante à dix salariés le seuil à partir duquel un délégué syndical peut être désigné dans une entreprise agricole.

Dans le même esprit, votre commission vous propose de compléter l'alinéa nouveau par la mention : « employant au moins vingt salariés ». Ainsi modifié, le projet de loi ne touchera encore que 600 entreprises agricoles environ.

Deuxièmement, en conséquence de cette modification et pour conserver sa cohérence à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 22 février 1945, il conviendrait d'insérer le nouvel alinéa, modifié comme indiqué ci-dessus, non plus après le premier alinéa de l'article 1^{er} susvisé, mais après le quatrième alinéa dudit article.

Troisièmement, le projet de loi n° 417 relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui figure à l'ordre du jour de la présente séance, établit en son article 1^{er} une nouvelle rédaction de l'article 1144 du code rural qui mentionnera désormais l'en-

semble des entreprises et organismes visés jusqu'alors aux articles 1060 (4°, 6° et 7°), 1144 (1^{er} alinéa), 1149 et 1152. La référence auxdits articles devrait être donc remplacée par une référence au seul article 1144 du code rural dans sa nouvelle rédaction.

Tenant compte des amendements qu'elle vous propose et des modifications nécessaires pour harmoniser le texte, votre commission des affaires sociales vous demande d'adopter le projet de loi qui vous est soumis. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, mon intervention sera extrêmement brève. Elle portera strictement sur le point évoqué à l'instant par le rapporteur, M. Aubry, à savoir le nombre de salariés au-dessus duquel il est nécessaire d'avoir un comité d'entreprise.

La règle générale dans l'industrie et dans le commerce — et M. Aubry a pris soin de le rappeler — le fixe à 50. Il n'y a absolument aucune raison qu'en matière agricole ce nombre soit abaissé à 20 salariés.

Je me permettrai d'ailleurs de rappeler au rapporteur qu'il avait proposé à nos collègues d'abaisser le seuil à dix salariés. La commission des affaires sociales s'étant montrée indécise, le rapporteur a alors proposé de le porter à vingt pour obtenir un vote favorable.

Cela ne veut donc pas dire, comme on pourrait le croire en écoutant M. Aubry, que la commission a trouvé tout naturel que l'on admette la création d'un comité d'entreprise à partir de vingt salariés. Au contraire, il y a eu discussion et même désaccord sur ce point.

Je propose donc simplement le maintien de la règle générale qui exige cinquante salariés. Si vous adoptiez la proposition de M. Aubry, vous ouvririez des écluses que vous ne pourriez pas refermer tout de suite. (*Applaudissements sur un certain nombre de travéés de l'union des démocrates pour la République et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'agriculture. Le premier texte intervenu en matière de comités d'entreprises, l'ordonnance du 22 novembre 1945, concernait exclusivement l'industrie et le commerce.

C'est seulement la loi du 18 juin 1966 et le décret du 18 juin 1968, pris pour son application, qui ont étendu les dispositions de cette ordonnance aux organismes professionnels agricoles : coopératives, S. I. C. A., caisses de crédit agricole mutuel, caisses de mutualité agricole, associations et syndicats professionnels.

Les exploitations agricoles proprement dites restaient donc exclues de cette législation. Aussi le problème de l'extension générale à l'agriculture des comités d'entreprise a-t-il été examiné en 1968, lors de la discussion des accords de Varenne, et a-t-il été décidé qu'un groupe de travail comprenant les représentants des différentes organisations d'employeurs et de salariés étudierait les modalités suivant lesquelles cette extension pourrait être réalisée.

Cette consultation a été effectuée l'an dernier : les partenaires sociaux ont demandé que la législation sur les comités d'entreprise soit rendue applicable à toutes les exploitations agricoles dans les mêmes conditions que dans les autres secteurs de l'économie.

Tel est l'objet du présent projet de loi.

Cela étant, examinons-le dans ses grandes lignes.

L'institution de comités d'entreprise ne sera plus limitée aux seuls organismes professionnels, mais elle sera obligatoire dans toutes les exploitations agricoles, quelle que soit leur activité, qu'elles soient spécialisées ou non, dans les exploitations forestières, les entreprises de battages et de travaux agricoles, les entreprises paysagistes, etc. Seuls les établissements publics resteront, comme dans l'industrie et le commerce, en dehors du champ d'application de cette législation.

La création de comités d'entreprise ne sera obligatoire que dans les établissements occupant plus de 50 salariés. Le nombre des entreprises concernées est de l'ordre de 250 ; il s'agit en particulier d'exploitations se consacrant aux cultures spécialisées : exploitations viticoles de la Champagne, exploitations maraîchères et horticoles de la ceinture de Paris, champignonnières, entreprises paysagistes.

Les comités d'entreprise auront, en agriculture, le même rôle à jouer que dans l'industrie : ils exerceront leurs attributions en matière professionnelle, économique et surtout sociale.

Les représentants du personnel et les représentants syndicaux à ces comités jouiront de la protection prévue par l'ordonnance de 1945 en cas de licenciement, lequel ne peut intervenir qu'après avis du comité d'entreprise lui-même et autorisation de l'inspecteur des lois sociales en agriculture, avec recours éventuel auprès du ministre de l'agriculture.

Bien que les nouvelles entreprises qui seront assujetties à l'institution obligatoire de comités d'entreprise en application du présent projet de loi soient peu nombreuses, il n'en reste pas moins que ce projet permet de réaliser, sur ce point encore, la parité entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement souhaite que ce projet soit adopté sans modification par le Sénat. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Il est inséré après l'alinéa premier de l'article premier modifié de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Il sera également constitué des comités d'entreprise dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles et assimilés et dans les organismes professionnels agricoles de quelque nature qu'ils soient, mentionnés aux articles 1060 (4°, 6° et 7°), 1144, premier alinéa, 1149 et 1152 du code rural. »

Par amendement n° 1, M. Aubry, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit cet article :

« Il est inséré après le quatrième alinéa de l'article premier modifié de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Il sera également constitué des comités d'entreprise dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles et assimilés et dans les organismes professionnels agricoles de quelque nature qu'ils soient, mentionnés aux articles 1060 (4°, 6° et 7°), 1144 (premier alinéa), 1149 et 1152 du code rural, employant au moins vingt salariés. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 3, présenté par M. Guillard, et tendant à compléter *in fine* le nouvel alinéa proposé par l'amendement n° 1 par la disposition suivante : « autres que saisonniers ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 1.

M. André Aubry, rapporteur. Comme je l'ai rappelé dans mon intervention, l'objectif du présent projet de loi est d'assurer aux salariés de l'agriculture la parité avec ceux des autres secteurs de l'économie. Pour que cette parité soit réelle, nous devons tenir compte des particularités de ce secteur d'activité.

Je me permets de rappeler qu'on compte en France 2.600 exploitations employant plus de 10 salariés, 600 employant plus de 20 salariés et seulement 250 employant plus de 50 salariés. Il est donc apparu logique à votre commission d'abaisser sensiblement le seuil à partir duquel un comité d'entreprise peut être constitué.

C'est pourquoi nous vous proposons cet amendement tendant à ramener de 50 à 20 salariés l'effectif exigé pour constituer un comité d'entreprise dans une exploitation agricole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, le Gouvernement ne peut se rallier à cet amendement qui tend à abaisser de 50 à 20 salariés le seuil à partir duquel l'institution de comités d'entreprise est obligatoire en agriculture. Je rappelle en effet que l'accord qui a été réalisé au sein du groupe de travail employeurs-salariés s'est fait sur une extension à l'agriculture des dispositions législatives existantes, sans abaissement du seuil.

En dépit des arguments avancés par M. le rapporteur et par certains syndicats de salariés agricoles, cet abaissement n'apparaît pas opportun car, d'une part, la situation des entreprises agricoles qui emploient un faible nombre de salariés n'est pas fondamentalement différente de celle de nombreuses entreprises artisanales, commerciales ou de services et, d'autre part, le

fonctionnement efficace des comités d'entreprise ne peut se concevoir véritablement qu'au sein d'entreprises comptant un minimum de salariés. En effet, il paraît extrêmement difficile d'assurer un financement correct des œuvres sociales de l'entreprise et un recrutement satisfaisant des membres devant siéger à ce comité en dessous d'un certain seuil numérique.

C'est la raison pour laquelle l'ordonnance de 1945 a fixé un seuil de 50 salariés et qu'il n'y a, de l'avis du Gouvernement, aucune raison pour que ce seuil soit abaissé dans le cas particulier de l'agriculture. D'ailleurs — M. le rapporteur l'a fait lui-même observer — même dans l'hypothèse d'un abaissement du seuil de 50 à 20 salariés, la quasi-totalité des exploitations agricoles resterait encore en dehors du champ d'application de la législation sur les comités d'entreprise.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Gouvernement demande au Sénat de rejeter l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Dans ces conditions, le sous-amendement n° 3 n'a plus d'objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

— 9 —

BIENVENUE A UNE DELEGATION DE LA CHAMBRE DES LORDS

M. le président. Je suis heureux de saluer en votre nom la présence dans la tribune d'honneur de lord Hailsham, qui est le lord chancellor, c'est-à-dire tout à la fois le garde des sceaux du Royaume-Uni et le président de la chambre des lords. *(MM. les représentants du Gouvernement, Mmes et MM. les sénateurs se lèvent et applaudissent.)*

Je dirai au lord chancellor qu'il est le bienvenu dans ce vieux palais, qui n'a peut-être pas le prestige de la chambre des lords, mais qui est le siège du Sénat de la République. Merci de votre présence, monsieur le président de la chambre des lords.

M. Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Louis Tinaud, secrétaire d'Etat. Je voudrais, au nom du Gouvernement, m'associer aux excellentes paroles que vient de prononcer M. le président Poher et saluer ici de façon particulièrement amicale, s'il accepte ce qualificatif, M. le président de la chambre des lords.

Monsieur le président, personne, en France moins qu'ailleurs, n'a oublié qu'en 1940, quand le sort du monde libre était menacé, nous avons dû son sauvetage à un grand pays, le vôtre, à un grand peuple, le vôtre, et à un grand Parlement, celui que vous représentez ici aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle il m'est agréable de vous saluer avec gratitude au nom du Gouvernement de la République française. *(Vifs applaudissements.)*

M. le président. Mes chers collègues, vous pardonnerez à votre président de faire une allusion à des faits récents. Il m'est particulièrement agréable, à moi qui ai présidé le Parlement européen, de saluer le président de la chambre des lords après le vote récent émis tant à la chambre des communes qu'à la chambre des lords. *(Nouveaux applaudissements.)*

— 10 —

COMITES D'ENTREPRISE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi.

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi relatif aux comités d'entreprise dans les exploitations agricoles.

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les deux derniers alinéas de l'article 1^{er} précité sont abrogés. »

Par amendement n° 2, M. Aubry, au nom de la commission, propose de rédiger comme suit cet article :

« Les deux derniers alinéas de l'article 1^{er} de l'ordonnance précitée sont abrogés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. André Aubry, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'agriculture. Et le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 2 est donc ainsi rédigé.

La parole est à M. David, pour explication de vote sur l'ensemble du projet de loi.

M. Léon David. Monsieur le président, je me contenterai de dire que j'approuve ce projet de loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

(M. Jacques Soufflet remplace M. Alain Poher au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. JACQUES SOUFFLET,
vice-président.

— 11 —

ASSURANCE DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

Rejet d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. [N° 417 (1970-1971) et 14 (1971-1972).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, voici donc venu le moment d'étudier le projet de loi enfin déposé par le Gouvernement rendant obligatoire l'assurance contre les accidents du travail des salariés agricoles. Dix ans ont passé depuis que le Sénat votait un amendement suggérant que cette assurance devienne obligatoire à la loi du 22 décembre 1966 instaurant un régime d'assurance-accident en faveur des exploitants agricoles et insistait en demandant à nouveau au Gouvernement de déposer dans les six mois de la promulgation de ladite loi un texte instituant l'assurance obligatoire des travailleurs de l'agriculture. Le Sénat estimait alors tout à fait anormal que la loi crée un régime obligatoire d'assurance-accident pour les non-salariés de l'agriculture et que rien ne soit fait pour les salariés eux-mêmes.

Un tel retard ne peut s'expliquer que par la difficulté de mise en œuvre des textes due à la querelle existant entre les partisans du système actuel de la pluralité d'assurances assortie de l'obligation et le désir des intéressés d'instaurer un régime identique à celui des salariés du commerce et de l'industrie.

Il faut dire que la tâche du Gouvernement n'a pas été facilitée par les dissensions au sein de la profession agricole, certains voulant laisser une place importante à la Mutualité 1900 qui avait été en grande partie à l'origine de la couverture de ce risque et qui assurait déjà la protection sociale des travailleurs agricoles sauf dans ce domaine, et les compagnies d'assurances, qui désiraient garder la possibilité d'entrer dans le monde agricole, assurant elles-mêmes une partie de cette garantie.

Malgré de multiples conversations, les tentatives de compromis ne purent aboutir et le Gouvernement se décida finalement à vous soumettre le projet dont vous êtes saisis.

En quelques phrases, voici quelles sont les diverses évolutions législatives de cette affaire. Avant 1899, la réparation des accidents du travail de l'agriculture était, dans tous les cas,

soumise aux règles du droit commun. En l'absence d'une législation spéciale, les règles de droit commun de la responsabilité s'appliquaient en matière d'accidents agricoles comme dans les autres professions. La victime d'un accident ne pouvait obtenir réparation de son employeur que dans la mesure où elle pouvait établir l'existence d'une faute de cet employeur. Dans bien des cas, pourtant, l'accident du travail survenait en dehors de toute faute commise par l'employeur ou même à la suite d'une faute assez légère du salarié. Dans ces deux hypothèses, l'application normale des règles de la responsabilité civile ne permettait pas au salarié d'obtenir une indemnité quelconque de son employeur.

Avec le développement du machinisme dont les applications ont été assez rapidement étendues aux professions agricoles, l'intervention du législateur apparaissait de plus en plus indispensable pour assurer une équitable réparation des accidents du travail. La loi du 15 juillet 1914 définit un certain nombre d'opérations effectuées dans les exploitations forestières, mais l'extension réalisée par cette loi était encore très timide : de nombreux accidents du travail survenus dans ces exploitations forestières demeuraient en dehors du champ d'application de la loi.

Les lois de 1899 et de 1914 sont toujours en vigueur. Leurs dispositions, compte tenu des quelques modifications qu'elles ont subies, font actuellement l'objet de plusieurs articles du code rural. Elles se combinent avec celles, plus générales, qui étendent aux exploitations agricoles la législation des accidents du travail.

La loi du 15 décembre 1922 étend, cette fois d'une manière générale, la législation des accidents du travail aux salariés des exploitations agricoles. Un certain nombre de modifications furent apportées, par la suite, à la situation des salariés non agricoles, notamment avec la loi du 1^{er} juillet 1938 qui comportait une augmentation des réparations forfaitaires à la charge de l'employeur. Mais le législateur de l'époque n'a pas cru pouvoir imposer aux exploitants agricoles les nouvelles charges qu'il avait créées. Il fallait en effet tenir compte des difficultés qu'éprouvaient les exploitants agricoles à distraire de leurs revenus, qui ont un caractère aléatoire, une part fixe plus ou moins grande pour assurer le financement d'une législation sociale.

D'autre part, la distinction du salarié et du patron est beaucoup moins nette dans les exploitations agricoles que dans les entreprises. Le voisin d'un exploitant vient souvent donner un « coup de main » et travailler dans des conditions de fait identiques à celles du salarié. La situation des petits propriétaires exploitants et des métayers est souvent voisine de celle des salariés. Pour cette raison, la loi nouvelle, modifiant de très nombreux points de la loi de 1899 concernant les salariés du commerce et de l'industrie, n'était pas applicable aux salariés agricoles.

Les inconvénients de la dualité de législation obligeant à distinguer des textes différents ont pris fin à la suite des transformations subies par le régime des réparations des accidents du travail des professions non agricoles. Cette réparation a été érigée en un service public dont la gestion a été confiée aux organismes de la sécurité sociale par l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale. De ce fait, la législation des accidents du travail, sans cesser d'être une législation de responsabilité, envisage ces risques comme des risques sociaux analogues à ceux qui sont couverts par l'ensemble de la législation des assurances sociales.

La loi du 30 octobre 1946 abroge donc expressément toutes les lois anciennes concernant ces risques, mais cette abrogation ne concerne pas les professions agricoles, l'article 83 de cette nouvelle loi précise, en effet, que les dispositions de cette loi ne sont pas applicables aux accidents du travail survenus dans les professions agricoles ».

La réparation des accidents du travail reste soumise, pour les professions agricoles, au système de la responsabilité objective de l'employeur qui a la faculté, mais non l'obligation de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances à primes fixes ou d'une caisse mutuelle agricole. La socialisation du risque accidents du travail dans l'agriculture a, jusqu'à présent, été abandonnée. Alors que, pour le commerce et l'industrie, le régime de la responsabilité de la réparation des conséquences des accidents du travail est confiée à des caisses de sécurité sociale, le régime agricole applique encore la règle de la responsabilité personnelle de l'employeur. Cette règle apparaît nettement comme une injustice en ces temps où le fonctionnement de la législation sociale tend à protéger l'individu contre les risques qu'il encourt, non seulement dans sa vie professionnelle, mais encore dans sa vie courante.

Le travailleur agricole victime d'un accident est obligé de se retourner contre son patron pour obtenir le versement des réparations prévues par la loi. Aucune obligation n'est donc

faite aux exploitants agricoles de s'assurer pour garantir les risques-accidents du travail de leurs salariés. L'employeur peut faire face, sur son patrimoine, aux risques encourus à l'occasion de l'emploi de travailleurs salariés.

Bien sûr, la prudence la plus élémentaire lui commande toujours de s'assurer. Dans la pratique, la quasi totalité des employeurs sont assurés ; ils peuvent choisir leur assureur, ils peuvent aussi ne se couvrir que pour une partie des risques. La plupart des contrats sont souscrits pour des cotisations forfaitaires calculées à l'hectare.

Se considérant, à juste titre, défavorisés par rapport aux salariés du commerce et de l'industrie, les ouvriers agricoles espèrent obtenir un régime juridique et social identique au leur.

De grands progrès ont été réalisés pour eux dans tous les autres secteurs de protection sociale : maladie, vieillesse, prestations familiales, et c'est seulement dans celui de la réparation des accidents du travail qu'existent encore des dispositions qu'ils jugent discriminatoires.

Je me permets de citer quelques-unes de ces dispositions défavorables : le recours au salaire fixé par arrêté préfectoral pour le calcul des indemnités journalières et des rentes et non au salaire réellement versé par l'employeur ; le maintien d'un délai de carence de quatre jours ; la non-participation à la gestion du risque, surtout en matière de prévention.

Bien que des efforts de prévention aient été accomplis par les assureurs, il faut reconnaître que la multiplicité des organes rend difficile la mise en œuvre d'une politique qui, si elle se veut efficace, doit être coordonnée. En tout état de cause, les salariés agricoles sont exclus totalement de cette action, car ils ne sont pas représentés au sein des organismes d'assurance.

Quels sont les principes directeurs du projet de loi qui est soumis à notre étude et à notre approbation ?

Trois principes sont à la base du nouveau régime proposé par le Gouvernement : obligation, parité, régime social, ce dernier comportant la gestion du risque et l'organisation de la prévention.

Le caractère obligatoire du nouveau régime ne soulève aucune objection. Toutes les parties intéressées : employeurs, salariés, organismes assureurs, sont d'accord : la couverture des salariés agricoles contre les accidents du travail doit être obligatoire.

Le droit des salariés de l'agriculture à la parité sociale a été reconnu depuis de nombreuses années. Votre commission des affaires sociales l'a réclamé tous les ans au moment du vote du B. A. P. S. A., par la voix de son rapporteur, parmi les améliorations souhaitées dans la protection sociale des salariés agricoles.

De leur côté, les organismes d'employeurs et de salariés ont solennellement proclamé ce droit au ministère de l'agriculture, au cours des négociations dites « de Varenne », et le Gouvernement a donné sa caution à cette proclamation.

De son côté, le comité consultatif paritaire pour les problèmes sociaux des travailleurs salariés agricoles, constitué auprès de la commission des communautés européennes, estime notamment, dans des avis récents, « qu'il est nécessaire de promouvoir dans les plus brefs délais une sécurité et une hygiène du travail adéquates en agriculture, comparables aux réalisations dans d'autres branches industrielles et professionnelles et qu'il est indispensable, au point de vue social, de supprimer aussi vite que possible le retard enregistré dans ce domaine ».

Pour que la parité dans la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles soit assurée, il est nécessaire que ce risque soit considéré comme social et humain, c'est-à-dire : que les salariés soient assurés eux-mêmes nominativement et que les garanties soient élargies à la notion de sécurité physique et de revenus au-delà de la notion de réparation ; que leurs représentants puissent partager la gestion du risque dont la couverture doit prendre place dans l'ensemble de la protection sociale ; que des structures et des modalités techniques et administratives nouvelles rendent possible une couverture simple, rapide et complète.

Le régime général de sécurité sociale, qui intègre la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles, est la référence de parité en la matière.

Les salariés agricoles doivent donc bénéficier d'une couverture sociale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles équivalente à celle qui est applicable aux salariés des autres secteurs.

Je pose maintenant deux questions : Le nouveau régime doit-il être un régime social ? Le libre choix de l'assureur est-il compatible avec la parité sociale en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles des salariés agricoles ?

Il semble que l'on puisse, dans une première approche, répondre affirmativement, moyennant la mise en œuvre de diverses contraintes. En effet, dans la mesure où il serait fait obligation aux employeurs agricoles de main-d'œuvre salariée de s'assurer et aux organismes assureurs de servir des prestations et rentes équivalentes à celles qui sont servies dans les autres secteurs, le premier aspect de la parité serait atteint.

Mais il faut remarquer qu'une telle forme impliquerait l'obligation pour les organismes assureurs de contrôler strictement à la fois les contrats proposés et les fonds gérés.

Il conviendrait aussi que les organismes assureurs versent directement aux assurés les indemnités, et ce dans les meilleurs délais.

La participation des salariés à la gestion de ce risque impliquerait une ouverture des conseils d'administration des différents organismes assureurs à leurs représentants. C'est théoriquement possible, dans la mesure où la gestion du risque « accidents du travail et maladies professionnelles » pourrait être individualisée, c'est tout de même très aléatoire.

La mise en œuvre d'une action de prévention efficace paraît s'accommoder de la multiplicité d'organismes assureurs, à la condition que ceux-ci acceptent d'alimenter un fonds commun pour financer les diverses actions nécessaires. De même, le développement des mesures tendant à réadapter fonctionnellement les accidentés et à les rééduquer professionnellement en vue d'un reclassement peut se faire dans le cadre d'une multiplicité d'organismes assureurs, moyennant contribution de ceux-ci à un fonds commun destiné à financer les moyens d'action qui, dans un souci d'efficacité et d'économie, devraient être étroitement coordonnés avec les moyens mis en œuvre par les organismes sociaux, notamment en matière de maladies.

La liaison avec les dossiers « maladie » serait cependant, compte tenu du régime existant, particulièrement délicate.

Voyons maintenant, en toute objectivité, les avantages et les inconvénients des deux formules : pluralité d'organismes assureurs, unité de gestion par la caisse de la mutualité sociale agricole.

Examinons d'abord les avantages de la pluralité. Cette formule permettrait notamment une certaine émulation entre organismes assureurs et pourrait conduire à la réduction des coûts de la protection sociale demandée. Il convient cependant de signaler que les conditions exigées pour remplir ce rôle et les contraintes nécessaires pour donner satisfaction aux exigences légitimes des salariés seraient de nature à diminuer les écarts entre les coûts de gestion des assureurs. Les compagnies seraient probablement amenées à proposer des formes de contrats particulièrement étudiées et mieux adaptées aux caractéristiques des activités agricoles. Le maintien des droits acquis aux assureurs assurerait une économie car, aucune compagnie n'étant éliminée, le problème des indemnités serait évité.

De même, les difficultés résultant des transferts et reconversions du personnel seraient résolues.

Voyons maintenant les inconvénients. La pluralité laisserait entier le problème de la liaison entre les dossiers « accidents du travail ou maladies professionnelles » et les dossiers d'assurance maladie.

De plus, il s'agit d'un système complexe dont la gestion peut se révéler lourde, tout particulièrement en matière de réadaptation et de reconversion. La participation effective des salariés à la gestion des organismes privés peut être, aussi, difficile.

Quels sont les avantages de l'unicité de gestion ?

Cette formule permettrait une meilleure liaison entre les dossiers « maladies et accidents du travail », dans la mesure où l'organisme chargé de la gestion du risque serait la mutualité sociale agricole, caisse qui gère déjà toute la protection sociale des salariés agricoles : maladie, vieillesse, prestations familiales.

Les cotisations versées par les employeurs se trouveraient recouvrées par un simple pourcentage supplémentaire sur le montant des salaires réellement versés par eux, la mutualité sociale agricole ayant déjà tous les renseignements sur tous les salariés, d'où simplification dans la tenue des fichiers indispensables à la bonne gestion de leur protection sociale.

Cet organisme, qui met déjà en œuvre une action de prévention en différents secteurs, apparaît à même d'accentuer et d'étendre cette action aux domaines des accidents du travail et des maladies professionnelles.

De même, il est chargé d'une large part de l'action de réadaptation professionnelle et cette tâche devrait, quel que soit le mode de gestion choisi, lui incomber. Une étroite liaison avec les moyens mis en œuvre dans le régime général peut également être fructueuse.

La gestion paraît donc plus facile dans un cadre unique.

Cette formule permet d'associer facilement les salariés à la gestion dans le cadre de ses structures existantes, puisque la mutualité sociale agricole, dans toutes ses branches de protection sociale : vieillesse, prestations familiales, maladies, comprend dans ses conseils d'administration des représentants des salariés.

Les caisses départementales et nationale d'assurance maladie assurent un rôle multiple et essentiel dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et disposent de tout un équipement en matériel et en personnel qualifié pour la prévention, les conseils et suggestions aux salariés, entre autres médecins, conseils, assistantes sociales.

Quels sont les inconvénients de l'unicité de gestion ?

Le monopole de gestion peut aller à l'encontre de la souplesse nécessaire pour faire face à la diversité des cas en agriculture. L'unicité de gestion met fin à un régime d'émulation.

Cette solution implique une indemnisation des compagnies et groupes privés évincés, ainsi que la mise en œuvre d'une action de reconversion en faveur du personnel privé d'emploi.

Elle suppose que, pendant un certain temps, les rentes seront versées par différents organismes car, à un régime de capitalisation, se substituerait un régime de répartition.

En réalité, le choix entre l'une ou l'autre de ces formules apparaît être plutôt d'ordre politique que technique.

Analysons ce choix. L'évolution de la protection sociale en général et du régime des accidents du travail en particulier conduit à choisir la gestion par un assureur unique, en l'occurrence la mutualité sociale agricole.

Dans le régime général, la réparation, fondée initialement sur la responsabilité de l'employeur, fut remplacée par la notion de risque professionnel, qui se transforme largement, à partir de 1946, en risque social, avec la mise en place du régime général de la sécurité sociale.

L'agriculture, qui était restée jusqu'alors en dehors de cette évolution, doit aujourd'hui s'aligner sur cette législation, qui doit s'appliquer à tous les citoyens français.

Une exception a été cependant admise par la loi sur l'assurance maladie des exploitants agricoles, puisque, dans la couverture de ce risque, a été introduit le principe de la pluralité des organismes chargés de la protection de ce risque. Mais il s'agit là d'une catégorie d'individus plus aptes à se défendre contre les aléas de la vie que les ouvriers de l'agriculture.

Le projet du Gouvernement, sur lequel nous devons nous prononcer, confie la gestion de ce risque à la mutualité sociale agricole. Il répond aux désirs de tous les intéressés. Il devrait permettre de compléter utilement le système de protection sociale des salariés agricoles en regroupant au sein d'un même régime la garantie de l'ensemble des risques encourus par ces travailleurs et leur famille, conformément aux vœux maintes fois exprimés par leurs organisations représentatives. Il achèverait également la parité des prestations sociales servies à ces salariés avec celles qui sont accordées aux salariés de l'industrie et du commerce.

Le projet est, par ailleurs, conforme aux recommandations de l'organisation internationale du travail qui, dans sa déclaration de Philadelphie, a recommandé l'exclusion de toutes préoccupations commerciales dans la gestion des risques sociaux. Il réalise également l'harmonisation des législations sociales prévues par le traité de Rome puisque la majeure partie des pays ayant signé ce traité a déjà intégré, pour l'ensemble de ses salariés, la réparation des accidents du travail dans un système général de sécurité sociale.

Les mesures nouvelles résultant de cette recherche de la parité doivent rester sans incidence sur les charges sociales des exploitations ou des entreprises agricoles, leur coût étant compensé par les économies de gestion réalisées en fonction de la nouvelle structure de l'assurance.

Cette analyse des deux systèmes — pluralité ou unité de gestion — a amené votre commission des affaires sociales à choisir à la majorité de ses membres la deuxième solution,

celle de l'unité de gestion, c'est-à-dire la formule que nous propose le projet gouvernemental, et à penser que cette gestion devrait être confiée à la mutualité sociale agricole comme le prévoit également le projet.

Les propositions des partisans de la pluralité ne sont pas aussi ambitieuses que le risque « accidents du travail » et « maladies professionnelles » ne l'exige. En effet, ils cherchent seulement à ce que la sécurité des travailleurs bénéficiant de l'assurance ne se trouve nullement diminuée, alors qu'il s'agit d'instaurer une couverture plus complète. Il faut aussi qu'elle soit automatique et simple.

Force nous est de conclure que ce but doit commander les solutions techniques et tenir compte du droit à la parité sociale complète reconnue aux salariés de l'agriculture, tout aussi bien pour la garantie du risque que pour leur participation dans la gestion de la prévention et du risque encouru.

Une politique de prévention et de réinsertion sociale ne peut se faire qu'en liaison avec l'administration du ministère de l'agriculture et les organismes de sécurité sociale du régime général. Une caisse unique de gestion peut seule assurer cette coordination et la mutualité sociale agricole est bien placée, avec ses structures, pour le faire sous le contrôle de l'administration. Les caisses régionales d'assurances sociales du régime général tiennent déjà les statistiques des accidents du travail de leur circonscription, suivant les catégories d'établissements qui ont apparaître les fréquences, les causes, les circonstances, la durée et l'importance des séquences.

Les caisses régionales étudient également tous les problèmes de prévention qui se dégagent des statistiques et en communiquent les résultats à la caisse nationale, à l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre et, sur leur demande, aux conseils d'hygiène et de sécurité des entreprises.

Les caisses de mutualité sociale peuvent donc profiter des renseignements obtenus par les caisses du régime général en leur demandant que leur soient communiqués tous ces renseignements utiles. Il en résulte une économie considérable dans l'étude des mesures de prévention à mettre en place dans l'agriculture. Une liaison effective doit se réaliser entre le ministère de l'agriculture, les caisses de sécurité sociale du régime général et la mutualité sociale agricole, qui est impossible à mettre en place avec la pluralité des assureurs.

Pour terminer, je voudrais également vous dire que la profession agricole qui fut longtemps réticente à l'unicité de gestion accepte maintenant ce principe.

Un sénateur au centre. Ce n'est pas vrai !

M. Robert Soudant, rapporteur. Ses représentants au Conseil économique et social, qui eut son avis à donner sur ce projet, ont demandé à l'unanimité moins une voix que la gestion du risque « accidents des travailleurs agricoles » soit confiée à la mutualité sociale agricole. L'ensemble du Conseil économique et social a approuvé également cette unité de gestion au scrutin public, par 93 voix contre 14 et 30 abstentions.

Au nom de la commission des affaires sociales du Sénat, je vous demande donc, mes chers collègues, d'approuver le projet du Gouvernement dans son économie générale, en vous laissant certes la liberté d'y apporter toutes les modifications de détail que vous jugerez utiles. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Max Monichon, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la commission des finances a décidé de se saisir pour avis du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Puisque la commission des affaires sociales avait confié le rapport au fond au rapporteur du B. A. P. S. A., il est apparu que la commission des finances devait confier également le rapport pour avis à son propre rapporteur du B. A. P. S. A. ; c'est la raison pour laquelle je suis aujourd'hui à cette tribune.

Je ne ferai pas l'historique du problème qui nous préoccupe aujourd'hui car M. Soudant vient de le faire parfaitement au nom de la commission des affaires sociales.

Je voudrais simplement rappeler que nous nous trouvons aujourd'hui régis par les dispositions de la loi de 1922 qui offre aux employeurs une simple faculté d'adhérer. Face à l'étendue de la responsabilité, 97 p. 100 des salariés agricoles sont aujourd'hui couverts contre ce risque ; 50 p. 100 d'entre eux sont assurés par la mutualité 1900, les autres 50 p. 100 étant par les compagnies d'assurances.

Je dirai tout de même que ce projet de loi a bien tardé à être déposé, monsieur le secrétaire d'Etat. Je me suis reporté à la question d'actualité qui avait été posée par M. Brignon le 27 novembre 1970, pour rappeler que l'article 7 de la loi du 22 décembre 1966 accordait un délai de six mois pour le dépôt de ce projet. Nous sommes, si je ne m'abuse, le 4 novembre 1971...

A qui s'applique le projet de loi dont nous discutons ? Cette question me conduit à faire un parallèle entre les fluctuations de la population agricole au niveau des exploitants et ces fluctuations au niveau des salariés.

Nous constatons que la diminution du nombre des travailleurs salariés est plus rapide que celle de la population des travailleurs non salariés. En effet, le nombre des travailleurs salariés, qui était de 828.000 en 1962, est tombé à 588.000 en 1968, soit une diminution de 240.000, donc de 29 p. 100, ce qui fait ressortir un rythme annuel de 4,5 p. 100 environ, alors que la diminution du nombre des exploitants agricoles ne dépasse pas 3 p. 100.

Voyons maintenant l'économie du projet. Nous y trouvons le principe de l'obligation, celui de la parité, celui du monopole de gestion, l'équilibre du régime, le fonds de prévention, le comité national et les comités régionaux de prévention, l'assurance complémentaire, la date d'application, le paiement des rentes, le reclassement des personnels et les indemnités.

La commission des finances prend acte du fait que tout le monde est d'accord sur la nécessité de l'obligation, puisque nous disions tout à l'heure qu'elle avait tardé, et qu'elle ne va plus concerner que 3 p. 100 des salariés agricoles. Si, parfois, il arrive au Gouvernement d'être obligé d'intervenir par une mesure autoritaire, on peut dire que l'adhésion a été quasi parfaite puisque, je le répète, 97 p. 100 des exploitants ont assuré leurs salariés.

La parité ne peut non plus soulever aucune difficulté. Cette « parité » — c'est un terme que nous employons couramment — nous voudrions, en particulier, qu'elle s'applique aux revenus de l'agriculteur. Dès lors, que la parité soit donnée aux salariés agricoles par rapport à ceux du régime général ne devrait provoquer aucune contestation dans cette assemblée.

Quant à la prévention, elle constitue un élément fort important dans les accidents, puisqu'il ressort des statistiques que plus de 30 p. 100 des accidents des salariés agricoles sont dus à l'utilisation des échelles.

Si donc ces trois principes que je viens d'énoncer recueillent votre accord, après celui de la commission des finances, le problème s'est posé pour cette dernière de savoir s'il était possible, dans le cadre du régime actuel, de donner la plénitude de développement et d'application à ces trois principes. Rien n'empêche, dans le régime actuel, de prévoir l'obligation. Tout permet de dire et d'écrire que, dans le régime actuel, devra se réaliser la parité et que la prévention devra être permanente. C'est dans ces conditions que la commission des finances a pensé qu'il y avait lieu d'inscrire ces trois obligations à l'intérieur du régime actuel, qui est un régime de pluralité.

Certes, il faut dire, car c'est vrai, qu'en ce qui concerne la parité, on note trois ou quatre différences entre les prestations servies aux salariés agricoles et celles dont bénéficient les salariés du régime général. Ces différences sont minimes, mais c'est une occasion pour le Sénat, comme la commission des finances l'a compris, de faire disparaître ces petites anomalies, que je ne perdrai pas de temps à vous énoncer puisque, sur ce point, nous sommes d'accord.

La commission des finances a également pensé que la participation à la gestion, dont il est fait état dans le projet de loi, n'est nécessaire qu'avec le principe du monopole, encore que nous puissions constater que le système financier qui va assurer l'application de ce texte est défini de telle manière que les cotisations payées par les exploitants employant des salariés doivent correspondre exactement aux prestations servies. C'est donc à l'intérieur d'un système qui doit être en permanence équilibré et dans lequel le Gouvernement n'a pas l'intention d'intervenir — je pense que c'est exact, monsieur le secrétaire d'Etat — que peut se situer la possibilité de participation à la gestion. Nous pouvons nous demander quelle serait son importance.

Mais nous pensons qu'il ne serait probablement pas raisonnable de motiver le monopole, c'est-à-dire l'unicité de gestion, par la participation à la gestion. Ce monopole, qui est institué par le projet de loi — l'article 1151 du code rural — m'est l'occasion de dire qu'il ne peut être dans l'esprit de personne d'essayer de faire une mauvaise querelle à la mutualité agricole.

J'ai l'honneur, dans cette assemblée — et M. Driant l'a fait dix ans avant moi — j'ai l'honneur, dis-je, depuis dix ans, de rapporter le budget des prestations sociales agricoles, ce qu'on appelle le B. A. P. S. A., et en raison des relations permanentes que les rapporteurs de ce budget, aussi bien le rapporteur de la commission des affaires sociales que le rapporteur de la commission des finances, ont avec la mutualité agricole, ils peuvent porter témoignage que la mutualité agricole s'acquitte de l'exécution dudit budget dans des conditions dont nous disons qu'elles sont parfaitement convenables. Il ne peut donc pas être question de faire une mauvaise querelle à la mutualité sociale agricole.

Certes, on nous dit que le risque resterait très professionnel s'il y avait pluralité et qu'il revêtirait un caractère social s'il y avait unicité. Mais quand on sait quelle est l'importance du risque dont nous débattons et quand on sait que ce risque concerne de petites gens, des Français très modestes, on comprend très bien que le risque professionnel devienne automatiquement un risque social.

Voyons maintenant comment se présente l'indemnisation ? Elle est prévue par l'article 15 du projet de loi et elle sera assurée à l'intérieur du régime de financement qui a été prévu, à savoir les cotisations des employeurs salariés agricoles devant satisfaire toutes les obligations du régime. Par conséquent, s'il y a indemnisation des compagnies d'assurances, il est sûr que cette indemnisation aura une incidence importante sur le montant des cotisations et je voudrais rendre l'Assemblée attentive à cette constatation.

M. Etienne Dailly. Très bien !

M. Max Monichon, rapporteur pour avis. Examinons, si vous le voulez bien, comment cette indemnisation pourrait être réglée et essayons, par conséquent, de prendre comme référence ce qui s'est produit lors de la précédente socialisation des accidents du travail pour les salariés de l'industrie et du commerce, en 1946 si mes renseignements sont exacts.

Les sociétés d'assurances françaises ont perçu, mais bien plus tard, plusieurs années après le vote de la loi, une indemnité qui correspondait au tiers de l'encaissement annuel précédant l'année de socialisation. Mais les sociétés étrangères, les assurances étrangères qui assuraient le risque des accidents du travail des salariés du commerce et de l'industrie ont elles-mêmes perçu non pas un tiers, non pas 33 p. 100, mais 80 p. 100. Alors — en dehors de l'objet, la curiosité du rapporteur paraîtra bien légitime à cette assemblée et au secrétaire d'Etat — je voudrais savoir, si cela est possible, comment s'explique cette différence de traitement entre les sociétés d'assurances françaises et les sociétés d'assurances étrangères.

L'encaissement annuel en 1971, si l'on prenait la même méthode de calcul de l'indemnisation, représente 150 millions de francs ; 33 p. 100 de cette somme correspondrait donc à 50 millions de francs au titre de l'indemnisation des sociétés d'assurances privées, dont nous disons qu'elles assurent 50 p. 100 des salariés agricoles.

Il y a aussi, et il y avait lors de la précédente socialisation des accidents du travail pour les salariés de l'industrie et du commerce, une indemnité pour les agents et les agents généraux d'assurances, lesquels, à cette occasion, avaient perçu une indemnité dont le volume est sensiblement égal à celle qui avait été versée aux compagnies, soit 50 millions de plus.

Enfin, la mutualité 1900, qui assure elle aussi 50 p. 100 des salariés agricoles contre les accidents du travail, devrait avoir droit, dans les mêmes conditions, à la même indemnisation, soit 50 millions de plus, ce qui fait un total de 150 millions de francs. En conséquence, ces 150 millions de francs doivent être prélevés sur les cotisations dues par les exploitants qui emploient du personnel pour permettre, dans le cadre de l'équilibre du régime financier qui régit le projet de loi, d'arriver à la fois à servir les prestations et à payer les indemnités qui sont dues. (Très bien ! au centre.)

J'ai parlé de cet équilibre et nous n'y reviendrons pas. Je rappellerai simplement les termes de l'article 1154 du code rural, qui dispose : « La cotisation due par chaque employeur est assise, dans la limite d'un plafond, sur les rémunérations soumises à cotisations d'assurances sociales agricoles, qui sont perçues par ses ouvriers, employés ou assimilés bénéficiant du régime. »

Voyons maintenant le problème des rentes. Ce problème est traité par l'article 11 du présent projet qui stipule que les rentes liquidées et versées à ce jour continueront à être payées par les compagnies d'assurances ou par la mutualité 1900, sauf, tout de même, à ce que la revalorisation ou l'actualisation de ces rentes soient payées par le régime financier qui régit le projet de loi dont nous discutons. Nous faisons une première

constatation, à savoir que dans le paiement des rentes il va y avoir pluralité. Les anciennes rentes vont continuer à être servies par les compagnies d'assurances, y compris la mutualité 1900 ; les nouvelles rentes seront servies par le gestionnaire qui est la mutualité sociale agricole.

Voyons aussi le reclassement des personnels. Il est traité par l'article 14, selon lequel les personnels bénéficieront d'une priorité d'incorporation au nouveau régime que va créer la mutualité agricole, puisqu'ils seront sans doute remerciés par les assurances qui, au terme du contrat dont nous discutons, n'auront plus besoin des services de ces personnels. Je pose la question : si, devenus disponibles, ils ne peuvent pas être utilisés en totalité par la mutualité agricole ou ne peuvent l'être qu'au cours d'une période assez longue, que va-t-il advenir de ces personnels ?

Nous allons maintenant revoir le problème de la répartition. Il est bien sûr qu'au début le nouveau régime n'aura pas à assurer le service des rentes, puisque les anciennes seront payées par les anciens assureurs et que les nouvelles continueront à être payées à l'intérieur du régime. Là se situe une différence fondamentale entre le système de la capitalisation et celui de la répartition. Cette différence est très importante. Considérant en effet que sur cent assurés il y a seize rentiers et un taux de mortalité d'un trente-deuxième, nous pouvons ébaucher des exemples qui ne seraient que des hypothèses d'école, mais qui nous amènent à dire que la répartition, qui remplacera la capitalisation, va devenir une espèce de pari sur l'avenir. J'ai le sentiment que nous aurions intérêt à ne pas le prendre. (Très bien ! au centre.)

La commission des finances du Sénat a donc considéré qu'il y avait lieu de conserver le régime actuel de la pluralité en l'assortissant de l'obligation, de la parité, de la prévention. Mais il nous est également apparu que si ces dispositions très utiles, et tardives même pour les salariés agricoles, ne peuvent être, au terme du projet de loi ou au terme de l'amendement de la commission des affaires sociales, mises en place que le 1^{er} janvier 1974, cela signifie que l'ancien système va continuer à fonctionner jusqu'au 31 décembre 1973. Il appartient au Gouvernement de prendre les huit décrets nécessaires — ce sont soit des décrets simples, soit des décrets en Conseil d'Etat — pour nous permettre, avec le présent système, de donner satisfaction pour l'obligation, pour la parité et pour la prévention, à l'ensemble des salariés agricoles de ce pays.

Voilà quelles sont les raisons pour lesquelles la commission des finances a présenté à l'article 1^{er} — article 1151 du code rural — un amendement qui affirme le principe de l'obligation, celui de la parité, et qui maintient le système de la pluralité.

En bref, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de savoir si, dans cette assemblée, nous sommes pour la liberté du choix et par conséquent pour la pluralité ou si, au contraire, nous sommes pour le monopole et pour l'unicité. C'est la question qui est posée au Sénat, que je remercie de m'avoir écouté avec une si bienveillante attention. (Applaudissements à droite, sur les travées de l'union des démocrates pour la République et sur certaines travées à gauche.)

(M. Alain Poher remplace M. Jacques Soufflet au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. ALAIN PÖHER

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles a pour objet fondamental d'assurer aux salariés agricoles en cette matière la parité sociale avec les salariés des autres secteurs d'activité.

Le dépôt de ce texte répond au vœu exprimé par le Parlement qui, lors du vote de la loi du 23 novembre 1966 instituant l'assurance obligatoire des exploitants agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, avait invité le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant le même objet en faveur des salariés agricoles.

L'orientation du texte présenté par le Gouvernement est conforme à l'avis qui a été exprimé à une très forte majorité — 117 voix pour, 12 voix contre et 10 abstentions — par le Conseil économique et social lors de sa séance du 8 juin 1971.

Il s'inscrit en effet dans l'évolution amorcée depuis 1963 et confirmée par les accords de Varenne de juin 1968, selon laquelle il convenait d'accorder aux salariés agricoles les mêmes garanties sociales qu'aux salariés de l'industrie, du commerce ou des services.

Cette évolution s'est traduite notamment par l'alignement progressif des prestations servies par le régime des salariés agricoles sur les prestations en vigueur dans le régime général de sécurité sociale et par la suppression du salaire minimum agricole garanti.

Toutefois une disparité importante subsistait encore dans le domaine de la réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles. En effet les salariés agricoles n'ont pas été compris dans le champ d'application de la loi du 30 octobre 1946 qui a institué à compter du 1^{er} janvier 1947, dans le cadre du régime général de la sécurité sociale, la protection obligatoire des salariés de l'industrie et du commerce contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Ils restent dès lors régis par la loi du 9 avril 1898 et les lois qui l'ont complétée ultérieurement, qui ont institué un régime de responsabilité objective des employeurs agricoles vis-à-vis de leurs salariés.

Il en résulte qu'à la différence des autres salariés pour lesquels la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles est considérée comme un risque social, c'est-à-dire un risque intégré dans le régime général de sécurité sociale, les salariés agricoles restent soumis à un régime dans lequel ces mêmes risques sont considérés comme des risques purement et simplement professionnels.

La différence n'est pas simplement d'ordre philosophique ou politique, mais elle entraîne une série de conséquences pratiques qui sont très souvent préjudiciables aux intérêts directs des victimes.

Ainsi l'employeur agricole, s'il est tenu de réparer les conséquences des accidents du travail ou des maladies professionnelles dont sont victimes ses salariés, n'est pas obligé de s'assurer. En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance de son employeur, qu'il n'a aucun moyen pratique de contrôler, le salarié agricole, victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, se heurte et se heurtera à de très grandes difficultés pour obtenir intégralement la réparation à laquelle la loi lui donne droit.

J'indiquerai simplement à ce propos que la procédure qui peut être engagée devant les tribunaux civils, si elle donne, bien sûr, quelques garanties formelles aux victimes, est généralement longue en raison des possibilités de recours et entraîne en pratique un retard important, pour ne pas dire énorme quelquefois, dans le paiement des prestations.

Ces employeurs ou leurs assureurs, même s'ils consentent parfois, cela arrive, à donner des avances aux victimes, n'ont pas toujours la possibilité de leur apporter l'aide matérielle qui serait indispensable pour soulager, dans de très nombreux secteurs ruraux, de véritables situations de détresse. Ai-je besoin d'ajouter que les complexités de la procédure découragent parfois les victimes de faire valoir pleinement leurs droits ?

Pour mettre un terme à cette situation, le Gouvernement a fait un choix qui est à la fois technique et politique. Ce choix, que M. le rapporteur pour avis de la commission des finances, à travers ma personne, a reproché tout à l'heure au Gouvernement, ce choix, je puis vous l'assurer, n'a été pris qu'à l'issue de très longues réflexions.

Le texte qui vous est soumis considère le risque des accidents du travail en agriculture comme un risque social. De ce fait, il doit être intégré au régime des prestations sociales des salariés agricoles et sa gestion doit être confiée à la mutualité sociale agricole.

Sur le plan technique, il nous est apparu que ce choix était celui qui permettait d'assurer dans les meilleures conditions les quatre objectifs sur lesquels un accord unanime s'est toujours manifesté, à savoir : l'obligation d'assurance, la parité des prestations avec le régime général de sécurité sociale, la mise en place d'une politique efficace de prévention et, enfin, la réinsertion sociale des victimes.

En effet, le contrôle effectif de la parité et la mise en œuvre d'une politique active de prévention nécessitent, dans un régime de pluralité d'assureurs, la mise en place d'organismes de coordination dont le fonctionnement est souvent, pour ne pas dire toujours, lourd et d'une efficacité plus que douteuse. Il suffit pour s'en convaincre, de constater les difficultés rencontrées dans le domaine de l'assurance maladie des exploitants

agricoles, pour faire fonctionner des services communs aux différents assureurs comme le contrôle médical, la médecine préventive, ou le fonds d'action sociale, c'est-à-dire le F.A.M. E.X.A.

Par ailleurs, le fait que la mutualité sociale agricole gère déjà les assurances sociales des salariés agricoles, doit être une source d'économie de gestion appréciable. Ainsi, les bases des cotisations et les modalités de recouvrement de ces cotisations seront les mêmes en assurances sociales qu'en accidents du travail. Je tiens à dire, contrairement à ce qui a pu être affirmé, que les employeurs de main-d'œuvre agricole n'auront aucune formalité supplémentaire à accomplir par rapport à celles qu'ils accomplissent déjà en matière d'assurances sociales.

Sur le plan politique, le choix qui a été fait par le Gouvernement signifie que, désormais — et cela me paraît capital — ce seront les salariés agricoles qui seront personnellement — je dis bien personnellement — assurés contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et non leurs employeurs qui s'assureront pour couvrir leur responsabilité.

Je voudrais tout particulièrement insister sur ce point, qui, comme je vous l'ai dit, me paraît capital. Les défenseurs du système de pluralité — je les comprends très bien — invoquent souvent le libre choix et ils ont raison. Mais de quoi s'agit-il ? Du libre choix de l'employeur ou du libre choix du salarié ? Le précédent de l'assurance maladie ou de l'assurance accident des exploitants agricoles ne saurait être invoqué, car dans ces deux cas, c'est bien l'exploitant qui s'assure personnellement pour lui-même. Au contraire, dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, c'est l'employeur qui choisit, mais c'est le salarié qui supporte éventuellement les conséquences de ce choix. Il y a là un problème auquel je me permets de vous rendre particulièrement attentif, qui touche à la dignité du travailleur et à son statut social.

La liberté des salariés et leur participation sont assurées par l'élection de leurs représentants au sein des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole. En effet, par la désignation d'administrateurs au sein des conseils des caisses de mutualité sociale agricole, les salariés ont la possibilité de contrôler directement la gestion du risque accident du travail ; ils peuvent notamment intervenir pour faire accélérer l'instruction des dossiers et pour veiller à ce que les phases les plus importantes de la procédure de réparation — notamment, ce qui est capital, celle de la fixation de la date de consolidation de la blessure ou de la maladie et les propositions de détermination des taux d'incapacité permanente — se déroulent normalement.

Enfin, la participation des salariés à la gestion renforce considérablement leur rôle en matière de prévention en leur permettant de s'assurer que les services de la caisse exécutent correctement, en ce domaine, la politique qui aura été arrêtée par les comités de prévention au sein desquels les salariés et les employeurs seront paritairement représentés.

C'est en considération de cet élément de politique sociale, qui lui est apparu tout à fait fondamental, que le Gouvernement a finalement opté pour un système d'unicité après avoir, croyez-moi, approfondi toutes les possibilités de compromis qui avaient été suggérées de différents côtés.

Je rappellerai simplement ici que différents projets de loi maintenant le système actuel de pluralité d'assureurs ont été élaborés, mais n'ont pu finalement être retenus car aucun de ces projets n'a pu faire l'unanimité sur le plan technique ou sur le plan politique. Cette recherche patiente d'un compromis vous explique, monsieur le rapporteur pour avis de la commission des finances, que le Gouvernement n'ait pu déposer un projet dans le délai qui lui avait été imparti par le Parlement.

Je dois également préciser que pendant toute cette période une profonde évolution des esprits s'est manifestée. Les organisations professionnelles agricoles — l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles — qui avaient jusqu'ici manifesté une certaine préférence pour le maintien du régime actuel de pluralité, se sont finalement ralliées, malgré tout ce qui a pu être dit tout à l'heure, à la thèse de l'unicité qui a été soutenue dès le départ par l'ensemble des organisations syndicales de salariés agricoles, le centre national des jeunes agriculteurs et la mutualité sociale agricole.

Je voudrais aussi me permettre de rappeler devant le Sénat qu'à son dernier congrès, le congrès de Nîmes, la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles a rejeté un amendement favorable au principe de la pluralité.

Je voudrais tout d'abord développer devant vous les raisons qui ont conduit le Gouvernement à cette option en matière de

gestion, car c'est la question fondamentale qui dominera, j'en suis persuadé, l'ensemble des débats consacrés à ce texte. Je voudrais également vous donner quelques indications sur les principales dispositions de ce projet relatives aux prestations, au contentieux, à la politique de prévention, au financement du régime et aux dispositions transitoires ou particulières qu'il a été indispensable de prévoir.

En matière de prestations, le projet qui vous est soumis réalise l'alignement intégral sur les prestations servies par le régime général de sécurité sociale. Cet alignement aura notamment pour effet de supprimer la forclusion de trois ans qui est actuellement opposée aux salariés agricoles pour une révision éventuelle des taux d'incapacité permanente en cas d'aggravation de leur état due aux séquelles d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle. Il aura également pour effet de supprimer le délai de carence de quatre jours pour les indemnités journalières en cas d'interruption du travail inférieure à dix jours.

Enfin — et c'est peut-être là le point le plus important — le rapprochement de l'assiette des cotisations d'assurance sociale et d'accidents du travail permettra aux salariés d'être enfin indemnisés sur la base de leur salaire réel.

Le projet prévoit également la situation des avant-loi dans le souci, bien sûr, de régler les cas les plus douloureux. C'est ainsi que les victimes dont l'état se serait aggravé, après le délai de trois ans que j'ai précédemment évoqué, au point d'entraîner la nécessité de recourir à l'assistance d'une tierce personne seront relevées de la forclusion. De même lorsque les séquelles de l'accident ou de la maladie professionnelle auront entraîné le décès de la victime après ce délai de trois ans, ses ayants droit auront la possibilité d'obtenir le bénéfice d'une rente.

En matière d'organisation du contentieux, l'intégration du risque accident du travail dans le régime de protection sociale des salariés agricoles entraîne nécessairement l'abandon du contentieux judiciaire qui est actuellement pratiqué dans le cadre de l'assurance et dont j'ai indiqué tout à l'heure que s'il donnait quelques garanties formelles à la victime, il était très souvent source de lenteur dans l'indemnisation. Toutefois, afin de tenir compte des vœux exprimés par les associations de mutilés du travail, les règles du contentieux technique de la sécurité sociale n'ont pas été intégralement retenues.

Pour les contestations relatives à la fixation de la date de consolidation de la blessure ou de détermination de l'incapacité permanente, c'est le contentieux général de la sécurité sociale qui s'appliquera car il ménage plus de possibilités de recours à la victime et parce que la procédure se déroule sous le contrôle du juge.

Les textes réglementaires qui seront préparés à cet effet permettront de plus d'aménager une procédure contradictoire et une conciliation préalable entre les parties avant le recours aux instances du contentieux général de la sécurité sociale. Il s'agit là, en fait, d'une innovation et seule l'expérience permettra de dire s'il convient de persévérer dans cette voie ou s'il convient purement et simplement de revenir aux règles du régime général de sécurité sociale.

J'en viens maintenant aux dispositions relatives à la prévention. C'est là, à mon sens, un des apports fondamentaux du projet en raison de la fréquence et de la gravité des accidents du travail en agriculture qui entraînent souvent des conséquences sociales désastreuses.

Je voudrais simplement rappeler au Sénat qu'en 1968 — ce sont les dernières statistiques connues — 66.866 accidents du travail en agriculture ont été déclarés, dont 277 accidents mortels. Les deux tiers de ces accidents environ concernaient des salariés agricoles. Il importe donc de mettre très rapidement en œuvre une politique de prévention afin de réduire le nombre et la gravité des accidents et des maladies professionnelles en agriculture.

Le projet qui vous est soumis s'inspire très largement des dispositions qui sont appliquées en cette matière dans le régime général de sécurité sociale et qui paraissent avoir été particulièrement efficaces puisque l'on constate, dans les secteurs où la prévention a été particulièrement active, une diminution très significative du nombre et de la gravité des accidents du travail.

Toutefois, en ce qui concerne les structures des comités de prévention, le projet gouvernemental diffère des solutions appliquées dans le régime général de sécurité sociale. En effet, dans ce dernier régime, les comités de prévention sont intégrés dans les caisses, caisses nationales et caisses régionales, et les fonctionnaires de l'administration de tutelle n'en font pas partie. Dans le secteur agricole, il nous a paru nécessaire de bien préciser en cette matière les prérogatives des services centraux

et régionaux du ministère de l'agriculture et de prévoir en conséquence une structure des comités de prévention qui ne soit pas exactement calquée sur la structure des caisses de mutualité sociale agricole.

Par ailleurs, il n'existe pas de caisse régionale de mutualité sociale agricole et l'on peut craindre, dès lors, que la définition au niveau de chaque caisse départementale des mesures de prévention ne conduise à une dispersion des actions entreprises dont l'efficacité serait ainsi considérablement réduite.

Enfin, la structure envisagée permet de mieux préserver les possibilités d'une coordination étroite avec les institutions de prévention mises en place dans le régime général de sécurité sociale. Cette structure n'implique nullement que les caisses de mutualité sociale agricole soient dessaisies de leurs prérogatives en la matière. Les caisses auront, en effet, à jouer un rôle très important au sein des comités de prévention et ce sont elles, bien sûr, qui seront chargées de l'exécution de la politique de prévention. Ce n'est donc pas par défiance vis-à-vis des caisses de mutualité sociale agricole que nous avons proposé cette construction mais, je le répète, dans un souci de coordination et d'efficacité.

Je voudrais maintenant aborder les problèmes de financement du nouveau régime de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles en dissipant une équivoque et en apaisant peut-être certaines inquiétudes. L'équivoque tient au fait que, même si l'on restait — et j'insiste sur ce point — dans le système actuel de pluralité d'assureurs, la réalisation de la parité en matière de prestations et la mise en œuvre d'une politique de prévention impliqueraient obligatoirement un relèvement du montant des primes acquittées par les employeurs de main-d'œuvre agricole.

Je voudrais également faire observer que la parité effective suppose qu'il soit fait référence, pour le calcul des prestations et, par voie de conséquence, pour la fixation des cotisations, au salaire réel, ce qui condamne nécessairement et obligatoirement le système du forfait à l'hectare actuellement pratiqué par les assureurs. D'ailleurs, lorsque le risque assuré est trop important, les assureurs sont d'ores et déjà conduits à dénoncer ce système forfaitaire et anonyme et à proposer des contrats faisant référence au salaire et permettant donc une véritable personnalisation du risque.

Ce point est très important car on ne peut valablement comparer le coût de l'assurance dans le futur régime et dans l'actuel sans tenir compte du surcroît de charges pour l'assurance résultant de la réalisation de la parité en matière de prestations et de la mise en œuvre d'une véritable politique de prévention.

Je voudrais aussi apaiser certaines inquiétudes qui se sont fait jour dans les milieux agricoles à ce propos. En dépit des charges nouvelles qu'aura à supporter le futur régime et qui résulteront non seulement de l'amélioration des prestations et de la prévention, mais également de la prise en charge de la revalorisation des rentes anciennes actuellement supportée par les fonds communs des accidents du travail et de l'indemnisation des compagnies d'assurances, de leurs agents et de leurs courtiers, les calculs prévisionnels auxquels se sont livrés les services du ministère de l'agriculture et du ministère de l'économie et des finances permettent de penser que, globalement, les cotisations demandées aux agriculteurs employeurs de main-d'œuvre ne seront pas relevées.

Cette situation s'explique par les économies de gestion que permettra de réaliser l'intégration du risque accidents du travail dans l'ensemble de la profession sociale des salariés agricoles et par le passage d'un système de capitalisation à un système de répartition.

En conclusion, sur ce problème du financement je peux donc vous dire que, globalement, les cotisations appelées pour les accidents du travail ne seront pas supérieures au montant des primes actuellement payées par les agriculteurs.

Toutefois, la répartition de la charge à l'intérieur de la profession agricole sera peut-être modifiée en raison du passage d'un système forfaitaire à l'hectare à un système basé sur le salaire réel. Mais, comme je vous l'ai déjà indiqué tout à l'heure, cette évolution qui est liée à la réalisation de la parité — parité que personne, je pense, dans votre Assemblée, ne conteste — se produirait en tout état de cause, même si l'on conservait le système actuel de pluralité.

Je voudrais poursuivre cet exposé sur l'économie générale du projet de loi en évoquant quelques-unes des dispositions particulières ou transitoires qui ont été prévues afin de ménager le passage de l'ancien au nouveau système. Trois points me paraissent devoir retenir l'attention : la couverture des travailleurs occasionnels, l'indemnisation des compagnies d'assurances,

de leurs agents et courtiers, le reclassement de certains personnels qui sont actuellement employés par les sociétés d'assurances ou les mutuelles agricoles dans la branche accidents du travail et maladies professionnelles.

En raison de la fréquence des accidents du travail et aussi du travail occasionnel en agriculture, le projet prévoit des dispositions particulières dont l'objet principal est de faciliter les formalités qu'auront à accomplir les employeurs de cette main-d'œuvre occasionnelle. Le Gouvernement est d'ailleurs prêt à accepter un certain nombre d'amendements de votre commission des affaires sociales qui tendent, sur ce point, à apporter un certain nombre de précisions supplémentaires. Je voudrais cependant indiquer clairement à votre assemblée que les dispositions que nous avons proposées ou que nous sommes prêts à accepter ne doivent pas avoir pour effet de permettre aux employeurs agricoles de se soustraire à leurs obligations légales en matière d'assurances sociales ou d'accidents du travail. Il n'est pas admissible que certains employeurs de main-d'œuvre s'acquittent de leurs obligations légales et d'autres non et que cette situation se retourne finalement contre les intérêts des salariés.

Les cotisations versées en matière d'assurance sociale ouvrent, en effet, des droits aux salariés, notamment pour l'attribution d'indemnités journalières en cas de maladie et pour le calcul des avantages de retraite. Il serait tout à fait anormal et scandaleux d'en priver les travailleurs occasionnels.

Nous avons donc été conduits à arrêter, au niveau des mesures d'application, une simplification des formalités exigées de l'employeur par la forfaitisation de la cotisation appelée pour la couverture des assurances sociales et des accidents du travail de ces travailleurs occasionnels.

Je voudrais également apaiser une crainte qui s'est manifestée dans les milieux agricoles, à savoir que certains employeurs pourraient ne pas être couverts aussi efficacement qu'ils le sont actuellement lorsque un accident ou une maladie professionnelle survient à une personne qui se trouve occasionnellement à leur service.

Je tiens à bien préciser que ces craintes ne sont pas fondées. En effet, le projet de loi qui vous est soumis transforme l'obligation de réparation forfaitaire des accidents du travail et des maladies professionnelles, imposée aux employeurs de main-d'œuvre par la loi de 1898 et les lois qui l'ont complétée, en une simple obligation de payer les cotisations dues à la mutualité sociale agricole pour les assurances sociales et les accidents du travail. Dès lors, les seules formalités à accomplir par l'employeur sont l'obligation d'immatriculer aux assurances sociales toute personne qui n'y serait pas déjà, cette déclaration devant intervenir dans les huit jours de la date d'embauche, et de déclarer, à la fin de chaque trimestre civil, les personnes employées et le montant des salaires qui leur ont été versés. Lorsque l'employeur ne s'est pas acquitté de ses cotisations et de ces formalités, il est tenu de régulariser sa situation mais sa responsabilité est limitée au paiement des prestations dues à ses salariés, à concurrence du montant des cotisations qui n'ont pas été versées, avec, bien entendu, application éventuellement des majorations de retard.

Je voudrais également préciser que ces obligations ne s'imposent à l'employeur que lorsqu'il y a un lien de subordination entre lui et la personne qui est à son service. Lorsque l'agriculteur bénéficie d'une aide purement bénévole, qui n'implique en contrepartie aucun lien de subordination ou une rémunération, c'est sa responsabilité civile qui est en cause et il a alors la possibilité de s'assurer auprès d'un organisme d'assurance de son choix.

J'en viens maintenant au problème de l'indemnisation des organismes d'assurance et de leurs agents et courtiers.

Le projet de loi prévoit l'indemnisation du préjudice direct selon des modalités identiques à celles qui ont été appliquées dans le passé lors du transfert de la gestion des accidents du travail des salariés du commerce et de l'industrie à la sécurité sociale. Je rappelle simplement ici que ces dispositions prévoyaient l'indemnisation du préjudice commercial et de l'aggravation des frais généraux résultant de l'amputation d'une partie du portefeuille.

Le projet de loi ne peut poser, en cette matière, qu'un principe général. Les modalités pratiques de l'indemnisation ne pouvant être arrêtées que lorsque sera exactement appréciée la réalité du préjudice subi par les divers organismes d'assurances et leurs agents. Je voudrais cependant vous donner l'assurance formelle que ces modalités ne seront arrêtées qu'après consultation des organismes professionnelles représentatives des intérêts en cause.

S'agissant du reclassement des personnels, des modalités identiques à celles qui ont été prévues en 1947, lors du transfert de la gestion des accidents du travail des salariés du commerce et de l'industrie à la sécurité sociale, sont prévues dans le projet de loi.

Ainsi, une commission nationale composée de représentants des employeurs et des organisations syndicales des salariés concernés sera chargée de constater les besoins en personnel dans la mutualité sociale agricole et l'excédent éventuel — je dis bien « éventuel » — dans les organismes qui pratiquaient antérieurement l'assurance. En effet — et j'y reviendrai tout à l'heure — si, comme le faisait remarquer M. le rapporteur pour avis de la commission des finances, ces personnels étaient en nombre trop important pour être repris par la mutualité sociale agricole, cela démontrerait que le coût de la gestion dans la pluralité est beaucoup plus élevé que dans l'unicité ; mais c'est là une simple parenthèse.

Une priorité d'embauche sera reconnue aux personnels excédentaires.

Par ailleurs, dans la mesure où l'ensemble des personnels excédentaires ne pourront se reclasser en totalité à la mutualité sociale agricole, les délais aménagés pour le passage d'un système à l'autre permettront éventuellement de faciliter la reconversion de ces agents à l'intérieur même de la branche de l'assurance.

Pour en terminer avec l'économie générale du projet — veuillez m'excuser d'avoir été un peu technique et long — je vous précise que l'article 2 reconduit les dispositions antérieures prévues au profit des exploitants agricoles qui ont la possibilité de se couvrir par une assurance complémentaire contre les accidents du travail, afin de bénéficier des prestations dont ils ne profitent pas aujourd'hui au titre de leur régime propre, à savoir le versement d'indemnités journalières et l'obtention de rentes revalorisées.

J'ajoute que cette faculté leur sera maintenue, mais le régime d'assurance complémentaire conservera ses caractéristiques antérieures, c'est-à-dire qu'il fonctionnera dans le cadre d'un système de capitalisation et selon le principe qui régit l'assurance de base des accidents du travail et de la vie privée des exploitants agricoles. Il permettra, dès lors, le libre choix de l'assureur car, à ce moment-là, les employeurs s'assureront, mais pour eux-mêmes. Ainsi, les assureurs, les compagnies d'assurances auront donc la possibilité, en développant beaucoup plus largement qu'elle ne l'est actuellement cette assurance complémentaire, de compenser dans une très large mesure la diminution du portefeuille résultant du transfert de la gestion des accidents du travail des salariés agricoles à la mutualité sociale agricole.

D'autre part, je rappellerai que le projet de loi ne s'appliquera ni aux départements d'outre-mer, dans lesquels les salariés agricoles relèvent, pour la couverture de leur assurance sociale et des accidents du travail, des caisses du régime général de sécurité sociale, ni aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, qui bénéficient déjà d'un régime particulier d'assurance obligatoire couvrant à la fois les exploitants agricoles et leurs salariés dans le cadre de l'unicité de gestion.

Le projet du Gouvernement prévoit encore que le nouveau régime de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 1973. Un délai d'un an est, en effet, apparu nécessaire pour ménager les transitions et mettre au point les très nombreux textes d'application qui seront indispensables au fonctionnement du nouveau régime.

Votre commission des affaires sociales a proposé que ce délai soit reporté d'un an, c'est-à-dire que la date d'effet du nouveau régime soit fixée au 1^{er} janvier 1974. Je me permettrai de faire remarquer à votre assemblée que ce report d'un an, s'il a l'avantage de faciliter encore les transitions d'un régime à l'autre, présente néanmoins le sérieux inconvénient de retarder l'accession des salariés agricoles à la parité en matière de réparation des accidents du travail. Le Gouvernement ne peut donc pas s'associer à cet amendement.

Toutefois, si votre assemblée ne le suivait pas sur ce point, il conviendrait — je le dis d'ores et déjà, car cela aussi me paraît fondamental — de préserver les droits des salariés dans un domaine essentiel, celui du délai de forclusion de trois ans qui leur est actuellement opposé en cas d'aggravation de leur état consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. Le Gouvernement vous demanderait alors de décider que ce délai de forclusion de trois ans ne serait pas opposable aux accidents survenus postérieurement au 1^{er} janvier 1972.

En résumé, j'insisterai tout particulièrement sur l'importance de ce texte, dont vous allez maintenant débattre, car il marque, dans un domaine aussi important que celui de la réparation des conséquences des accidents du travail ou des maladies professionnelles, une étape que le Gouvernement considère comme décisive pour mettre, sur le plan social, les salariés agricoles à parité avec les salariés de tous les autres secteurs d'activité.

Il est vrai que le Gouvernement a mis du temps à déposer ce texte. Mais grâce aux deux rapports remarquables, bien que contradictoires, présentés à votre assemblée, vous avez déjà pu vous rendre compte de la difficulté du problème. Depuis deux ans et demi que je suis rue de Varenne, d'abord avec M. Duhamel, alors ministre de l'agriculture, puis avec M. Michel Cointat, j'ai pratiquement tous les jours travaillé sur ce dossier.

Vous pouvez être assurés que notre position n'était pas fermement arrêtée dès le départ. Nous avons examiné toutes les possibilités. Nous avons eu des contacts, je ne dirai pas seulement nombreux, mais multiples et permanents avec tous les organismes qui, à un titre ou à un autre, s'étaient préoccupés de ce problème et efforcés de dégager une solution. En définitive, ceux qui nous avaient promis de nous apporter des solutions miracles ne l'ont pas fait.

Je voudrais ajouter que le conseil des ministres a eu à discuter d'un premier projet de loi voilà plus d'un an. En raison même des arguments opposés et des divergences constatées, il a alors décidé de renvoyer le dossier au ministère de l'agriculture pour permettre de ménager de nouveaux contacts avec ceux qui prétendaient pouvoir trouver, dans le cadre de la pluralité, le moyen de régler au fond ce problème, qui n'est pas secondaire, de la participation à la gestion et à la prévention.

Je le dis ici publiquement : nous attendons encore cette solution, car la seule qui existe ne peut être trouvée que dans le cadre de l'unicité.

C'est parce que le Gouvernement était profondément attaché au principe de la participation des salariés agricoles à leur régime de protection en matière d'accidents du travail, de gestion et de prévention qu'il a retenu ce texte. (*Applaudissements.*)

(M. Jacques Soufflet remplace M. Alain Poher au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. JACQUES SOUFFLET,
vice-président.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Michel Cointat, ministre de l'agriculture. Monsieur le président, messieurs les sénateurs, M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture, qui s'est penché sur ce problème depuis déjà plusieurs années, vous a brossé objectivement un tableau à peu près complet de ce projet de loi et je l'en remercie. Il y a même mis, sur la fin, une pointe de passion.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole dans ce débat, mais j'ai l'impression qu'on s'achemine lentement vers un grave malentendu. Aussi est-ce la raison pour laquelle je me crois tenu d'intervenir maintenant.

Il est exact de dire que depuis cinq ans ce projet de loi est en chantier. J'ai eu en effet la surprise, après avoir siégé quatre années au Parlement, de retrouver ce texte sur la table ministérielle au début de 1971.

Avec M. le secrétaire d'Etat Pons, nous avons absolument voulu qu'une décision soit prise, car, ainsi qu'il vous l'a expliqué, le Gouvernement a hésité longtemps entre le principe de la pluralité et celui de l'unicité. Je ne crois pas être suspect vis-à-vis de vous quant à mon esprit libéral. Si le Gouvernement a choisi l'unicité, si le ministre de l'agriculture et son secrétaire d'Etat défendent ce principe d'unicité, c'est pour de multiples raisons. Je voudrais seulement en retenir deux qui ont un aspect plus politique que les autres.

Tout d'abord, il ne faudrait pas oublier les intéressés dans cette affaire. Les intéressés, ce sont les salariés agricoles, et je ne voudrais pas qu'il y ait de confusion à cet égard.

Il était normal que le ministre de l'agriculture commence par demander aux intéressés, aux salariés agricoles eux-mêmes, ce qu'ils en pensaient. Bien entendu, il est urgent qu'ils puissent bénéficier de cette protection sociale contre les accidents du travail et c'est l'un des objectifs principaux de la loi. Mais tous, tous les dirigeants, tous les représentants des salariés

agricoles, quelles que soient leurs tendances, quelles que soient leurs organisations, sont pour l'unicité. Il était donc normal que le ministre de l'agriculture tienne compte de cette position et de cet avis.

Pourquoi sont-ils pour l'unicité ? Parce qu'ils veulent bénéficier, comme tous les autres salariés, du même régime de protection sociale. Actuellement, comme l'a dit M. Pons, l'employeur choisit et le salarié subit. C'est un problème tout différent de celui posé en 1966, lorsque vous avez étudié la protection sociale pour les exploitants agricoles.

Le ministre de l'agriculture devait également prendre l'avis de ceux qui sont indirectement intéressés, les exploitants agricoles. c'est-à-dire les employeurs. Or, il faut reconnaître que les organisations d'exploitants agricoles — que ce soit les chambres d'agriculture, la fédération nationale des syndicats des exploitants ou le centre national des jeunes agriculteurs — ont longtemps hésité sur la formule à retenir. Ces organisations n'étaient pas directement « dans le bain », et hésitaient entre la pluralité et l'unicité.

Le secrétaire d'Etat vous l'a dit, et je le répète, à une majorité écrasante, y compris la totalité des organisations professionnelles agricoles, le conseil économique et social, par 117 voix contre 12 et 10 abstentions a voté en faveur de l'unicité.

De plus, il était normal que nous nous tournions vers ce qui a déjà été fait. Or, le régime de protection obligatoire contre les accidents du travail existe en France, dans le Haut-Rhin, dans le Bas-Rhin et en Moselle. Quel est le régime appliqué dans ces trois départements ? C'est celui de l'unicité. J'ai l'impression que tout le monde est satisfait de ce régime. Chaque département a même une caisse unique et on est allé encore plus loin puisqu'il y a l'unicité même pour les exploitants agricoles. J'ai l'impression que ce système fonctionne à la satisfaction de tous.

Voilà la première remarque que je voulais vous faire ; mais la deuxième est encore plus politique. Quel est l'objectif du Gouvernement en matière de politique agricole ? Il s'agit de savoir si l'on veut maintenir dans une situation d'éternelle assistance les agriculteurs français et le monde rural en général ou si l'on veut faire du secteur agricole un secteur économique comme les autres, capable de s'intégrer dans les autres secteurs économiques de la nation.

Le Gouvernement a choisi cette deuxième thèse et la mission du ministre de l'agriculture est progressivement, constamment, de faire des agriculteurs des citoyens comme les autres. Il est donc normal que, jour après jour, je sois conduit à vous proposer des textes qui rapprochent le plus possible le régime agricole du régime général de droit commun, quitte à tenir compte des aspects spécifiques de l'agriculture française.

Un récent texte, par exemple, a traité de la durée maximale du travail. J'ai demandé que l'agriculture soit comprise dans ce texte et j'ai convaincu les organisations professionnelles que cela était nécessaire. Mais, évidemment, ce texte tient compte du fait que, pendant la période de végétation, en période de moisson ou de vendanges, on ne peut pas appliquer les mêmes règles que partout ailleurs.

Tout à l'heure, mesdames, messieurs, nous vous avons proposé une loi sur les comités d'entreprise dans le monde agricole. Nous vous avons proposé d'appliquer au secteur agricole les règles applicables aux autres secteurs. Dans sa sagesse, le Sénat a bien voulu suivre le Gouvernement, de telle façon que l'agriculture ne soit pas un secteur à part dans le domaine social.

M. Etienne Dailly. Voulez-vous me permettre de vous interrompre ?...

M. Michel Cointat, ministre de l'agriculture. J'en ai terminé, monsieur Dailly ; je préférerais que vous me répondiez tout à l'heure.

Ainsi la situation est différente entre les exploitants agricoles et les salariés agricoles et notre souci est de faire des agriculteurs des citoyens à part entière. Que se passe-t-il dans le régime général ? Unicité pour les salariés, pluralité pour les non-salariés. C'est la raison pour laquelle, en 1966, vous avez voté un régime pour les exploitants agricoles qui tient compte de cette pluralité, ces exploitants agricoles correspondant aux artisans d'autres catégories sociales. Mais nous sommes obligés de comparer les salariés agricoles aux employés et ouvriers du secteur de l'industrie ou du commerce qui connaissent l'unicité. Nous vous proposons donc cette unicité pour les salariés agricoles.

Si, par hasard, vous reteniez la pluralité, vous maintiendriez l'agriculture comme un secteur à part, ce qui serait très grave pour l'avenir. Je me permets donc d'attirer votre attention sur ce point qui est de toute première importance, même si certains peuvent considérer qu'il ne s'agit que d'un projet sectoriel et particulier.

Voilà pourquoi je me suis permis, monsieur le président, d'allonger un peu ce débat. (*Applaudissements sur les travées de l'union des démocrates pour la République, ainsi que sur quelques travées au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Brun.

M. Pierre Brun. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, tout le monde est d'accord ici sur le fait que l'indemnisation des accidents du travail constitue sans doute l'aspect le plus important de la protection des travailleurs et qu'il ne suffit plus pour la réparation des accidents du travail en agriculture d'appliquer simplement les règles du droit commun de la responsabilité. La loi du 30 juin 1899, couvrant les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles, celle du 15 juillet 1914, portant extension aux ouvriers et forestiers, et surtout celle du 15 décembre 1922, ont étendu d'une manière générale la législation des accidents du travail à l'ensemble des salariés des exploitations agricoles et des professions connexes.

Cependant, à l'heure actuelle, si la responsabilité de l'employeur est entière, s'il est tenu à la réparation du préjudice subi par la victime à l'occasion d'un accident du travail, ledit employeur a la faculté et non l'obligation de s'assurer auprès de sociétés d'assurances agréées ou d'une caisse d'assurances mutuelles agricoles.

La loi qui nous est proposée impose l'obligation d'assurance et je ne pense pas qu'une seule voix puisse s'élever contre. Un accord quasi unanime devrait également se manifester sur les points suivants : premièrement, la garantie offerte et les prestations accordées aux salariés agricoles et des forêts doivent assurer à ceux-ci une parité de traitement avec les salariés de l'industrie et du commerce ; deuxièmement, une prévention efficace des accidents du travail en agriculture doit être réellement mise en place avec le concours actif des parties intéressées, employeurs et salariés ; troisièmement, le régime ainsi défini doit être adapté aux particularités du milieu agricole et tenir compte de l'expérience acquise au cours de l'application de l'ancien régime.

Tous ces principes trouvent dans le projet de loi qui nous est soumis d'excellentes applications. Bien des lacunes sont comblées. C'est ainsi que les métayers assurés sociaux sont couverts par la législation sur les accidents du travail. Le bénéfice de la réparation des accidents de trajet sera étendu aux apprentis. La faute intentionnelle, la faute inexcusable et la responsabilité des tiers seront traitées comme dans le régime général.

Disposition essentielle concernant les prestations : celles-ci seront alignées sur le régime général et cet alignement sera maintenu dans l'avenir, sans qu'il soit besoin de recourir chaque fois à une disposition législative spéciale pour l'agriculture.

Ajoutons, et cela est primordial, que la section n° 7 de la loi définit ce que doit être, ce que sera, la politique de prévention contre les accidents et les maladies professionnelles. Non seulement cette prévention doit bénéficier des moyens nécessaires tant sur le plan financier que sur le plan des services, mais elle postule, au niveau national et au niveau régional, la constitution d'organismes au sein desquels des employeurs et des salariés participeront à l'élaboration et à la mise en place d'une véritable politique de protection de l'homme. On recherchera l'harmonisation avec les mesures qui existent déjà dans les autres régimes ; on utilisera toutes les institutions existantes, soit dans le régime industriel, soit dans le milieu agricole.

La loi n° 417 se présenterait donc comme une très bonne loi et serait accueillie comme telle par l'immense majorité des employeurs et des salariés si elle pouvait s'appliquer dans un esprit de libéralisme et de libre choix. C'est d'ailleurs ce qu'avait laissé prévoir M. le ministre de l'agriculture lorsqu'il déclarait en novembre dernier devant le Parlement qu'il était convaincu que l'on pouvait arriver à concilier les impératifs suivants : obligation, garanties identiques à celle du régime général, participation des syndicats de salariés à la définition et à la mise en œuvre d'une prévention efficace dans un système qui laisserait le libre choix de l'assureur.

Nous avons compris que ce maintien du libre choix, c'est-à-dire de la pluralité dans le respect absolu de la loi, permettrait à chaque assuré de se déterminer selon ses convictions personnelles, sans pour autant imposer celles-ci aux autres.

Le projet de loi prévoit au contraire un monopole en faveur de la mutualité sociale agricole ; si le Parlement approuvait l'unicité, ce serait la fin du libre choix. Je ne suis pas de ceux qui accusent la mutualité sociale agricole d'abus et de gaspillages. Je connais parfaitement les dirigeants et les services de la mutuelle sociale agricole de ma région. Ils travaillent jusqu'à présent la main dans la main avec les responsables des caisses d'assurances mutuelles agricoles 1900. Mais quelles seront demain les réactions de ces mutuelles 1900 brutalement évincées, alors que les caisses d'assurance mutuelle agricole et les sociétés d'assurances qui gèrent ce risque depuis l'origine n'ont fait l'objet d'aucun dossier de réclamation depuis plus de dix ans, que ce soit de la part des exploitants agricoles qui paient les primes ou cotisations ou de la part des salariés agricoles qui bénéficient des prestations.

Au surplus, on ne voit pas l'avantage qu'il y aurait à retirer aux caisses d'assurance mutuelle 1900 et aux sociétés d'assurances, y compris les mutuelles, la gestion de ce risque difficile pour la confier à la mutuelle sociale agricole qui ne l'a jamais pratiqué.

Les partisans de l'unicité font valoir que la plupart des caisses de la mutualité sociale agricole bénéficient des méthodes de pointe pour la comptabilité et la gestion ; l'un d'eux me disait que le traitement supplémentaire de l'accident du travail se traduirait simplement par un petit trou sur une carte perforée. C'est ce petit trou qui m'inquiète. J'ai peur qu'il n'y ait bientôt plus de contact humain entre l'employeur, le blessé et l'organisme chargé de la réparation.

Les risques accident du travail sont, pour l'instant, couverts pour moitié par les mutuelles 1900 et pour moitié par les sociétés d'assurances. Ni les unes ni les autres n'ont démerité. Elles apportent à l'examen des diverses situations — celles des employeurs et des salariés — une attention particulière. Elles règlent, à la satisfaction des deux parties, des problèmes délicats.

Tous ou presque tous, nous connaissons les difficultés du monde rural. Elles sont d'autant plus grandes que les exploitations sont plus modestes. Où sont les exploitants qui, sans favoriser le travail noir, ne font pas appel au « coup de main », à l'entraide, à la main-d'œuvre occasionnelle, voire vacancière ? Quels sont les agriculteurs ou les exploitants forestiers qui renonceraient de gaité de cœur à la possibilité qu'ils ont de confronter les conditions et les tarifs qui leur sont jusqu'à présent proposés ?

Le temps n'est plus où le paysan de France scrutait avec méfiance ces polices d'assurances dans lesquelles les pires conditions étaient imprimées en caractères illisibles. Maintenant, tout est plus clair et les agents d'assurances comme les inspecteurs des mutuelles 1900 sont au contact des praticiens et font partie du monde rural.

Que deviendront-ils si l'on instaure le monopole ? Sans doute seront-ils dédommagés pour la perte de leur portefeuille, aux frais du cotisant, comme seront indemnisés les compagnies elles-mêmes. Leur éviction n'en posera pas moins un problème pour les centres ruraux. On déplore volontiers la disparition de tout ce qui constituait la modeste armature de nos cantons : le juge de paix, son greffier, qui était en même temps assureur ou correspondant des mutuelles 1900 ; l'huissier, l'agent voyer, le percepteur, etc.

Ne soyons pas surpris de voir s'amplifier l'exode rural et la dévitalisation de nos campagnes. L'agent d'assurances, qui n'est ni un parasite ni un profiteur, sera remplacé par un trou sur une carte perforée.

La décision que nous devons prendre est grave. En votant la pluralité de gestion, nous ne refusons pas aux salariés l'accès aux organismes de prévention, dans lesquels ils devront occuper une place de choix. Nous n'avons aucun souci partisan.

Seule, la solution pluraliste respecte les convictions de chacun sans qu'il soit nécessaire de s'en expliquer ou de s'en justifier auprès de qui que ce soit. Elle ne compromet pas l'avenir et permet une adaptation constante.

C'est pourquoi je demande au Sénat de se prononcer, dans sa grande sagesse, pour le libre choix. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Guillard.

M. Paul Guillard. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, en montant à cette tribune, j'ai conscience que ma tâche est difficile, mais j'ai le devoir de la remplir. Le projet de loi dont nous avons à débattre aujourd'hui,

qui a été remarquablement présenté par nos distingués rapporteurs, est, depuis plusieurs années, impatientement attendu, mais aussi extrêmement redouté.

Il représente pour les uns — les salariés — un réel progrès social. Pour les autres — et je vous prie de m'excuser, messieurs les ministres, de ne pas être d'accord avec vous — pour les exploitants, et surtout les petits exploitants, notamment ceux des ceintures vertes où la main-d'œuvre est fluctuante, où l'entraide est de règle, il représente une régression sociale...

M. Michel Cointat, ministre de l'agriculture. Non !

M. Paul Guillard. ... car, à un système souple, humain, va se substituer un système coûteux, contraignant, étatique et lourd qui constitue un pas en avant vers le régime général, vous venez de nous le dire, monsieur le ministre.

La loi de 1922 présentait, on vient de le rappeler, de graves lacunes de plus en plus ressenties. Elle ne créait pas une obligation légale et elle laissait ainsi, dans certaines circonstances, des victimes d'accidents dans une situation physique et morale lamentable.

Ce n'est plus supportable et le projet de loi apporte, sur ce point, un progrès vivement souhaité, qui fera, j'en suis sûr, l'unanimité. Mais ces cas étaient, il ne faut pas l'oublier, fort heureusement très exceptionnels et 98 p. 100 des employeurs avaient souscrit une couverture d'assurance contre les accidents, soit, pour la grande majorité, à la mutualité 1900, soit auprès de compagnies d'assurances, suivant l'option libérale, les affinités ou les amitiés de chacun.

Trop de fois, pour faire le procès du passé et du présent, on a laissé dire qu'il n'y avait pas d'assurance. Il est bon de rétablir la vérité et de supprimer toute équivoque !

Que la loi apporte également la parité, tout le monde s'en félicitera ; mais, là aussi, il est juste de ne pas déformer la vérité et nécessaire de faire le point. La parité, elle est pratiquement acquise, ou presque, depuis longtemps, et cela grâce à la souplesse de la loi, au stimulant créé par la liberté et le choix des assureurs.

Président depuis près de vingt ans d'une caisse locale et d'une caisse départementale de mutualité 1900, je puis affirmer sans crainte de démenti que cette parité de prestations a toujours été, pour moi-même, pour mes collègues présidents et administrateurs de caisse locale, une préoccupation majeure. Ainsi, bien avant l'obligation légale, l'accident de trajet, par exemple, a été pris en charge et les dossiers d'accidents du travail ont toujours été examinés, traités avec le plus grand souci de l'homme, les associations de mutilés du travail en portant témoignage. Rien n'interdit, dans la pluralité, la couverture en fonction du salaire réel.

La loi de 1922 avait aussi le défaut de ne pas associer directement les salariés au domaine essentiel de la rééducation des accidentés, et votre projet, assorti des correctifs très heureux apportés par la commission des affaires sociales, donnera aux salariés une satisfaction légitime.

Monsieur le ministre, votre projet, et je tenais à le souligner, a donc des aspects hautement positifs : parité des prestations, pour que les travailleurs agricoles soient certains de bénéficier matériellement, sinon moralement des mêmes prestations que les autres salariés ; participation à la prévention, pour que ces mêmes travailleurs agricoles collaborent aux études, à la mise en pratique, à la prise de conscience qu'elle comporte, à chaque instant d'une vie moderne pleine de dangers pour soi-même et pour les autres.

Sur ces trois points, obligation, protection, participation à la prévention, vous avez mon accord. Mais il est un point fondamental sur lequel je marque une opposition aussi totale, et ce avec l'assentiment, je puis l'affirmer, de nombreux présidents de caisse locale 1900, je veux dire l'unicité de gestion, qui est à la fois injuste, contraignante, coûteuse et inhumaine.

Injuste d'abord ! et vous comprendrez, j'en suis sûr, monsieur le ministre, mon amertume et mon émotion. J'ai l'honneur, je le répète, de présider depuis près de vingt ans une caisse de mutualité 1900, probablement une des plus importantes de France par le montant des cotisations qu'elle émet. Elle groupe 90 à 95 p. 100 des maraîchers nantais et elle a 50 ans. Elle s'est faite, comme les 26.000 caisses locales de France, jour après jour, grâce au dévouement, à l'abnégation, à l'esprit mutualiste de ses fondateurs, mes prédécesseurs, véritables pionniers qui ont su mettre au point des polices et formules répondant très exac-

tement aux besoins, aux structures des petites exploitations, à l'état de vie de nos agriculteurs, en aucun point comparables à ceux des autres groupes socio-professionnels du commerce, de l'industrie, voire de l'artisanat.

Dans telle caisse locale, au Nord ou au Sud, à l'Ouest ou à l'Est de notre pays, c'est une cotisation au salaire, dans telle autre, peut-être voisine, c'est une police à l'hectare ou forfaitaire, qui répond mieux aux réalités de la vie professionnelle. N'y a-t-il pas, souvent, des agriculteurs à la double fonction de salariés et d'employeurs ?

Chez moi, parce que l'exploitation, bien que petite, occupe une main-d'œuvre relativement importante du fait de ses productions spécialisées, avec matériel — châssis ou serre — main-d'œuvre diverse — familiale, permanente, saisonnière — forte entraide, main-d'œuvre fluctuante, c'est la police dite « hectare-châssis », qui couvre patrons et employés totalement, parfaitement et simplement à la satisfaction générale.

C'est, suivant l'expression du professeur Milhau, président des caisses du Midi, le facteur « travail » qui est assuré.

On a prétendu que cette disposition favorisait le travail noir chez les employeurs, mais alors, monsieur le ministre, qu'attendez-vous pour créer la carte professionnelle ? En effet, si ces employés du soir ne travaillent pas chez l'exploitant, ils auront leur propre production qu'ils écoulent sur les marchés, et ce sera bien alors du travail noir !

Vous voulez supprimer tout ce qui a été fait, ce que les pionniers fondateurs de la mutualité ont créé et façonné, ces hommes dont il convient de rappeler les mérites — acquis dans la poursuite opiniâtre, jour après jour, au sein de l'agriculture, d'une entraide plus vivante, véritable expression de la démocratie paysanne, plus humaine, plus fraternelle — et non pas de détruire leur œuvre.

Ces caisses de réassurance agricole, qui sont de véritables coopératives professionnelles du type le plus pur, dont le fonctionnement est démocratique de la base au sommet, ces mutualistes 1900 de la première heure qui, grâce au réseau serré de 26.000 caisses locales, ont aidé à la mise en place de la mutualité sociale, qui ont apporté presque unanimement, je m'en félicite, leur concours pour l'assurance maladie, voient donc leurs propres caisses 1900 spoliées par ces caisses sociales qu'ils ont aidées à s'épanouir !

Vous voulez retirer à cette mutualité 1900 ce qui était sa vocation, sa raison d'être, au point de lui créer des difficultés financières par la réduction de ses activités, l'augmentation proportionnelle de ses charges, la diminution de ses ressources, et peut-être mettre dans l'embarras les très nombreuses communes rurales qui trouvaient chez elle des prêts dont beaucoup étaient, nous le savons, affectés à des actions de sécurité.

Vous oubliez précisément, dans ce domaine de la sécurité, de la prévention, toute l'action de la mutualité 1900, tracts, affiches, films éducatifs, séances dans les villages, pistes de circulation, initiatives de toutes sortes, dont les zones de sécurité au succès retentissant.

Contraignant votre projet de loi, monsieur le ministre — et vos explications ne m'ont pas convaincu — pour les exploitants, surtout les petits exploitants, soumis jusqu'à ce jour, pour remplir leur devoir, à une déclaration simplifiée à chaque mutation de salarié, notamment des salariés occasionnels, ou dans les cas d'entraide, et jamais pénalisés d'une cotisation supplémentaire de 10 p. 100 pour les retards de règlement !

Désormais, ils seront tenus à une déclaration, avec paiement rigoureux et ponctuel sous peine d'amende, de contrôles ou d'ennuis de toute sorte.

Permettez-moi encore, monsieur le ministre, de citer le professeur Milhau, président des caisses du Midi, dont l'autorité est internationalement reconnue et dont le sens social et humain et le dévouement sont unanimement appréciés : « Quelle sera la situation des salariés exploitants qui seront affiliés à la mutualité sociale agricole en qualité de salariés et qui devront conclure une police en qualité d'exploitant auprès d'une mutuelle ou auprès d'une compagnie ? Là où il y a une seule police, il y en aura trois ! Vous allez vers des complications intextricables, vers des contrôles multipliés, vers un coût plus grand du service. »

Et je ne mets nullement en doute le dévouement, la compétence et la bonne volonté de mes collègues et amis administrateurs des caisses sociales !

Pénalisant votre projet de loi, car demain nos exploitants devront souscrire plusieurs polices pour la même garantie ; mais, à l'intérieur d'une cotisation comme hier totalement à

leur charge, sans subvention, il leur sera demandé une participation au remboursement du préjudice causé à des organismes d'assurance ou de mutualité 1900 dont l'expansion avait déjà été financée par eux-mêmes ! C'est, somme toute, faire payer aux exploitants le prix de leur propre expropriation. Celle-ci, logiquement, ne devrait-elle pas être financée par l'Etat ?

Etatique enfin votre projet de loi ! Plus aucune liberté, plus aucun stimulant entre assureurs, indispensable facteur d'un service plus humain au moindre coût et tout cela sans rien apporter de positif. Dois-je rappeler que des invalides du travail, favorables pourtant à votre projet, critiquent et rejettent le contentieux technique de la sécurité sociale ?

C'est pourquoi, et ce sera, mes chers collègues, ma conclusion, je voterai l'obligation et la parité, afin d'assurer la sécurité indispensable à tous les salariés, et je voterai leur participation à la prévention ; mais c'est pourquoi, aussi, sans rien enlever, je le précise, aux salariés, je voterai l'amendement de la commission des finances concernant la pluralité de gestion, cela pour le maintien de la mutualité 1900, pour nos exploitants, nos petits exploitants, qui ont droit eux aussi, dans l'application de leurs devoirs d'employeurs, à notre considération, au respect et au maintien de leurs libertés. (*Applaudissements au centre, à droite et sur les travées de l'union centriste des démocrates de progrès.*)

M. le président. La parole est à M. Aubry.

M. André Aubry. Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles figurent parmi les plus anciennes revendications des salariés de l'agriculture : de 1908 à 1909, les bûcherons ont mené une grève nationale pour que la loi de 1898 leur soit appliquée ; elle le fut en 1914 pour les forestiers et en 1922 pour l'agriculture.

Cette lutte se comprend : l'arrêt de travail, plus ou moins long, consécutif à un accident ou à une maladie professionnelle, entraîne une diminution de la rémunération ; trop souvent, l'accident ou la maladie laisse une diminution de capacité de travail, empêche l'accidenté de conserver son emploi et même, dans certains cas, d'exercer toute activité.

Il en découle qu'une véritable assurance des salariés requiert : une réparation rapide et complète pour l'accidenté et sa famille ; une prévention adaptée et sévère avec le contrôle des intéressés ; une réinsertion sociale automatique de l'accidenté handicapé.

Ces conditions ont été réalisées à la Libération, pour les salariés de l'industrie, du commerce, des administrations privées ou publiques, par l'incorporation du risque « accident du travail » dans le régime de sécurité sociale, conformément au programme du Conseil national de la Résistance.

Mais il n'en a pas été de même en agriculture où les accidents du travail et les maladies professionnelles sont demeurés un risque professionnel de l'employeur, au même titre que l'incendie, la grêle, les maladies du bétail, et susceptible à l'instar de ceux-ci d'être assuré auprès d'une compagnie d'assurance privée.

Or, avec le progrès technique, les accidents et maladies professionnelles ont pris une ampleur effarante en agriculture : selon le bulletin de la mutualité agricole de mars 1971, les accidents du travail font 1.000 tués par an dans les exploitations agricoles, laissent 30.000 travailleurs avec une incapacité permanente de travail ; le coût global annuel de ces accidents s'élève à plus de 200 milliards d'anciens francs.

Les tracteurs prennent dans les accidents mortels une grande place ; l'emploi des produits chimiques de toutes sortes, celui des engins mécaniques, sont la source de nouvelles et graves maladies professionnelles. Face à ce risque augmenté et multiplié par la mécanisation du travail et l'intensité croissante des rythmes de production et de vie, les salariés de l'agriculture exigent la parité complète avec ceux des autres secteurs pour la couverture et la prévention des accidents du travail.

Tel est d'ailleurs l'avis du Conseil économique et social qui, dès le 27 janvier 1965, soulignait que « rien ne saurait justifier une différence de traitement entre les salariés, qu'ils soient agricoles ou non ».

La réalisation de la parité suppose que le risque accidents du travail-maladies professionnelles soit considéré comme un risque social et non plus comme un risque professionnel : les salariés agricoles ne font pas partie du bétail de l'exploitant !

L'assurance contre ce risque social doit être obligatoire et confiée à un assureur unique, la mutualité sociale agricole, qui gère déjà les autres risques de même nature des salariés agricoles.

Les garanties offertes et les prestations accordées aux salariés de l'agriculture doivent être identiques à celles dont bénéficient les salariés du commerce et de l'industrie dans le régime général.

Les salariés agricoles doivent être associés à la gestion de cette assurance et à la mise en œuvre d'une prévention efficace des accidents du travail et des maladies professionnelles.

En ce qu'il répond à ces exigences, le projet de loi qui nous est soumis est incontestablement positif et c'est pourquoi le groupe communiste le votera.

Qu'il nous soit permis cependant de déplorer qu'il ait fallu plus de quatre ans au Gouvernement pour déposer ce texte que l'article 7 de la loi du 22 décembre 1966 lui faisait obligation de soumettre au Parlement avant le 1^{er} juillet 1967, obligation dont le Gouvernement n'a tenu aucun compte pour les raisons que vous avez expliquées tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat.

Pendant tout ce temps, des dizaines de milliers de salariés accidentés n'ont de ce fait bénéficié que d'une réparation incomplète, voire nulle en cas d'accident causé par la foudre ou une autre force de la nature. Il serait inadmissible que cette situation se prolongeât encore et c'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de s'engager devant cette assemblée, comme il l'a assuré le 22 juillet dernier à la délégation commune des fédérations C. G. T., C. F. D. T. et F. O. des salariés de l'agriculture, à respecter la date du 1^{er} janvier 1973 pour l'application effective de cette loi.

Qu'il nous soit permis, d'autre part, de rappeler que les salariés agricoles, malgré les engagements pris par le Gouvernement en 1968, sont toujours écartés du champ de l'assurance-chômage, qu'ils attendent encore leur rattachement au ministère du travail et qu'ils ne bénéficient toujours pas, pour le calcul des heures supplémentaires, de la fixation à quarante heures de la durée légale du travail.

Tant que ces revendications primordiales n'auront pas été satisfaites, il ne sera pas possible de parler pour les travailleurs de l'agriculture d'une véritable et complète parité avec les travailleurs des autres secteurs de l'économie.

Enfin, et quoique l'établissement d'une véritable protection sociale de la paysannerie laborieuse exige d'autres mesures, sur lesquelles nous reviendrons dans le cadre du débat budgétaire, le groupe communiste approuve également ce projet de loi en ce qu'il permet aux exploitants et à leurs familles de bénéficier, par la voie de l'assurance complémentaire contre les accidents du travail, d'une protection accrue.

Pour toutes ces raisons le groupe communiste votera le projet avec les amendements proposés par la commission des affaires sociales. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je voudrais très brièvement donner quelques réponses aux orateurs qui sont intervenus. Tout à l'heure, j'avais répondu un peu superficiellement à M. le rapporteur pour avis de la commission des finances ; je voudrais apporter quelques précisions complémentaires. Il avait, dans ses arguments, indiqué qu'en définitive le nombre des salariés de l'agriculture avait tendance à diminuer et il a parfaitement raison. Cependant, nous sommes tous convaincus, au ministère de l'agriculture, que nous sommes au plus bas du creux et que, compte tenu des techniques modernes et de l'évolution de notre agriculture, le nombre des salariés agricoles, d'un degré technique toujours plus élevé que le degré technique d'aujourd'hui, va aller en augmentant. Par conséquent, je crois que cette loi est encore plus nécessaire.

On a affirmé tout à l'heure que 97 p. 100 de salariés étaient couverts. Non, ce n'est pas cela : il y a 97 p. 100 d'employeurs qui ont des contrats. Une fois encore, je constate cette tendance que l'on a à confondre l'employeur et le salarié. La loi que le Gouvernement propose à votre assemblée concerne essentiellement les salariés et je crois que c'est le point majeur.

M. Monichon dit : la participation à la gestion n'est pas nécessaire, puisque en définitive ce sera un régime de monopole. Ce terme de monopole a été utilisé par un certain nombre d'orateurs. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de l'unicité. C'est la participation des travailleurs à la gestion de leurs risques parce que, dans ce régime que vous appelez régime de monopole, ils sont représentés dans les conseils d'administration et

ils auront la possibilité, comme ils le font dans les conseils d'administration des autres caisses de sécurité sociale, d'intervenir lorsqu'il y a des délais trop importants dans le règlement des dossiers. Tous les médecins qui siègent dans cette assemblée savent qu'il s'agit là de choses courantes, je dirai même de choses permanentes. C'est cela la participation à la gestion et dans un système de pluralité, elle est totalement illusoire.

M. Pierre Brun a développé un certain nombre d'arguments montrant qu'il était favorable au libre choix et à la pluralité. Le libre choix, oui, mais c'est le libre choix de l'employeur, pas celui du salarié.

Monsieur Paul Guillard, je comprends votre émotion. Je regrette simplement que vous ayez beaucoup parlé de mutuelles d'employeurs et peu de salariés. Vous avez la responsabilité d'une caisse de mutualité 1900 et je tiens publiquement à rendre hommage au travail qui est effectué dans le monde rural par ces caisses, à l'œuvre qu'elles accomplissent dans des domaines beaucoup plus larges que celui de l'accident du travail.

Je voudrais, si vous me le permettez, vous rappeler — mais vos fonctions doivent vous permettre de le savoir — que les accidents du travail ne représentent pour ces caisses que 15 p. 100 de l'ensemble de leurs actions. Dans ces 15 p. 100 sont compris les exploitants agricoles. C'est dire que le risque « accident du travail » pour les salariés au sein des caisses de mutualité 1900 ne représente pas un pourcentage très élevé.

M. Pierre Brun a montré ce qu'ils représentaient dans la structure de notre monde rural et il a parlé de la « désertification » des campagnes et de la disparition d'un certain nombre d'éléments qui y vivent. Je peux vous assurer que le texte du Gouvernement ne les fera pas disparaître. A cet égard j'ai exposé tout à l'heure un fait très important: le projet de loi prévoit une assurance complémentaire pour les exploitants qui leur permettra de bénéficier des mêmes avantages que les salariés et par conséquent les compagnies d'assurance et les caisses 1900 auront là un nouveau champ d'application qui leur donnera de très grandes possibilités.

Le Gouvernement en a prévu d'autres. C'est ainsi qu'il y a peu de temps j'ai signé un arrêté interministériel qui sera prochainement publié qui va généraliser l'assurance grêle et qui donnera à toutes les compagnies et aux mutuelles 1900 des possibilités nouvelles d'action dans le monde rural.

Je crois qu'il ne faut pas que ce débat porte sur le fait que, dans tel ou tel secteur, un tel ou un tel sera plus ou moins gêné. Le véritable débat c'est celui de la parité. Tout le monde l'a dit dans cette assemblée. Tout le monde est d'accord sur l'obligation, sur la parité, mais là où peut-être les uns et les autres nous divergeons, c'est que, étudiant ce dossier depuis deux ans et demi, je pense que dans un système de pluralité, quels que soient les aménagements que vous pourrez prévoir, vous n'aurez jamais une véritable parité.

En définitive, je me permets simplement de vous rappeler que le fond du débat, c'est la parité pour les salariés de l'agriculture. (*Applaudissements sur les travées de l'union des démocrates pour la République et sur certaines travées à gauche.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Le chapitre I^{er} du titre III du livre VII du code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE I^{er}

Assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

SECTION I

Bénéficiaires et risques couverts.

« Art. 1144. — Il est institué un régime d'assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles au profit des catégories de personnes ci-dessous énumérées, à l'exclusion des employés de maison :

« 1^o Les ouvriers et employés occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient ainsi que dans les

exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, bureaux, dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles lorsque le syndicat ou l'exploitation agricole constitue le principal établissement ;

« 2^o Les ouvriers et employés occupés dans les établissements de conchyliculture et de pisciculture et établissements assimilés, à l'exception de ceux qui relèvent du régime social des marins ;

« 3^o Les ouvriers et employés occupés dans les exploitations de bois.

« Sont considérées comme exploitations de bois :

« a) Les travaux d'abattage, ébranchage, éhouppage, débardage sous toutes ses formes, les travaux précédant ou suivant normalement ces opérations tels que débroussaillage, nettoyage des coupes ainsi que le transport de bois effectué par l'entreprise qui a procédé à tout ou partie des opérations précédentes ;

« b) Lorsqu'ils sont effectués sur le parterre de la coupe, les travaux de façonnage, de conditionnement des bois, de sciage et de carbonisation, quels que soient les procédés utilisés.

« Ces travaux conservent le caractère agricole lorsqu'ils sont effectués en dehors du parterre de la coupe par une entreprise ou une section d'entreprise dont l'activité principale est l'exploitation forestière ou la production de bois brut de sciage ;

« 4^o Les salariés des artisans ruraux n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente ;

« 5^o Les salariés des entreprises de battage et de travaux agricoles ;

« 6^o Les gardes-chasse, gardes-pêche, gardes-forestiers, jardiniers, jardiniers gardes de propriété et, de manière générale, toute personne qui, n'ayant pas la qualité d'entrepreneur, est occupée par des groupements ou des particuliers à la mise en état et à l'entretien des jardins ;

« 7^o Les salariés des organismes de mutualité agricole, des caisses de crédit agricole mutuel, des chambres d'agriculture, du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, des coopératives agricoles, des sociétés d'intérêt collectif agricole, des sociétés à caractère coopératif dites fruitières, des sociétés agricoles diverses, des syndicats agricoles, des associations syndicales de propriétaires dont l'objet est agricole et, d'une manière générale, de tout groupement professionnel agricole ;

« 8^o Les métayers affiliés obligatoirement aux assurances sociales agricoles ;

« 9^o Les apprentis sous contrat d'apprentissage et, sous réserve des dispositions de l'article 14 de la loi n^o 68-1249 du 31 décembre 1968, les stagiaires relevant du régime des assurances sociales agricoles occupés dans les exploitations, entreprises, organismes et groupement ci-dessus énumérés.

« Art. 1145. — Bénéficient également du présent régime les personnes qui participent bénévolement au fonctionnement d'organismes à objet social sans caractère lucratif créés au profit des professions agricoles en vertu ou pour l'application d'un texte législatif ou réglementaire lorsqu'elles ne bénéficient pas à un autre titre des dispositions du présent chapitre.

« La liste des organismes prévus à l'alinéa précédent est établie par décret. Un décret fixe également les bases sur lesquelles les cotisations et les indemnités doivent être calculées dans ce cas et désigne les personnes physiques ou morales qui sont tenues des obligations de l'employeur.

« Art. 1146. — Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne visée à l'article 1144, salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

« Est également considéré comme accident du travail, lorsque la victime ou ses ayants droit apportent la preuve que l'ensemble des conditions ci-après sont remplies ou lorsque l'enquête permet à la caisse de mutualité sociale agricole de disposer sur ce point de présomptions suffisantes, l'accident survenu à un travailleur visé à l'article 1144 pendant le trajet d'aller et retour entre :

« a) Sa résidence principale, une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité ou tout autre lieu où le travailleur se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial et le lieu du travail ;

« b) Le lieu du travail et le restaurant, la cantine ou, d'une manière plus générale, le lieu où le travailleur prend habituellement ses repas,

« et dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi.

« Art. 1147. — Si une personne mentionnée à l'article 1144 est occupée par un même employeur principalement à un travail prévu audit article, et occasionnellement à une autre tâche, les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre tâche.

« Art. 1148. — Est considérée comme maladie professionnelle toute maladie régie par les dispositions de la section VI du présent chapitre.

SECTION II

Prestations.

« Art. 1149. — Les dispositions de nature législative du titre III du livre IV du code de la sécurité sociale relative aux prestations en matière d'accidents du travail, sont applicables au régime défini au présent chapitre.

« Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les modalités d'application du précédent alinéa.

SECTION III

Faute intentionnelle, faute inexcusable, responsabilité des tiers, réparations complémentaires.

« Art. 1150. — Les dispositions des articles L. 466 à L. 471 du code de la sécurité sociale sont applicables au régime défini au présent chapitre.

« Toutefois, à la référence au livre III du code de la sécurité sociale contenue dans l'article L. 467, premier alinéa, est substituée la référence à l'article 1038 du code rural.

« Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les modalités d'application du premier alinéa du présent article.

SECTION IV

Organisation administrative et financière.

« Art. 1151. — Le régime d'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles est géré par les organismes de mutualité sociale agricole et financé par les contributions des employeurs.

« Art. 1152. — Les caisses de mutualité sociale agricole :

- « 1° Déterminent le taux des cotisations de chaque employeur et recouvrent les sommes dues ;

- « 2° Liquident et paient les prestations autres que les rentes ;
- « 3° Accomplissent les opérations préalables à la liquidation des rentes ;

- « 4° Exercent des actions de prévention contre les accidents et maladies professionnelles.

« Art. 1153. — La caisse centrale de mutualité sociale agricole :

- « — liquide les rentes, en sert les arrérages et en assure la revalorisation ;

- « — prend en charge les frais d'appareillage ;
- « — exerce des actions de prévention contre les accidents et les maladies professionnelles ;

- « — recueille, rassemble et fournit au ministre de l'agriculture toutes les statistiques relatives au fonctionnement du régime.

« Art. 1154. — La cotisation due par chaque employeur est assise, dans la limite d'un plafond, sur les rémunérations soumises à cotisations d'assurances sociales agricoles, qui sont perçues par ses ouvriers, employés ou assimilés bénéficiant du régime.

« Art. 1155. — Un arrêté du ministre de l'agriculture fixe annuellement pour chaque catégorie de risques le taux de cotisation, après avis du comité national de prévention mentionné à l'article 1169.

« Art. 1156. — Les caisses de mutualité sociale agricole classent dans les différentes catégories retenues par le ministre de l'agriculture les risques particuliers à chaque employeur. Ce

classement peut être contesté soit par l'employeur, soit par l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture devant la section de tarification de la commission nationale technique prévue à l'article L. 196 du code de la sécurité sociale siégeant en formation agricole.

« Art. 1157. — Le ministre de l'agriculture peut, dans des conditions qui seront fixées par décret, fixer des cotisations forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs, notamment les travailleurs occasionnels.

« Art. 1158. — Les caisses de mutualité sociale agricole peuvent accorder des ristournes sur la cotisation ou imposer des cotisations supplémentaires dans les conditions qui seront fixées par arrêté du ministre de l'agriculture, pour tenir compte des mesures de prévention prises par l'employeur ou des risques exceptionnels présentés par l'exploitation ou l'entreprise. Les décisions des caisses sont susceptibles de recours devant la section de tarification de la commission nationale technique prévue à l'article 1156.

« En cas de carence de la caisse, l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture peut statuer, sauf recours devant ladite commission.

« Art. 1159. — Les métayers mentionnés au 8° de l'article 1144 et les propriétaires des biens exploités par eux supportent les cotisations afférentes à l'assurance des premiers à proportion de leurs parts respectives dans les produits de l'exploitation. Les métayers sont seuls tenus du paiement de la cotisation envers la caisse.

« Art. 1160. — Les ressources du régime doivent couvrir intégralement les charges de celui-ci, ci-après énumérées :

- « — prestations prévues aux sections II et IX ;

- « — dépenses de prévention ;

- « — frais de gestion, de contrôle médical, d'action sanitaire et sociale ;

- « — dépenses relatives, en ce qui concerne les salariés agricoles, à des accidents survenus et à des maladies professionnelles constatées avant le 1^{er} janvier 1973 et constituées par la revalorisation des rentes allouées en application de la législation alors en vigueur, les allocations et les frais d'appareillage mentionnés aux articles 1231, 1231-1 et 1231-1 bis, les rentes accordées au titre des articles 1204 et 1207, la réparation des accidents survenus par fait de guerre, les frais de rééducation prévus à l'article 1209.

« La part des ressources affectée aux dépenses de prévention ainsi qu'aux frais de gestion, de contrôle médical et d'action sanitaire et sociale est fixée par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances.

« Art. 1161. — Les cotisations, les majorations de retard y afférentes et les sommes dues en vertu des articles 1177 et 1178 sont recouvrées comme les sommes dues en matière d'assurances sociales agricoles.

« Art. 1162. — Les correspondances postales relatives au fonctionnement du régime bénéficient de la dispense d'affranchissement dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des postes et télécommunications.

SECTION V

Formalités, procédure, contentieux.

« Art. 1163. — L'employeur ou à défaut l'un de ses préposés doit dans un délai fixé par décret déclarer à la caisse de mutualité sociale agricole tout accident dont il a eu connaissance directement ou indirectement et remettre à la victime une feuille d'accident.

« Art. 1164. — Lorsque le praticien consulté par la victime ne s'est pas conformé, sauf impossibilité due à l'urgence, aux prescriptions relatives à l'établissement et à la transmission des certificats médicaux, la caisse, et, dans le cas prévu à l'article 437, deuxième alinéa du code de la sécurité sociale, la victime ou ses ayants droit ne sont pas tenus au paiement des honoraires.

« Art. 1165. — Il appartient à la caisse de mutualité sociale agricole, lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente de travail ou lorsque la victime est décédée de faire procéder à une enquête par un agent assermenté, préalablement agréé par le ministre de l'agriculture.

« Art. 1166. — La caisse de mutualité sociale agricole fixe la date de guérison ou de consolidation de la blessure et, dans ce dernier cas, établit des propositions relatives au taux d'incapacité permanente de travail.

« Art. 1167. — Sous réserve des dispositions des articles 1156 et 1158, les litiges relatifs à l'application du présent chapitre relèvent de la compétence exclusive du contentieux général de la sécurité sociale suivant des modalités fixées par décret en conseil d'Etat.

SECTION VI

Dispositions relatives aux maladies professionnelles.

« Art. 1168. — Les dispositions de nature législative du titre VI du livre IV du code de la sécurité sociale sont applicables au régime défini au présent chapitre.

« Des décrets en conseil d'Etat fixeront les modalités d'application du précédent alinéa.

SECTION VII

Prévention.

« Art. 1169. — Le ministre de l'agriculture définit la politique de prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

« Il est assisté d'un comité national et de comités régionaux de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.

« Dans le cadre de la politique ainsi définie, la caisse centrale et les caisses de mutualité sociale agricole exercent leurs actions de prévention et prennent toutes mesures nécessaires à cet effet. Elles peuvent notamment à cet effet :

« — faire procéder à toutes enquêtes concernant les conditions d'hygiène et de sécurité ;

« — consentir aux exploitations ou entreprises agricoles, dans des conditions définies par décret, des avances ou subventions en vue de réalisations d'aménagements destinés à assurer une meilleure protection des travailleurs ;

« — inviter tout employeur à prendre toutes mesures de prévention, sauf recours devant l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture, qui statue dans les quinze jours.

« Art. 1170. — Le comité national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, présidé par le ministre de l'agriculture est composé de représentants des ministres intéressés, de la caisse centrale de mutualité sociale agricole, des employeurs et des salariés agricoles ainsi que de personnalités désignées par le ministre de l'agriculture en raison de leur compétence.

« Ce comité est chargé des attributions suivantes :

« 1° Il est consulté par le ministre de l'agriculture et fait toutes propositions sur les questions relatives à la prévention ;

« 2° Il veille à l'harmonisation des actions de prévention entreprises en agriculture avec celles mises en œuvre par les autres départements ministériels ou les institutions ou organismes de prévention avec lesquels peuvent être éventuellement conclues des conventions en vue de réaliser sous son contrôle, certaines mesures de protection et de prévention ;

« 3° Il lui est rendu compte des actions menées au titre de la prévention ainsi que de la gestion du fonds de prévention ;

« 4° Il peut proposer au ministre de l'agriculture l'extension à l'ensemble du territoire par voie d'arrêtés de mesures particulières de prévention.

« Art. 1171. — Dans chaque circonscription d'action régionale est créé un comité de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.

« Ce comité comprenant, outre l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture, des représentants des employeurs et des représentants des salariés agricoles en nombre égal, fonctionne avec le concours technique des caisses de mutualité sociale agricole de la circonscription.

« Il a notamment pour mission :

« — de procéder à l'étude de tous les problèmes qui se posent dans le cadre de la région en ce qui concerne la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en agriculture ;

« — de proposer aux préfets des départements de la circonscription, l'extension, par voie d'arrêtés, à une ou plusieurs branches professionnelles agricoles, de mesures particulières de prévention. Ces arrêtés ne deviennent exécutoires qu'après approbation du ministre de l'agriculture ;

« — d'adapter au niveau de la région les orientations retenues par le comité national.

« Il lui est rendu compte de l'ensemble des actions menées dans la circonscription au titre de la prévention et notamment par les caisses de mutualité sociale agricole.

« Art. 1172. — Il est institué un fonds de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.

« Ce fonds est géré par la caisse centrale de mutualité sociale agricole. Son budget est arrêté annuellement, après avis du comité national de prévention, par le ministre de l'agriculture qui en contrôle l'exécution.

« Il est alimenté par une part des cotisations des employeurs déterminées dans les conditions fixées à l'article 1160 et éventuellement par toutes autres ressources.

« Il finance toutes actions et mesures de prévention et couvre les frais de fonctionnement du comité national et des comités régionaux de prévention ainsi que les frais exposés pour l'organisation de services ou pour la rémunération de personnel participant à des missions d'animation ou d'expérimentation, à des actions de prévention ou au contrôle de celles-ci.

SECTION VIII

Contrôles et sanctions.

« Art. 1173. — Le contrôle médical de la victime pendant la période d'incapacité temporaire et en cas de rechute est exercé selon les règles applicables en matière d'assurance maladie des salariés agricoles.

« Les mêmes sanctions sont applicables.

« Art. 1174. — Les caisses de mutualité sociale agricole prennent en charge dans les mêmes conditions qu'en matière d'assurance maladie des salariés agricoles et suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, les honoraires et frais de déplacement de praticiens, les frais de déplacement des victimes, et les frais d'expertise de ces dernières exposés du fait du contrôle médical.

« Toutefois, la juridiction compétente peut mettre à la charge de la victime ou de ses ayants droit tout ou partie des frais et honoraires entraînés par des examens ou expertises prescrits à leur demande lorsque celle-ci est reconnue comme étant manifestement abusive.

« Art. 1175. — Les dispositions des articles L. 403 à L. 408 du code de la sécurité sociale sont applicables en cas de fautes, abus, fraudes ou autres faits relevés à l'encontre des médecins, chirurgiens-dentistes sages-femmes, auxiliaires médicaux et pharmaciens.

« Art. 1176. — Les dispositions de l'article L. 509 du code de la sécurité sociale sont étendues au régime institué par le présent chapitre.

« Les actes définis aux articles L. 506 à L. 508 du même code sont punis des peines prévues à ces articles, lorsqu'ils sont commis dans l'application du présent régime.

« Art. 1177. — Indépendamment des majorations de retard dues pour les cotisations qui n'ont pas été acquittées dans le délai réglementaire, les caisses de mutualité sociale agricole sont fondées à poursuivre auprès de l'employeur, dans les conditions fixées aux alinéas suivants, le remboursement des prestations d'accidents du travail effectivement servies par elles aux salariés de l'entreprise.

« Cette sanction est encourue lorsque, à la date de l'accident de travail, l'employeur n'avait pas acquitté l'intégralité des cotisations d'accidents du travail dues pour son personnel.

« Cette sanction est limitée au remboursement des prestations effectivement servies entre la date d'accident du travail et la date de l'acquittement des cotisations impayées par l'employeur pour l'ensemble de son personnel lors de l'accident du travail du salarié ou assimilé.

« Ce remboursement ne pourra, d'autre part, être supérieur au montant des cotisations dues pour l'ensemble du personnel à la date de l'accident du travail.

« Art. 1178. — La caisse de mutualité sociale agricole peut réclamer le remboursement de la totalité des dépenses faites par elle à la suite d'un accident à l'employeur qui n'a pas déclaré celui-ci ou n'a pas remis à la victime une feuille d'accidents dans les conditions réglementaires.

SECTION IX

Indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies.

« Art. 1179. — Les victimes d'accidents survenus ou de maladies constatées avant le 1^{er} janvier 1973, qui ne remplissaient pas les conditions fixées par la législation alors en vigueur, ou leurs ayants droit, ont droit à une allocation lorsqu'ils apportent la preuve qu'ils auraient rempli et continuent à remplir l'ensemble des conditions exigées, pour obtenir une rente, par les dispositions du chapitre 1^{er} du titre III du livre VII du présent code, ou par les textes intervenus postérieurement au 1^{er} janvier 1973.

« L'allocation ne peut être attribuée à la victime que lorsque, par suite d'un ou de plusieurs accidents du travail ou maladies professionnelles, le taux d'incapacité permanente est au moins égal à 10 p. 100. Le montant de l'allocation est calculé par application des règles fixées aux articles L. 453 et L. 454 du code de la sécurité sociale sur la base du salaire minimum prévu à l'article L. 452 dudit code.

« Le titulaire de l'allocation prévue au premier alinéa du présent article, dont l'infirmité résultant de l'accident ou de la maladie nécessite un appareil de prothèse ou d'orthopédie a droit à la fourniture, à la réparation et au renouvellement de cet appareil, selon les modalités techniques prévues en application de l'article L. 440 du code de la sécurité sociale.

« Art. 1180. — La victime d'un accident du travail survenu ou d'une maladie professionnelle constatée avant le 1^{er} janvier 1973 qui, en raison des conséquences de l'accident ou de la maladie et par suite d'une aggravation survenue postérieurement à l'expiration du délai prévu à l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, est atteinte d'une incapacité permanente de travail l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie reçoit :

« — s'il y a lieu, une allocation portant le montant annuel de sa rente à celui de la rente calculée sur la base du taux d'incapacité permanente totale ;

« — une majoration calculée conformément aux dispositions de l'article L. 453, deuxième alinéa, du code de la sécurité sociale.

« Il incombe au demandeur d'apporter la preuve :

« — de l'incapacité permanente totale, si elle n'avait pas été constatée antérieurement, en application de la loi du 15 décembre 1922 modifiée ;

« — du lien de cause à effet entre les conséquences de l'accident ou de la maladie et l'état de la victime ;

« — du caractère obligatoire de l'assistance d'une tierce personne.

« Art. 1181. — Le conjoint survivant de la victime d'un accident du travail survenu ou d'une maladie professionnelle constatée avant le 1^{er} janvier 1973, dont le décès, directement imputable aux conséquences de l'accident ou de la maladie, s'est produit postérieurement à l'expiration du délai prévu à l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, reçoit une allocation lorsqu'il apporte la preuve que le décès de la victime est directement imputable aux conséquences de l'accident ou de la maladie.

« L'allocation est attribuée dans les conditions fixées par les dispositions de l'article L. 454 a du code de la sécurité sociale sur la base du salaire minimum prévu à l'article L. 452 dudit code.

« Art. 1182. — Si l'accident ou la maladie a donné lieu à réparation, les prestations accordées en application des articles 1179 à 1181 sont réduites du montant de la rente correspondant à la réparation accordée, éventuellement revalorisé dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Art. 1183. — Les allocations et majorations accordées en vertu des articles 1179 à 1181 sont revalorisées par application des coefficients mentionnés à l'article L. 455 du code de la sécurité sociale.

« Elles sont dues à compter de la date de la demande et au plus tôt au 1^{er} janvier 1973. Toutefois, en ce qui concerne les décès survenus après le 31 décembre 1972, le conjoint survivant a droit à l'allocation à compter de la date du décès, si sa demande a été présentée dans les six mois suivant cette date.

« Art. 1184. — Les victimes d'accidents survenus ou de maladies professionnelles constatées avant le 1^{er} janvier 1973 ont droit à la prise en charge, dans les conditions de délais prévues par la législation alors en vigueur, des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et des frais d'hospitalisation entraînés par une rechute rendant nécessaire un traitement médical, qu'il y ait ou non incapacité temporaire.

« Art. 1185. — Les victimes d'accidents survenus ou de maladies constatées après le 31 décembre 1972, ou leurs ayants droit, qui ne remplissaient pas les conditions prévues par la législation applicable à la date de survenance de l'accident ou de constatation de la maladie, mais qui apporteraient la preuve qu'ils auraient rempli et continueraient à remplir les conditions requises par des dispositions nouvelles, modifiant ou complétant le présent chapitre, intervenues postérieurement à la date de l'accident ou de la constatation médicale de la maladie pourront demander le bénéfice de ces dernières dispositions.

« Les droits résultant des dispositions de l'alinéa précédent prendront effet, en ce qui concerne les prestations, de la date du dépôt de la demande.

« Ces prestations se substitueront, pour l'avenir, aux autres avantages accordés à la victime ou à ses ayants droit, pour le même accident, au titre des assurances sociales. Si l'accident a donné lieu à réparation au titre du droit commun, le montant desdites réparations éventuellement revalorisé dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat sera déduit du montant des avantages accordés à la victime ou à ses ayants droit en exécution du présent article. »

La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Marcel Darou, président de la commission. La commission des affaires sociales demande la réserve, à l'article 1^{er} du projet de loi, des articles 1140 à 1150 du code rural et des amendements qui les concernent. Elle souhaite que le débat sur les articles du code rural commence par l'examen de l'article 1151, qui comprend les dispositions essentielles du nouveau régime d'assurance.

M. le président. Mes chers collègues, vous avez entendu la proposition de M. le président de la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Par amendement n° 53 rectifié, M. Monichon, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1151 du code rural :

« Art. 1151. — Les employeurs de salariés agricoles doivent contracter une assurance contre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles encourus par ces salariés. Cette assurance devra garantir aux salariés intéressés une protection équivalente à celle prévue par le régime général de la sécurité sociale. Les employeurs ayant déjà contracté une assurance à cet effet pourront demander, le cas échéant, la modification des contrats en cours. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Max Monichon, rapporteur pour avis. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'amendement dont M. le président vient de vous donner lecture confirme bien le souci et l'intention de la commission des finances de rendre obligatoire l'assurance contre les accidents des salariés agricoles.

Cet amendement porte également en lui le principe de la parité totale des prestations au profit des accidentés du régime des salariés agricoles, comme il en va pour les salariés du régime général.

Telles sont les raisons pour lesquelles cet amendement est présenté à vos suffrages.

Je pense en outre, et la commission des finances le pense avec moi, que le meilleur système, au meilleur prix, ne peut surgir que de la concurrence. De surcroît, dans la gestion, l'émulation ne peut être assurée que par le secteur libre. Enfin, la pluralité permettra au système donnant le plus d'avantages, serait-il celui de la mutualité agricole, d'avoir le plus de contrats et le plus de clients.

Dans ces conditions, au nom de la commission des finances, je demande au Sénat de bien vouloir prendre en considération le présent amendement. (*Applaudissements à droite et sur les travées de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le président, mesdames, messieurs, MM. les ministres se sont déjà expliqués avec tant de flamme et de conviction sur le fond du débat que je ne vois pas la nécessité d'y revenir.

Je voudrais toutefois donner le sentiment de la commission des affaires sociales et surtout rappeler que si, sur les premiers aspects de la parité, elle est d'accord, elle l'est moins sur la parité réelle de la prévention.

La commission des affaires sociales pense que cette prévention ne peut être réelle et efficace que s'il y a unité de gestion.

D'ailleurs — M. le ministre l'a dit tout à l'heure — pour nous convaincre de la nécessité de cet organisme, nous avons une expérience : celle de l'assurance maladie des exploitants agricoles. Voilà dix ans qu'elle est votée et l'article qui concernait l'assistance judiciaire et sociale n'est toujours pas mis en pratique pour les raisons que vous connaissez tous.

Je voudrais aussi tranquilliser ceux qui défendent la mutualité 1900. En se ralliant à la gestion du nouveau régime par la mutualité sociale agricole, votre commission des affaires sociales n'a pas critiqué pour autant les organismes qui ont créé l'assurance contre les accidents. Elle reconnaît leur mérite d'avoir apporté une solution adéquate aux problèmes qui se posaient. Elle ne méconnaît pas la qualité des services qu'ils ont rendus au monde agricole, mais l'évolution des structures sociales rend nécessaire, à ses yeux, l'instauration d'un régime nouveau, dont le caractère social conduit à renoncer aux anciennes structures.

Pour pallier les pertes financières que subiraient éventuellement les caisses de mutualité 1900 par suite de la gestion des risques « accidents du travail » par la sécurité sociale, votre commission a déposé un amendement que nous discuterons tout à l'heure permettant ainsi à cet organisme de bénéficier des indemnités prévues dans le texte en faveur des compagnies d'assurances.

Votre commission vous propose donc de donner satisfaction aux salariés agricoles en leur accordant l'unicité de gestion dans la garantie de leurs risques et en leur permettant de participer à la gestion de toute leur protection sociale, que ce soit la maladie, la vieillesse, les prestations familiales ou les accidents du travail, comme cela existe depuis 1946 pour les salariés du commerce et de l'industrie dans le régime général de sécurité sociale.

Elle estime que les aspirations de ces salariés sont légitimes à une époque où l'on prône la concertation sur tous les plans, que le côté humain et social de cette loi doit être respecté. Nous n'avons pas le droit de refuser aux travailleurs agricoles la possibilité de participer à la gestion de leurs propres risques.

Votre commission demande donc le rejet de l'amendement, espérant que notre assemblée n'acceptera pas d'avaliser et de poursuivre une injustice flagrante à l'égard de ces salariés agricoles. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je vais être très bref.

Comme le ministre de l'agriculture vous l'a dit tout à l'heure, les intéressés au premier chef sont les salariés agricoles. Nous les avons consultés, nous leur avons demandé leur avis ; ils l'ont formulé d'une manière très claire et sans équivoque.

Les exploitants agricoles qui emploient ces salariés sont également intéressés par ce texte et nous les avons consultés. Comme beaucoup d'entre vous, ils ont été longtemps hésitants. Finalement, ils se sont ralliés à ce texte qui prévoit l'unicité de gestion.

Nous avons demandé aux compagnies d'assurances, aux mutuelles qui pouvaient avoir tel ou tel avis de faire des suggestions. Nous avons pu constater que les systèmes qui nous étaient proposés ne nous permettaient pas de répondre d'une

manière claire, précise et loyale au souhait exprimé par les salariés agricoles de participer à la gestion et à la prévention du risque.

Sur cet amendement, que je combats au nom du Gouvernement parce que j'estime qu'il ne répond nullement au souhait formulé, je voudrais appeler solennellement l'attention du Sénat. En effet, si de ce vote ressortait une décision en faveur de la pluralité, quelle position devraient avoir, demain, les pouvoirs publics face au mécontentement des salariés agricoles et quelle devrait être la position du Gouvernement si ceux-ci lui demandaient d'être couverts par le régime général de sécurité sociale ? Quelles seraient alors les conséquences pour la mutualité sociale agricole, pour les compagnies d'assurances et pour les mutuelles qui jusqu'à présent couvrent ce risque ?

Telles sont, monsieur le président, mesdames, messieurs, les quelques remarques que je tenais à faire sur cet amendement qui est capital puisqu'il bouleverse complètement la technique et la philosophie du projet et qu'au nom du Gouvernement je demande à votre assemblée de bien vouloir repousser.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly pour répondre à M. le secrétaire d'Etat.

M. Etienne Dailly. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je voudrais d'abord me livrer à trois remarques.

La première, c'est qu'il s'agit d'un anniversaire puisque, voilà dix ans et neuf jours — c'était le 26 octobre 1961 — le Sénat examinait le premier le projet déposé par le Gouvernement et votait, sur la proposition de M. Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales, un amendement n° 10 ainsi conçu : « Avant le 30 juin 1962, le Gouvernement déposera un projet de loi aux termes duquel les employeurs et personnes visées à l'article 1144 du code rural seront tenus de contracter, auprès de l'assureur de leur choix, une assurance les couvrant des conséquences des accidents du travail et des maladies professionnelles ».

Il y a de cela, je le répète, dix ans et neuf jours et non pas cinq ans, monsieur le secrétaire d'Etat, comme l'a indiqué tout à l'heure M. le ministre de l'agriculture car, à l'époque, c'était non pas une proposition de loi, mais un projet du Gouvernement qui déjà se discutait ici.

Qu'on ne vienne donc pas nous dire que le Sénat n'est pas convaincu — il l'est depuis bien longtemps — de la nécessité de rendre obligatoire l'assurance contre les risques des accidents du travail des salariés de l'agriculture ! Telle était ma première remarque. Je pense que le moment était venu de la faire.

Deuxième remarque : ce projet de loi a été déposé sur le bureau du Sénat. Je vous y rends très attentifs, mes chers collègues, car nous avons l'habitude — c'est notre rôle — d'examiner les textes en second. Or, la position d'une assemblée qui juge en premier ressort n'est jamais et ne doit pas être la même que celle d'une assemblée qui examine un texte déjà voté par l'autre assemblée.

C'est si vrai que j'ai toujours combattu ici les adoptions de questions préalables lorsqu'un texte nous venait de l'Assemblée nationale. Nous sommes là — n'est-il pas vrai ? — pour le lire, pour l'amender, puis pour le renvoyer à nos collègues députés. Mais j'ai souvent soutenu, lorsque je proposais de repousser les questions préalables, que, si nous étions députés, saisis en première lecture, ce serait peut-être au contraire notre devoir que de la voter, de manière précisément — pour reprendre l'expression de M. le secrétaire d'Etat — à obliger le Gouvernement à remettre son travail sur le métier pour en modifier la philosophie et le concevoir selon d'autres orientations.

Monsieur le secrétaire d'Etat, sans pour autant rien renier de ce que nous avons pu dire et de ce que nous pensons, à cet égard — pour la très grande majorité d'entre nous — nous aurions pu poser une question préalable sur ce texte, puisque c'est bien d'un principe fondamental qu'il s'agit — la pluralité ou l'unicité — et que tout le texte devrait alors être reconstruit.

Or, la commission des finances a déposé un amendement. Cela résout notre problème dans des conditions de plus grande courtoisie vis-à-vis du Gouvernement, ce qui est préférable. C'est le motif pour lequel j'ai renoncé à une intention qui — je me permets de le dire — n'eût pas été, malgré tout, malvenue dans ce débat.

Je voudrais encore faire une troisième remarque : puisque nous sommes saisis les premiers de ce texte, il est permis de se demander pourquoi car c'est la seconde fois, la première

se situant en 1961. On pourrait bien sûr aujourd'hui imaginer que, si nous sommes saisis les premiers, c'est par une sorte de déférence pour le Sénat, le Gouvernement souhaitant de temps en temps adopter cette procédure, peut-être aussi pour meubler de manière plus harmonieuse le calendrier parlementaire, pendant que l'autre assemblée examine d'autres textes.

La répétition de cette saisine n'est-elle pas singulière ? En 1961, compte tenu du climat que nous savons, le fait de déposer le projet de loi sur le bureau du Sénat pouvait-il sérieusement être interprété comme un égard particulier vis-à-vis de la Haute assemblée ? (*Sourires.*)

Si bien que cette coïncidence, cette répétition nous conduit à nous interroger sur les motifs d'une telle procédure ; je laisse à chacun le soin d'apporter sa réponse personnelle.

Cela nous oblige également à tirer les conséquences de cette situation : c'est en effet à nous que revient l'honneur d'ouvrir la voie au Parlement et d'éclairer l'Assemblée nationale qui jouera dans cette affaire le rôle qui est habituellement celui du Sénat.

Un sénateur à droite. C'est une promotion !

M. Etienne Dailly. Oui. Pour elle peut-être ! Pour nous, c'est une gymnastique intellectuelle qui peut nous être salutaire. D'ailleurs, cette disposition constitutionnelle qui permet au Gouvernement de nous saisir en premier peut être excellente, notamment chaque fois que le Gouvernement n'est pas sûr de sa majorité (*Sourires.*) Si j'ai demandé à chacun d'apporter au problème que je posais sa réponse personnelle, c'était, pour ma part, celle que je m'étais faite, après en avoir parlé à beaucoup de députés, d'ailleurs.

Monsieur le secrétaire d'Etat, personne ne conteste — ce qu'ont dit mes collègues me semble clair à cet égard — ni l'obligation d'assurance — nous la demandions depuis 1961 et vous voudrez bien nous en donner acte — ni la parité de traitement des salariés agricoles avec ceux de l'industrie et du commerce. Celle-ci ne soulève d'ailleurs aucune difficulté sur le plan des garanties, la surcharge, vous le savez bien, ne devant pas excéder quelques points.

Personne ne conteste non plus la nécessité de prévoir un système de prévention qui suppose sans doute la création d'un fonds associant très étroitement les syndicats de salariés à la définition et à la mise en œuvre d'une action efficace et différenciée de prévention.

Cela dit, nous ne sommes séparés que sur une question de principe : convient-il de revenir à des structures de monopole — je dis « de revenir » parce que cela n'a pas été notre première démarche — des structures de monopole contre lesquelles, personnellement, je m'élève et qui, dans bien des domaines, n'ont pas fait leurs preuves ou les ont trop faites — chacun me comprend — ou, au contraire, de poursuivre une politique qui a été clairement définie ici en 1961 et qui consiste à respecter le libre choix de l'organisme assureur ?

Quand je dis « poursuivre une politique », j'emploie sans doute une expression impropre, car il s'agit précisément de savoir si nous allons la poursuivre ou simplement nous renier.

A ce point du débat, il faut faire un très court historique.

J'ai rappelé — je n'y reviens pas — que c'est le 26 octobre 1961 que le Sénat a voté cet amendement de notre commission des affaires sociales défendu par M. Brousse, mais il convient de rappeler également les propos tenus à l'époque par le ministre : « Le Gouvernement donne volontiers son accord à cet amendement. »

Le 19 novembre 1963, le texte vient devant l'Assemblée nationale. Les députés, pour des raisons diverses, pensent que ce n'est pas le moment de mettre à la charge des exploitants une assurance obligatoire les concernant et le texte est retiré par le ministre de l'agriculture.

Il en résulte que les salariés ne sont toujours pas assurés. Car nous pensons aussi aux salariés, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous le signale et je regrette cette fâcheuse tendance que vous avez de nous faire remarquer à tout propos que nous avons d'autres préoccupations que celle d'assurer la protection des salariés de l'agriculture. Je vous prie d'excuser cette remarque, mais vous n'avez pas le droit de mettre en doute que nous pensons nous aussi d'abord aux salariés de l'agriculture.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Nous aussi.

M. Etienne Dailly. Trois ans après, — les cycles sont longs dans cette affaire — le 24 juin 1966, le Gouvernement tente à nouveau de faire absorber ce texte à l'Assemblée nationale. On comprend mieux pourquoi nous avons été alors saisis en première lecture, n'est-ce pas, mes chers collègues ? Eh bien, ce 24 juin 1966, le Gouvernement, à l'issue de la discussion, est à nouveau contraint de retirer son texte.

Enfin le 23 novembre 1966, le texte vient en discussion à l'Assemblée nationale. L'article qui nous intéresse en ce moment, alors l'article 5, si ma mémoire est bonne, et qui visait l'obligation d'assurer les salariés, fait l'objet d'un long débat, auquel notre excellent collègue, M. Boscary-Monsservin prend une part active.

M. Boscary-Monsservin insiste pour que cette obligation d'assurance soit maintenue, mais avec le libre choix de l'assureur. Le ministre de l'agriculture essaie, alors, de faire supprimer les mots : « le libre choix de l'assureur ». M. Boscary-Monsservin soutient une âpre discussion avec le ministre de l'agriculture de l'époque et cette discussion se termine par cette déclaration du ministre de l'agriculture : « De mon côté, je donne une assurance formelle à M. Boscary-Monsservin. En demandant de ne pas préjuger — c'est-à-dire de supprimer les mots « le libre choix de l'assureur » — je n'ai pas demandé qu'on préjuge dans l'autre sens. Il est même probable, entre nous soit dit, que j'irai dans le sens souhaité par M. Boscary-Monsservin. »

L'affaire revient devant le Sénat en seconde lecture, M. d'Andigné étant rapporteur. Compte tenu des assurances qui ont été données à l'Assemblée nationale par le ministre, nous acceptons le texte conforme.

Et puis le dialogue continue avec le Gouvernement et l'an dernier, M. Duhamel, dont vous étiez déjà le secrétaire d'Etat, monsieur le secrétaire d'Etat — nous nous en félicitons car nous aimons bien débattre avec vous — défendant ici le budget du B. A. P. S. A. dit textuellement, le 29 novembre 1970, comme l'a d'ailleurs rappelé notre collègue M. Brun tout à l'heure, « qu'il était convaincu que l'on pouvait arriver à concilier les impératifs rappelés dans un système qui laisserait le libre choix de l'assureur ».

Par conséquent, en 1961, le Gouvernement accepte le libre choix de l'assureur. En 1966, le Gouvernement ne se prononce pas mais déclare qu'il est probable qu'il demeure d'accord sur le libre choix. C'est M. Edgar Faure, alors ministre de l'agriculture, qui en donne l'assurance à M. Boscary-Monsservin. Puis en 1970 le Gouvernement, par la bouche de M. Duhamel devenu ministre de l'agriculture, revient au libre choix. Enfin en 1971, il change d'avis et exige l'unicité.

Alors, mesdames, messieurs, le problème pour nous est de savoir si nous allons nous aussi changer d'avis ou si au contraire nous allons rester fidèles à nous-mêmes et fidèles à la tradition libérale qui est celle de cette assemblée et que nous avons tenu à affirmer dès 1961.

Cela étant dit, si nous devons envisager de nous renier — je ne l'envisage pas pour ma part — peut-être serait-il bon de se demander pourquoi et au profit de quoi. Au profit d'un régime de monopole ? Je l'ai dit : les monopoles, ce n'est jamais bon.

La bonne gestion ne peut résulter que de l'économie de marché, de la libre concurrence ; qu'on le veuille ou non, c'est vrai aussi dans l'agriculture. Nous savons bien le dévouement, la compétence, l'intelligence, avec lesquels certains de nos collègues exploitants agricoles administrent nos coopératives agricoles. Nous savons bien qu'ils feraient le même effort, quoi qu'il arrive. Mais êtes-vous sûrs que leurs directeurs se montreraient aussi ingénieux, aussi intelligents, aussi habiles, aussi volontaires, aussi désireux d'aboutir, s'il n'y avait pas le secteur témoin du commerce libre ? (*Très bien.*)

Pour ma part je n'en suis pas convaincu. Il est même certain que c'est bien l'existence de ce secteur témoin qui nous permet d'applaudir à la gestion de la plupart, pas de toutes, mais de la plupart de nos coopératives agricoles. C'est le motif pour lequel je ne désire pas voir supprimer ce secteur témoin en matière d'assurance des risques d'accident du travail des salariés agricoles.

Je suis exploitant, père d'exploitant, beau-père d'exploitant, oncle d'exploitant. Nous regardons nos affaires de temps en temps en temps en famille. Jusqu'à il y a trois ans j'étais assuré et mon fils aussi puisque nous sommes dans le même secteur, auprès d'un organisme qui n'était pas une mutuelle. Depuis trois ans, notre mutuelle a fait des efforts considérables et nous a proposé une nouvelle police, très ingénieuse qui s'appelle l'Assurité, d'ailleurs très peu répandue en France et qui assure tous les risques avec des formalités minimales. Nous avons donc abandonné notre

compagnie d'assurance et nous nous sommes assurés à la mutuelle. Par contre mon neveu dans un département voisin est encore à l'assurance libre parce que la mutuelle ne lui a pas offert un contrat satisfaisant.

En fait, ce que nous cherchons c'est le meilleur service au meilleur prix. Ce faisant nous n'oublions pas que le meilleur service n'est pas pour nous — seul le prix nous concerne puisque nous sommes les seuls à payer. Ce que nous voulons c'est que nos salariés aient le meilleur service. Mais nous voulons aussi obtenir ce meilleur service au meilleur prix, ce qui est parfaitement normal. (*Marques d'approbation.*)

Je pense qu'il n'est pas heureux de supprimer cette possibilité de choix. Je demande à mes collègues présidents de caisses mutuelles sociales agricoles de ne pas prendre en mal ce que je vais dire, car nous savons tous les efforts qu'ils font pour diriger des organismes de cette nature. Nous savons combien c'est difficile, mais s'il fallait se convaincre de cette nécessité, il suffirait de lire les rapports de la Cour des Comptes de 1967, 1968, 1969 et 1970 sur les caisses de mutualité sociale agricole. Bien entendu je ne procéderai pas à la lecture de ces critiques très sévères, mais je tiens à votre disposition ces rapports déposés sur le bureau du Sénat après avoir été remis au président de la République.

Gérer de telles caisses ce n'est certes pas facile. Nous n'entendons pas adresser des griefs à quiconque, mais comment ne pas être convaincu, après avoir lu ces pages, que les monopoles ne constituent pas une bien bonne solution et qu'en l'occurrence, le recours à une telle solution ne serait pas très rassurant. Voilà déjà, je crois, un premier motif pour lequel nous n'avons pas de raison de nous renier.

Le deuxième motif, c'est que le recours à une telle solution va coûter obligatoirement très cher. Il faut d'abord prévoir 15 milliards d'anciens francs d'indemnités; vous n'y pouvez rien, car il y a un précédent, celui de 1946 et si on applique les mêmes règles d'indemnisation — elles sont d'ailleurs prévues à l'article 15, et comment ne pas les appliquer en raison de ce précédent? — cela coûtera 150 millions de francs: 50 millions pour les compagnies d'assurances, 50 millions pour les agences et 50 millions pour les mutuelles, que le Gouvernement semble avoir oublié. Cela fait 15 milliards d'anciens francs pour 750.000 salariés, soit 20.000 anciens francs par personne.

Calculez le pourcentage par rapport à la prime et je pense que vous serez comme moi assez hésitant sur l'utilité d'un système qui, à l'heure actuelle, n'a, à ma connaissance, jamais donné lieu à de sérieuses réclamations.

Que nous voulions rendre l'assurance obligatoire, c'est indispensable. Que nous voulions assurer la parité c'est encore indispensable, que nous voulions prévoir un système obligatoire de prévention, c'est aussi nécessaire.

Il faut sur ces points l'améliorer, mais jusqu'ici, il n'a pas en lui-même, à ma connaissance, donné lieu à des réclamations sérieuses.

Bien entendu, cette indemnité, telle qu'elle est prévue à l'article 15, doit être prise en charge par le régime. Par conséquent, ce sont les exploitants employeurs qui paieront et personne d'autre: premier motif pour lequel les cotisations seront chères. Deuxième motif: cette indemnisation étant faite, on va passer d'un système de capitalisation à un système de répartition.

Or vous savez aussi bien que moi qu'un système de répartition — je ne vais pas, à cette heure tardive, retenir longtemps l'attention du Sénat sur ce point — est basé sur un tarif. Lorsque l'assiette humaine, si je puis m'exprimer ainsi, c'est-à-dire lorsque le nombre des salariés diminue d'année en année — et il n'y a aucune raison pour que cette évolution ne se continue pas encore au moins pendant quelques années — il est bien certain que, de ce fait, on va arriver obligatoirement à des cotisations de plus en plus chères.

Le Gouvernement en est très conscient puisque aussi bien M. le secrétaire d'Etat a déclaré devant la commission, comme le rappelle si bien M. Soudant à la page 25 de son rapport, que « si des difficultés financières, dues au déséquilibre démographique de l'agriculture et à des perturbations économiques qui lui seraient liées, venaient à surgir, on trouverait, comme cela a déjà été le cas dans d'autres domaines, les moyens appropriés pour y remédier ».

« Les moyens appropriés pour y remédier » — voulez-vous me permettre de vous dire ce qu'ils seront: vraisemblablement une augmentation de la taxe du budget annexe des prestations sociales agricoles. Qui la paie, sinon les exploitants agricoles? Et si ce n'est pas cela, alors ce sera l'argent du budget, donc celui de l'ensemble des contribuables.

Alors pourquoi une telle innovation, coûteuse, puisque, aujourd'hui, nous disposons d'un système qui donne satisfaction?

Je vais maintenant conclure. M. le secrétaire d'Etat nous a dit que le Gouvernement avait été très longtemps hésitant. C'est vrai, l'historique que j'ai fait le prouve. Il a ajouté: « Les représentants de la profession agricole, qui l'ont été aussi longtemps que nous, ont fini par nous rejoindre », et il a cité à cet égard le scrutin du conseil économique et social. Je m'excuse de dire qu'au conseil économique et social, les représentants de l'agriculture ne forment pas la majorité.

M. Robert Soudant, rapporteur. Ici non plus.

M. Etienne Dailly. Bien entendu, nous ne contestons pas les résultats de ce scrutin, mais peut-être conviendrait-il d'en tirer des enseignements plus prudents.

Ceci étant dit, nous n'ignorons rien des efforts qui ont été accomplis par le ministère de l'agriculture, année après année — c'est d'ailleurs pour cela que la gestation de ce texte a été aussi laborieuse et que les délais en ont été aussi longs — pour « rallier » à ce que j'appellerai « la cause » un certain nombre de professionnels éminents qui n'en voulaient pas, pour certains et non des moindres, jusqu'à une date toute récente.

Il ne faudrait pourtant pas que le système proposé ait pour motivation réelle de créer des postes intéressants pour des fonctionnaires, certes extrêmement méritants, mais dont nous préférierions voir la carrière se dérouler à l'intérieur de leur administration centrale.

Enfin, dernier point, M. le rapporteur de la commission des affaires sociales et M. le secrétaire d'Etat ont cité à la tribune, la déclaration de Philadelphie, sans doute pour éveiller notre souci de nous conformer aux recommandations de l'organisation internationale du travail, sachant combien nous sommes respectueux de ces recommandations universelles, telle la Déclaration mondiale des droits de l'homme, dont nous regrettons par parenthèse qu'elle n'ait pas encore été ratifiée par la France.

Je dois constater que l'exposé des motifs du projet de loi comme le rapport de M. Soudant, comme le propos de M. le secrétaire d'Etat, sont ambigus à cet égard. En effet, la convention n° 35 de l'organisation internationale du travail dispose certes « que l'assurance doit être gérée soit par des institutions créées par les pouvoirs publics qui ne poursuivent aucun but lucratif, soit par des fonds publics d'assurances ». Mais je dois indiquer au Sénat que ce texte concerne seulement l'assurance vieillesse et que les accidents du travail eux sont toujours régis par la convention ratifiée par la France en 1925, la convention n° 17 qui prévoit simplement que la législation nationale doit, en tout état de cause, assurer réparation aux victimes d'accidents.

J'en ai terminé, en m'excusant d'avoir été un peu long, mais si j'étais intervenu dans la discussion générale, le temps du Sénat n'en aurait pas pour autant été épargné. Qu'il ne m'en tienne pas rigueur. J'ai préféré m'exprimer à la minute même où nous avons à nous prononcer.

Je demande à nos collègues de rester fidèles à la position prise en 1961 à l'appel de leur commission des affaires sociales et dont le Gouvernement aujourd'hui se détache après l'avoir pourtant encore confirmée l'année dernière. Ce faisant, nous honorerons la tradition de notre assemblée qui est avant tout faite de libéralisme. (*Applaudissements sur diverses travées à gauche, au centre et à droite.*)

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. M. Dailly vient, avec beaucoup d'éloquence, de développer devant vous un certain nombre d'arguments qui appellent de ma part quelques réponses.

Parmi les remarques techniques que vous avez formulées à propos de ce projet vous avez, monsieur Dailly, indiqué que l'unicité coûterait plus cher et laissé entendre que l'indemnisation interviendrait brutalement, immédiatement et d'un seul coup.

M. Etienne Dailly. Je n'ai pas dit cela!

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Vous ne l'avez pas dit, mais laissez entendre. Or, cette indemnisation est prévue en cinq ans et les calculs techniques effectués tant au ministère de l'agriculture qu'au ministère de l'économie et des finances mon-

trent que le principe de l'unicité permettra d'avoir des cotisations inférieures de 2 p. 100 puisqu'elles seront de l'ordre de 6 p. 100 des salaires sous plafond contre 8 p. 100 actuellement.

Par ailleurs, vous avez déclaré que le système de la pluralité fonctionnait très bien et que, dès lors, on ne voyait pas la nécessité d'un tel débat. C'est tellement vrai, monsieur Dailly, qu'en 1970, 1.400 cas portant sur 420.000 francs ont été instruits par les inspecteurs des lois sociales du ministère de l'agriculture. Bien sûr, il ne s'agit que de 1.400 cas mais pour les intéressés il y a tout de même là une lacune sérieuse.

M. Etienne Dailly. Ils ont été résolus à leur satisfaction.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Au prix de combien de temps, de démarches et de souffrances ?

M. Etienne Dailly. Monsieur le secrétaire d'Etat, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Dailly, avec l'autorisation de M. le secrétaire d'Etat.

M. Etienne Dailly. Croyez-vous franchement qu'avec le nouveau système ce sera différent ? Un dossier d'assurance n'est jamais simple, monsieur le secrétaire d'Etat, quel que soit l'assureur et quel que soit, en définitive, le sinistre. A la sécurité sociale aussi, il y a des plaignants.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je constate avec regret que vous m'avez mal écouté, monsieur Dailly. Je croyais avoir clairement démontré que, dans notre système, les salariés participeraient vraiment à la prévention et à la gestion. J'ai expliqué que cette participation à la gestion leur permettrait, comme dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, d'accélérer la procédure lorsque celle-ci se révélerait un peu lente.

Vous avez, en outre, affirmé que ce système risquait de coûter très cher et qu'il faudrait trouver de l'argent et vous avez pensé que nous pourrions le trouver dans le budget annexe des prestations sociales agricoles. Excusez-moi de vous dire, monsieur Dailly, que le B. A. P. S. A. n'a rien à voir dans cette affaire.

Vous avez évoqué, après moi, le vote du Conseil économique et social — 117 voix pour, 12 voix contre, et 10 abstentions — pour faire observer, avec une certaine malice, que les représentants de l'agriculture ne sont pas majoritaires au sein de ce Conseil. Certes, j'ai moins d'expérience que vous, mais je le savais. J'ai seulement signalé ce vote parce qu'il est significatif. En effet, tous les membres du Conseil économique et social représentant l'agriculture ont voté pour, un seul s'est abstenu.

Vous m'avez, d'autre part, prêté des propos sur la déclaration de Philadelphie. Sans doute m'avez-vous mal écouté. Il vous suffira de vous reporter au *Journal officiel* pour constater que c'est le rapporteur de la commission des affaires sociales qui les a tenus. Mais vous avez bien fait d'évoquer la question, monsieur Dailly, en disant que la déclaration de Philadelphie ne s'appliquait pas tellement aux accidents du travail. Je n'irai pas vous chercher querelle sur ce point. Je ferai seulement remarquer à votre assemblée que tous les pays de l'Europe des Six ont opté pour l'unicité, sauf la Belgique et la France.

Vous m'avez demandé, monsieur Dailly, de vous donner acte qu'en 1961 vous aviez pris position pour l'obligation. Je ne peux pas le faire et j'en suis au regret car vous avez mis en cause le Gouvernement à propos de la présentation du texte en première lecture devant le Sénat. Or c'est le Sénat qui, lors de la discussion du budget de 1971, a demandé que ce projet vienne en première lecture devant lui.

Le Sénat avait exprimé le souhait que le projet de loi sur la couverture des accidents du travail des salariés agricoles, qui était alors en préparation, lui soit d'abord soumis afin que le calendrier des travaux parlementaires de votre haute assemblée soit mieux équilibré pendant la session budgétaire. Si donc, monsieur Dailly, vous ne reconnaissez pas aujourd'hui ce que vous avez demandé lors du vote du projet de loi de finances pour 1971, vous comprendrez aisément que je ne puisse pas vous donner acte de ce que vous avez demandé en 1961.

Sur ce point, vous ne pouvez pas faire procès au Gouvernement d'avoir déposé ce projet de loi, ainsi que celui sur les comités d'entreprise, qui a peut-être moins d'importance, en première lecture devant le Sénat. Prétendre que le Gouvernement ris-

quait de connaître un certain nombre de difficultés si l'Assemblée nationale avait été saisie de ce projet en première lecture, c'est vraiment faire un procès d'intention au Gouvernement. Or, en déposant ce texte devant votre haute assemblée, il répondait, d'une part, à un désir que vous aviez exprimé et, d'autre part, à son souhait de voir les travaux parlementaires mieux équilibrés entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Certes, votre assemblée est amenée, en deuxième lecture, à plus de réflexion et elle peut informer plus précisément le Gouvernement sur un certain nombre de points. Mais je ne peux pas vous laisser dire que c'est à la suite d'un calcul que le Gouvernement a déposé ces textes sur le bureau du Sénat. Il a simplement respecté l'engagement qu'il avait pris à la suite de la demande formulée par votre haute assemblée. (*Applaudissements sur certaines travées à gauche et à droite ainsi que sur les travées de l'union des démocrates pour la République.*)

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Monsieur le secrétaire d'Etat, si, sur ce point précis, qui constitue, convenez-en, quelque chose de très accessoire, j'ai commis une erreur, je vous prie de m'en excuser. Mais je ne pense pas que l'erreur dont je vous demande de m'excuser puisse vous dispenser de me donner acte que le 26 octobre 1961 le Gouvernement déclarait : « Le Gouvernement donne volontiers son accord à cet amendement », car cela est écrit au *Journal officiel*.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je suis tout à fait d'accord.

M. Etienne Dailly. C'est le seul point sur lequel je voulais vous répondre. Si j'ai oublié le fait qu'à cette époque on ait pu demander que ce texte vienne, ici d'abord, en discussion, alors, mes chers collègues, il faut effacer de vos mémoires les réflexions auxquelles je me suis livré sur la venue de ce texte en première lecture aujourd'hui devant notre assemblée.

Cela dit, monsieur le secrétaire d'Etat, même si le texte vient ici aujourd'hui en première lecture à notre demande et pour équilibrer les travaux parlementaires, je persiste à penser que vous aurez beaucoup de difficultés dans l'autre assemblée.

M. Hubert d'Andigné. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, M. Soudant vous a rapporté le sentiment de notre commission sur le préalable de principe de ce projet de loi. M. le secrétaire d'Etat et, après lui, M. le ministre de l'agriculture ont soutenu avec beaucoup d'éloquence et de conviction cette même thèse qui est la leur. Je me permettrai d'ajouter que ce choix est finalement celui de la sagesse, traduisant une volonté d'aboutir après les débats passionnés que suscite ce problème depuis plusieurs années.

Or, l'essentiel est de donner aux salariés agricoles la parité en matière de réparation d'accidents du travail. Cette exigence de parité s'accompagne d'un besoin de participation légitime tout autant que réel, c'est-à-dire pas dans n'importe quelles conditions.

Ce besoin de participation ne peut véritablement s'exercer que dans le cadre d'un organisme unique de gestion. C'est d'ailleurs l'avis adopté à une écrasante majorité par le Conseil économique et social, comme cela a été indiqué ici à différentes reprises. En effet, l'ensemble des organisations professionnelles agricoles — fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, centre national des jeunes agriculteurs, assemblée permanente des chambres d'agriculture, mutualité, crédit, coopération — toutes les centrales syndicales ouvrières, les associations familiales, la majorité du patronat se sont prononcés dans ce sens.

Dans ces conditions, peut-on raisonnablement accepter de mettre en cause la compétence et le jugement de ces représentants socio-professionnels, ou même de douter de leur représentativité ?

L'aspect technique du débat doit prendre le pas sur les considérations sentimentales.

Or, si la gestion technique du risque proprement dite est parfaitement concevable dans un système pluraliste, sans parler des difficultés inévitables de coordination qui en aggravent

le coût, ni de celles tenant à la délimitation du champ de compétence entre la maladie et l'accident, l'indemnisation ne constitue qu'une des composantes du problème des accidents du travail.

En effet, la prévention, la rééducation, la réadaptation et, plus généralement, l'action sanitaire et sociale, revêtent au moins autant d'importance, sinon plus ; et cette politique — l'exemple le prouve — est dénuée de toute efficacité dans un système pluraliste. En fait cela est normal, car il s'agit là d'actions qui relèvent directement de la vocation d'un organisme social.

Enfin, au-delà de toute spéculation idéologique, peut-on raisonnablement accepter de réserver aux 600.000 salariés agricoles un sort différent de tous les autres salariés de notre pays et même de nos voisins européens ?

A la limite, une réponse positive à cette question devrait en bonne logique conduire à demander le retrait de la sécurité sociale de la gestion accidents du travail de tous les salariés non agricoles pour la confier au secteur concurrentiel de l'assurance.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Très bien !

M. Hubert d'Andigné. Il serait intéressant sur ce point de connaître l'avis de nos compatriotes.

M. le président. Je pense qu'à la suite de cette discussion le Sénat est maintenant complètement éclairé. Je vais donc mettre aux voix l'amendement n° 53 rectifié. Mais auparavant je donne la parole à M. Descours Desacres, pour explication de vote.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, mon explication de vote sera très brève. Tout à l'heure, M. le secrétaire d'Etat a fait état des avis qu'il avait recueillis auprès de différents interlocuteurs. Je voudrais me permettre de faire part des constatations d'un parlementaire qui a déjà quelques années de mandat et je pense que la plupart de ceux qui siègent dans cette enceinte ont la même expérience.

Au cours de cette période, j'ai été souvent saisi des difficultés qui se présentaient pour des salariés, monsieur le secrétaire d'Etat, dans les régimes où régnait l'unicité. Mais bien qu'on ait compté en France, disiez-vous, l'année dernière, 1.400 cas dans les régimes pluralistes, il ne m'a jamais été demandé d'intervenir au cours de ces dernières années, pour résoudre des problèmes qui s'y seraient posés.

Je voterai donc l'amendement car je ne suis pas pour la parité dans la difficulté ; je suis pour la parité dans l'émulation et dans le progrès. (*Applaudissements sur plusieurs travées au centre et à droite.*)

M. Pierre Carous. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Carous, pour explication de vote.

M. Pierre Carous. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, je voudrais, en premier lieu, me féliciter du fait que ce texte soit venu d'abord devant le Sénat, répondant ainsi au vœu que notre président, le bureau, l'ensemble de cette assemblée avaient formulé à de multiples reprises, tendant à ce que l'on veuille bien meubler le début de la session budgétaire en nous soumettant des projets en première lecture.

Je rappelle que cette manière de procéder est tout à fait conforme à la Constitution qui nous régit. Encore faut-il que, lorsque le Gouvernement accepte de nous satisfaire, on ne vienne pas, à la première occasion, lui faire un procès d'intention, surtout lorsque celui-ci s'avère, comme en l'espèce, totalement hors de propos.

Sous le bénéfice de cette observation, je dirai que le vote sur ce projet de loi, et spécialement sur l'amendement de M. Monichon, qui est le texte clé, a posé à un certain nombre d'entre nous, et même aux membres de mon groupe, divers problèmes.

Nous n'avons pas manqué, messieurs les ministres, d'être impressionnés par le caractère extrêmement complet et précis de l'exposé fait à la tribune par M. le secrétaire d'Etat et par les arguments qu'il a donnés, arguments que je me garderai bien de paraphraser dans le cadre d'une explication de vote, de même que je ne reprendrai pas ce qu'a dit M. le ministre de l'agriculture, sauf pour souligner son intention de mettre enfin l'agriculture à la place qui doit être la sienne dans l'économie française.

Ces arguments sont de valeur, mais il est bien évident qu'on peut leur opposer d'autres arguments qui touchent à la liberté. Le problème se pose, et j'avoue que là, l'argument est de poids car la liberté est donnée à l'employeur qui contracte le contrat, mais ce n'est pas lui qui, finalement, sera le bénéficiaire des prestations. C'est là une situation assez particulière dont il faut tenir compte.

En présence de ces différents arguments, j'apporterai, avec un certain nombre de collègues, malgré toutes mes hésitations, mon vote au Gouvernement, car même si nous sommes réticents, nous voulons appuyer sa politique.

Mais je dois avoir la loyauté de reconnaître que d'autres collègues de mon groupe mettent au premier rang de leurs préoccupations leur attachement au principe de la liberté. Je le fais d'autant plus volontiers en leur nom que, même en dehors du souci d'objectivité qui doit m'animer, cet attachement au principe de la liberté honore ceux qui le manifestent, et ce n'est pas au Sénat que l'on me contredira sur ce point.

De toute façon, quelles que soient les motifs qui nous inspirent, je me permets d'insister auprès du Gouvernement pour lui demander de faire en sorte que cette réforme soit enfin bénéfique pour les salariés agricoles, à une main-d'œuvre que l'on recrute désormais difficilement, et aussi que cette réforme, destinée à améliorer la situation des défavorisés n'intervienne pas au détriment d'autres personnes, c'est-à-dire les démarcheurs et les agents d'assurances.

C'est dans ces conditions que les membres du groupe de l'union des démocrates pour la République se prononceront dans ce vote, messieurs les ministres, mais je tiens à vous dire que nous avons apprécié unanimement l'effort qui a été fait et l'esprit qui vous a animé dans la rédaction de ce texte. (*Applaudissements sur les travées de l'union des démocrates pour la République ainsi que sur plusieurs travées à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 53 rectifié, repoussé par la commission saisie au fond et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe des républicains indépendants.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(*Il est procédé au comptage des votes.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 3 :

Nombre des votants	274
Nombre des suffrages exprimés	266
Majorité absolue des suffrages exprimés	134
Pour l'adoption	117
Contre	149

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1151 du code rural.

(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. Le Sénat voudra sans doute, étant donné l'heure, suspendre maintenant ses travaux pour les reprendre à vingt-deux heures. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures, est reprise à vingt-deux heures cinq minutes.*)

Nous poursuivons la discussion du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Nous allons reprendre l'examen de l'article 1^{er} du projet de loi.

Par amendement n° 1, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début de cet article :

« Le chapitre premier du titre III du livre VII du code rural est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le président, il s'agit simplement d'une modification de forme. Nous pensons qu'il est préférable d'abroger tout ce chapitre pour le remplacer par d'autres articles.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 2, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, à la fin du texte présenté pour le premier alinéa de l'article 1144 du code rural, de supprimer les mots : « ... à l'exclusion des employés de maison... ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Il a semblé à notre commission qu'il était assez délicat de ne pas permettre aux employés de maison d'entrer dans le champ d'application de cette loi.

Je cite un exemple : un agriculteur a une employée de maison qui peut aller chercher des œufs ou donner un coup de main aux travaux agricoles. Elle a un accident ; le régime général de sécurité sociale, qui couvre les gens de maison, ne voudra pas la prendre en charge en raison de son origine agricole. Nous demandons en conséquence que les gens de maison travaillant au lieu de l'exploitation entrent dans le champ d'application de la loi que nous examinons.

Un deuxième amendement vous sera proposé tout à l'heure pour réaliser l'affiliation de ces employés de maison au régime agricole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Les employés de maison au service personnel des exploitants agricoles ou des membres de leur famille relèvent du régime général de la sécurité sociale. Ils peuvent cependant être appelés à exercer occasionnellement une activité de nature agricole. Dans la mesure où cette activité constitue le prolongement de leur activité normale d'employé de maison, la prise en charge par le régime général d'éventuels accidents ne paraît pas avoir soulevé de difficultés particulières.

Cependant, pour éviter toute contestation en cette matière, votre commission des affaires sociales propose un amendement tendant à préciser que tous les employés de maison doivent relever du régime agricole des accidents du travail lorsqu'ils sont occupés habituellement sur le lieu de l'exploitation. Le Gouvernement accepte cet amendement, mais il lui paraît indispensable que les personnes en cause soient transférées au régime agricole d'assurance sociale par une modification de l'article 1024 du code rural, qui est d'ailleurs également proposée par votre commission. Le rattachement à ce nouveau régime ne devrait entraîner aucun inconvénient pour les employés de maison, les prestations étant dorénavant identiques à celles qui sont servies par le régime général.

Il faut signaler cependant que les personnes en cause pouvant exercer leur profession chez n'importe quel employeur seront susceptibles de dépendre successivement des deux régimes, ce qui nécessitera l'application des règles toujours complexes de coordination.

Sous ces réserves, le Gouvernement accepte l'amendement proposé par la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 56, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit l'alinéa 8° du texte présenté pour l'article 1144 du code rural :

« 8° Les métayers visés à l'article 1025... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Nous voulons préciser que les métayers entrent dans le champ d'application de la loi, mais sont renvoyés à un autre article du code rural.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 56.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 3, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du texte présenté pour l'alinéa 9° de l'article 1144 du code rural :

« 9° Les apprentis sous contrat d'apprentissage et, sous réserve des dispositions de l'article 37 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, les stagiaires relevant du régime... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Le texte de l'amendement est suffisamment explicite ; je n'ai rien à ajouter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement remercie la commission ; lorsque nous avons préparé ce texte, la loi du 16 juillet 1971 n'avait pas été votée ; la commission a donc parfaitement raison de présenter cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 3, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 4, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter le texte présenté pour l'article 1144 du code rural par les dispositions suivantes :

« 10° Les employés de maison au service d'un exploitant agricole lorsqu'ils exercent habituellement leur activité sur le lieu de l'exploitation agricole. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet amendement complète l'amendement n° 2 que le Sénat a adopté tout à l'heure. Les gens de maison seront ainsi couverts des conséquences d'un accident de travail qui pourrait survenir à l'occasion d'une activité agricole accessoire.

En effet, il n'est pas vain de penser qu'un employé de maison au service d'un exploitant agricole soit amené occasionnellement à participer à un travail agricole. Elle a donc décidé de vous proposer de les affilier obligatoirement au régime agricole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 4, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat, la commission des affaires sociales m'a chargé de vous demander quels étaient les critères qui présidaient à l'affiliation des jardiniers, gardes de propriété. Cette affiliation est-elle subordonnée à la superficie de la propriété ou, au contraire, au caractère principal des activités de jardinage ou de gardiennage ?

Une longue discussion s'est instaurée sur ce sujet à la commission des affaires sociales. Nous aimerions avoir des renseignements précis.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, l'assujettissement des jardiniers de propriétés privées au régime agricole est fonction de leur activité et non de la superficie sur laquelle ils exercent celle-ci. Leur employeur n'est pas en effet, en tant que tel, un exploitant agricole, mais ce qu'il est convenu d'appeler un employeur non agricole de main-d'œuvre agricole, et les critères d'assujettissement des exploitants — la moitié de l'exploitation-type — ne lui sont pas applicables.

Bien entendu, l'activité des jardiniers, c'est-à-dire le temps passé aux travaux de nature agricole dont ils sont chargés, peut être très variable, mais les cotisations réclamées de leur chef sont évidemment proportionnelles à ce temps passé.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je remercie M. le ministre de ces renseignements qui apaisent nos inquiétudes.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le texte, modifié, proposé pour l'article 1144 du code rural.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Le texte proposé pour l'article 1145 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 5, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, dans le premier alinéa du texte présenté pour l'article 1146 du code rural, de supprimer les mots : « ... salariée ou... ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. De l'avis de la commission, cette suppression supprime tout risque d'interprétation.

En ce qui concerne la définition de l'accident du trajet, elle s'en est tenue à la stricte définition de l'article 415-1 du code de la sécurité sociale. Etant donné la volumineuse jurisprudence intervenue sur ce texte, votre commission n'a pas voulu, en modifiant quelques termes qui paraissent sur le plan grammatical assez contestables, remettre en cause la construction juridique que, depuis 1957, les cours et tribunaux ont patiemment échauffée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Les termes « salariée ou », dont la commission propose la suppression, ne paraissent pas ajouter à la compréhension du texte. Toutefois, la définition des accidents de travail dans le régime de sécurité sociale a donné lieu à une abondante interprétation jurisprudentielle. Pour éviter toute nouvelle difficulté, il paraît indispensable de maintenir une identité complète de rédaction entre la définition donnée dans le projet de loi et l'article 415 du code de la sécurité sociale. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement est opposé à l'amendement proposé par la commission.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Le projet vise expressément les salariés en tant que bénéficiaires de ce régime de sécurité sociale et la suppression des mots « salariée ou » n'apporte aucune gêne. En conséquence, la commission maintient son amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, repoussé par le Gouvernement.

(Après une première épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1146 du code rural ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Le texte proposé pour l'article 1147 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 6, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de supprimer le texte présenté pour l'article 1148 du code rural.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission estime que cet article fait double emploi avec l'article 1168, qui renvoie, pour définir les maladies professionnelles, au code de la sécurité sociale. Il s'agit d'une simplification.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. La section V concerne les accidents et les maladies professionnelles, c'est donc une question d'architecture du texte, mais le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1148 du code rural est donc supprimé.

Par amendement n° 7, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le premier alinéa du texte présenté pour l'article 1149 du code rural :

« Art. 1149. — Les dispositions de nature législative du titre III et du chapitre IV du titre V du livre IV du code de la sécurité sociale relatives aux prestations en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont applicables au régime défini au présent chapitre. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article constitue l'un des articles clés du projet. Il assure en effet aux salariés agricoles la parité avec les salariés de l'industrie et du commerce, puisqu'il renvoie pour les prestations du régime agricole aux dispositions contenues dans le code de la sécurité sociale.

L'étude des références a toutefois amené votre commission à vous demander de le compléter par une référence au chapitre IV du titre V du livre IV du code de la sécurité sociale

En effet, deux articles du code de la sécurité sociale avaient été omis dans le texte gouvernemental, l'article L. 489, qui traite de la révision, et l'article L. 490, qui traite de la rechute.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Il a toujours été dans l'intention du Gouvernement de faire bénéficier les salariés agricoles de dispositions identiques à celles dont les salariés du régime général bénéficient en cas de rechute ou d'aggravation d'incapacité du travail. L'amendement proposé par la commission répond à ce souci et répare une omission d'ordre rédactionnel. Je tiens donc à la remercier de combler cette lacune regrettable. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 7, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1149 du code rural, ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 8, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du premier alinéa du texte présenté pour l'article 1150 du code rural :

« Art. 1150. — Les dispositions de nature législative des articles L. 466, L. 467, L. 469, L. 470 et L. 470-1 du code de la sécurité sociale... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article rend applicable au nouveau régime les dispositions des articles L. 466 à L. 471 du code de la sécurité sociale, qui traitent de la faute intentionnelle, de la faute inexcusable et de la responsabilité des tiers.

Votre commission vous demande de modifier cet article afin de conserver au nouveau régime un certain nombre de dispositions qui lui paraissent plus appropriées à résoudre les problèmes particuliers posés par l'activité agricole.

Elle vous propose en particulier de renoncer à l'application de l'article L. 468, relatif à la faute inexcusable de l'employeur ou de ses préposés et de l'article L. 471 du code de la sécurité sociale sur les droits de la victime en cas de poursuites pénales.

Elle vous demandera d'insérer deux nouveaux articles, 1150-1 et 1150-2, pour régler ces problèmes et, en conséquence, pour l'instant, de réserver l'article 1150.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. le Gouvernement accepte que cet article soit réservé.

M. le président. L'article 1150 du code rural est donc réservé.

Par amendement n° 9, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le texte présenté pour l'article 1150 du code rural, un article 1150-1 nouveau, ainsi rédigé :

« Art. 1150-1. — Lorsque l'accident est dû à la faute inexcusable de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, la victime ou ses ayants droit reçoivent une majoration des indemnités qui leur sont dues en vertu du présent chapitre.

« Le montant de la majoration est fixé par la caisse en accord avec la victime et l'employeur ; à défaut d'accord, la commission de première instance statue sur le caractère de la faute inexcusable et fixe par la même décision le montant de la rente.

« La majoration de rentes est revalorisée par application des coefficients visés à l'article L. 455 du code de la sécurité sociale.

« La caisse récupère le montant de la majoration par le moyen d'une cotisation supplémentaire imposée à l'employeur.

« L'employeur ne peut se garantir par une assurance contre les conséquences de la faute inexcusable ; l'auteur en est tenu responsable sur son patrimoine personnel. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement, n° 55, par lequel M. Henriet propose, dans le texte présenté pour le nouvel article 1150-1 du code rural, de supprimer le dernier alinéa.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement de la commission.

M. Robert Soudant, rapporteur. En vous demandant d'insérer cet article, votre commission entend améliorer la procédure utilisée dans le régime général de sécurité sociale pour sanctionner une faute inexcusable de l'employeur.

Lorsque l'employeur accepte de reconnaître sa faute inexcusable, la solution est simple : la caisse accorde la majoration de rente et récupère le montant de cette majoration par le moyen d'une cotisation supplémentaire.

Les difficultés commencent dès que l'employeur conteste soit le caractère de la faute inexcusable, soit le montant de la majoration. Dans la procédure prévue à l'article L. 468 du code de la sécurité sociale, il faut d'abord faire reconnaître le caractère de la faute inexcusable, puis faire entamer une nouvelle procédure pour fixer la majoration de rente.

Votre commission a voulu corriger les difficultés d'application de certains articles du code de la sécurité sociale. C'est, en somme, une expérience que nous tentons pour améliorer cette législation.

M. le président. La parole est à M. Henriet, pour défendre son sous-amendement.

M. Jacques Henriet. M. le rapporteur vient de déclarer que la commission se livrait à une expérience. C'est tout de même une drôle d'expérience, qu'il me permette de le dire ! Cet article a trait aux accidents qui sont dus à la faute inexcusable de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction. *In fine*, il est même stipulé que l'employeur, qui aura éventuellement délégué ses pouvoirs à un subordonné, ne pourra pas s'assurer contre une faute inexcusable et en sera « tenu responsable sur son patrimoine personnel ».

Je me demande qui a pu ainsi avoir l'intention de ruiner parfois le patrimoine personnel d'un exploitant, sous prétexte que, par négligence ou par erreur, lui ou son subordonné aurait pu commettre une faute dite « inexcusable ».

Ce texte me paraît d'autant plus inadmissible que le caractère inexcusable d'une faute est parfaitement incompréhensible et, surtout, mal défini. C'est la raison pour laquelle, afin qu'un exploitant familial, à la suite d'erreurs ou de combinaisons quelconques de la part d'un employé, ne voit sa famille ruinée par l'obligation de payer *ad vitam aeternam* des dommages et intérêts que je m'oppose à cet amendement.

Dans certains cas, en effet, des gens savent fort bien organiser l'accident dont ils désirent être victimes pour obtenir des dommages et intérêts ! (*Protestations à l'extrême gauche.*)

J'ai été l'élève de M. le professeur Froment, à Lyon, qui a tout de même reçu un coup de poignard dans le dos pour avoir dénoncé dans son service tel incident ou accident qui avait été simulé pour obtenir des dommages et intérêts. Je vous demande donc, mes chers collègues, de ne pas mettre l'employeur dans le risque grave de voir son patrimoine personnel à la merci d'un accident ou d'un risque sous le prétexte qu'il résulte d'une faute inexcusable, d'autant que l'on ne sait pas très bien ce qu'est une telle faute. Je regrette, messieurs, de vous contredire, et je vous demande de refuser l'amendement de la commission, ou tout au moins d'accepter mon sous-amendement qui rejette le dernier alinéa de cet article, lequel, encore un fois, interdit à l'employeur de prendre une assurance, fut-elle spéciale et fut-elle onéreuse, pour se garantir contre des risques dits inexcusables.

M. Michel Kauffmann. Je suis parfaitement d'accord.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 et le sous-amendement n° 55 ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, en ce qui concerne l'amendement présenté par la commission, celui-ci tend à réaliser à l'occasion du vote du présent projet de loi des réformes souhaitées par les associations des victimes d'accident du travail. En ce qui concerne les conditions dans lesquelles il est statué sur le caractère de la faute inexcusable de l'employeur, le sort réservé à cette proposition de réforme doit être examiné dans un cadre plus général que celui du présent projet, lequel ne fait que se référer sur ce point, dans le cadre de l'article 1150, aux dispositions en vigueur dans le régime général de la sécurité sociale. Dans le cas où une réforme de cette nature serait introduite dans le régime général, elle s'appliquerait automatiquement au régime agricole.

Au surplus, je ne puis considérer l'amendement proposé par la commission que comme une suggestion, méritant certes d'être étudiée de manière approfondie, puisque aussi bien cette matière est d'ordre réglementaire et qu'une telle disposition ne peut, par conséquent, être introduite dans le projet en discussion.

Je rappelle que l'article L. 468 a été modifié, le 27 septembre 1958, par décret. Je demande donc à la commission de bien vouloir en prendre acte et de renoncer à son amendement. Dans le cas où elle le maintiendrait, je souhaiterais qu'il fût repoussé.

En ce qui concerne le sous-amendement présenté par M. Henriet, je voudrais simplement rappeler à son auteur, au nom du Gouvernement, que dans le droit français il est impossible de s'assurer contre ses fautes et à plus forte raison lorsqu'elles sont inexcusables.

M. le président. L'amendement de la commission est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales, qui avait présenté cet amendement, reste assez convaincue de son utilité. J'hésite à le retirer, malgré l'insistance de M. le secrétaire d'Etat.

Avant de me prononcer, je voudrais lui demander, puisqu'il vient de nous dire que la matière était du domaine réglementaire, s'il est d'accord sur le fond de cet amendement et s'il pourra, par la suite, mettre ces dispositions en application par voie réglementaire.

Quant au sous-amendement de M. Henriet, il dépend de l'issue de la présente discussion. Si l'amendement de la commission était retiré, son sous-amendement n'aurait plus de raison d'être.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat pour répondre à M. le rapporteur.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je peux simplement répondre à M. le rapporteur qu'effectivement, sur le fond, ma position est très proche de la sienne et que nous avons actuellement des entretiens avec le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale pour arriver à un accord sur ce point important.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Dans ces conditions, je crois pouvoir retirer l'amendement, bien que n'étant pas mandaté pour le faire par la commission des affaires sociales.

M. le président. L'amendement n° 9 est donc retiré et, de ce fait, le sous-amendement n° 55 de M. Henriet n'a plus d'objet.

Par amendement n° 10, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le texte présenté pour l'article 1150-1 du code rural, un article 1150-2 (nouveau), ainsi rédigé :

« Art. 1150-2. — Si des poursuites pénales sont exercées dans les cas prévus aux articles L. 467 à L. 470-1 du code de la sécurité sociale, les pièces de procédure sont communiquées sur demande à la victime ou à ses ayants droit, à l'employeur et à la caisse.

« Dans les cas prévus aux articles L. 469 à L. 470-1, la victime ou ses ayants droit doivent appeler la caisse en déclaration de jugement commun ou réciproquement.

« La victime est admise à faire valoir les droits résultant pour elle de l'action en indemnité formée conformément aux articles L. 469 à L. 470-1 par priorité sur les caisses en ce qui concerne son action en remboursement. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. L'article 1150-2 que votre commission des affaires sociales vous propose d'insérer dans le projet de loi reprend, en les complétant, les dispositions de l'article L. 471 du code de la sécurité sociale. Cet article traite du cas où des poursuites pénales sont engagées contre l'employeur ou le salarié pour faute intentionnelle ou contre l'employeur pour une faute inexcusable ou un tiers responsable d'un accident de travail ou de trajet.

L'amendement a un double objet : réparer une omission. En effet, la loi n° 63-820 du 6 août 1963 a introduit un nouvel article L. 470-1 qui traite de la responsabilité de l'employeur lorsque l'accident de trajet est dû à sa faute ou à la faute de l'un de ses préposés. Il faut bien évidemment ajouter ce cas à ceux déjà prévus par l'article L. 471 du code de la sécurité sociale ; préciser que les victimes ou leurs ayants droit, la caisse ou l'employeur peuvent obtenir communication des pièces du dossier sur simple demande.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement prévoit, au profit des personnes énumérées, une communication de plein droit des pièces de la procédure pénale. En réalité, le droit commun de la communication de telles pièces est déjà fixé par les articles R. 155 et R. 156 du code de procédure pénale, qui permet aux intéressés d'obtenir satisfaction, avec l'autorisation du procureur de la République, dans pratiquement tous les cas. De plus, le droit de contrôle par le parquet sur la communication de ces pièces se révèle très souvent utile.

Cet amendement, donc, n'ajoute rien au projet du Gouvernement qui, dans un article 1150, fait référence à l'article L. 471 du code de la sécurité sociale. Il oblige les victimes à demander la communication des pièces de procédure en cas de poursuite pénale, alors que l'article L. 471 prévoit la communication, même en l'absence de demande. Il crée donc à la charge des victimes des obligations qui n'existent pas dans le régime général de la sécurité sociale.

Dans ces conditions, le Gouvernement ne peut y souscrire.

M. le président. La commission maintient-elle l'amendement ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales tient beaucoup à cet amendement parce qu'elle estime qu'il répare une omission. Au surplus, tous les mutilés du travail souhaitent, eux aussi, que cette omission soit réparée. Donc, la commission maintient son amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement maintient son opposition.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10, présenté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 1150-1 du code puisque l'amendement n° 9 a été précédemment retiré.

J'appelle maintenant l'article 1150 du code rural, qui avait été réservé ; il est assorti d'un amendement, n° 8 rectifié, présenté par M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, et qui tend à rédiger comme suit le début du premier alinéa du texte proposé :

« Art. 1150. — Les dispositions de nature législative des articles L. 466 à L. 470-1 du code de la sécurité sociale... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. J'ai déjà défendu cet amendement. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'insister.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement est la conséquence des deux autres, précédemment adoptés ; donc le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte, modifié, proposé pour l'article 1150 du code rural.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. L'article 1151 du code rural a été précédemment adopté.

Par amendement n° 11, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1152 du code rural :

« Art. 1152. — Les caisses départementales et pluridépartementales de mutualité sociale agricole :

« 1° Déterminent le montant des cotisations de chaque employeur et recouvrent les sommes dues ;

« 2° Liquident et paient les prestations prévues au présent titre, y compris les frais d'appareillage ;

« 3° Exercent des actions de prévention contre les accidents et maladies professionnelles. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Ces deux articles déterminent l'organisation administrative du nouveau régime d'assurance. Ils définissent la compétence, d'une part, des caisses départementales et pluri-départementales et, d'autre part, de la caisse centrale de mutualité agricole.

Selon le projet gouvernemental, la caisse centrale intervient à propos des prestations pour liquider et servir les rentes et prendre en charge les frais d'appareillage. Or, cette disposition est contraire aux efforts accomplis en matière de décentralisation pour le service des prestations d'assurance maladie et d'invalidité des salariés agricoles.

Votre commission des affaires sociales a estimé nécessaire de remanier cette disposition afin de l'intégrer dans les structures existantes.

Elle a estimé souhaitable que l'organisme chargé de servir les prestations soit le plus près possible des ressortissants et, sans méconnaître la nécessité de l'unité de vue en ce qui concerne les problèmes contentieux, elle a décidé de confier aux caisses locales pleine et entière compétence pour liquider et servir toutes les prestations, rentes et frais d'appareillage compris.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement vise à décentraliser la liquidation, le paiement des arrérages et la revalorisation des rentes d'accidents du travail au niveau des caisses départementales et pluridépartementales de la mutualité sociale agricole. Ce problème est lié à celui de l'organisation régionale de la mutualité sociale agricole au regard des régimes de protection des salariés dont elle a la gestion.

Je rappelle que la liquidation des pensions de vieillesse demeure centralisée ; une décentralisation de l'ensemble des opérations de gestion ne paraît pas théoriquement impossible dans le

cadre des techniques modernes d'informatique. Mais une réorganisation de cette sorte doit être précédée d'une étude approfondie permettant d'obtenir un résultat optimum au moindre coût. Elle relève en tout état de cause de la procédure réglementaire.

Pour tenir compte du souci exprimé, en ce domaine, par la commission des affaires sociales, le Gouvernement a déposé un amendement en ce sens à l'article 1153. Je demande donc au Sénat de bien vouloir se rallier à l'amendement du Gouvernement, qui donne satisfaction tout en maintenant au système une beaucoup plus grande souplesse d'adaptation.

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, en ce cas vous demandez que le vote de l'article 1152 du code rural soit réservé jusqu'à ce que le Sénat ait statué sur l'article 1153 auquel se rattache l'amendement du Gouvernement dont vous proposez l'adoption ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. C'est bien cela, monsieur le président.

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission n'y voit aucun inconvénient, pour sa part.

M. le président. L'article 1152 du code rural est donc réservé.

Par amendement n° 12, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1153 du code rural :

« Art. 1153. — La caisse centrale de mutualité sociale agricole est chargée :

- « — de coordonner l'action des caisses départementales et pluridépartementales ;
- « — de contrôler leur gestion ;
- « — d'assurer la compensation des charges ;
- « — de promouvoir la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- « — de centraliser les statistiques. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je me suis expliqué sur cet amendement tout à l'heure, monsieur le président.

M. le président. Par amendement n° 62, le Gouvernement propose de compléter le texte présenté pour l'article 1153 du code rural par l'alinéa suivant :

« Des décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture pourront organiser en tout ou en partie la décentralisation des opérations de liquidation et de versement des prestations dues au titre des régimes de protection sociale des salariés agricoles. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. La décentralisation de la liquidation, du paiement et de la revalorisation des rentes d'accidents du travail, souhaitée par la commission des affaires sociales, ainsi que celle du service d'autres prestations versées aux salariés agricoles soulève des problèmes d'organisation générale de la mutualité sociale agricole.

Cette décentralisation ne peut être réalisée en tout ou partie, dans le cadre des techniques modernes d'informatique, sans une étude approfondie permettant d'obtenir un résultat optimum au moindre coût.

Le Gouvernement souhaite pouvoir, aux termes d'une étude de cette nature en liaison avec l'organisme concerné, réaliser cette réforme par décret.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission serait assez favorable à l'adoption de cet amendement. Comme les amendements de la commission ont été suggérés par la mutualité sociale agricole, j'aimerais qu'un représentant de celle-ci donne son avis. Quoi qu'il en soit, il semble bien que les dispositions à prendre soient d'ordre réglementaire et non d'ordre législatif.

M. le président. Je donne bien volontiers la parole à M. d'Andigné, étant bien entendu qu'il ne représente pas spécialement dans notre assemblée la mutualité sociale agricole.

M. Robert Soudant, rapporteur. Mais il connaît le problème !

M. Hubert d'Andigné. Puisqu'il s'agit d'une disposition d'ordre réglementaire, j'accepterais de suivre le Gouvernement et de retirer l'amendement.

M. le président. La commission des affaires sociales accepte-t-elle de retirer les amendements n° 11 et n° 12 et de se rallier à l'amendement n° 62 présenté par le Gouvernement ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le texte proposé pour l'article 1152 du code rural ?...

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 62, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1153 du code rural, ainsi complété.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. La commission demande que la suite de l'examen de l'article 1^{er} du projet de loi soit provisoirement réservée et que l'article 7 du projet soit appelé immédiatement.

En effet, cet article 7, qui fixe la date d'entrée en vigueur de la loi, a des incidences sur les dates figurant dans diverses dispositions du texte, notamment dans le nouvel article 1153-1 du code rural que propose la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Nous allons donc procéder à l'examen de l'article 7.

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1973. »

M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, a déposé un amendement n° 41, ainsi rédigé :

« I. — Dans cet article, remplacer la date : « 1^{er} janvier 1973 », par la date : « 1^{er} janvier 1974 » ;

« II. — En conséquence :

« 1° La date du 31 décembre 1973 est substituée à celle du 31 décembre 1972 aux articles suivants :

« Article 1^{er} du projet de loi : articles 1183, 1185 ;

« Article 3 du projet de loi : article 1234 du code rural ;

« Article 10 du projet de loi ;

« Article 13 du projet de loi.

« 2° La date du 1^{er} janvier 1974 est substituée à celle du 1^{er} janvier 1973 aux articles suivants :

« Article 1^{er} du projet de loi : articles 1179 (deux fois), 1180, 1181, 1183, 1184 du code rural ;

« Article 2 du projet de loi : article 1234-24 du code rural ;

« Article 3 du projet de loi : articles 1203, 1214, 1217, 1222, 1228, 1229, 1231, 1231-1 du code rural ;

« Article 8 du projet de loi ;

« Article 9 du projet de loi ;

« Article 10 du projet de loi ;

« Article 13 du projet de loi (deux fois) ».

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 66, présenté par le Gouvernement et tendant à insérer dans l'amendement n° 41 un nouveau paragraphe I bis ainsi rédigé :

« I bis. — Ajouter à l'article 7 un second alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois le délai fixé à l'article 1188 dans sa rédaction antérieure à la présente loi pour l'introduction des demandes en revision d'indemnité ou pour la prise en charge des soins et le versement de l'indemnité journalière en cas de rechute ne sera pas opposable aux victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées postérieurement au 31 décembre 1971. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Il a semblé à la commission des affaires sociales que, pour mettre en vigueur toute cette transformation de l'assurance accident des salariés agricoles, le délai d'un an était un peu court et qu'il était peut-être bon de reculer d'un an la date de mise en application.

Bien que notre commission eût souhaité que les salariés agricoles bénéficient sans délai des heureuses modifications que cette législation va leur apporter, elle est néanmoins très consciente des difficultés pratiques d'application qu'elle ne va pas manquer de soulever.

Instruite par l'expérience malheureuse de textes législatifs qui n'ont pu dans les délais initialement prévus recevoir application, elle préfère reporter la date d'application de la loi afin de laisser au Gouvernement le temps de publier les nombreux textes d'application et aux organismes assureurs la possibilité de réorganiser leurs services.

Elle insiste tout particulièrement auprès du Gouvernement pour qu'il accepte cette date du 1^{er} janvier 1974.

M. André Aubry. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Aubry.

M. André Aubry. Je demande au Gouvernement de bien vouloir respecter l'engagement qu'il a pris devant les organisations syndicales, C.G.T., C.F.D.T. et F.O., d'appliquer cette loi à partir du 1^{er} janvier 1973. J'espère qu'il ne va pas se déjuger et je lui demande, compte tenu du fait que cette loi est en cours d'élaboration depuis déjà de nombreuses années et qu'il a été en mesure de préparer les textes d'application, de vouloir bien repousser l'amendement de la commission contre lequel, en ce qui me concerne, je voterai.

M. le président. M. le secrétaire d'Etat a la parole pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 et défendre son sous-amendement n° 66.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je voudrais tout d'abord remercier M. Aubry de me rappeler à mes devoirs. (*Sourires.*) Il a pu se rendre compte tout au long de ce débat que le Gouvernement tenait très largement les engagements qu'il avait pris.

Le Gouvernement, cependant, comprend parfaitement la préoccupation de la commission des affaires sociales, tendant à ménager une période transitoire suffisamment longue pour faciliter le passage de l'ancienne législation à caractère pluraliste à la solution d'unicité de gestion que vous venez d'adopter. Il est certain qu'en outre doivent être mises en place avant la fin de la période transitoire les nouvelles institutions chargées de la gestion de l'assurance et que, simultanément, de nombreux textes réglementaires devront être mis au point.

Mais le Gouvernement se doit d'attirer l'attention du Sénat sur les graves inconvénients qu'entraînerait pour les salariés de l'agriculture un nouveau report de la date à partir de laquelle ils bénéficieraient de prestations identiques à celles des salariés du commerce et de l'industrie. Les organisations syndicales de salariés agricoles ont insisté — on vient de le rappeler à l'instant de la façon la plus vive — pour que, une fois prises les options fondamentales que posait la gestion de l'assurance, l'application pratique des mesures retenues puisse entrer en vigueur sans délai.

Je ne puis donc, à mon grand regret, monsieur le rapporteur, m'associer à l'amendement présenté par votre commission des affaires sociales.

Si le Sénat devait cependant adopter ce texte, je lui demanderais de voter un sous-amendement tendant à ce que certaines des revendications les plus justifiées des salariés agricoles soient satisfaites en faveur de certaines victimes d'accidents survenus après le 31 décembre 1971, étant précisé que ces mesures sont sans incidence pendant la période transitoire sur les charges qui incombent aux assureurs actuels.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat, je suis entièrement d'accord avec vous pour hâter au maximum la mise en place de cette loi. Si nous avons demandé un délai supplémentaire d'un an, c'est uniquement pour vous permettre de préparer tous les textes d'application de cette loi afin qu'elle soit effective.

Si, aujourd'hui, vous nous affirmez que vous êtes capable de mettre la loi en application dès le 1^{er} janvier 1973, nous ne demandons pas mieux. Mais, monsieur le secrétaire d'Etat, permettez-moi de vous dire que nous avons bien souvent constaté que de nombreux décrets d'application ont paru bien plus d'un an après le vote de la loi. Si vous nous promettez aujourd'hui

que tout sera prêt le 1^{er} janvier 1973, nous en prenons acte, mais nous nous réservons par la suite de vous montrer que vous n'avez pas tenu vos promesses. (*Sourires.*)

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je remercie M. le rapporteur de bien vouloir faire confiance au Gouvernement. Je connais toutes les difficultés à venir. Il faudra de très nombreux textes d'application. Mais je puis, au nom du Gouvernement, donner l'assurance que nous irons le plus rapidement possible et que nous ferons le maximum pour publier les textes dans les délais prévus.

M. le président. Monsieur le rapporteur, l'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Après les promesses que vient de me faire le Gouvernement — et qui, je l'espère, seront tenues — je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 41 est retiré. De ce fait, le sous-amendement n° 66 présenté par le Gouvernement n'a plus d'objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

(*L'article 7 est adopté.*)

Article 1^{er} (suite).

M. le président. Nous reprenons l'examen des dispositions modificatives du code rural contenues dans l'article 1^{er} du projet de loi.

Par amendement n° 13, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après le texte présenté pour l'article 1153 du code rural, d'insérer un article 1153-1 nouveau, ainsi conçu :

« Art. 1153-1. — Les ressources du régime doivent couvrir intégralement les charges de celui-ci, ci-après énumérées :

« — prestations prévues aux sections II et IX ;

« — dépenses de prévention ;

« — frais de gestion, de contrôle médical, d'action sanitaire et sociale ;

« — dépenses relatives, en ce qui concerne les salariés agricoles, à des accidents survenus et à des maladies professionnelles constatées avant le 1^{er} janvier 1974 et constituées par la revalorisation des rentes allouées en application de la législation alors en vigueur, les allocations et les frais d'appareillage mentionnés aux articles 1231, 1231-1 et 1231-1 bis, les rentes accordées au titre des articles 1204 et 1207, la réparation des accidents survenus par fait de guerre, les frais de rééducation prévus à l'article 1209 ;

« — le surcroît de dépenses pouvant résulter en ce qui concerne les salariés agricoles de l'application des modalités techniques de fournitures et réparations et de renouvellement des appareils de prothèse ou d'orthopédie, prévues par les articles L. 434 et suivants du code de la sécurité sociale en faveur des victimes d'accidents du travail survenus antérieurement au 1^{er} janvier 1955. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article additionnel 1153-1 reprend les dispositions que le Gouvernement avait prévues dans l'article 1160.

Votre commission a estimé qu'il était préférable de placer l'article relatif aux ressources du régime avant les diverses dispositions concernant les cotisations.

Elle a complété les dispositions de l'article 1160 par un alinéa nouveau en vue de faire supporter par le nouveau régime certaines dépenses actuellement financées par le fonds de revalorisation des rentes en application de l'article 1173 du code rural. Il s'agit en l'espèce des dépenses de fournitures, réparation, renouvellement des appareils de prothèse ou d'orthopédie fournis aux victimes d'accidents du travail survenus avant le 1^{er} janvier 1955.

M. le président. Avant de donner la parole au Gouvernement, je voudrais signaler à M. le rapporteur qu'il convient, à la suite du vote qui vient d'être émis, de modifier la date d'application de la loi. Il faudrait donc lire dans l'amendement n° 13 : « ... avant le 1^{er} janvier 1973... »

M. Robert Soudant, rapporteur. C'est parfaitement exact, monsieur le président. J'allais d'ailleurs vous le suggérer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient celui de l'article 1153-1 du code rural.

Le texte proposé pour l'article 1154 du même code ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. La commission demande que les dispositions modificatives de l'article 1155 du code rural soient réservées. En effet, cet article fait référence à l'article 1169 du code rural qui sera examiné ultérieurement.

Nous discuterons donc l'article 1155 à la fin de l'examen de la section VII concernant la prévention.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Le texte proposé pour l'article 1156 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 15, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1157 du code rural :

« Art. 1157. — Le ministre de l'agriculture fixe, après avis de la caisse centrale de mutualité sociale agricole, le taux des cotisations forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs occasionnels, et notamment pour les exploitants agricoles qui occupent occasionnellement un emploi salarié chez un autre exploitant agricole. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 63, présenté par le Gouvernement et tendant, dans le texte présenté par l'amendement n° 15 pour l'article 1157 du code rural, à remplacer les mots : « après avis de la caisse centrale de mutualité sociale agricole », par les mots : « après avis du comité national de prévention ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Le problème a été longuement débattu par votre commission des affaires sociales. Celle-ci s'est vivement émue de la situation qui va être faite par le nouveau texte aux petits exploitants agricoles qui sont dans l'obligation pour subsister de s'embaucher occasionnellement chez leurs voisins.

Actuellement, le système des cotisations forfaitaires à l'hectare, qui couvre toutes les personnes — salariées ou non — travaillant sur l'exploitation, protège ces personnes lorsqu'elles vont « en journée » chez un exploitant agricole.

Il n'en résulte aucune charge nouvelle ni pour l'exploitant ni pour le travailleur occasionnel.

Le nouveau régime, dans la mesure où il individualise le régime de protection, interdira le système des cotisations forfaitaires à l'hectare et obligera tout exploitant agricole à protéger les travailleurs occasionnels contre les risques d'accident du travail et, par voie de conséquence, à l'affilier au régime assurance sociale, risque vieillesse et maladie. Il en résultera, tant pour l'employeur que pour le salarié, des dépenses sociales supplémentaires.

Votre commission a examiné cette question avec une particulière attention et elle a été amenée à distinguer deux situations :

D'abord l'entraide : cette pratique permet aux exploitants agricoles de se rendre des services mutuels sans pour autant considérer qu'il s'agit de travail salarié. L'article 20 de la loi du 8 août 1962 s'appliquera dans tous les cas où les services sont réciproques. En application de ces dispositions, il n'y aura pas lieu à versement de cotisations au titre du nouveau régime, les intéressés continuant à être protégés par leur assurance personnelle.

Ensuite le travail salarié : c'est un cas très fréquent actuellement. L'exiguïté de certaines exploitations rend indispensable pour l'exploitant d'aller chez un de ses voisins travailler contre rémunération. Dans ce cas-là, aux yeux de votre commission, il n'y a pas d'autre solution que de considérer cet exploitant comme un salarié agricole occasionnel. Il doit être immatriculé aux assurances sociales et cotiser au régime assurances maladie, vieillesse et accidents du travail. En décider autrement serait faire une grave entorse au principe de l'égalité des entreprises devant les charges sociales. En effet, si l'on exonérait de cotisations les exploitants agricoles qui emploient de la main-d'œuvre occasionnelle, cela constituerait pour les véritables salariés agricoles une concurrence que l'on pourrait estimer déloyale.

Cet amendement tend précisément à demander au ministère de l'agriculture de prendre un arrêté réglementant ce travail occasionnel.

M. le président. La parole est au Gouvernement pour donner son avis sur l'amendement n° 15 et pour défendre son sous-amendement n° 63.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Il s'agit là du problème délicat des travailleurs occasionnels. Dans mon exposé, j'ai eu l'occasion de dire que le Gouvernement se ralliait sur ce point à l'avis de la commission, mais il ne donne son accord à cet amendement que dans la mesure où le sous-amendement du Gouvernement sera accepté par la commission.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement présenté par le Gouvernement ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales, qui d'ailleurs n'a pas eu à connaître ni à discuter ce sous-amendement, ne peut l'accepter car il diminue fortement les pouvoirs de la caisse centrale de mutualité sociale agricole, puisqu'il est pris seulement avis du comité national de prévention.

Il semble donc, bien que la commission n'ait pas statué, qu'elle ne puisse donner un avis favorable à ce sous-amendement.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Dans un souci de concertation auquel il est très fortement attaché, le Gouvernement souhaite que les différentes parties intéressées par les problèmes d'emploi et de couverture sociale des travailleurs occasionnels, puissent être consultées au moment de la fixation des bases de cotisation de ces travailleurs.

Il lui paraît très indiqué que cette consultation s'effectue au sein du comité national de prévention dans lequel siègent la caisse centrale de mutualité sociale agricole ainsi que les représentants des organisations d'employeurs et de salariés, d'autant plus que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le financement et les mesures de prévention ont des liens inévitables et certains.

Par conséquent, le Gouvernement est très attaché à ce sous-amendement qui, pour lui, est étroitement lié à l'amendement proposé par la commission.

M. Hubert d'Andigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Monsieur le président, c'est pour nous une question de principe. Le texte ne respecte pas, en la matière, la répartition des tâches entre les caisses départementales et la caisse centrale, conformément au rôle qui est le leur et n'accorde aucun pouvoir, même consultatif, aux conseils d'administration élus pour la fixation des taux des cotisations destinées à la couverture du risque.

Pourtant, dans un régime qui doit assurer son équilibre, une certaine logique devrait conduire à une plus grande responsabilité et à une plus large initiative des conseils d'administration élus de la mutualité sociale agricole. C'est finalement le contraire qu'on nous propose et le projet, en fait, dessaisit les conseils

d'administration des responsabilités qu'ils devraient normalement assumer comme ils le font déjà pour les autres risques et sous le contrôle de l'autorité de tutelle.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, nous ne sommes pas opposés sur le fond, puisque la caisse centrale est membre du comité national prévu dans notre texte. Sur ce point, je crois que la mutualité sociale agricole a satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 63, présenté par le Gouvernement et repoussé par la commission.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 15, présenté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le texte proposé pour l'article 1157 du code rural est donc ainsi rédigé.

Le texte proposé pour l'article 1158 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 16, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1159 du code rural :

« Art. 1159. — Les métayers mentionnés au 8° de l'article 1144 sont seuls tenus au paiement de la cotisation envers la caisse. Le propriétaire des biens exploités est tenu de reverser au métayer une part de cotisation proportionnelle à sa part dans les produits de l'exploitation.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Sans modifier le fond, votre commission propose un amendement de forme pour bien faire ressortir que les métayers sont seuls tenus au paiement de la cotisation envers la caisse.

Ils peuvent bien évidemment se retourner vers le bailleur pour récupérer la part de cotisations de ce dernier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 16, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le texte proposé pour l'article 1159 du code rural est donc ainsi rédigé.

Par amendement n° 17, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1160 du code rural :

« Art. 1160. — La part des ressources affectée aux dépenses de prévention, ainsi qu'aux frais de gestion, de contrôle médical et d'action sanitaire et sociale, est déterminée conformément aux dispositions de l'article 1003-8.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission vous demande de supprimer les cinq premiers alinéas de cet article devenus inutiles par suite de l'insertion d'un article 1153 bis.

Elle demande le maintien du dernier alinéa en en modifiant toutefois la rédaction pour réaliser l'unification des procédures de fixation du montant des dépenses complémentaires des différents régimes de protection agricole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. La part la plus importante des charges complémentaires de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles sera constituée par les dépenses de prévention, en raison même de l'intérêt que présentent les actions qui y sont liées. Ceci constitue l'originalité de cette branche de la protection sociale des salariés et justifie que les solutions valables en assurances sociales ou en allocations familiales ne soient pas transposées dans le nouveau régime.

En effet, sur le plan de la prévention, des objectifs devraient être dégagés sur le plan national et adaptés au niveau de la région. Ces actions doivent former un tout cohérent qui requiert un plan de financement d'ensemble. Chaque région, chaque département devront recevoir leur part, en proportion des actions qu'ils auront à conduire grâce à une redistribution équitable par le fonds national des prélèvements de cotisations mis à sa disposition.

Un tel résultat ne pourrait être atteint si l'on s'en tenait à la fixation des cotisations complémentaires sur le plan départemental, dont le niveau serait plus fonction des possibilités contributives propres à chaque département que des besoins à satisfaire ou des risques à considérer. Au surplus, une telle procédure entraînerait des efforts disparates et sans efficacité quelque coûteux.

Ces modalités, si elles devaient être retenues, alourdiraient considérablement le montant global des cotisations complémentaires dont on connaît le poids sur les agriculteurs, ce qui ne manquera pas d'être souligné lors de la discussion du budget annexe des prestations sociales agricoles. Déjà, dans beaucoup de départements et au niveau des exploitations les plus modestes, cette charge est supérieure à la part des cotisations techniques acquittées par les assujettis.

En résumé, le financement des dépenses de prévention, des frais de gestion, ne peut-être convenablement réalisé dans le cadre du seul département. Cela irait à l'encontre de l'intérêt des agriculteurs qui seraient alors tenus, notamment dans les départements pauvres, à des cotisations excessives.

Le système proposé par le Gouvernement assure en revanche la compensation de ces charges et permet une meilleure adaptation des cotisations à la situation de chacun.

Je demande donc à la commission de bien vouloir, en fonction même des motivations qui l'animent, nous suivre sur ce point.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission a pris une position ; il m'est difficile de revenir sur celle-ci. Je maintiens donc cet amendement de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 17, présenté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article 1160 du code rural est ainsi rédigé.

Par amendement n° 18, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1161 du code rural :

« Art. 1161. — Les dispositions des articles 1143-2, 1143-3 et 1143-4 sont applicables aux sommes dues en application des articles 1177 et 1178.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Les dispositions de cet article visaient à appliquer aux sommes dues au titre du nouveau régime les règles de recouvrement applicables en matière de cotisations d'assurance sociale agricole.

Dans l'amendement qu'elle vous présente, votre commission s'est reportée aux dispositions de la loi n° 70-365 du 29 avril 1970 qui unifiait les procédures de recouvrement desdites cotisations.

Elle a constaté que l'article 1143 avait une portée générale puisqu'il concernait l'ensemble des cotisations et pénalités de retard dues au titre de tous les régimes de protection sociale agricole. Il est hors de doute que les cotisations du nouveau régime sont comprises dans le champ d'application de l'article 1143 du Code rural.

C'est pourquoi votre commission a estimé possible de limiter les prescriptions de l'article 1161 au remboursement des sommes dues en application des articles 1177 et 1178.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 18, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le texte proposé pour l'article 1161 du code rural est donc ainsi rédigé.

Le texte proposé pour l'article 1162 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 19, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du texte présenté pour l'article 1163 du code rural :

« Art. 1163. — L'employeur, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un de ses préposés, doit... ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet amendement tend à supprimer l'ambiguïté qu'il résulte de l'emploi des mots : « ou à défaut... », insérés dans le texte du deuxième paragraphe de l'article L. 472 du code de la sécurité sociale.

Il a semblé à votre commission que cette innovation était inopportune dans la mesure où elle pouvait laisser supposer que la responsabilité du préposé d'un employeur pouvait être retenue en cas de non-déclaration.

La commission estime que l'employeur doit en tout état de cause être tenu pour responsable. C'est pourquoi elle vous propose, pour tenir compte des cas où l'employeur est éloigné de l'exploitation agricole, de prévoir que la déclaration peut être faite soit personnellement par l'employeur, soit par l'intermédiaire d'un préposé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 19, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 20, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter *in fine* le texte présenté pour l'article 1163 du code rural par un alinéa ainsi conçu :

« La victime ou ses ayants droit peuvent déclarer l'accident ou la maladie professionnelle jusqu'à expiration de la deuxième année qui suit ledit accident ou la première constatation médicale de la maladie professionnelle.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet amendement reprend une disposition figurant au troisième paragraphe de l'article L. 472 du code de la sécurité sociale qui permet à la victime ou à ses représentants de procéder à une déclaration d'accident dans un délai de deux années suivant la date dudit accident. Il lui a semblé nécessaire de reprendre cette disposition pour éviter qu'une forclusion soit opposée à un salarié victime de la négligence de son employeur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Si j'ai pu accepter un grand nombre d'amendements présentés par la commission, je suis, en revanche, beaucoup plus réservé pour celui-ci. En effet, le délai fixé à l'article 1163 pour la déclaration de l'accident par l'employeur sera fixé par voie réglementaire à quarante-huit heures, comme dans le régime général de sécurité sociale. Le même décret comportera la possibilité pour la victime de déclarer elle-même l'accident dans un délai de deux ans en cas de carence de l'employeur ou de ses préposés. Cette dispo-

sition a été jugée comme étant d'ordre réglementaire par le Conseil d'Etat. Il n'y a donc pas lieu de la reprendre dans le texte de la loi.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, la procédure de déclaration est différente. C'est, dans tous les cas, au malade qu'il appartient de faire une déclaration, là encore dans les conditions fixées à l'article L. 499 du code de la sécurité sociale auquel renvoie le texte proposé pour l'article 1168 du code rural.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Gouvernement est opposé à l'amendement présenté par la commission.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Je ne suis pas, comme pour beaucoup d'autres amendements, habilité à retirer celui-ci. Si sa première partie est du domaine réglementaire, vous pourrez toujours, monsieur le ministre, en deuxième lecture, en montrer l'inutilité. Quant à sa deuxième partie, nous estimons qu'elle est nécessaire. C'est pourquoi nous maintenons notre amendement.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. En toute logique, il est difficile d'admettre qu'une maladie reconnue comme professionnelle puisse être déclarée deux ans après son début.

M. Hubert d'Andigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Je prends le cas du jardinier garde de propriété d'une résidence secondaire. Il est, en application de l'article 1144, soumis au régime que nous votons. Mais supposons qu'il soit seul, son employeur demeurant quelquefois à plusieurs centaines de kilomètres de cette résidence, et qu'il se blesse gravement. L'employeur ne pourra pas faire la déclaration d'accident dans les délais prévus par la loi. Comment peut-on résoudre ce problème ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je suis tout à fait d'accord avec M. le sénateur d'Andigné en ce qui concerne les accidents, mais je ne le suis pas pour les maladies professionnelles car le problème est différent.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. La maladie professionnelle peut très bien ne pas être reconnue tout de suite. En cas d'aggravation, il peut être médicalement prouvé qu'il s'agit bien d'une maladie professionnelle dont le début est antérieur à la date de déclaration. On ne court donc aucun risque en accordant un délai pour déclarer cette maladie professionnelle.

M. Jean Mézard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mézard.

M. Jean Mézard. Il convient, en effet, de laisser un délai pour la déclaration des maladies professionnelles, un certain nombre d'entre elles ne se manifestant qu'au bout de plusieurs années. Il en est ainsi de certaines maladies pulmonaires — je ne parle pas de la silicose, que l'on ne rencontre pas en agriculture — provoquées par des végétaux ou des débris animaux. Un délai de plusieurs années me paraît donc nécessaire.

M. Hubert d'Andigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Je reprends l'alinéa premier. Monsieur le secrétaire d'Etat, puisque le délai peut être fixé par décret, pourrait-on introduire dans ce décret un délai suffisamment long ? D'après votre texte, en effet, c'est l'employeur qui doit déclarer, même les maladies professionnelles.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. C'est le malade, et non l'employeur, qui, dans tous les cas, doit déclarer les maladies professionnelles.

Cela dit, je répondrai à M. le sénateur Mézard que nous admettons qu'un délai long soit nécessaire pour la reconnaissance du caractère professionnel de la maladie. Mais admettre un délai de deux ans pour la déclaration de cette maladie dès lors que le caractère professionnel de la maladie est reconnu ne correspond pas à la réalité.

M. le président. Monsieur le rapporteur, les explications du Gouvernement vous ont-elles convaincu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Non, monsieur le président. Au surplus, nombre de nos collègues paraissent vouloir approuver cet amendement. C'est donc qu'il est justifié. En conséquence, je le maintiens.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1163 du code rural, modifié et complété par les amendements n° 19 et 20.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 21, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le texte présenté pour l'article 1163 du code rural, un article 1163-1 (nouveau) ainsi conçu :

« Art. 1163-1. — L'employeur est tenu de délivrer à la victime une feuille d'accident. Le praticien consulté par la victime est tenu d'établir en double exemplaire un certificat, d'en adresser un à la caisse de mutualité sociale agricole et de remettre l'autre à la victime.

« Il en est de même lors de la constatation de la guérison de la blessure sans incapacité permanente, ou, s'il y a incapacité permanente, au moment où est constatée la consolidation. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Le texte proposé pour l'article 1164 du code rural prévoit une sanction civile, en l'occurrence la perte des honoraires, à tout médecin qui ne s'est pas conformé aux prescriptions relatives à l'établissement et la transmission de certificats médicaux.

Votre commission estime singulier que l'on puisse sanctionner une infraction qui n'est pas légalement définie. C'est pourquoi elle vous propose d'insérer un nouvel article 1163-1 largement inspiré des dispositions de l'article L. 473 du code de la sécurité sociale, qui définit les obligations des praticiens en matière de délivrance et d'acheminement des certificats délivrés à l'occasion d'un accident de travail.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement reprend pour partie les dispositions de l'article L. 473 du code de la sécurité sociale qui sont d'ordre réglementaire et qu'il est dans les intentions du Gouvernement de reprendre par décret. Je suis donc opposé à cet amendement qui n'est pas de portée législative.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article nous laisse dans le doute. Pourquoi l'avoir inscrit dans la loi ? Je pense qu'une précision est utile, même si ce texte est d'ordre réglementaire. Donc, nous maintenons l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 1163-1 nouveau du code rural.

Le texte proposé pour l'article 1164 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 22, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après le texte présenté pour l'article 1164 du code rural, d'insérer un article 1164-1 (nouveau) ainsi conçu :

« Art. 1164-1. — La caisse saisie d'une déclaration d'accident, de maladie professionnelle ou de rechute, peut, dans un délai fixé par décret, en contester le caractère professionnel. A l'expiration de ce délai, le caractère professionnel de l'accident, de la maladie ou de la rechute est réputé établi. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 64, présenté par le Gouvernement et tendant, dans le texte proposé par l'amendement n° 22 pour l'article 1164-1 (nouveau) du code rural :

1° Dans la première phrase, à supprimer les mots : « de maladie professionnelle » ; 2° dans la deuxième phrase, à supprimer les mots : « de la maladie ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission vous demande d'insérer un article 1164-1 parce qu'elle estime nécessaire d'imposer aux caisses un délai pour contester le caractère professionnel d'un accident, d'une maladie ou d'une rechute.

L'article L. 479 du code de la sécurité sociale donne à la caisse un délai de quinze jours à dater du jour où elle a eu connaissance de l'accident pour contester le caractère professionnel de l'accident ou de la maladie. A l'expiration de ce délai, le caractère professionnel est réputé établi.

Votre commission estime qu'il y a lieu d'appliquer cette disposition au régime agricole. Elle laisse le soin à un décret de fixer la durée du délai.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat pour donner son avis sur l'amendement n° 22 et défendre son sous-amendement.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission mais vous propose de le modifier. En effet, les maladies professionnelles ne peuvent être prises en charge que si elles figurent sur un tableau établi à cet effet. L'adoption sur ce point de l'amendement proposé par la commission remettrait en cause la législation et la réglementation dans ce domaine et serait susceptible d'être défavorable aux victimes en faisant échec au principe de la présomption automatique du caractère professionnel des affections figurant audit tableau.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement du Gouvernement ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission l'accepte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 64.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'amendement n° 22, ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Cet amendement modifié devient donc l'article 1164-1 nouveau du code rural.

Par amendement n° 23, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter le texte présenté pour l'article 1165 du code rural par les dispositions suivantes :

« L'enquête est contradictoire ; la victime ou ses ayants droit peuvent se faire assister.

« Un expert technique peut être désigné dans les conditions fixées par décret en vue d'assister l'agent enquêteur.

« Le procès-verbal de l'agent assermenté fait foi jusqu'à preuve du contraire.

« La caisse doit adresser copie du procès-verbal d'enquête à la victime ou à ses ayants droit. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission vous propose de compléter cet article relatif à l'enquête sur un accident susceptible d'entraîner la mort ou une incapacité permanente par diverses dispositions qui lui paraissent essentielles et qui sont d'ailleurs contenues dans les articles L. 475 et L. 476 du code de la sécurité sociale. Il s'agit, en cas d'enquête contradictoire, de pouvoir désigner un expert technique et de rendre le procès-

verbal des agents assermentés valable jusqu'à preuve du contraire, d'obliger la caisse à adresser à la victime ou à ses ayants droit copie du procès-verbal d'enquête.

Ces dispositions sont apparues comme essentielles pour préserver les droits de la victime car l'expérience du régime général montre bien souvent que la victime est dépourvue de moyens pratiques pour faire aboutir sa requête.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement reprend les dispositions des articles L. 475 et L. 476 du code de la sécurité sociale qui, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, sont de nature réglementaire. Il est, bien entendu, dans les intentions du Gouvernement de les reprendre dans les décrets d'application.

Il est précisé, en outre, que les agents assermentés, qui ne pourront en aucun cas appartenir au personnel des caisses de mutualité sociale agricole, seront agréés par le ministre, sur proposition des autorités régionales. Ces agents devront présenter toutes les garanties de moralité, de capacité et d'indépendance nécessaires et disposer d'un temps libre suffisant pour effectuer les enquêtes dont ils seront chargés.

La valeur reconnue aux procès-verbaux de ces agents peut paraître justifier une mention particulière dans la loi. Dans ces conditions, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1165 du code rural, ainsi complété.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 24, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le texte présenté pour l'article 1165 du code rural, un article 1165-1 (nouveau) ainsi conçu :

« Art. 1165-1. — Les dispositions de l'article L. 477 du code de la sécurité sociale sont applicables en cas d'accident mortel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission des affaires sociales vous demande d'introduire un article additionnel 1165-1 afin d'étendre aux cas d'accident mortel les dispositions de l'article L. 477 du code de la sécurité sociale relatif aux modalités d'autopsie. Selon le texte, les ayants droit d'une victime peuvent réclamer à la caisse de faire procéder à l'autopsie. Ils peuvent aussi s'y opposer mais ils sont alors tenus de faire la preuve par un autre moyen du lien de causalité entre le décès et l'accident ou la maladie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 24, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte devient donc l'article 1165-1 nouveau du code rural.

Par amendement n° 52, MM. Darras, Darou, Abel Gauthier, Mathy, Schwint et les membres du groupe socialiste proposent de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1166 du code rural :

« La caisse de mutualité sociale agricole établit des propositions relatives, soit à la date de guérison, soit à la date de consolidation de la blessure et au taux d'incapacité permanente de travail.

« Ces propositions, qui doivent être médicalement motivées, sont notifiées à la victime qui dispose d'un délai fixé par décret pour faire connaître son acceptation ou son refus.

« Faute de réponse dans le délai précité, lesdites propositions sont réputées comme définitivement acceptées par la victime.

« La victime qui n'accepte pas les propositions de la caisse saisit le président de la commission de première instance qui procède à une tentative de conciliation entre les parties.

« En cas d'accord, celui-ci est homologué par ordonnance du président de la commission. »

La parole est à M. Schwint, pour défendre l'amendement.

M. Robert Schwint. M. Darras étant retenu dans son département, j'ai été chargé par le groupe socialiste de défendre son amendement devant le Sénat.

Cet amendement a pour objet essentiel d'instaurer par la loi plutôt que par les textes d'application une procédure de conciliation avant le recours devant les juridictions contentieuses prévu à l'article 1167 du code rural.

Ce texte avait été présenté à la commission des affaires sociales et, après un vote serré — 9 voix pour et 9 voix contre — n'avait pas été pris en considération. Il semblait pourtant répondre au vœu du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qui, devant notre commission, avait demandé qu'il soit tenu compte de l'expérience acquise en matière de réparation des accidents du travail en agriculture.

D'autre part, il nous paraissait préférable que la caisse n'établisse que des propositions en ce qui concerne la date de guérison ou de consolidation de la blessure.

Je dois signaler que ces améliorations sont souhaitées par la fédération des mutilés du travail et qu'elles garantissent davantage les droits des accidentés du travail.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission, comme vient de le dire notre collègue, n'a pu se départager sur cet amendement. Aussi laisse-t-elle le Sénat juge.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est d'accord sur le fond, mais il s'agit là de mesures d'ordre réglementaire. Il prend donc l'engagement de réaliser ces objectifs dans le cadre des mesures réglementaires par voie de modification ou de complément du décret du 22 décembre 1958 sur l'organisation du contentieux de la sécurité sociale.

M. le président. Après les explications de M. le secrétaire d'Etat, l'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Schwint. Tout en comprenant la position de M. le secrétaire d'Etat, je maintiens l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 52, pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat et qui est repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Cet amendement constitue donc l'article 1166 du code rural.

Les textes proposés pour les articles 1167 et 1168 du code rural ne semblent pas contestés.

Je mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Par amendement n° 25, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1169 du code rural :

« Art. 1169. — La caisse centrale et les caisses départementales et pluridépartementales de mutualité sociale agricole exercent des actions de prévention dans le cadre de la politique de prévention définie par le ministre de l'agriculture après consultation de la caisse centrale.

« Les caisses peuvent notamment :

« — faire procéder à toutes enquêtes concernant les conditions d'hygiène et de sécurité ;

« — inviter tout employeur à prendre toutes mesures de prévention, sauf recours devant l'inspecteur divisionnaire des lois sociales en agriculture, qui statue dans les quinze jours ;

« — consentir aux exploitations ou entreprises agricoles, dans des conditions définies par décret, des avances ou subventions en vue de la réalisation d'aménagements destinés à assurer une meilleure protection des travailleurs ;

« — créer et gérer des institutions ou services dans le but de perfectionner ou développer les méthodes de prévention ;

« — aider financièrement par des subventions, des prêts, ou la rémunération de services rendus, à la création et au fonctionnement d'institutions ou organismes de prévention. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Si vous le voulez bien, monsieur le président, je vais en même temps défendre les amendements n^{os} 26 et 27, qui vont dans le même sens, ce qui simplifiera quelque peu nos débats.

A propos de la section VII, qui traite de la prévention, une large discussion s'est instaurée au sein de votre commission des affaires sociales sur l'opportunité de suivre le Gouvernement dans la création d'un comité national et de comités régionaux de prévention.

Dans le dessein d'instaurer une prévention efficace des accidents du travail et des maladies professionnelles, le texte gouvernemental élabore une structure de concertation et de contrôle extérieur à la mutualité sociale agricole, organisme gestionnaire du risque.

En faisant appel à une assise régionale qui n'existe pas actuellement dans les structures de la mutualité sociale agricole, un comité national et des comités régionaux sont créés pour définir une politique de prévention.

Au sein de ces aréopages, la mutualité agricole n'a qu'une représentation qui sera réduite, alors qu'elle représente indéniablement un instrument privilégié de participation associant l'ensemble de ses ressortissants à la gestion par le canal de l'élection et permettant d'assurer efficacement la représentation dans deux collèges distincts des employeurs et des salariés agricoles.

C'est pourquoi votre commission des affaires sociales a décidé de proposer, en matière de prévention, une nouvelle organisation. Elle charge la caisse centrale et les caisses départementales et pluridépartementales de la mutualité sociale agricole de la responsabilité de la prévention. Elle adjoint aux conseils d'administration de ces organismes des comités paritaires qui sont chargés de l'éclairer sur les différents problèmes que pose cette politique de prévention. Votre commission tient essentiellement au caractère paritaire de ces comités. C'est aux employeurs et aux salariés de prendre les décisions en la matière. Certes, ils ont la possibilité de s'entourer de personnes qualifiées qui, à l'occasion, peuvent être des fonctionnaires, mais ces personnalités compétentes ne doivent avoir qu'un rôle consultatif.

M le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, l'organisation de la prévention des accidents du travail constitue l'une des pièces essentielles du projet de loi.

Ainsi que je l'ai rappelé dès le début de la présente discussion, les actions à entreprendre dans ce domaine sont multiples. Elles comprennent notamment l'établissement des mesures de prévention proprement dites, par le moyen des règlements de prévention des caisses gestionnaires ou des mesures générales à édicter par voie réglementaire ainsi que par la mise au point de solutions appropriées aux problèmes de protection des travailleurs que pose l'évolution des techniques ; l'information des assujettis sur leurs responsabilités, par l'organisation de campagnes sur des thèmes précis et par la sensibilisation des employeurs et des salariés aux conséquences de la méconnaissance des règles de sécurité à partir du dépouillement des dossiers d'accidents déclarés, l'encouragement aux initiatives en matière de prévention par l'octroi d'aides financières pour la réalisation d'un meilleur climat de sécurité dans les lieux de travail ainsi que par l'octroi de ristournes aux chefs d'exploitation ou d'entreprise ayant obtenu des résultats positifs sous forme de diminution de la fréquence ou de la gravité des accidents de leur personnel ; l'octroi, enfin, d'aides à la formation et au perfectionnement des travailleurs, notamment sur le plan de la prévention et du secourisme.

Ces mesures d'incitation devraient s'accompagner de sanctions civiles, notamment des cotisations supplémentaires, voire pénales en cas de manquement grave ou répété aux règles de prévention en vigueur.

L'application d'une telle politique de prévention nécessite des moyens financiers qui seront fournis par le fonds de prévention alimenté par des prélèvements sur les cotisations de l'assurance, ces moyens devant couvrir le coût des actions à entreprendre, les dépenses de fonctionnement des comités et la rémunération des personnels techniques de prévention. Mais elle exige aussi que soit mise en place une organisation précise qui

tienne compte des expériences acquises, mais aussi de la spécificité du monde agricole et de ses structures sociales.

L'organisation de la prévention, telle qu'elle résulterait des amendements qui sont proposés par votre commission aux articles 1169 et suivants du projet de loi, ne me paraît pas pouvoir être retenue, compte tenu des objectifs poursuivis dans ce domaine et des structures qui sont propres à la mutualité sociale agricole. Ces structures correspondent au rôle dévolu à l'institution et tiennent compte de l'importance relative des diverses catégories de personnes salariées et non salariées auxquelles s'adresse son action.

Dans ces conditions, il est normal que les salariés agricoles ne détiennent dans les conseils d'administration que le quart des sièges. Mais le Gouvernement s'est toujours engagé à ce qu'en revanche, à propos de la prévention des accidents des salariés, les employeurs et les salariés soient associés paritairement sur propositions de leurs organisations représentatives, comme il est de règle en matière de droit conventionnel du travail.

C'est là un premier objectif qui aurait peut-être pu être atteint à l'intérieur même de l'organisme gestionnaire, bien que les amendements proposés ne satisfassent pas aux conditions indiquées, puisque les salariés comme les employeurs seraient désignés par un conseil constitué sur les bases que je viens d'indiquer.

En outre — je le rappelle — il ne me paraît pas souhaitable que les efforts d'adaptation des mesures de prévention se dispersent au niveau de départements aux effectifs fort variables

Une deuxième considération, qui me paraît plus fondamentale encore, a également guidé le Gouvernement, à savoir que dans ce domaine de la prévention dans le régime industriel et commercial, des actions ont été menées depuis cinquante ans, des institutions fonctionnent avec des installations techniques éprouvées, des recherches ont été conduites qui ont abouti à des résultats probants. Beaucoup de renseignements peuvent en être tirés au profit des salariés agricoles, notamment de ceux qui exercent leur activité dans des conditions comparables à celles des travailleurs de l'industrie. Même pour des problèmes plus spécifiques, il importerait de faire appel aux installations techniques de recherche ou de contrôle déjà existantes.

Enfin, à l'avenir, les études de questions communes aux deux régimes ne devront pas et ne pourront pas être menées en ordre dispersé. Il importe donc, dans un souci d'efficacité et d'économie de gestion, qu'une coordination précise puisse être assurée entre les besoins des différents secteurs professionnels au sein des organismes particulièrement autorisés.

Aussi, pour que l'action à entreprendre soit pleinement efficace, le Gouvernement s'est-il attaché à prévoir les structures appropriées aux buts recherchés et aux moyens retenus, ainsi qu'à définir les rôles respectifs impartis aux pouvoirs publics et aux institutions concernées.

C'est ainsi qu'au niveau national le ministre de l'agriculture aura à définir la politique de prévention, à en fixer les objectifs et les moyens ; il arrêtera le budget du fonds de prévention et en contrôlera l'exécution ; il passera les conventions nécessaires aux actions de prévention, de formation et de recherche avec les institutions concernées. Mais il sera assisté en permanence, dans la définition de cette politique, par le comité national de prévention où se rencontreront les employeurs et les salariés de l'agriculture représentés à égalité, les représentants de la caisse centrale gestionnaire, les représentants de toutes les administrations concernées par les problèmes de prévention des accidents du travail et les personnalités particulièrement compétentes dans ce domaine ou représentant des institutions qui œuvrent déjà dans le domaine de la prévention ou de la sécurité des travailleurs. Ce comité national connaîtra d'un projet de réglementation générale, établira les programmes d'études et de recherches et suivra la préparation du projet et la gestion du fonds de prévention ainsi que les résultats globaux des actions réalisées.

La caisse centrale de mutualité sociale agricole, membre du comité national de prévention, gèrera le fonds, participera à l'élaboration des mesures générales de prévention et apportera son concours permanent aux actions de formation, d'information et de recherche.

Au niveau régional, les comités de prévention, composés paritairement d'employeurs et de salariés, connaîtront de tous les problèmes de prévention au niveau des régions et devront adapter, notamment à cet échelon, les orientations qui auront été conduites sur le plan national. Ils proposeront les mesures à imposer, à recommander ou à encourager dans le cadre de tout ou partie de leur circonscription et suivront, dans ce cadre, l'exécution des actions de prévention.

Les inspecteurs divisionnaires des lois sociales en agriculture auront à veiller à l'exécution des décisions des comités et à exercer, dans le domaine de la prévention, des attributions qui leur sont dévolues par la loi, notamment dans le cadre de l'exercice de la tutelle.

Les caisses de mutualité sociale agricole auront à établir leur règlement de prévention, à exploiter les déclarations d'accident, à mener toutes les actions de prévention définies par les comités et les pouvoirs publics, à imposer les majorations de cotisation et à octroyer les aides financières dans les conditions réglementaires, à participer enfin de façon permanente aux campagnes de prévention et d'information.

Les partenaires sociaux, employeurs et salariés, représentés, je le répète, à égalité dans les comités nationaux et régionaux, participeront réellement à l'élaboration de la politique de prévention, à la définition de ses modalités et de ses moyens, au contrôle de ses résultats.

Une telle organisation de la prévention dans le cadre des accidents du travail agricole réalise ainsi un équilibre équitable entre les pouvoirs publics assistés des comités qui sont responsables de la conception politique et disposent de moyens financiers pour la réaliser et les organismes gestionnaires qui exercent pleinement leurs attributions dans la mise en œuvre de l'ensemble des actions menées dans le cadre de cette politique. Elle satisfait à la revendication répétée des salariés agricoles et de leurs organisations syndicales d'être associées paritairement avec les employeurs à l'organisation de la prévention sans pour autant remettre en cause la structure de la mutualité sociale agricole et la composition de ses conseils d'administration.

Considérant que le système ainsi défini dans le détail a une cohérence interne qui conditionne le succès de l'effort entrepris, le Gouvernement ne peut accepter les divers amendements qui ont été proposés par votre commission aux articles de la section VII du présent projet de loi.

M. Hubert d'Andigné. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, je suis intervenu tout à l'heure sur l'organisation administrative et ce que j'ai dit à ce propos est également vrai en ce qui concerne la prévention qui, logiquement, aurait dû être conçue sur le même plan que la réparation des conséquences des accidents. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Le projet de loi, en effet, afin d'instaurer une prévention des accidents du travail, élabore une structure de concertation et de contrôle à côté de celle de la mutualité sociale agricole, reposant de surcroît sur une assise régionale qui n'existe pas dans le système actuel de gestion.

Ainsi, il est envisagé de créer un comité national de prévention et des comités régionaux où siègeraient des représentants de l'administration, des représentants des employeurs et des salariés agricoles et des personnalités qualifiées désignées par le ministre de l'agriculture. La seule représentation de la mutualité sociale est envisagée timidement au sein du comité national, ce qui est pour le moins paradoxal à l'égard d'un organisme qui constitue indéniablement un instrument privilégié de participation, associant l'ensemble de ses ressortissants à la gestion par le canal de l'élection et permettant d'assurer effectivement la représentation dans les deux collèges distincts des employeurs et des salariés agricoles.

En pratique, cette position n'est guère défendable quand on sait que la mutualité sociale agricole assume la responsabilité de la médecine du travail et de l'action sanitaire et sociale qui, à certains égards, constitue déjà une des composantes de la politique de prévention. De plus, l'extension de cette nouvelle activité dans le cadre de la structure existante n'exclut pas pour autant la création, auprès des conseils d'administration, de comités consultatifs composés de représentants des organisations syndicales d'employeurs et de salariés et de personnes désignées pour leur compétence.

On peut raisonnablement douter de l'efficacité réelle de ces comités régionaux car, dans ce domaine plus que dans tout autre, il s'agit d'œuvrer au niveau de l'exploitation en obtenant l'adhésion active des personnes concernées et non de veiller à l'application de directives administratives émanant de la région. Il est utopique de vouloir étendre en bloc à l'agriculture l'expérience acquise en la matière dans le commerce et dans l'industrie car la parité en matière de prévention n'est pas synonyme d'identité.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je répondrai à M. le sénateur d'Andigné qu'il n'est nullement dans l'intention du Gouvernement de porter atteinte à l'action de la mutualité sociale agricole ou de la critiquer. Au contraire, le Gouvernement reconnaît que, dans de très nombreux domaines, cette action est très positive et très efficace.

Mais il s'agit d'un problème capital, qui est celui de la prévention des accidents du travail. Mon expérience professionnelle passée me permet d'en parler avec foi. Je suis convaincu que la prévention, en matière d'accidents du travail est un élément capital. Je suis convaincu aussi que le système que prévoit notre projet de loi répond vraiment à ce qui peut être fait dans ce domaine.

Cette politique doit être conçue à l'échelon national, et l'expérience de ce qui a été réalisé depuis cinquante ans dans le commerce et l'industrie ne doit pas être négligé. On doit en tenir compte.

Pour ma part, je suis sûr que, dans ce domaine de la prévention, les salariés, directement intéressés parce qu'ils sont les victimes, doivent être à parité avec les employeurs pour pouvoir discuter clairement d'une politique de prévention.

Telles sont les intentions du Gouvernement. Je crois que le rôle de la mutualité sociale agricole est un rôle de gestionnaire. Celle-ci aura son mot à dire dans la politique de prévention, bien sûr, puisqu'elle est représentée au sein du comité national et que c'est ce comité qui donnera l'impulsion à cette politique et la mettra en œuvre en matière d'accidents du travail. Je crois qu'elle a devant elle un champ d'application remarquable et efficace qui sera à la mesure de ses moyens.

M. le président. L'amendement n° 25 est-il maintenu ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales ayant fait siens les arguments développés par la mutualité sociale agricole, je suis obligé de maintenir l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 25, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 57, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, à la fin du 3° alinéa du texte présenté pour l'article 1169 du code rural, de supprimer les mots : « à cet effet ».

Cet amendement paraît maintenant sans objet.

M. Robert Soudant, rapporteur. En effet, et la commission le retire.

M. le président. L'amendement n° 57 est retiré.

L'article 1169 est donc rédigé dans le texte de l'amendement n° 25.

Par amendement n° 26, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1170 du code rural :

« Art. 1170. — Le conseil d'administration de la caisse centrale de mutualité sociale agricole est assisté d'un comité technique national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, composé en nombre égal de représentants des salariés agricoles et des employeurs, choisis par le conseil d'administration de la caisse centrale de mutualité sociale agricole dans des conditions déterminées par décret.

« Ce comité peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes qualifiées dans le domaine de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

« Ce comité :

« 1° Est consulté et fait toute proposition sur les questions relatives à la prévention ;

« 2° Veille à l'harmonisation des actions de prévention entreprises en agriculture avec celles mises en œuvre dans les autres secteurs professionnels ou par toutes institutions ou organismes de prévention avec lesquels peuvent être éventuellement conclues des conventions en vue de réaliser certaines mesures de protection et de prévention communes ;

« 3° Donne son avis sur la gestion du fonds de prévention de la caisse centrale visé à l'article 1172 ;

« 4° Peut proposer au ministre de l'agriculture l'extension par voie d'arrêtés de mesures particulières de prévention. »

Cet amendement a été précédemment défendu.

Par amendement n° 48, MM. Aubry, Viron, Gaudon et les membres du groupe communiste proposent de leur côté de rédiger comme suit le premier alinéa du texte présenté pour l'article 1170 du code rural :

« Art. 1170. — Le comité national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, présidé par le ministre de l'agriculture, comprend des représentants des employeurs et des représentants des salariés agricoles en nombre égal, et, à titre consultatif, des représentants des ministres intéressés. Il fonctionne avec le concours technique de la caisse centrale de mutualité sociale agricole. »

M. André Aubry. Monsieur le président, tenant compte du vote qui vient d'intervenir, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 48 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 26, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1170 du code rural est donc ainsi rédigé :

Par amendement n° 27, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1171 du code rural :

« Art. 1170. — Les conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole sont assistés par un comité technique départemental de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, composé en nombre égal de représentants des employeurs et des salariés agricoles, choisis par le conseil d'administration dans des conditions déterminées par décret.

« Ce comité peut s'adjoindre à titre consultatif des personnes qualifiées en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en agriculture.

« Il a notamment pour mission :

« — de procéder à l'étude de tous les problèmes qui se posent dans le cadre du département en ce qui concerne la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en agriculture ;

« — de donner son avis sur la gestion du fonds de prévention de la caisse départementale visé à l'article 1172 ;

« — d'adapter au niveau du département les orientations retenues à l'échelon national ;

« — de proposer au préfet l'extension par voie d'arrêtés à une ou plusieurs branches professionnelles agricoles de mesures particulières de prévention. »

Cet amendement a été précédemment défendu. Il est repoussé par le Gouvernement.

Personne ne demande la parole ?..

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1171 du code rural est donc ainsi rédigé.

Par amendement n° 28, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1172 du code rural :

« Art. 1172. — Il est institué, dans la comptabilité de chaque caisse départementale ou pluridépartementale et de la caisse centrale de mutualité sociale agricole, un fonds autonome de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, alimenté par une part des cotisations complémentaires visées à l'article 1160, et éventuellement par toutes autres ressources.

« Ce fonds finance toutes actions et mesures de prévention et couvre les frais de fonctionnement du comité national ou départemental de prévention, ainsi que les frais exposés pour l'organisation de services ou pour la rémunération de personnel participant à des missions d'animation ou d'expérimentation, et à des actions de prévention ou au contrôle de celles-ci. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. La modification de l'article 1172 s'impose en raison des amendements proposés aux articles précédents.

A la place d'un fonds unique de prévention géré par la caisse centrale de la mutualité sociale agricole, il paraît maintenant nécessaire de créer dans chaque caisse un fonds autonome de prévention alimenté par les cotisations complémentaires et qui servira à financer les actions de prévention tant au plan national qu'au plan départemental.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement s'oppose à l'amendement, bien que celui-ci soit la conséquence des amendements précédemment adoptés.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'amendement n° 28, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1172 du code rural est donc ainsi rédigé.

Nous revenons maintenant à l'article 1155 du code rural qui avait été précédemment réservé.

Par amendement n° 14, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit la fin du texte présenté pour l'article 1155 du code rural :

« ... le taux de cotisation, après avis de la caisse centrale de mutualité sociale agricole et du comité technique national, mentionné à l'article 1170. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission vous propose de compléter cet article afin que le ministre de l'agriculture recueille l'avis de la caisse centrale de mutualité sociale agricole avant de fixer le taux des cotisations. Il lui semble indispensable que l'organisme gestionnaire soit consulté à cette occasion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Là encore, le Gouvernement est opposé à l'amendement ; mais en raison de l'adoption des amendements précédents, il ne peut se faire d'illusion.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'amendement n° 14, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix le texte, ainsi modifié, proposé pour l'article 1155 du code rural.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Les textes proposés pour les articles 1173 et 1174 du code rural ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Par amendement n° 29, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1175 du code rural :

« Art. 1175. — Dans des conditions fixées par décret, les dispositions des articles L. 403 à L. 408 du code de la sécurité sociale sont appliquées en cas de fautes, abus, fraudes et autres faits relevés à l'encontre des médecins, chirurgiens dentistes, sages-femmes, auxiliaires médicaux et pharmaciens à l'occasion des soins dispensés aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles agricoles. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. D'accord sur la nécessité d'appliquer au nouveau régime les dispositions relatives aux poursuites disciplinaires à l'encontre des praticiens, votre commission vous propose deux modifications de forme : l'une consistant à préciser les circonstances dans lesquelles les praticiens sont appelés à donner des soins aux assurés sociaux agricoles ;

l'autre pour demander que, par décret, le Gouvernement modifie la composition des organes disciplinaires en vue d'y faire siéger les représentants des organismes de sécurité sociale agricole.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 29.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1175 du code rural est donc ainsi rédigé.

Le texte proposé pour l'article 1176 du code rural ne semble pas contesté.

Je le mets aux voix.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 30, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit la fin du troisième alinéa du texte présenté pour l'article 1177 du code rural :

« ... pour l'ensemble de son personnel en service lors de l'accident du travail du salarié ou assimilé. »

D'autre part, par amendement n° 31, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit la fin du dernier alinéa du texte présenté pour l'article 1177 du code rural :

« ... cotisations dues pour l'ensemble du personnel en service à la date de l'accident du travail. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article reprend les dispositions applicables dans le régime général en vertu de l'article L. 160 du code de la sécurité sociale qui a pour but d'inciter l'employeur à payer régulièrement ses cotisations sous peine de se voir demander par la caisse le remboursement des prestations versées par la caisse à un de ses salariés, victime d'un accident du travail.

La loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 a limité ce remboursement au montant des cotisations dues à la date de l'accident du travail pour l'ensemble du personnel.

Votre commission est d'accord sur le fond du texte, mais elle propose deux amendements de forme pour bien préciser de l'accident de travail qui doit être pris en considération pour déterminer le montant des cotisations dues.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est très attaché à une identité complète de rédaction entre les dispositions de l'article 1177 et, d'une part, celles de l'article 1033-1 du code rural, qui concernent les sanctions de même nature appliquées pour les mêmes situations dans le régime des assurances sociales agricoles et, d'autre part, celles de l'article L. 160 du code de la sécurité sociale telles qu'elles résultent de la loi du 31 décembre 1968.

Dans ces deux textes, les limites du remboursement exigible de l'employeur sont calculées par référence à l'ensemble des cotisations impayées par celui-ci pour son personnel au moment où survient l'arrêt de travail en matière de maladie et l'accident de travail en matière d'assurance contre les accidents.

Ces dispositions n'ont pas donné lieu à des difficultés particulières d'application, alors que les termes « personnel en service » semblent de nature à soulever des problèmes d'interprétation. Dans ces conditions, je me permets de demander à M. le rapporteur de la commission des affaires sociales s'il ne lui est pas possible de retirer ses amendements.

M. le président. Les amendements sont-ils maintenus ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission, ne voulant pas être sur ce point en opposition avec le Gouvernement, accepte de retirer ses deux amendements.

M. le président. Les amendements n° 30 et 31 sont retirés.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1177 du code rural.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 32, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter le texte présenté pour l'article 1178 du code rural par le nouvel alinéa suivant :

« Ce remboursement ne pourra, d'autre part, être supérieur au montant annuel des cotisations relatives au personnel en service à la date de l'accident du travail. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement, n° 65, par lequel le Gouvernement propose de rédiger comme suit la fin du texte présenté pour compléter l'article 1178 du code rural : « ... être supérieur à un montant fixé par décret. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement de la commission.

M. Robert Soudant, rapporteur. Là encore, cet article transpose une disposition du code de la sécurité sociale, en l'occurrence l'article L. 504. Il met à la charge de l'employeur la totalité des dépenses faites par la caisse à la suite d'un accident que l'employeur n'a pas déclaré, ou pour lequel il n'a pas remis à la victime une feuille d'accident.

Votre commission, en comparant les dispositions des articles 1177 et 1178, s'est émue de la disparité de traitement de l'exploitant qui ne payait pas ses cotisations et de celui qui omettait de déclarer un accident ou de remettre une feuille à son salarié. Alors que le premier voyait les conséquences pécuniaires de sa faute limitées par le montant des cotisations dues pour son personnel, le second devait assumer la totalité des dépenses supportées par la caisse.

Or, il est bien évident qu'en cas d'accident mortel, ces dépenses peuvent être très importantes. Aussi, votre commission a-t-elle décidé de vous proposer un amendement tendant à limiter cette responsabilité au montant annuel des cotisations afférentes à l'ensemble du personnel en service au moment de l'accident.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, pour soutenir le sous-amendement du Gouvernement et donner son avis sur l'amendement de la commission.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte une limitation des responsabilités de l'employeur, mais sous réserve que son sous-amendement soit accepté.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 65 ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission accepte le sous-amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, modifié par le sous-amendement n° 65, accepté par la commission.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1178 du code rural, ainsi complété.

(Ce texte est adopté.)

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le président, la fatigue commence à se faire sentir, ne pourrions-nous pas suspendre la séance pendant quelques minutes ?

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à la proposition de M. le rapporteur ?...

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue le vendredi 5 novembre 1971, à zéro heure cinq minutes, est reprise à zéro heure vingt minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Nous allons poursuivre l'examen de l'article 1^{er} du projet de loi.

Les textes proposés pour les articles 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184 et 1185 du code rural ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}, modifié.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Il est ajouté au titre III du livre VII du code rural le chapitre IV ci-après.

CHAPITRE IV

Assurance complémentaire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture.

« Art. 1234-19. — Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article 1234-2 peuvent souscrire pour eux-mêmes et l'ensemble des personnes définies à l'article 1234-1, selon des modalités fixées par décret, une assurance complémentaire leur garantissant, pour les accidents et les maladies professionnelles au sens des dispositions du chapitre I^{er} du présent titre survenus dans le cadre de leur activité agricole, tout ou partie des prestations définies aux articles L. 434, 2^o, 3^o et 4^o, 446 à 455 (à l'exclusion du troisième alinéa), 462 à 465, 489 et 490 du code de la sécurité sociale.

« Nonobstant les termes de l'article L. 453 du code de la sécurité sociale, aucune majoration pour tierce personne ne sera accordée au titre de l'assurance complémentaire.

« Art. 1234-20. — L'assurance prévue à l'article 1234-19 peut être souscrite auprès des sociétés pratiquant l'assurance contre les accidents mentionnés à l'article 1235 du présent code, des organismes d'assurance agréés dans les conditions prévues au décret-loi du 14 juin 1938 et des organismes d'assurance régis par le code de la mutualité.

« Art. 1234-21. — Lorsque l'assuré perçoit la pension d'invalidité prévue à l'article 1234-3 B du présent code, la rente accordée au titre de l'assurance complémentaire est réduite du montant de cette pension.

« Art. 1234-22. — L'indemnité journalière et les rentes dues au titre de l'assurance complémentaire sont calculées sur la base du gain annuel déclaré par l'assuré à l'assureur dans le contrat en vigueur à la date de survenance de l'accident ou de constatation de la maladie. Toutefois le gain ainsi déclaré ne peut être inférieur à un minimum fixé par le ministre de l'agriculture.

« Art. 1234-23. — Les bénéficiaires d'un contrat d'assurance complémentaire bénéficient pour le paiement des prestations garanties par celui-ci, du privilège prévu à l'article 2101-6^o du code civil et, en outre, pour le paiement des indemnités dues pour incapacité permanente ou accident suivi de mort, de la garantie du fonds commun prévue à l'article 1204 du présent code. Dans ce cas, les articles 1205 et 1206 du même code sont applicables.

« Art. 1234-24. — Les personnes ayant adhéré volontairement à la législation sur les accidents du travail applicable aux salariés agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973 ont droit aux allocations et majorations prévues aux articles 1180 et 1181.

« Art. 1234-25. — Les litiges relatifs à l'application du présent chapitre sont de la compétence des juridictions de droit commun.

« Art. 1234-26. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 1234-5 et des articles 1234-6, 1234-11, 1234-12 et 1234-18 sont applicables au régime d'assurance complémentaire institué par le présent chapitre. »

L'alinéa introductif de l'article est réservé.

Par amendement n^o 33, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du texte présenté pour l'article 1234-19 du code rural :

« Art. 1234-19. — Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article 1234-2 peuvent souscrire, auprès de l'organisme assureur choisi pour couvrir les risques visés au chapitre III, pour eux-mêmes... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. L'article 2 du projet de loi institue une assurance complémentaire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles en faveur des personnes non salariées de l'agriculture.

Cette disposition est rendue nécessaire par l'abrogation de l'ancien article 1153 qui offrait aux exploitants la faculté de contracter pour eux-mêmes et les membres de leur famille une assurance complémentaire qui leur permettrait de percevoir les indemnités forfaitaires prévues en faveur des salariés, dont ils ne pouvaient bénéficier au titre de l'assurance obligatoire instituée par la loi du 22 décembre 1966 — dispositions insérées dans le code rural, articles 1234-1 à 1234-18.

Votre commission s'est déclarée très favorable à cette disposition, qui permettra aux exploitants agricoles et aux membres de leur famille d'obtenir : des indemnités journalières ; des prestations dues en cas d'accident suivi de mort, et notamment le versement d'indemnités pour charges funéraires ; des rentes en cas d'incapacité permanente totale ou partielle ; des rentes versées aux ayants droit en cas d'accident mortel.

Il faut toutefois souligner que la majoration pour tierce personne est formellement exclue de la liste des prestations complémentaires.

Bien entendu, la faculté d'adhésion est libre et elle peut être limitée à tout ou partie des prestations énumérées ci-dessus.

Votre commission s'est inquiétée des complications qui ne manqueront pas de se produire si un exploitant ne souscrivait pas son contrat d'assurance complémentaire auprès du même organisme que celui qui assure les risques obligatoires.

Il lui a semblé nécessaire d'imposer un jumelage des deux assurances.

Tel est le but de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. Jean Collery. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Collery.

M. Jean Collery. Cet amendement ne cadre pas avec ce que nous avons décidé cet après-midi. J'avais cru comprendre que les assureurs pourraient maintenant profiter des nouvelles assurances complémentaires pour développer leur activité. Si on oblige les exploitants à prendre les deux assurances à la même caisse, je ne me comprends plus.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Bien sûr, nous avons pensé qu'il était indispensable de jumeler l'assurance obligatoire des exploitants non salariés avec l'assurance complémentaire. Cela simplifie l'attribution des indemnités diverses, des rentes même. Le fait d'être assuré à deux organismes différents pour un même risque compliquera la liquidation des indemnités.

C'est pour cela que nous avons demandé le jumelage des deux caisses, mais, encore une fois, cela ne vise que des exploitants agricoles non salariés.

M. Geoffroy de Montalembert. C'est le contraire de ce qu'a dit M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Ce n'est pas le contraire de ce que j'ai dit. Il s'agit des exploitants, et ils sont dans un régime de pluralité. L'amendement présenté par la commission expose que s'ils désirent souscrire une assurance complémentaire, ils devront choisir le même organisme assureur ; mais ils resteront dans un régime de pluralité.

M. Geoffroy de Montalembert. Vous vous en remettez à la sagesse du Sénat ou bien êtes-vous pour ou contre ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je m'en remets à sa sagesse sur ce point.

M. Geoffroy de Montalembert. Parce que, sur ce point, c'est contradictoire de ce que vous avez dit.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Pas du tout !

M. Geoffroy de Montalembert. Vous ne m'empêchez pas de le penser.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Ce n'est pas contradictoire, puisque les organismes qui assurent les exploitants agricoles pourront leur accorder un contrat pour l'assurance complémentaire.

M. Geoffroy de Montalembert. Alors vous êtes pour l'amendement.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je voudrais apporter une précision. Il est bien entendu que les exploitants agricoles sont absolument libres de choisir leur assureur ; nous demandons qu'une fois le choix fait pour l'assurance obligatoire ils contractent auprès du même assureur pour l'assurance facultative, de manière à coordonner les deux assurances. Mais ce sont des assu-

rances personnelles que chaque exploitant a la possibilité de contracter auprès de l'organisme de son choix. Donc, il n'y a pas de confusion possible.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 33, présenté par la commission et pour lequel le Gouvernement laisse le Sénat juge.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 49, MM. Guillard, Charles Durand, Lavy, Sirgue proposent de rédiger comme suit le premier alinéa du texte présenté pour l'article 1234-19 :

« Art. 1234-19. — Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricoles mentionnés à l'article 1234-2 peuvent souscrire pour eux-mêmes et l'ensemble des personnes définies à l'article 1234-1, selon des modalités fixées par décret, une assurance complémentaire leur garantissant, pour les accidents du travail et de la vie privée ainsi que pour les maladies professionnelles au sens des dispositions du chapitre III du présent titre, tout ou partie des prestations définies aux articles L. 434, 2°, 3° et 4°, 446 à 455 (à l'exclusion du troisième alinéa), 462 à 465, 489 à 490 du code de la sécurité sociale. »

En conséquence, ils proposent de rédiger comme suit l'intitulé du chapitre IV :

« Assurance complémentaire contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture. »

La parole est à M. Guillard.

M. Paul Guillard. Je ne voudrais pas revenir sur ce qui vient d'être dit, mais une objection peut tout de même être faite : qui prouve que l'organisme assureur qui vous couvre déjà acceptera un contrat d'assurance complémentaire ? Ce n'est pas absolument sûr.

Cette observation étant faite, monsieur le président, j'avais déposé un amendement sur cet article 1234-19 ; je ne connaissais pas celui de la commission des affaires sociales et mon texte se rapportait, somme toute, au texte gouvernemental.

Il y a d'abord l'intitulé du chapitre que je voudrais voir rédiger comme suit : « Assurance complémentaire contre les accidents de la vie privée », notion qui est omise dans le texte initial.

Or, il est bien sûr que la loi n° 66-950 du 22 décembre 1966 a institué une obligation d'assurance pour les personnes non salariées de l'agriculture contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Cette assurance obligatoire minimum couvre tous les accidents, professionnels ou non, à seule fin d'éviter les contestations insolubles que n'aurait pas manqué de soulever l'application d'un texte limité aux accidents du travail.

En effet, pour des non-salariés agricoles, la vie professionnelle et la vie familiale demeurent intimement liées et dès lors, en cas d'accident, il est la plupart du temps impossible d'en discerner l'origine, professionnelle ou privée.

Ce qui est vrai de la garantie minimum obligatoire doit l'être tout autant de la garantie complémentaire qui est prévue à l'article 2 du présent projet — elle est d'ailleurs facultative — et qui traduit dans les faits la volonté des rédacteurs de la loi du 22 décembre 1966.

De plus, sur ce point, on ne peut lier le sort des exploitants à celui des salariés car, d'une part, il s'agit d'une assurance complémentaire facultative et, d'autre part, l'accident survenu à un salarié agricole ne soulève guère aujourd'hui de difficultés quant à l'appréciation de son caractère professionnel ou privé.

Mon amendement était ainsi rédigé : « Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article 1234-2 peuvent souscrire pour eux-mêmes... ».

A la suite de l'amendement qui a été voté, le mien stipulerait : « ... pour eux-mêmes, selon des modalités fixées par décret, une assurance complémentaire leur garantissant, pour les accidents du travail et de la vie privée ainsi que pour les maladies professionnelles au sens des dispositions... ».

Quant à l'intitulé du chapitre IV, il serait le suivant : « Assurance complémentaire contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture. »

M. le président. Pour la clarté de nos débats, monsieur Guillard, il conviendrait de me faire parvenir un texte écrit.

Que pense la commission de cet amendement ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales l'accepte, à condition que le texte de M. Guillard ne détruise pas les dispositions que nous avons déjà votées et qu'il

contienne la disposition suivante : « ... peuvent souscrire, auprès de l'organisme assureur choisi pour couvrir les risques visés au chapitre III, pour eux-mêmes... ».

Nous acceptons d'étendre cette couverture aux risques privés des agriculteurs et de donner à l'exploitant la possibilité de s'assurer librement puisqu'il est libre de faire ce qu'il veut. Dès lors, c'est une assurance complémentaire.

M. le président. Je crois comprendre que l'ensemble des deux amendements relatifs au texte de l'article 1234-19 du code rural pourrait se lire de la manière suivante :

« Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole mentionnés à l'article 1234-2 peuvent souscrire, auprès de l'organisme assureur choisi pour couvrir les risques visés au chapitre III pour eux-mêmes et l'ensemble des personnes définies à l'article 1234-1, selon des modalités fixées par décret, une assurance complémentaire leur garantissant, pour les accidents du travail et de la vie privée ainsi que pour les maladies professionnelles au sens des dispositions du chapitre I du présent titre, tout ou partie des prestations définies aux articles L. 434, 2°, 3° et 4°, 446 à 455 (à l'exclusion du troisième alinéa), 462 à 465, 489 à 490 du code de la sécurité sociale. »

Monsieur le rapporteur, accepteriez-vous ce texte ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. Paul Guillard. Moi de même, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette nouvelle rédaction ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, l'amendement proposé tend à ajouter « et de la vie privée » et à étendre la couverture et les prestations qui sont définies pour les accidents de la vie privée. Or, l'assurance facultative prévue à l'article 1153 ne couvrirait que les accidents du travail. Il n'est pas possible d'offrir, pour tous les accidents de la vie privée, les mêmes garanties que celles dont les salariés bénéficient pour les seuls accidents du travail.

Pour ces raisons, le Gouvernement s'oppose à l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe I de l'amendement n° 49 présenté par M. Guillard, à partir des mots : « ... et l'ensemble des personnes définies... », puisque le début de ce texte a déjà été précédemment adopté. Je rappelle que cet amendement est accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le paragraphe II de l'amendement n° 49 relatif à l'intitulé du chapitre IV.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du texte qui résulte de la fusion des amendements n° 33 et n° 49.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article 1234-19 du code rural, ainsi modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 34, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1234-20 du code rural :

« Art. 1234-20. — L'assurance prévue à l'article 1234-19 peut être souscrite auprès d'un des organismes prévus à l'article 1234-8. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Le jumelage des assurances obligatoire et complémentaire imposé par l'article 1239-19 ne peut être effectivement possible que si tous les organismes pratiquant l'assurance obligatoire sont habilités à intervenir dans l'assurance complémentaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 34, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 1234-20 du code rural est ainsi rédigé.

Par amendement n° 35, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article 1234-21 du code rural :

« Art. 1234-21. — La rente accordée au titre de l'assurance complémentaire est cumulable avec la pension d'invalidité prévue au paragraphe B de l'article 1234-3 dans la limite du montant de la rente qui serait accordée à l'assuré pour une incapacité permanente de travail de 100 p. 100. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet article traite du problème de cumul des prestations du régime obligatoire et du régime complémentaire.

Le Gouvernement vous propose de réduire la rente accordée au titre de l'assurance complémentaire du montant de la pension d'invalidité que l'intéressé peut obtenir du régime obligatoire.

Il a semblé à votre commission que cette disposition était trop rigoureuse, étant donné que l'incapacité de se livrer à un travail agricole peut être le résultat d'accidents successifs ou même d'accident suivi de maladie invalidante.

Étant donné la relative modicité des pensions d'invalidité servies au titre du régime obligatoire et compte tenu du fait que l'intéressé a cotisé aux deux régimes, votre commission vous demande d'autoriser le cumul des deux prestations en le limitant toutefois au montant de la rente à 100 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 1234-21 du code rural est ainsi rédigé.

Les textes proposés pour les articles 1234-22, 1234-23, 1234-24, 1234-25 et 1234-26 ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'alinéa introductif de l'article 2.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2 du projet de loi.

(L'article 2 est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Les articles 1045, 1060, 1106-1, 1198, 1201, 1203, 1214, 1217, 1220, 1222, 1223, 1226, 1228, 1229, 1231, 1231-1, 1231-2, 1234, 1234-17, premier alinéa, 1244 et 1246 sont modifiés ou remplacés comme suit :

« Art. 1045. — L'assuré victime d'un accident ou d'une maladie pour lesquels le droit aux réparations prévues par le chapitre I^{er} du titre II du présent livre est contesté par la caisse de mutualité sociale agricole reçoit, à titre provisionnel, les prestations de l'assurance maladie, s'il remplit les conditions d'ouverture du droit à ces prestations.

« En cas d'échec de l'action judiciaire engagée par l'intéressé pour faire reconnaître son droit aux réparations du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles, les prestations de l'assurance maladie qu'il a perçues lui restent acquises. »

« Art. 1060. — Le régime agricole des prestations familiales est applicable :

« 1° Aux salariés et assimilés visés à l'article 1144 ;

« 2° Aux personnes non salariées exerçant l'une des professions agricoles mentionnées aux 1° et 3° de l'article 1144, à l'exception des personnes exerçant la profession d'exploitant forestier négociant en bois achetant des coupes en vue de la revente du bois dans des conditions telles que cette activité comporte inscription au registre du commerce ou paiement d'une patente en tant que commerçant ;

« 3° Aux artisans ruraux n'employant pas plus de deux salariés de façon permanente ;

« 4° Aux entrepreneurs de battages ou de travaux agricoles ;

« 5° Aux exploitants des établissements de conchyliculture ou de pisciculture et établissements assimilés, sauf lorsque les intéressés relèvent du régime social des marins.

« Les ouvriers agricoles et bûcherons travaillant seuls ou avec l'aide de leur famille, avec des outils leur appartenant en propre sont réputés pour l'application des présentes dispositions, bénéficiaires d'un contrat de louage de services, que les travaux soient effectués au temps, à la tâche ou au forfait. »

« Art. 1106-1. — Le 1° de l'article 1106-1 est modifié comme suit :

« 1° Aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricoles mentionnés à l'article 1060 (2°, 4° et 5°)... » (Le reste sans changement.)

« Art. 1198. — Au premier alinéa de cet article, les termes : « ... résultant de l'application des dispositions des chapitres III et IV du présent titre... », sont substitués aux termes : « ... résultant de l'application des dispositions du présent titre... ».

« Au second alinéa de cet article, les termes : « ... leurs adhérents visés à l'article 1234-19 du code rural. » sont substitués aux termes : « ... leurs adhérents visés au deuxième alinéa de l'article 1144 et à l'article 1153 ».

« Art. 1201. — Le premier alinéa de cet article est ainsi modifié :

« Nonobstant toute clause contraire des contrats, les organismes d'assurances sont tenus de servir au titre de l'assurance obligatoire des exploitants contre les accidents et les maladies professionnelles, les prestations prévues au chapitre III du présent titre, et, au titre de l'assurance complémentaire, les prestations prévues au chapitre IV du présent titre. »

« Art. 1203. — La Caisse des dépôts et consignations gère un fonds commun des accidents du travail agricole survenus dans la métropole qui a la charge des dépenses prévues aux articles suivants, ainsi que celles résultant des articles 1179 à 1181, 1183 et 1234-24.

« A partir du 1^{er} janvier 1973, la part de ces dépenses effectuées au profit des victimes salariées ou de leurs ayants droit est remboursée au fonds commun, en application de l'article 1160 par la caisse centrale de mutualité sociale agricole, suivant des modalités fixées par décret.

« A partir de cette même date, le fonds commun sera également alimenté par les contributions prévues à l'article 1622 du code général des impôts, perçues sur les contrats mentionnés à l'article 1234-19. »

« Art. 1214. —

Au premier alinéa de cet article, les termes : « ... dans les conditions prévues par la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973, ... », sont substitués aux termes : « ... dans les conditions prévues au septième alinéa de l'article 1185, ... ».

« Art. 1217. —

Au dernier alinéa de cet article, les termes : « ... et dans la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973. » sont substitués aux termes : « ... et à l'article 1168 du présent code ».

« Art. 1220. —

L'expression : « ... salaire annuel minimum prévu à l'article L. 452 du code de la sécurité sociale. » est substituée à l'expression : « ... salaire annuel minimum prévu à l'article 1168 ».

« Art. 1222. —

Les premier et deuxième alinéas de cet article sont modifiés comme suit :

« Les assurés des professions agricoles bénéficiaires de l'assurance facultative ont droit à la majoration calculée suivant les dispositions de l'article 1217 si leur rente a été liquidée sur un gain déclaré, qui, à la date de l'accident, était égal ou supérieur au salaire moyen prévu par la législation en vigueur pour les professions agricoles avant le 1^{er} janvier 1973.

« Pour les assurés facultatifs dont la rente a été liquidée sur un gain inférieur au salaire moyen susvisé, la rente nouvelle est égale à celle que le titulaire aurait obtenue sur la base d'un gain annuel de 2.760 F, cette rente étant réduite dans la proportion du gain déclaré par rapport au salaire moyen, sans pouvoir être inférieure à celle qui résulterait du gain annuel minimum susceptible d'être déclaré au titre de l'assurance facultative.

« Art. 1223. —

La référence à l'« article L. 455 du code de la sécurité sociale » est substituée à la référence à l'« article 1169 ».

« Art. 1226. —

Le premier alinéa de cet article est abrogé.

Au troisième alinéa de cet article, les termes : « Le salaire annuel minimum servant de base au calcul de la rente lorsque l'accident a occasionné une réduction de capacité au moins égale à 10 p. 100... », sont substitués aux termes : « Le salaire minimum prévu au premier alinéa de l'article 1168... ».

Au quatrième alinéa de cet article, les termes : « Les arrêtés de revalorisation des rentes... », sont substitués aux termes : « Les arrêtés de revalorisation prévus au premier alinéa de l'article 1168... ».

« Art. 1228. —

Au deuxième alinéa de cet article, les termes : « ... les bénéficiaires du supplément de rente accordé en vertu de la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973 en raison de la faute inexcusable de l'employeur... », sont substitués aux termes : « ... les bénéficiaires du supplément de rente accordé en vertu de l'article 1189 à raison de la faute inexcusable de l'employeur... ».

« Art. 1229. —

Les termes : « ... en application de la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973... », sont substitués aux termes : « ... par application des articles 1175 et 1190... ».

« Art. 1231. —

Les termes : « ... aux dispositions de la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973... », sont substitués aux termes : « ... aux dispositions du chapitre I^{er} du présent titre... ».

« Art. 1231-1. —

Les termes : « ... aux travailleurs salariés ou assimilés au sens de la législation en vigueur pour les professions agricoles antérieurement au 1^{er} janvier 1973, ... », sont substitués aux termes : « ... aux travailleurs visés au premier alinéa de l'article 1144 du présent code, ... ».

« Art. 1231-2. — Dans les cas visés aux articles 1231, 1231-1, 1231-1 bis, 1179 à 1181 et 1234-24, le fonds commun des accidents du travail agricole survenus dans la métropole ou, selon le cas, l'Etat employeur sont subrogés dans les droits que la victime pourrait faire valoir contre les tiers responsables. »

« Art. 1234. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1209 du présent code ne sont pas applicables dans le cas d'accidents du travail survenus et de maladies professionnelles constatées dans les professions agricoles après le 31 décembre 1972, quelle que soit la qualité de la victime. Il en est de même, en ce qui concerne les bénéficiaires du chapitre I^{er} du présent titre, des dispositions des articles 1204, 1207 et 1211 à 1230 du même code. »

« Art. 1234-17 (premier alinéa). — Les litiges relatifs à l'application du présent chapitre sont de la compétence des tribunaux de droit commun. »

« Art. 1244. — L'article 990 est applicable aux infractions prévues aux chapitres II, III et IV du titre II et aux chapitres I^{er} et III du titre III du présent livre. »

« Art. 1246. —

Le premier alinéa de cet article est modifié comme suit :
« Les agents agréés et assermentés des caisses de mutualité sociale agricole sont chargés de collaborer au contrôle de l'application des dispositions des chapitres II et III du titre II et du chapitre I^{er} du titre III du présent livre. »

Il est ajouté à cet article un nouvel alinéa ainsi rédigé :
« Les agents agréés et assermentés chargés du contrôle de la prévention instituée à la section VII du titre III du présent livre ont les mêmes pouvoirs, dans l'exercice des missions qui leur incombent, que les agents agréés et assermentés des caisses de mutualité sociale agricole. »

Il y a lieu de réserver le premier alinéa de l'article 3 du projet de loi jusqu'à l'examen de tous les articles du code rural modifiés dans cet article.

Par amendement n° 38, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après le premier alinéa de l'article 3 du projet de loi, d'introduire les dispositions suivantes :

« Art. 1001. —

« L'article 1001 du code rural est complété par les dispositions suivantes :

« Elle est mise en œuvre par la caisse centrale de mutualité sociale agricole et par des caisses départementales ou pluri-départementales.

« La caisse centrale de mutualité sociale agricole regroupe la caisse centrale de secours mutuels agricoles et la caisse centrale d'allocations familiales agricoles visées à l'article 1003, ainsi que la caisse nationale d'assurance vieillesse agricole visée à l'article 1108. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 60, présenté par le Gouvernement et tendant :

1° Dans le premier alinéa du texte proposé par l'amendement n° 38 pour compléter l'article 1001 du code rural, après les mots : « Elle est mise en œuvre », à ajouter le mot : « notamment » ;

2° A rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de ce même texte :

« Dans des conditions fixées par décret, la caisse centrale... »
La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission a estimé nécessaire de modifier l'article 1001 du code rural pour créer la caisse centrale de la mutualité sociale agricole, organisme auquel le projet de loi donne compétence pour gérer — avec les caisses départementales ou pluri-départementales de mutualité sociale agricole — le nouveau régime d'assurance accident des salariés agricoles.

Alors que, sur le plan départemental, les caisses ont compétence en matière d'assurances sociales, de prestations familiales, d'assurance vieillesse ou maladies professionnelles, il continue d'exister au niveau national trois caisses à compétence particulière. Une certaine unification existe sous le nom de l'Union des caisses centrales de mutualité sociale agricole, mais celle-ci n'a aucun caractère officiel.

La caisse centrale de la mutualité sociale agricole regroupera, si vous acceptez l'amendement, la caisse centrale d'allocations familiales mutuelle agricole, la caisse centrale de secours mutuels agricoles et la caisse nationale d'assurance vieillesse agricole.

Il s'agit, en somme, d'avaliser le nom de la caisse centrale que lui donne le Gouvernement depuis le début de cette discussion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Je dois dire que le Gouvernement approuve l'esprit de l'amendement présenté au nom de la commission des affaires sociales.

Il est en effet nécessaire que soit précisé ce qu'est exactement « la caisse centrale de mutualité sociale agricole », à laquelle le texte du projet de loi se réfère à plusieurs reprises.

Je voudrais toutefois faire observer à M. Soudant que cette matière — je veux dire celle de l'organisation des caisses — est d'ordre réglementaire. La meilleure preuve en est que le décret n° 60-452 du 12 mai 1960 a fusionné les trois anciennes caisses départementales compétentes en allocations familiales, en vieillesse et en assurances sociales en une seule et même caisse : « caisse de mutualité sociale agricole ».

Nous nous proposons de réaliser une fusion de même nature qui, au surplus, correspond à une évolution de fait en ce qui concerne les échelons centraux de la mutualité agricole.

Mais, si je comprends bien, le Sénat souhaite que soit exprimée dès maintenant dans le texte l'existence de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole.

Je désire rejoindre la pensée de votre assemblée sur ce point. C'est pourquoi je lui demanderai de bien vouloir accepter le sous-amendement proposé par le Gouvernement à cet égard. Sa portée en est d'ailleurs limitée puisque aussi bien il se borne :

D'une part, à ajouter l'adverbe « notamment » après les mots : « elle est mise en œuvre... » pour tenir compte du fait qu'à côté de la mutualité existe la compétence des assureurs agréés pour l'A.M.E.X.A., fonctionnent des caisses de retraites complémentaires, les associations de médecine du travail, etc... ».

D'autre part, à confirmer que le domaine est d'ordre réglementaire, en précisant que les conditions de fusion des organismes, la définition de leur structure et de leur organisation, etc... seront précisées « dans des conditions fixées par décret ».

Je souhaite que la commission des affaires sociales veuille bien à son tour suivre la proposition du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Je regrette de ne pas avoir su que ces dispositions étaient d'ordre réglementaire et que l'on ne pouvait créer et baptiser par la loi la caisse centrale de mutualité sociale agricole. Il était bon de faire cette mise au point car, depuis le début de la discussion, on parle de cette caisse centrale alors que l'arrêté n'est pas encore pris. Je crois donc qu'on pouvait l'avaliser.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 38, complété par le sous-amendement n° 60.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ces dispositions concernant l'article 1001 du code rural sont donc insérées dans l'article 3 du projet de loi.

Par amendement n° 58, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'introduire avant le texte présenté pour l'article 1045 du code rural la disposition suivante :

« Art. 1024. — Sont affiliées obligatoirement aux assurances sociales agricoles les personnes énumérées à l'article 1144, alinéas 1° à 7°, 9° et 10°. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Par cette disposition, il y aura parfaite harmonie entre la définition de salarié agricole en matière d'accidents du travail — article 1144 du code rural — et en matière d'assurance sociale, article 1024 du code rural.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 58, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1024 du code rural est donc ainsi rédigé.

Par amendement n° 39, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après le premier alinéa de l'article 3 du projet de loi, d'introduire les dispositions suivantes :

« Art. 1031.

« L'article 1031 du code rural est complété par les dispositions suivantes :

« Le ministre de l'agriculture fixe, après avis de la caisse centrale de mutualité sociale agricole, le taux des cotisations forfaitaires pour certaines catégories de travailleurs occasionnels et notamment pour les exploitants agricoles qui occupent occasionnellement un emploi salarié chez un autre exploitant agricole. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 61, présenté par le Gouvernement et tendant, dans le texte présenté par l'amendement n° 39 pour compléter l'article 1031 du code rural, à supprimer les mots :

« Après avis de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Par l'insertion de cet article nouveau, votre commission souhaite que le Gouvernement fixe des taux forfaitaires de cotisations d'assurances sociales pour les exploitants agricoles qui occupent un emploi salarié chez un autre exploitant.

Dans la mesure où l'assujettissement aux accidents du travail entraîne l'assujettissement obligatoire aux assurances sociales agricoles — maladie, vieillesse — il a paru nécessaire de prévoir une disposition symétrique à celle de l'article 1157.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, le Gouvernement est d'accord sur le fond, mais il ne l'est pas sur l'avis qui doit être donné par la caisse centrale de mutualité sociale agricole dans ce domaine. Par conséquent, il est opposé à l'amendement présenté par la commission.

M. le président. Il ne le serait plus si la commission acceptait le sous-amendement du Gouvernement.

Qu'en pense la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Nous acceptons ce sous-amendement pour donner satisfaction à M. le secrétaire d'Etat. Nous aurions cependant souhaité que la caisse centrale soit consultée.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement remercie la commission et assure M. le rapporteur que la caisse centrale sera tout de même consultée.

M. le président. Nous prenons acte de votre déclaration, monsieur le secrétaire d'Etat.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 61, présenté par le Gouvernement et accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39, modifié par le vote du sous-amendement précédent.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1031 du code rural est donc ainsi complété.

Les textes proposés pour les articles 1045, 1060, 1106-1, 1198, 1201, 1203, 1214, 1217, 1220, 1222, 1223, 1226, 1228, 1229, 1231, 1231-1, 1231-2, 1234 du code rural ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Par amendement n° 50, MM. Guillard, Charles Durand, Lavy, Sirgue proposent, après le texte présenté pour l'article 1234, d'insérer les dispositions suivantes :

« Art. 1234-8.

« Dans cet article, les termes « ou à un organisme de mutualité sociale agricole » sont supprimés.

« En conséquence, à la fin du premier alinéa de l'article 3, d'insérer la mention : « 1234-8. »

La parole est à M. Guillard.

M. Paul Guillard. Monsieur le président, à l'article 3, un certain nombre d'articles du code rural sont modifiés ou remplacés. L'article 1234-8 aurait dû être ajouté à cette énumération. En effet, dans cet article, les termes « ou à un organisme de mutualité sociale agricole » sont à supprimer.

La commission des affaires sociales du Sénat a modifié les articles 1234-19 et 1234-20 du code rural relatifs à l'assurance complémentaire contre les accidents du travail des personnes non salariées de l'agriculture.

Dans un souci de logique, elle a lié l'assurance complémentaire à la garantie minimum obligatoire, c'est-à-dire que la souscription d'un contrat d'assurance complémentaire doit être faite auprès de l'organisme assureur choisi pour la couverture de la garantie minimum obligatoire.

Par ailleurs, à la liste des organismes habilités à pratiquer cette assurance, elle a substitué la référence de l'article 1234-8 qui permet désormais aux caisses de mutualité sociale agricole de gérer ce risque comme elles en ont déjà la possibilité pour la garantie minimum obligatoire prévue par la loi n° 66-950 du 22 décembre 1966.

Cette nouvelle rédaction est de nature à soulever des difficultés techniques inextricables. En effet, en matière de gestion des rentes, deux techniques peuvent être retenues : la technique de la répartition qui implique une obligation d'adhérer avec, en cas de pluralité d'organismes assureurs, un mécanisme de péréquation ; et la technique de la capitalisation, par immobilisation dans les comptes de l'organisme d'assurance ou auprès de la caisse nationale de prévoyance d'un capital dont le montant dépend du montant de la rente, de l'âge du rentier et d'un coefficient fixé, en fonction d'un taux d'intérêt moyen et de la table de mortalité, par les pouvoirs publics.

La technique de la répartition pour la gestion d'un risque non obligatoire est rigoureusement incompatible avec le principe de la pluralité d'assureurs.

Par ailleurs, la méthode dite de capitalisation relevant des techniques particulières de l'assurance paraît difficilement applicable à l'organisation financière et administrative d'organismes telles les caisses de mutualité sociale agricole basées tout entières sur l'obligation d'adhérer et le caractère légal des prestations.

A l'inverse, le système actuellement en vigueur pour les rentes des salariés et exploitants assurés volontaires peut parfaitement être utilisé dans le cas d'un système de pluralité d'organismes assureurs, à la condition d'en exclure les organismes de mutualité sociale.

En pratique, cela ne devrait pas provoquer de difficultés majeures car d'après les renseignements en notre possession, sur l'ensemble des caisses de mutualité sociale agricole, trois seulement pratiquent cette assurance contre les accidents du travail et de la vie privée des personnes non salariées de l'agriculture. Elles assurent dans ces conditions 30.000 exploitants sur un effectif de 1.700.000.

Au demeurant, cette position marginale a cependant abouti déjà à une impasse, car aucune disposition réglementaire concernant la revalorisation des rentes prévues au titre de l'assurance obligatoire n'a pu encore voir le jour depuis 1966.

C'est la raison pour laquelle je vous demande, mes chers collègues, d'adopter l'amendement et de modifier l'article 1234-8 du code rural.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Monsieur le président, la commission n'est pas très favorable à l'adoption de cet amendement. Elle considère qu'il n'y a aucune raison de supprimer le droit de la mutualité sociale agricole de gérer les ressources

que des exploitants agricoles veulent bien lui confier. Nous savons par ailleurs qu'il y a très peu de caisses qui le font actuellement.

Nous laissons au Sénat le soin de se prononcer sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Pour les mêmes raisons, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 50.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 1234-8 du code rural est donc ainsi modifié.

Les textes proposés pour les articles 1234-17, *(premier alinéa)*, 1244 et 1246 du code rural ne semblent pas contestés.

Je les mets aux voix.

(Ces textes sont adoptés.)

M. le président. Nous revenons au premier alinéa de l'article 3 qui avait été réservé et qui donne la liste des articles du code rural modifiés ou remplacés.

Par amendement n° 36 rectifié, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article 3 : « Les articles 1001, 1024, 1031, 1045,... 1234, 1234-8, 1234-17... »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix cet amendement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 37, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « ... sont modifiés, complétés ou remplacés comme suit :

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 37.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le premier alinéa de l'article 3, modifié par le vote des deux amendements précédents.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3 du projet de loi, modifié.

(L'article 3 est adopté.)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Il est inséré au chapitre I^{er} du titre IV du livre VII du code rural un article 1244-3, ainsi libellé :

« Art. 1244-3. — Les chefs d'exploitation et d'entreprise agricoles ainsi que toutes personnes employant à leur service des salariés ou assimilés visés à l'article 1144 sont tenus de recevoir, à toute époque, les inspecteurs et contrôleurs du service de l'inspection des lois sociales en agriculture, les agents chargés du contrôle de la prévention affectés à ce service, les agents chargés de procéder aux enquêtes visées à l'article 1165 et les agents assermentés des caisses de mutualité sociale agricole qui se présentent pour vérifier l'application régulière des dispositions du chapitre I^{er} du titre III du présent livre.

« Les agents chargés du contrôle de la prévention agréés par le ministre de l'agriculture et assermentés dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 423 du code de la sécurité sociale, les agents chargés de procéder aux enquêtes visées à l'article 1165 et les agents assermentés des caisses de mutualité sociale agricole bénéficient de la protection prévue à l'article 990 en faveur des inspecteurs et contrôleurs des lois sociales en agriculture. » — *(Adopté.)*

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — Est abrogée à l'article L. 192 du code de la sécurité sociale la mention relative « aux différends survenus à l'occasion de l'application de la législation relative à la réparation des accidents du travail en agriculture dans les départements autres que ceux du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. » — *(Adopté.)*

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — L'article L. 193 du code de la sécurité sociale est modifié comme suit :

« 5° Aux décisions des caisses régionales d'assurance maladie et des caisses de mutualité sociale agricole concernant, en matière d'accident du travail agricole et non agricole, la fixation du taux de cotisation, l'octroi de ristournes, l'imposition de cotisations supplémentaires et, pour les accidents régis par le livre IV du code de la sécurité sociale, la détermination de la contribution prévue à l'article L. 491 du présent code.

« Les dispositions des paragraphes 1° et 4° du présent article ne sont pas applicables aux accidents du travail survenus et aux maladies professionnelles constatées dans l'exercice des professions agricoles dans les départements autres que ceux du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. » — *(Adopté.)*

Après l'article 6.

M. le président. Par amendement n° 40, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après l'article 6, d'insérer un article additionnel 6 bis nouveau, ainsi rédigé :

Il est inséré dans le code de la sécurité sociale un article 415-5 ainsi conçu :

« Art. 415-5. — Si un bénéficiaire du présent livre est employé occasionnellement à une activité agricole relevant de l'application du chapitre I^{er} du titre III du livre VII du code rural, les dispositions du présent livre s'appliquent aux accidents qui surviendraient au cours de cette activité. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 40 est retiré.

Je rappelle que l'article 7 a été précédemment adopté.

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — Les droits ouverts antérieurement au 1^{er} janvier 1973 au profit de salariés agricoles ou assimilés victimes d'accidents de travail ou de maladies professionnelles et de leurs ayants droit demeurent régis, sauf dispositions contraires de la présente loi, par les dispositions en vigueur à la date de survenance de l'accident ou de première constatation de la maladie professionnelle. » — *(Adopté.)*

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — Les employeurs et sociétés et organismes d'assurance demeurent tenus envers les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles dont les droits se sont ouverts avant le 1^{er} janvier 1973 du versement des prestations y afférentes, sous réserve des dispositions ci-après. »

Par amendement n° 59, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début de cet article :

« Les employeurs et les sociétés et organismes... »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Il s'agit d'un simple amendement de forme.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 59, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9, ainsi modifié.

(L'article 9 est adopté.)

Article 10.

M. le président. « Art. 10. — Si les prestations dues à raison de droits ouverts avant le 1^{er} janvier 1973 viennent à être majorées par des dispositions législatives ou réglementaires prenant effet après le 31 décembre 1972, la caisse sociale de mutualité sociale agricole remboursera aux sociétés et organismes débiteurs le montant des majorations.

« L'allocation destinée à compenser ces charges sera calculée forfaitairement sur des bases définies par décret. »

Par amendement n° 42 rectifié, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article :

« ... la caisse centrale de mutualité sociale agricole versera aux sociétés et organismes débiteurs une allocation calculée forfaitairement sur des bases définies par décret, et destinée à compenser les charges résultant de ces majorations.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet amendement tend à faire disparaître l'antinomie entre les termes « rembourse » qui implique un règlement total et « l'allocation forfaitaire ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 42 rectifié, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10, ainsi modifié.

(L'article 10 est adopté.)

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Les sociétés et organismes d'assurance peuvent transmettre le service des rentes et la charge des frais de renouvellement d'appareillage dont elles demeurent tenues à la caisse des dépôts et consignations (fonds commun des accidents du travail agricole), à charge pour elles de transmettre en même temps à cette caisse l'actif correspondant à ces engagements.

« Un décret fixera les conditions et modalités de ces transferts qui doivent être obligatoirement reçus par la caisse des dépôts et consignations. » — (Adopté.)

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Les sociétés et organismes d'assurance doivent s'acquitter envers les créanciers de toute rente dont le montant annuel ne dépasse pas le chiffre prévu à l'article 1^{er} du décret n° 60-633 du 28 juin 1960, en leur versant directement le capital représentatif de cette rente dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances. »

Par amendement n° 43, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales propose, dans cet article, de remplacer les mots :

« ... le chiffre prévu à l'article 1^{er} du décret n° 60-633 du 28 juin 1960 », par les mots : « ... un chiffre fixé par décret ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. L'amendement n'a pour objet que de faire disparaître une référence à un décret.

Ce décret pouvant être modifié ou supprimé, il n'apparaît pas judicieux d'y faire référence.

Le Gouvernement pourra, par les textes réglementaires, reprendre le chiffre qui figurait dans le décret du 28 juin 1960.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement rédactionnel.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 43, présenté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12, ainsi modifié.

(L'article 12 est adopté.)

Article 13.

M. le président. « Art. 13. — A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les contrats d'assurance en cours cesseront d'avoir effet pour tout accident du travail survenu ou toute maladie professionnelle constatée après le 31 décembre 1972, concernant les personnes mentionnées aux articles 1144 et 1145

du code rural. A compter de la même date, il ne pourra plus être conclu de nouveaux contrats d'assurance concernant ces personnes pour les risques couverts par le régime institué par le chapitre I^{er} du titre III du livre VII de ce code.

« Les primes ou cotisations et fractions de primes ou cotisations devant être émises en vertu des contrats d'assurance en cours, à une date antérieure au 1^{er} janvier 1973, pour une période prenant fin après cette date seront émises pour la période comprise entre la dernière date d'échéance et le 1^{er} janvier 1973. »

Par amendement, n° 44, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter cet article *in fine* par le nouvel alinéa suivant :

« Après la date de promulgation de la présente loi, aucun contrat dont l'échéance serait postérieure au 31 décembre 1973 ne pourra être souscrit ou renouvelé. »

Il convient, me semble-t-il de remplacer 1973 par 1972.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Cet amendement vise à interdire la conclusion de nouveaux contrats ou le renouvellement d'un contrat pour une échéance postérieure à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi, c'est-à-dire au 31 décembre 1972.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Cet amendement apporte une précision complémentaire ; le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 44, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, ainsi complété.

(L'article 13 est adopté.)

Article 14.

M. le président. « Art. 14. — Les personnels des organismes et sociétés d'assurances ainsi que ceux des personnes mentionnées à l'article 31 du décret-loi du 14 juin 1938 modifié unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances qui seraient licenciés à la suite de la promulgation de la présente loi bénéficieront d'une priorité d'embauche auprès de la caisse centrale et des caisses de mutualité sociale agricole.

« Il sera institué une commission nationale chargée de constater les besoins desdites caisses en personnel, compte tenu de l'accroissement de leurs activités, et d'y satisfaire en procédant au transfert et au reclassement des personnels mentionnés à l'alinéa précédent.

« Un décret fixe les conditions d'application du présent article. » — (Adopté.)

Article 15.

M. le président. « Art. 15. — Des indemnités seront allouées, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, aux sociétés d'assurances et aux personnes mentionnées à l'article 31 du décret-loi précité du 14 juin 1938 modifié en réparation du préjudice direct résultant pour elles de l'application de la présente loi.

« Ces indemnités seront à la charge du régime institué au chapitre I^{er} du titre III du livre VII du code rural. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 51, présenté par MM. Guillard, Charles Durand, Lavy, Sirgue, tend à rédiger comme suit cet article :

« Des indemnités seront allouées dans des conditions fixées en Conseil d'Etat, aux sociétés et organismes d'assurance et aux personnes mentionnées à l'article 31 du décret-loi précité du 14 juin 1938 modifié, en réparation du préjudice direct résultant pour elles de l'application de la présente loi.

« Ces indemnités seront à la charge de l'Etat. »

Le second, n° 45, présenté par M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, a pour objet, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « ... décret-loi précité du

14 juin 1938 modifié », d'insérer les mots suivants : « ainsi qu'aux sociétés mutuelles agricoles visées à l'article 1235 du code rural. »

La parole est à M. Guillard, pour défendre l'amendement n° 51.

M. Paul Guillard. L'amendement que j'ai l'honneur de présenter a trait aux indemnités qui doivent être allouées non seulement aux compagnies d'assurances, mais également à la mutualité 1900, qui incontestablement subissent un préjudice.

En effet, le droit à indemnisation résultant de l'application du nouveau régime doit être reconnu aux sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles. En effet, bien qu'étant à but non lucratif, elles vont subir un préjudice direct et certain du fait de la diminution importante de leur champ d'activité qui ne sera pas accompagnée d'une réduction proportionnelle des frais généraux. Il convient de rappeler à ce sujet que ces organismes assurent à l'heure actuelle plus de la moitié des salariés agricoles contre les accidents du travail. L'importance du préjudice ainsi subi se trouve de surcroît accrue en raison du caractère spécifiquement agricole de leur activité.

Enfin, la charge de cette indemnisation ne doit pas incomber au nouveau régime car cela reviendrait à laisser supporter aux exploitants agricoles le coût d'une réforme qui intéresse exclusivement leurs salariés et relève de l'initiative de l'Etat.

M. Etienne Dailly. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour défendre l'amendement n° 45.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je souhaite que l'amendement de la commission n'ait pas le même sort que risque de subir celui de M. Guillard.

En effet, si cet amendement prévoit des possibilités d'indemnités accordées aux sociétés mutuelles agricoles, il n'indique pas que ces indemnités seront à la charge de l'Etat, ce qui constitue une différence notable entre notre amendement et celui de M. Guillard.

Notre texte stipule simplement que des indemnités seront allouées également aux sociétés mutuelles agricoles visées à l'article 1235 du code rural. Cela permettra, s'il est prouvé que la mutualité 1900 a subi des pertes du fait de la transformation de ce régime, de l'indemniser mais dans les mêmes conditions que les compagnies d'assurance.

Je demande donc que les deux amendements soient nettement dissociés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 présenté par M. Guillard ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, le Gouvernement est très net sur ce point : l'article 40 de la Constitution lui paraît applicable car cet amendement étend la charge de l'indemnisation aux mutuelles d'assurances à but non lucratif que le projet du Gouvernement n'avait pas retenues. Il aggrave donc les charges publiques. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement oppose à l'amendement présenté par M. Guillard l'article 40 de la Constitution.

M. le président. L'article 40 étant invoqué par M. le secrétaire d'Etat, je consulte le représentant de la commission des finances, M. de Montalembert, sur l'application de cet article.

M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la commission des finances. L'article 40 est applicable, monsieur le président.

M. le président. Dans ces conditions, l'amendement n° 51 n'est pas recevable.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 présenté par M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. La commission des affaires sociales propose d'étendre l'indemnisation aux mutuelles 1900 visées à l'article 1235 du code rural. Le Gouvernement ne peut retenir cette proposition. En effet, les mutuelles agricoles exercent leur activité sans but lucratif et n'utilisent pas les services d'intermédiaires titulaires d'un portefeuille d'assurances ayant une valeur marchande. Il n'est donc pas possible de considérer que les dispositions de la présente loi, qui prévoient l'indemnisation des préjudices directs, se traduisent, à l'égard de celles-ci, par un préjudice susceptible d'être indemnisé.

Au demeurant, si cette interprétation n'était pas retenue, l'article 40 de la Constitution serait applicable. En effet, l'indemnisation étant mise, dans le texte proposé par la commission, à la charge du régime, toute augmentation de cette charge constituerait une aggravation des charges publiques. Je rappelle que le

Conseil constitutionnel, par une décision en date du 20 janvier 1961, a précisé que l'expression « charges publiques » englobe non seulement les charges de l'Etat, mais aussi celles des collectivités locales et celles des divers régimes d'assistance et de sécurité sociale.

Pour toutes ces raisons, et compte tenu des observations de fond que je viens de présenter, le Gouvernement demande l'application à cet amendement de l'article 40 de la Constitution.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'application de l'article 40 ?

M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la commission des finances. L'article 40 s'applique également à cet amendement.

M. le président. Dans ces conditions, l'amendement n° 45 n'est pas recevable.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15, dans le texte du Gouvernement. (L'article 15 est adopté.)

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1155 du code rural et pendant les trois premières années suivant la date d'application du régime institué au chapitre I^{er} du titre III du livre VII dudit code, les taux de cotisations dues au titre des accidents du travail peuvent être fixés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances. » — (Adopté.)

Article 16 bis nouveau.

M. le président. Par amendement n° 46, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose après l'article 16 d'introduire un article additionnel 16 bis nouveau ainsi rédigé :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux assurés des professions agricoles et forestières des départements d'outre-mer.

« La réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements demeure régie par les dispositions du titre IV du livre IX du code de la sécurité sociale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. L'article additionnel 16 bis nouveau que vous propose votre commission a pour simple objet d'exclure du nouveau régime les salariés agricoles des départements d'outre-mer.

En effet, dans ces départements, le régime général est applicable à l'ensemble des salariés, y compris les salariés agricoles, ce qui permet à ceux-ci de bénéficier depuis 1946 d'une protection efficace contre les conséquences des accidents du travail et les maladies professionnelles.

Les salariés agricoles des départements d'outre-mer ne figurent pas dans le texte puisqu'ils sont déjà couverts par la sécurité sociale du régime général. Mais, à la demande de représentants de ces départements, nous avons pensé qu'il était nécessaire de préciser que les dispositions du projet de loi ne s'appliquent pas aux salariés agricoles des départements d'outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 46, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article 16 bis nouveau est inséré dans le projet de loi.

Article 17.

M. le président. — « Art. 17. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux assurés des professions agricoles et forestières des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

« La réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements demeure régie par les dispositions du titre V du livre VII du code rural. A l'article 1251 de ce titre, les références aux dispositions des articles L. 449 (premier alinéa), L. 452, L. 453 et L. 454 du code de la sécurité sociale sont substituées aux références aux articles 1165 (premier alinéa), 1168 (alinéas 1, 2 et 5) et 1177 du code rural. »

Par amendement n° 54, MM. Nuninger, Bousch, Driant, Jager, Jung, Kauffmann, Kieffer, Kistler, Schiélé, Schmitt, Zwickert, proposent, d'une part, de remplacer le dernier alinéa de cet article par les dispositions suivantes :

« La réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements demeure régie par les dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911, modifié par les dispositions du titre V du livre VII du code rural.

« A l'article 1251 dudit code, les références aux dispositions des articles L. 449 (premier alinéa), L. 452, L. 453 et L. 454 du code de la sécurité sociale, sont substituées aux références aux articles 1165 (premier alinéa), 1168 (alinéas 1, 2 et 5) et 1177 du code rural. »

« Dans le 1^{er} alinéa de l'article 1251 du code précité, le membre de phrase : « autre que membre de la famille de l'exploitant », est abrogé. »

La parole est à M. Nuninger.

M. Marcel Nuninger. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'amendement que j'ai l'honneur de présenter au nom de tous les collègues des trois départements de l'Est a un double objet : faire expressément référence au code des assurances sociales du 1^{er} juillet 1911 ; étendre aux membres de la famille qui ont la qualité de salarié le bénéfice des prestations du régime accidents du travail.

L'article 17 du projet de loi exclut à juste titre du champ d'application les départements du Rhin et de la Moselle qui jouissent déjà d'un régime local éprouvé, lequel assure, en agriculture, des prestations équivalant à celles du régime général. Ce régime local a été codifié en 1911 et porte le nom de « code local des assurances sociales de 1911 ». Il a été maintenu par ce que nous appelons la loi introductive française de 1924 et modifié sur un point de détail concernant la réparation par le code rural, titre V, livre VII, c'est-à-dire par l'article 1165. La référence que fait l'amendement que nous proposons au vote du Sénat au code des assurances sociales de 1911, qui est la loi fondamentale dans les trois départements de l'Est, ne constitue donc qu'une précision de terminologie.

La suppression des mots : « autre que membre de la famille de l'exploitant » est motivée par le souci de garantir l'uniformité de l'étendue de l'assurance.

En effet, l'article 1257 du code rural, qui ne concerne d'ailleurs que notre régime local, ne reconnaît la condition d'assuré salarié que dans la mesure où, au moment de l'accident, la victime avait la qualité de travailleur salarié autre que membre de la famille de l'exploitant. Ainsi les membres de la famille : fils, frère de l'exploitant, qui sont déclarés comme salariés à l'assurance maladie, sont considérés comme non salariés au titre de l'assurance accidents. Cette mention a donc une portée restrictive par rapport au projet de loi dont nous discutons actuellement. C'est à ce titre que sa suppression s'impose.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je ne pense pas que l'amendement que je propose au nom de tous mes collègues des trois départements de l'Est, ainsi qu'au nom de la fédération des syndicats d'exploitants et des caisses des trois départements puisse susciter la moindre objection ou se heurter à la moindre opposition. En effet, comme je viens de le dire, il n'apporte qu'une précision de terminologie.

En second lieu, notre amendement demande l'équivalence avec les articles du code que nous discutons en ce moment.

Je ne voudrais pas terminer ce propos sans vous rappeler, monsieur le secrétaire d'Etat, une question brûlante dont vous m'avez déjà autorisé à faire état, celle du financement de nos trois caisses de l'Est. Cette question a été exposée à M. le ministre de l'Agriculture, lors de sa venue à Colmar au mois d'août, par les professionnels de l'agriculture, comme étant à régler en priorité.

Vous savez, monsieur le secrétaire d'Etat, que nos trois caisses subissent un désavantage du fait de l'antériorité d'un régime qui existe maintenant depuis plus de quatre-vingts ans. Cette antériorité se manifeste par des charges fort anciennes, qui remontent quelquefois au siècle passé, et, de ce fait, les effets du principe de répartition se trouvent annihilés par l'évolution inversement proportionnelle de la charge-rente constamment revalorisée et la constante régression du nombre des personnes sur lesquelles repose la répartition de ces charges. En une génération, de 1950 à 1970, la population agricole active de la région Alsace est tombée de 115.000 à 50.000 personnes, diminuant de 60 p. 100, alors que dans le même laps de temps le montant des charges cumulées des trois caisses est passé de 4.500.000 francs à 27 millions, c'est-à-dire qu'il a sextuplé.

Sur le plan de l'économie du régime, il ne faut pas oublier que, contrairement à ce qui se passe dans les autres départements, la plus grande partie des charges résulte de l'assurance obligatoire des assurés non salariés, et plus particulièrement des chefs exploitants cotisants, alors que le fonds commun gère des revalorisations constituées pour 85 p. 100 de rentes aux salariés et pour 15 p. 100 de rentes aux non-salariés.

L'économie du régime des trois départements se traduit par des charges qui concernent pour 75 p. 100 des personnes non salariées et pour 25 p. 100 seulement le secteur salarié. En d'autres termes, le nombre des cotisants diminue sans cesse alors que les charges augmentent par le jeu des revalorisations.

C'est à la suite de ces constatations que nous nous sommes permis d'émettre une suggestion. En effet, dans les trois départements de l'Est, les adjudications de nos chasses, en vertu d'une loi spéciale locale, rapportent au titre de la taxe additionnelle aux baux de chasse 18 p. 100 qui correspondent, bon an mal an, à 5 millions de francs, soit 500 millions d'anciens francs. Ces adjudications étant valables pour une période de neuf années, l'ensemble représente à peu près 5 milliards d'anciens francs.

Puisque ce retrait de l'exercice des droits de chasse en vertu de la loi procure au Trésor l'occasion d'encaisser cinq milliards en neuf ans, nous avons estimé qu'il serait moral de ristourner une partie de cette somme aux propriétaires fonciers.

Je sais comme vous, monsieur le ministre, que votre collègue le ministre des finances nous a répondu que, pour des raisons de droit budgétaire, il n'était pas possible de donner suite à une telle proposition et il nous a opposé une fin de non-recevoir.

Monsieur le ministre, les trois caisses des départements de l'Est souhaitent des subventions rajustées en conséquence et nous voudrions que vous puissiez nous donner à ce sujet des assurances formelles.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 54 ?

M. Robert Soudant, rapporteur. La commission des affaires sociales accepte cet amendement, sous réserve d'une modification de forme, à savoir, *in fine*, le remplacement du mot : « abrogé », par le mot : « supprimé ».

Il me semble que cette rédaction serait préférable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, le Gouvernement reconnaît les caractères spécifiques du régime en vigueur depuis quatre-vingts ans, qui garantit aux salariés agricoles, depuis 1946, des prestations identiques à celles que propose de créer, pour les autres départements, le présent projet de loi et qui, en outre, assure aux exploitants et aux membres de leurs familles des prestations suffisantes. Ces considérations l'ont amené à exclure ce régime local de la réforme du régime des accidents du travail qu'il avait entreprise, mais il n'ignore pas les difficultés que pose le financement de ce régime en raison de cette spécificité et de cette antériorité.

Je crois devoir rappeler qu'après la suppression de la subvention instituée par la loi du 27 juillet 1930, suppression intervenue progressivement de 1957 à 1963, une aide au régime d'assurance contre les accidents en Alsace et en Moselle avait été de nouveau apportée dès l'année 1967. Cette aide, prélevée sur les crédits votés chaque année par le Parlement en faveur du régime d'assurance contre les accidents du travail en agriculture et qui était initialement de deux millions de francs, a été portée, dès 1969, à trois millions de francs, bien que le montant global de la subvention ait été réduit.

Certes, la charge qui pèse sur les trois caisses du fait de la réévaluation des rentes est assez lourde car de nombreuses rentes sont anciennes et nous savons bien que le nombre des cotisants diminue régulièrement et justifie suffisamment l'attribution de cette aide.

Il ne saurait être question que le vote par le Parlement du nouveau régime d'assurance des salariés agricoles mette en cause la subvention attribuée au régime des départements du Rhin et de la Moselle.

Le Gouvernement accepte l'amendement qui propose, d'une part, une modification de pure forme et, d'autre part, une adjonction établissant au profit des salariés agricoles membres de la famille de l'exploitant une identité de traitement avec les salariés non membres de la famille, ainsi qu'il sera également de règle dans le régime institué pour les autres départements par le projet de loi que nous sommes en train d'examiner.

M. le président. Monsieur Nuninger, acceptez-vous le remplacement du mot : « abrogé », par le mot : « supprimé », à la fin de votre amendement ?

M. Marcel Nuninger. Je l'accepte, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est rectifié en conséquence. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 54, ainsi modifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17, ainsi modifié.

(L'article 17 est adopté.)

Article 18 (nouveau).

M. le président. Par amendement n° 47, M. Soudant, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après l'article 17, d'ajouter un article additionnel 18 nouveau, ainsi rédigé :

« Les textes réglementaires à intervenir pour l'application de la présente loi, à l'exclusion de ceux prévus à l'article 2, sont pris après consultation de la caisse centrale de mutualité sociale agricole. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Votre commission vous propose d'insérer cet article additionnel pour que la caisse centrale de mutualité sociale agricole soit consultée pour l'élaboration des textes réglementaires à intervenir pour l'application de la présente loi.

Une procédure identique avait été suivie lors de la mise en œuvre de la loi du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie des professions non salariées non agricoles.

M. le président. Par sous-amendement n° 67, le Gouvernement propose, dans l'amendement n° 47, de remplacer les mots : « après consultation de la caisse centrale de mutualité sociale agricole », par les mots : « après consultation de la section compétente du conseil supérieur des prestations sociales agricoles ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Il semble que, dans le conseil supérieur des prestations sociales, la mutualité sociale soit largement représentée ; donc elle pourra faire valoir son point de vue.

A mon avis, le sous-amendement du Gouvernement peut être adopté. Je préjuge peut-être, ce faisant, l'opinion de la mutualité sociale, mais n'oublions pas qu'elle est partie prenante.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 67, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 47, ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Cet amendement constitue l'article 18 du projet de loi.

Le Sénat ayant achevé l'examen des articles, nous allons passer aux explications de vote sur l'ensemble.

J'indique d'ores et déjà que je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe de la gauche démocratique.

M. Robert Soudant, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Robert Soudant, rapporteur. Une courte suspension de séance serait peut-être nécessaire. (Protestations sur plusieurs travées.)

Nous ne nous attendions pas à une demande de scrutin public. Aussi serait-il bon que nousussions nous consulter.

Maintenant, c'est une proposition qui peut être refusée par l'assemblée.

M. le président. Si la commission demande une suspension, il est d'usage de la lui accorder. (Mouvements divers.)

M. Etienne Dailly et plusieurs sénateurs. Pour quoi faire ?

M. le président. Monsieur le rapporteur, maintenez-vous votre demande de suspension ?

M. Robert Soudant, rapporteur. Nous sommes appelés à prendre une décision assez grave. Dès lors, une suspension de séance me paraît nécessaire.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Je voudrais simplement faire observer à la présidence que, bien entendu, s'il restait quoi que ce soit à discuter dans le texte, une suspension demandée par la commission serait de droit.

Mais la discussion est entièrement terminée et nous en sommes au vote sur l'ensemble. Or, je ne sais pas que la commission veuille expliquer son vote après avoir défendu ses amendements. En revanche, si un groupe demandait une suspension, elle serait, selon l'usage, de droit.

Il est maintenant une heure vingt-cinq. Je signale à mes collègues que nous devons assister à la réunion d'organismes qui siègent ce matin, tel le district de la région parisienne.

Vraiment, une suspension à cette heure me paraît inutile. Aussi, je demande que vous consultiez le Sénat.

M. René Tinant. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Tinant.

M. René Tinant. Au nom du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès, je demande une suspension de séance.

M. Etienne Dailly. Là, c'est autre chose !

M. le président. Le Sénat voudra sans doute faire droit à cette requête ? (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à une heure trente minutes, est reprise à une heure quarante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Pour explication de vote, la parole est à M. Jacques Pelletier.

M. Jacques Pelletier. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, en votant tout à l'heure l'amendement présenté par la commission des finances, la plupart de mes collègues de la gauche démocratique ont pensé que la gestion du nouveau régime d'assurances accident du travail en agriculture par les seules organisations de la mutualité sociale agricole n'était pas de nature à apporter aux salariés agricoles une meilleure couverture des risques et pouvait, au contraire, compliquer pour les employeurs l'obligation de l'assurance qui leur est ainsi faite.

Nous pensons que le monopole est rarement une bonne solution. Néanmoins, la grande majorité des sénateurs de mon groupe s'apprêtait à ne pas voter contre le texte proposé, qui a pour but de mettre les salariés de l'agriculture à parité de protection sociale avec ceux du commerce et de l'industrie. Nous sommes en effet pleinement d'accord avec la finalité de ce projet.

Cependant, l'article 40 opposé à l'amendement présenté par la commission sur l'article 15 du projet va priver les sociétés mutuelles agricoles, auxquelles nous sommes très attachés, de toute indemnisation, de toute réparation. N'oublions pas que, dans certains départements, ces sociétés mutuelles agricoles assurent 60 p. 100 des accidents du travail. Elles vont donc subir un préjudice important qui peut se traduire par des licenciements de personnel, par un non-amortissement de matériel, etc. Il est donc à notre avis inconcevable de ne pas prévoir d'indemnisation.

C'est pourquoi, presque unanimement — et à regret, je dois le dire — mon groupe votera contre ce projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Delorme.

M. Claudius Delorme. Mes chers collègues, le groupe des républicains indépendants d'action sociale avait, par amendement de son président, M. Monichon, exprimé son point de vue, il estimait que la pluralité était la formule à la fois simple, économique et efficace pour couvrir le risque accident du travail en agriculture. Cet amendement a été rejeté et nous pensions, dans notre majorité, nous abstenir, certains avaient même l'intention de voter pour, afin de laisser le soin à l'Assemblée nationale — une fois n'est pas coutume — d'amender le texte du Sénat.

Mais l'application de l'article 40 de la Constitution à l'article 15 du projet qui nous est soumis aboutit à un véritable déni de justice puisque les compagnies d'assurances vont être indemnisées, leurs agents salariés pourront l'être également, et que seules les caisses de mutualité 1900 ne pourront pas l'être.

Cette attitude à leur égard est d'autant plus inadmissible que ces caisses, je tiens à le rappeler ici, ont été à l'origine de la protection des risques en agriculture. C'est dans ma région qu'elles sont nées. C'est elles qui, en grande partie, ont permis de former les structures et souvent les cadres de la mutualité sociale agricole. Elles restent encore, qu'on le veuille ou non, l'école permanente de la solidarité et de l'esprit mutualiste agricole en France.

Il y a plus. Les ressources destinées à indemniser les compagnies et leurs agents seront alimentées par les cotisations des agriculteurs, même de ceux qui sont mutualistes, et ainsi ils seront pénalisés deux fois.

En conséquence, vous comprendrez que mon groupe, dans sa presque totalité, se refuse à consacrer ce déni de justice et vote contre le projet de loi.

M. le président. La parole est à M. d'Andigné.

M. Hubert d'Andigné. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je me trouve dans une situation fort embarrassante. Le principe de ce projet de loi a mon agrément ; j'étais heureux, en effet, de voir triompher dans notre assemblée le triptyque : obligation, parité, unicité de gestion.

Je me suis battu, aux côtés du Gouvernement, pour faire triompher le principe de l'unicité et je m'apprêtais à voter l'ensemble de ce texte. Mais, monsieur le ministre, vous avez opposé l'article 40 au principe de l'indemnisation des mutuelles 1900. Pourquoi ?

Ces mutuelles ont rempli avec efficacité un rôle de précurseur. Elles méritent notre respect et notre reconnaissance. Nous n'avons pas le droit, ce soir, de les remercier en refusant de les indemniser pour un préjudice matériel certain.

Ces mutuelles n'ont pas la possibilité de réaliser des bénéfices. Elles ne seront donc pas susceptibles d'être indemnisées au titre d'un éventuel manque à gagner, mais il nous semble simplement honnête de les indemniser si elles peuvent apporter la preuve d'un préjudice direct, matériel et certain.

En invoquant l'argument irrésistible de l'article 40 de la Constitution, monsieur le secrétaire d'Etat, vous placez ceux qui vous ont suivis, sur les principes de base du texte dans une situation fort délicate. Dans ces conditions, par honnêteté, et bien à regret, je ne peux que m'abstenir sur l'ensemble de ce texte.

M. le président. La parole est à M. Guillard.

M. Paul Guillard. Permettez-moi, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, d'exprimer ma tristesse à la fin de ce débat.

Dans le souci de respecter la démocratie et la sécurité des vieux salariés — que nous n'oublions pas, croyez-moi, monsieur le secrétaire d'Etat — et pour ne pas vous gêner, mes amis du groupe et moi-même, partisans de la pluralité, comptons, soit nous abstenir, soit voter l'ensemble du texte.

Or, nous constatons ce soir que notre mutualité 1900 a tout perdu, la couverture du risque maladie il y a quelques années, celle du risque accident des salariés aujourd'hui et, de plus, vous lui refusez, comme je le craignais dès cet après-midi, en opposant l'article 40 de la Constitution non seulement à mon amendement, ce que j'admets volontiers, mais à celui, fort raisonnable, de la commission des affaires sociales, la réparation du préjudice qu'elle subit.

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et, dans ces conditions, nous voterons en majorité contre l'ensemble du texte.

M. le président. La parole est à M. Tinant.

M. René Tinant. Quelques mots seulement : la grande majorité, pour ne pas dire l'unanimité des membres du groupe de l'union centriste se préparaient à voter ce texte, notablement amélioré par la commission des affaires sociales et attendu depuis si longtemps par les salariés de l'agriculture, mais, pour les mêmes raisons qui viennent d'être invoquées par mes collègues, notre groupe s'abstiendra, et à l'unanimité, eu égard à la décision du Gouvernement d'appliquer l'article 40 de la Constitution, qui met la seule mutualité 1900 « sur la touche ». Elle ne le méritait vraiment pas monsieur le Secrétaire d'Etat. Pour quelques petits milliards d'anciens francs, vous venez de perdre le bénéfice du travail de toute une journée !

M. le président. La parole est à M. Schwint.

M. Robert Schwint. Au nom du groupe socialiste, j'apporte les mêmes explications de vote que ceux qui m'ont précédé.

Nous sommes entièrement d'accord sur l'économie du projet, nous avons marqué notre bonne volonté en allant dans le sens du Gouvernement, malheureusement, il nous a opposé l'article 40 de la Constitution et, en fait, il supprime ainsi les mutuelles 1900. Ce n'est pas admissible et c'est la raison pour laquelle, à l'unanimité, le groupe socialiste s'abstiendra dans le vote final.

M. le président. La parole est à M. Aubry.

M. André Aubry. Pour les mêmes raisons, que je ne rappellerai pas, le groupe communiste s'abstiendra dans le vote final. *(Sourires.)*

M. le président. La parole est à M. de Montalambert.

M. Geoffroy de Montalambert. Je ne peux que constater que ceux qui avaient mis en garde le Gouvernement en votant l'amendement présenté par M. Monichon avait bien raison. Notre groupe, à regret, restera fidèle au principe qu'a très bien défini son président lors du premier vote, c'est-à-dire se divisera.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe de la gauche démocratique.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires. *(Le scrutin a lieu.)*

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 4 :

Nombre des votants.....	272
Nombre des suffrages exprimés....	131
Majorité absolue des suffrages exprimés..	66
Pour l'adoption.....	17
Contre	114

Le Sénat n'a pas adopté.

— 12 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au mardi 9 novembre 1971 :

A neuf heures trente :

1. — Discussion de la question orale avec débat suivante :

M. Marcel Martin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème des emprunts souscrits par les communes, en vue d'acquisitions immobilières et de la réalisation de grands travaux communaux.

En effet, il est fait obligation aux collectivités locales de mettre en dépôt dans les caisses du Trésor ou de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C. A. E. C. L.), en attente d'emploi, toutes les sommes qui leur adviennent venant d'emprunts ou d'autres sources et ce, sans intérêt, ou pour la C. A. E. C. L. dans certaines conditions avec le taux réduit de 1 p. 100.

Il signale que, de ce fait, les communes se trouvent pénalisées d'un véritable impôt qui s'élève à hauteur même des intérêts habituels du marché financier que les collectivités pourraient obtenir sans cette obligation.

Compte tenu de l'importance de ce problème, il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il envisage pour donner la possibilité aux communes de valoriser une partie des fonds prêtés et non encore utilisés (n° 120).

A quinze heures :

2. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation. [N° 6 et 16 (1971-1972). — M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

(Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements est fixé au mardi 9 novembre 1971, à quinze heures.)

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le vendredi 5 novembre 1971, à une heure cinquante-cinq minutes.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
RAOUL JOURON.

**Ordre du jour établi par la conférence des présidents,
communiqué au Sénat dans sa séance du jeudi 4 novembre 1971.**

I. — Conformément aux conclusions de la conférence des présidents, l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat a été établi comme suit :

A. — Mardi 9 novembre 1971 :

A neuf heures trente :

Discussion de la question orale avec débat de M. Marcel Martin à M. le ministre de l'économie et des finances, relative aux emprunts souscrits par les communes (n° 120) ;

A quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation (n° 6, 1971-1972).

B. — Mercredi 10 novembre 1971, à neuf heures trente :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution :

1° Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël (n° 239, 1959-1960) ;

2° Suite et fin de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la filiation (n° 6, 1971-1972).

C. — Mardi 16 novembre 1971 :

A dix heures :

Réponses des ministres aux questions orales sans débat :

N° 1156 de M. Joseph Raybaud à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement (Parc national du Mercantour) ;

N° 1160 de M. Joseph Raybaud à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement (Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse) ;

N° 1158 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'éducation nationale (Garde des jeunes enfants du personnel enseignant féminin) ;

N° 1159 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'éducation nationale (Fermeture d'un C. E. G.) ;

N° 1162 de M. Jacques Duclos à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population (Situation de l'emploi dans la région parisienne) ;

N° 1163 de Robert Schwint à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (Industrialisation des zones frontalières du département du Doubs) ;

N° 1164 de Mme Catherine Lagatu à M. le ministre de l'économie et des finances (Utilisation de terrains désaffectés à Paris (12°).

A quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (n° 10, 1971-1972).

D. — Mercredi 17 novembre 1971, à quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, suite et fin de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'unification de certaines professions judiciaires (n° 10, 1971-1972).

E. — Jeudi 18 novembre 1971, à quinze heures et le soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution, discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant l'aide judiciaire (n° 7, 1971-1972).

En application de l'article 29 bis du règlement concernant l'organisation des débats, la conférence des présidents a décidé

que l'ordre des interventions sera déterminé en fonction du tirage au sort auquel il a été procédé au début de la session, dans la discussion générale des textes suivants :

Projet de loi sur la filiation ;

Projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires ;

Projet de loi relatif à l'aide judiciaire.

En application de l'article 50 du règlement, la conférence des présidents a décidé de fixer les délais limites suivants pour le dépôt des amendements :

Mardi 9 novembre 1971, à quinze heures, pour les amendements au projet de loi sur la filiation ;

Mardi 16 novembre 1971, à dix-huit heures, pour les amendements au projet de loi relatif à l'unification de certaines professions judiciaires, sous réserve de la distribution du rapport concernant ce projet, le lundi 15 novembre ;

Mercredi 17 novembre 1971, à dix-huit heures, pour les amendements au projet de loi instituant l'aide judiciaire.

F. — Du vendredi 19 novembre 1971, à quinze heures, au mercredi 8 décembre 1971, au soir :

En application de la priorité établie par l'article 48 de la Constitution : discussion du projet de loi de finances pour 1972 (n° 1993, A. N.).

L'ordre et les dates d'examen des diverses dispositions de la loi de finances figurent ci-après en annexe.

Conformément à l'article 50 du règlement, la conférence des présidents a fixé au lundi 22 novembre, à quatorze heures trente, le délai limite pour le dépôt des amendements à la première partie de la loi de finances.

Le Sénat siégera selon les horaires suivants :

Matin : de dix heures à douze heures trente ;

Après-midi : de quinze heures à dix-neuf heures ;

Soir : de vingt et une heures à une heure environ.

Toutes les discussions prévues à l'ordre du jour se poursuivront jusqu'à une heure du matin environ.

Les discussions qu'il n'aurait pas été possible d'achever à la date prévue seront reportées à l'ordre du jour du samedi 4 décembre.

Les temps de parole dont disposeront les rapporteurs des commissions et les groupes, pour chacune des discussions prévues, seront fixés comme suit :

Les rapporteurs spéciaux de la commission des finances disposeront chacun d'un temps de parole de trente minutes ;

Les rapporteurs pour avis disposeront de vingt minutes chacun, ou de quarante-cinq minutes en tout lorsqu'il y en aura plus de deux pour un même fascicule budgétaire.

En application de l'article 29 bis du règlement, chaque groupe disposera d'un temps fixe, calculé sur la base de quinze minutes pour une durée moyenne journalière de dix heures de débats, augmenté d'un temps proportionnel à son effectif. La répartition des temps de parole sera établie en fonction de la durée de chaque discussion, telle qu'elle a été évaluée par la commission des finances.

Les résultats des calculs, effectués conformément à ces règles, seront communiqués aux présidents des commissions et des groupes.

Les inscriptions de parole dans les discussions précédant l'examen des crédits de chaque ministère ne seront admises que jusqu'à dix-huit heures la veille du jour prévu pour cette discussion.

En application de l'article 29 bis du règlement, l'ordre des interventions dans les principales discussions précédant l'examen des crédits des différents ministères sera déterminé en fonction du tirage au sort auquel il a été procédé au début de la session.

II. — En outre, la conférence des présidents a fixé au **jeudi 25 novembre 1971**, à quinze heures, les scrutins pour la nomination de douze juges titulaires et de six juges suppléants de la Haute Cour de justice prévue par le titre IX de la Constitution (en application de l'article 61 du règlement, ces scrutins auront lieu, successivement, pendant la séance publique, dans la salle voisine de la salle des séances. Ils seront ouverts pendant une heure).

ANNEXE

Ordre de discussion du projet de loi de finances pour 1972
établi par la conférence des présidents du 4 novembre 1971.

DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI	DURÉE PRÉVUE
Vendredi 19 novembre (15 h, 21 h) :	
Discussion générale.....	7 h
Lundi 22 novembre (16 h, 21 h) :	
Première partie, articles de la première partie (art. 1 ^{er} à 13 et état A).....	8 h
Mardi 23 novembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Eventuellement, suite et fin des articles de la première partie.....	1 h
Deuxième partie :	
Education nationale plus article 55.....	6 h
Equipement et logement : tourisme.....	2 h
Mercredi 24 novembre (15 h, 21 h) :	
Equipement et logement :	
a) Equipement (travaux publics, routes, voies navigables ports maritimes) plus article 56.....	4 h
b) Logement plus articles 34, 35 et 36.....	4 h
Jeudi 25 novembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Agriculture plus articles 43 et 44 (début).....	10 h
Vendredi 26 novembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Suite et fin agriculture plus articles 43 et 44.....	1 h
Prestations sociales agricoles plus articles 41 et 42..	2 h
Transports :	
I. — Section commune.....	4 h 30
II. — Transports terrestres.....	4 h 30
IV. — Marine marchande.....	2 h 30
Samedi 27 novembre (10 h, 15 h) :	
Services du Premier ministre :	
VI. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité.....	2 h 45
Services du Premier ministre :	
I (b) — Aménagement du territoire.....	4 h 15
Anciens combattants et victimes de guerre plus articles 45 et 46.....	
Lundi 29 novembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Services du Premier ministre :	
I (a). — Services généraux (sauf aménagement du territoire et environnement).....	1 h 30
Services du Premier ministre :	
III. — Journaux officiels.....	0 h 15
V. — Conseil économique et social.....	0 h 25
Monnaies et médailles.....	
Imprimerie nationale.....	
Services du Premier ministre :	
I (d). — Information.....	5 h
O. R. T. F. : ligne 100 de l'état E (art. 30)	3 h
Services du Premier ministre :	
II. — Jeunesse, sports et loisirs.....	3 h
Mardi 30 novembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Intérieur	6 h
Intérieur : rapatriés.....	0 h 10
Légion d'honneur.....	3 h
Ordre de la Libération.....	3 h
Justice	3 h

DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI	DURÉE PRÉVUE
Mercredi 1^{er} décembre (15 h, 21 h) :	
Affaires étrangères :	
I — Affaires étrangères.....	8 h
II. — Coopération	
Jeudi 2 décembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Services du Premier ministre :	
IV. — Secrétariat général de la défense nationale.	0 h 10
Dépenses militaires : articles 17 et 18 plus articles 47, 48 et 49.....	4 h 30
Essences	
Poudres	
Développement industriel et scientifique :	
Industrie	5 h
Recherche scientifique, énergie atomique, informatique	
Vendredi 3 décembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Affaires culturelles.....	4 h 20
Services du Premier ministre :	
I (c). — Environnement.....	3 h
Economie et finances :	
I. — Charges communes.....	1 h 30
II. — Services financiers.....	1 h 50
Samedi 4 décembre :	
Eventuellement, suite et fin de budgets dont l'examen n'aurait pas pu être terminé à la date prévue.	
Lundi 6 décembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Départements d'outre-mer.....	2 h 30
Territoires d'outre-mer.....	2 h 15
Transports :	
III. — Aviation civile.....	3 h 30
Mardi 7 décembre (10 h, 15 h, 21 h) :	
Santé publique et travail :	
I. — Section commune.....	5 h 30
II. — Santé publique et sécurité sociale plus article 57	
III. — Travail, emploi et population.....	
Comptes spéciaux du Trésor, y compris fonds routier (art. 22 à 29 et 50 à 54).....	0 h 30
Mercredi 8 décembre (15 h, 21 h) :	
Postes et télécommunications.....	4 h
Articles de totalisation des crédits :	
Budget général : articles 14 à 16.	2 h
Budgets annexes : articles 20 et 21.	
Articles de la deuxième partie non joints à l'examen des crédits.....	2 h
Explications de vote :	
Vote sur l'ensemble (scrutin public).....	1 h

III. — Question orale avec débat inscrite à l'ordre du jour du **mardi 9 novembre 1971 :**

N° 120. — M. Marcel Martin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème des emprunts souscrits par les communes, en vue d'acquisitions immobilières et de la réalisation de grands travaux communaux. En effet, il est fait obligation aux collectivités locales de mettre en dépôt dans les caisses du Trésor ou de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C. A. E. C. L.), en attente d'emploi, toutes les sommes qui leur adviennent venant d'emprunts ou d'autres sources et ce, sans intérêt, ou pour la C. A. E. C. L. dans certaines conditions avec le taux réduit de 1 p. 100. Il signale que, de ce fait, les communes se trouvent pénalisées d'un véritable

impôt qui s'élève à hauteur même des intérêts habituels du marché financier que les collectivités pourraient obtenir sans cette obligation. Compte tenu de l'importance de ce problème, il lui demande en conséquence les mesures qu'il envisage pour donner la possibilité aux communes de valoriser une partie des fonds prêtés et non encore utilisés.

IV. — Questions orales sans débat inscrites à l'ordre du jour du mardi 16 novembre 1971 :

N° 1156. — M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, de bien vouloir lui préciser à quel stade se trouve l'enquête administrative qui apparaît préalablement nécessaire à la mise en place du parc national du Mercantour, de telle sorte que soient tenus informés les maires et conseillers généraux des communes et cantons intéressés.

N° 1160. — M. Joseph Raybaud demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, après la publication au *Journal officiel* de l'arrêté interministériel en date du 6 octobre 1971 augmentant les recettes affectées au budget pour 1971 de l'Agence financière de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, de bien vouloir lui communiquer le tableau annexé audit arrêté répartissant les crédits par compte et par chapitre, de façon à lui permettre d'apprécier les raisons de l'augmentation des recettes et l'affectation aux dépenses correspondantes qui en est faite. Il lui demande également, à cette occasion, de bien vouloir lui donner la liste des opérations financières au titre des Alpes-Maritimes depuis la création de l'Agence financière de bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

N° 1158. — Mme Catherine Lagatu demande à M. le ministre de l'éducation nationale qui a récemment fait effectuer auprès des stagiaires des écoles normales nationales d'apprentissage une enquête relative à la garde de leurs jeunes enfants qui ne peuvent être admis à l'école maternelle : 1° quel est le nombre de stagiaires qui ont souhaité qu'une place soit réservée à leurs enfants dans une crèche ; 2° quelles mesures concrètes ont été prises pour donner satisfaction aux diverses demandes ; 3° en l'absence de places dans les crèches, quelles mesures ont été prises pour que soient versées aux stagiaires, immédiatement, des indemnités de garde d'enfants ; 4° quelle est « la politique » du ministère de l'éducation nationale en matière de crèche étant donné la féminisation très grande du corps enseignant.

N° 1159. — Mme Catherine Lagatu demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° les raisons qui l'ont amené à envisager la fermeture du C. E. G. du Faou ; 2° si, compte tenu des explications fournies par la municipalité, les enseignants, les associations de parents d'élèves, compte tenu également que le C. E. G. a fait son plein, la fermeture de l'établissement est toujours envisagée, à quelle date, au profit de quel autre établissement ?

N° 1162. — M. Jacques Duclos expose à M. le Premier ministre : 1° que la situation de l'emploi s'aggrave dangereusement dans certaines villes de la région parisienne comme par exemple Montreuil ; 2° que les emplois supprimés dans le secteur secondaire ne sont remplacés qu'en partie dans le secteur tertiaire ; 3° qu'il est fait systématiquement obstacle par les pouvoirs publics à l'installation d'entreprises dans la proche banlieue de Paris. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une telle situation.

(Question transmise à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population.)

N° 1163. — M. Robert Schwint expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire qu'un certain nombre de mesures nouvelles viennent d'être prises pour faciliter l'industrialisation des zones frontalières d'Alsace et de Lorraine. Il lui rappelle que dans le cadre précité la région frontalière du département du Doubs semble avoir été écartée du bénéfice de ces dispositions alors que la population de cette région doit faire face aux mêmes difficultés tant sur le plan économique que sur celui de la législation sociale concernant les travailleurs frontaliers. En conséquence, il lui demande quelles mesures rapides il entend prendre pour éviter cette discrimination à l'égard du département du Doubs actuellement classé en zone 4 et pour permettre aux régions frontalières de bénéficier de dispositions identiques à celles qui ont été prises pour les zones frontalières d'Alsace et de Lorraine.

N° 1164. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'utilisation future des terrains rendus libres par la désaffectation de la Manufacture des tabacs située 12, rue de Charenton, à Paris (12^e). En effet, les dernières machines ont été démantelées en novembre 1969 ; depuis cette date les bâtiments sont laissés à l'abandon. A une question des conseillers de Paris, qui faisaient valoir

les difficultés aiguës rencontrées par les groupes scolaires voisins et souhaitaient pouvoir utiliser ces terrains devenus libres pour faire face aux divers besoins scolaires, il fut répondu, le 4 mars 1970 « que le ministère de l'économie et des finances avait été saisi afin de faire connaître ses intentions quant à l'utilisation future de cet emplacement », et le 24 septembre 1971 il était précisé « qu'une étude était en cours entre le ministère de l'économie et des finances et la Seita pour la mise au point de l'utilisation de ces terrains ; et que ce n'est que lorsque ce projet d'utilisation aura été défini qu'il sera possible de savoir si une parcelle pourra être acquise au profit du groupe scolaire voisin ». En conséquence elle lui demande quand il sera en mesure de faire connaître sa réponse concernant l'utilisation de ces terrains.

NOMINATIONS DE RAPPORTEURS

(Art. 19 du règlement.)

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

M. Chauty a été nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 11, session 1971-1972) de M. Chatelain tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire relative aux conditions dans lesquelles sont appliquées les lois régissant la construction et les opérations immobilières et utilisés les crédits publics destinés à la construction de logements et d'équipements.

COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

M. Héon a été nommé rapporteur du projet de loi (n° 17, session 1971-1972), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Helsinki le 11 septembre 1970.

Décès d'un sénateur.

M. le président du Sénat a le regret de porter à la connaissance de Mmes et MM. les sénateurs qu'il a été avisé du décès de M. Marcel Legros, sénateur de Saône-et-Loire, survenu le 28 octobre 1971.

Cessation du mandat sénatorial d'un membre du Gouvernement.

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 22 juin 1969 publié au *Journal officiel* du 23 juin 1969 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la communication par M. le ministre de l'intérieur, publiée au *Journal officiel* du 3 octobre 1971, de la liste des sénateurs proclamés élus dans les départements de la métropole, à la suite des opérations électorales du 26 septembre 1971,

M. le président du Sénat a pris acte de la cessation, à la date du 2 novembre 1971, du mandat sénatorial de M. Jean Bailly (territoire de Belfort), secrétaire d'Etat au commerce.

Remplacement de sénateurs.

Conformément à l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, M. le ministre de l'intérieur a fait connaître à M. le président du Sénat qu'en application de l'article L. O. 319 du code électoral :

1° M. Marcel Lucotte est appelé à remplacer M. Marcel Legros, sénateur de Saône-et-Loire, décédé le 28 octobre 1971 ;

2° M. Bernard Talon est appelé à remplacer, en qualité de sénateur du territoire de Belfort, M. Jean Bailly, secrétaire d'Etat au commerce, dont le mandat sénatorial a pris fin le 2 novembre 1971, à minuit.

Modifications aux listes des membres des groupes.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS
(55 membres au lieu de 56.)

Supprimer le nom de M. Marcel Legros.

GROUPE D'UNION DES DÉMOCRATES POUR LA RÉPUBLIQUE
(27 membres au lieu de 28.)

Supprimer le nom de M. Jean Bailly.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 4 NOVEMBRE 1971
(Application des articles 76 à 78 du règlement.)

Utilisation de terrains désaffectés (Paris [12^e]).

1164. — 4 novembre 1971. — **Mme Catherine Lagatu** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'utilisation future des terrains rendus libres par la désaffectation de la manufacture des tabacs située 12, rue de Charenton, à Paris (12^e). En effet, les dernières machines ont été démenagées en novembre 1969; depuis cette date, les bâtiments sont laissés à l'abandon. A une question des conseillers de Paris, qui faisaient valoir les difficultés aiguës rencontrées par les groupes scolaires voisins et souhaitaient pouvoir utiliser ces terrains devenus libres pour faire face aux divers besoins scolaires, il fut répondu, le 4 mars 1970, « que le ministère de l'économie et des finances avait été saisi afin de faire connaître ses intentions quant à l'utilisation future de cet emplacement », et le 24 septembre 1971 il était précisé « qu'une étude était en cours entre le ministère de l'économie et des finances et la S.E.I.T.A. pour la mise au point de l'utilisation de ces terrains; et que ce n'est que lorsque ce projet d'utilisation aura été défini qu'il sera possible de savoir si une parcelle pourra être acquise au profit du groupe scolaire voisin ». En conséquence, elle lui demande quant il sera en mesure de faire connaître sa réponse concernant l'utilisation de ces terrains.

Aéroport de Toussus-le-Noble (extension).

1165. — 4 novembre 1971. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le ministre des transports** s'il est exact qu'un projet d'extension de l'aéroport de Toussus-le-Noble, visant notamment à permettre le décollage et l'atterrissage d'un grand nombre d'avions à réaction à moins de 10 kilomètres du château de Versailles, a été mis à l'étude. Dans l'affirmative, les autorités responsables de la protection et de l'entretien du château de Versailles ont-elles été consultées sur l'accroissement d'un risque d'éventuelle dégradation ou même de destruction des bâtiments qui résulterait d'un tel projet. Les projets d'urbanisation et le caractère résidentiel de la région de Versailles ne seraient-ils pas gravement compromis par l'extension de l'aéroport de Toussus-le-Noble. Est-il nécessaire, pour satisfaire les besoins de quelques compagnies privées d'aviation d'affaires — dont le personnel et le matériel ne sont pas soumis aux mêmes contrôles que ceux des compagnies nationales — de mettre en danger une banlieue résidentielle très peuplée et le premier musée de France.

Permis de construire : maisons individuelles.

1166. — 4 novembre 1971. — **M. Joseph Raybaud** demande à **M. le Premier ministre** s'il ne serait pas utile de recommander aux ministres de l'équipement et du logement, des affaires culturelles et de l'environnement, d'unifier les dispositions de la réglementation relative au permis de construire, en ce qui concerne la maison individuelle notamment. Dans le présent, cette unification se justifie particulièrement dans des départements comme celui des Alpes-Maritimes où les demandes de permis de construire pour maisons individuelles sont nombreuses, créant ainsi des difficultés supplémentaires aussi bien aux maires des villes que des communes rurales.

Régions de programme.

1167. — 4 novembre 1971. — **M. Joseph Raybaud** demande à **M. le Premier ministre**, à la veille de l'examen par le conseil des ministres du projet de loi concernant la réforme régionale, s'il ne serait pas opportun, au préalable, de dresser le bilan par région des résultats de l'application des trois décrets du 14 mars 1964 relatifs aux régions de programme. Il attire son attention sur certains départements, notamment celui des Alpes-Maritimes, où elle s'est traduite dans les faits et ce, dans tous les domaines de l'équipement, par une répartition de crédits d'une injustice flagrante.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 4 NOVEMBRE 1971

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Collectivités locales : passation de marchés.

10811. — 4 novembre 1971. — **Mme Catherine Lagatu** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est légal que, dans une commune de 1.100 habitants, des travaux complémentaires d'adduction d'eau et de pose de bouches d'incendie qui dépassent les 5 millions d'anciens francs, ne soient pas mis en adjudication, mais fassent l'objet d'un marché passé de gré à gré, ce qui risque de léser les intérêts de la commune, des contribuables et des entreprises non sollicitées.

Sorties éducatives : gratuité du zoo de Vincennes.

10812. — 4 novembre 1971. — **Mme Catherine Lagatu** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que dans le cadre des sorties éducatives, les jeunes élèves de Paris sont souvent conduits au zoo de Vincennes. Elle lui demande de bien vouloir intervenir auprès du ministère intéressé pour que l'entrée des groupes d'enfants accompagnés par leurs maîtres ou maîtresses soit gratuite.

Fiscalité : cession de parts d'un groupement agricole.

10813. — 4 novembre 1971. — **M. Geoffroy de Montalembert** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 7 de la loi n° 62-917 du 8 août 1962 « la participation à un groupement agricole d'exploitations en commun ne doit pas avoir pour effet de mettre ceux des associés qui sont considérés comme chefs d'exploitation et leur famille, pour tout ce qui touche leur statut économique, social et fiscal, dans une situation inférieure à celle des autres chefs d'exploitations agricoles et à celle des autres familles de chefs d'exploitations agricoles ». Or, un agriculteur, qui a fondé en 1966 un groupement agricole d'exploitations en commun et désire aujourd'hui céder ses parts à ses fils, se voit réclamer par l'enregistrement un droit de 4,80 p. 100 sur la valeur des parts, alors que normalement les cessions de cheptel sont enregistrées au droit fixe de 50 francs. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas qu'il existe une contradiction entre les dispositions de la loi du 8 août 1962 et les prétentions de l'administration fiscale et s'il ne conviendrait pas dans le cas d'espèce, d'enregistrer la cession de parts au droit fixe.

Taxe locale d'équipement : bâtiments agricoles.

10814. — 4 novembre 1971. — **M. Raoul Vadepied** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 16 de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971 a permis d'exclure les bâtiments agricoles du champ d'application de la taxe locale d'équipement. Il lui fait observer cependant que ce texte ne résout pas le problème des bâtiments qui ont été imposés entre le 1^{er} octobre 1968 et le 17 juillet 1971. Il lui demande en conséquence si les communes peuvent appliquer rétroactivement l'article 16 de la loi du 16 juillet 1971 afin que les agriculteurs qui ont été imposés ne fassent pas les frais d'un texte qui était inadapté et dont le Gouvernement a estimé nécessaire de demander au Parlement la modification.

Maternités : équipement en matériel spécialisé.

10815. — 4 novembre 1971. — **M. Henri Caillavet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'un certain nombre d'enfants connaissent à la naissance, à la suite de la destruction des cellules cérébrales par défaut d'irrigation et d'oxygénation correctes, des troubles cérébraux fort graves et souvent irréversibles. Cette destruction des cellules cérébrales est due le plus souvent au manque de matériel spécialisé des établissements de maternité (masque à oxygène notamment) et au manque de formation du personnel. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas opportun, pour éviter la formation d'encéphalopathes, d'obliger les établissements d'accouchements à posséder un équipement minimum capable de suppléer l'enfant dans les trois premières minutes de la vie tant en ce qui concerne l'oxygénation des cellules cérébrales que la respiration.

Personnel municipal : majorations et bonifications pour campagnes.

10816. — 4 novembre 1971. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si, en application des dispositions de l'article 521 du code de l'administration municipale concernant les avancements d'échelon et de grade du personnel municipal, les agents titulaires des communes peuvent prétendre aux majorations et bonifications pour campagnes simples (même s'ils ne peuvent justifier de campagnes doubles) particulièrement pour les services effectués en Afrique du Nord au titre des obligations légales et du maintien sous les drapeaux. Dans l'affirmative, à compter de quelle date peut-on rappeler ces majorations pour les agents recrutés avant le décret du 17 octobre 1969.

Collectivités locales : agents communaux contractuels.

10817. — 4 novembre 1971. — **M. Edouard Bonnefous**, se référant à la réponse faite à **M. Jean de Bagnieux**, sénateur (*Journal officiel*, Sénat, du 14 octobre 1971, p. 1759) demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° en vertu de quels textes et à quel niveau d'emploi peuvent être recrutés les agents communaux contractuels ; 2° quelles peuvent être alors leurs conditions de rémunération.

Communes : indemnités de logement des instituteurs.

10818. — 4 novembre 1971. — **M. Edouard Bonnefous** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un certain nombre d'instituteurs titulaires peuvent ne pas exercer pendant un certain temps des fonctions d'enseignement dans les écoles primaires communales lorsqu'ils sont envoyés en faculté pour y suivre des formations ou des stages. 1° de P. E. G. C. ; 2° de maîtres de classes de transition et de classes pratiques ; 3° de C. A. E. I. et même parfois à l'étranger, dans le cadre des échanges franco-québécois. Il lui demande : 1° si aux maîtres qui restent titulaires de leur poste dans leur commune d'origine, les communes sont tenues d'assurer le paiement de l'indemnité représentative de logement ; 2° dans l'affirmative, dans quelles conditions et en vertu de quels textes l'indemnité représentative de logement doit être payée également au suppléant, ce qui a, pour les communes, l'inconvénient de payer deux indemnités pour un seul poste d'enseignant.

Ventes dans les magasins : tickets de caisse.

10819. — 4 novembre 1971. — **M. Alfred Kieffer** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que beaucoup de grands magasins et de magasins de détail remettent à leurs clients au moment de l'achat une fiche non signée sur laquelle est désigné l'article vendu et son prix. Ces fiches sont prélevées sur des blocs neutres ou représentées par des tickets détachés de la bande de la caisse enregistreuse. Il lui demande : 1° si ces fiches sont visées

par l'article 28 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 et doivent être considérées comme « documents émanant de la société et destinés au tiers » et, par conséquent, porter l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie des mots « Société à responsabilité limitée » et de l'énonciation du capital social ; 2° si ces mêmes fiches doivent par application de l'article 74 du même décret n° 67-236 porter la mention de l'immatriculation au registre du commerce.

Recommandation du conseil de l'Europe : pollution des mers.

10820. — 4 novembre 1971. — **M. Robert Schmitt**, se référant à la recommandation n° 626 relative aux problèmes juridiques posés par la pollution des mers, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 21 janvier 1971, demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement**, si le Gouvernement est prêt à contribuer, dans le cadre du conseil de l'Europe, à la mise au point d'un projet d'accord concernant l'interdiction d'introduire certains polluants dans la mer et le contrôle nécessaire, comme recommandé au paragraphe 8 b i de ce texte.

Recommandation du conseil de l'Europe : création d'un fonds européen de la jeunesse.

10821. — 4 novembre 1971. — **M. Robert Schmitt** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs**, en rappelant que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe a, par sa recommandation 592 (1970) et sa résolution 464 (1970), estimé que la création d'un fonds européen de la jeunesse était une tâche essentielle et urgente pour tous les Etats membres, si le Gouvernement approuve l'idée d'un tel fonds. Plus particulièrement le Gouvernement partage-t-il l'idée qu'un tel fonds doit, en vue de permettre la participation réelle de la jeunesse à la construction européenne, avoir des bases administratives et financières sûres et des mécanismes de fonctionnement souples. Etant donné que le comité des ministres du Conseil de l'Europe se trouve actuellement saisi d'un projet de création d'un fonds européen de la jeunesse, peut-il lui dire si le Gouvernement approuve l'idée de contributions statutaires des Etats membres du Conseil de l'Europe à un tel fonds et quelle somme le Gouvernement serait prêt à mettre à la disposition d'un tel projet. Peut-il également lui dire quelles instructions il a données sur cette question à son représentant au comité des ministres du Conseil de l'Europe et en donner les motifs.

Véhicules en stationnement interdit : responsabilité des pouvoirs locaux.

10822. — 4 novembre 1971. — **M. Jean Bertaud** signale à **M. le ministre de l'intérieur** que l'abus du stationnement des voitures automobiles sur les trottoirs et de non-respect de la réglementation concernant le stationnement alterné, tantôt côté pair, tantôt côté impair, provoque de la part des riverains des voies de circulation où ces infractions aux règles de la circulation routière sont fréquentes, des réclamations mettant en cause les administrateurs locaux accusés de carence, de complaisance et d'impéritie. Certains réclamant, excédés par ces abus, entendent mettre fin à une situation qui leur est préjudiciable (difficulté d'accès aux immeubles, garages et commerce) en engageant des actions contre les municipalités qu'ils rendent responsables des sujétions qu'ils subissent et dont ils entendent obtenir réparation. Compte tenu de cet état d'esprit, il serait intéressant de savoir quelles sont, en la matière, les responsabilités des administrateurs locaux et d'en déterminer les limites. Si l'on admet que les pouvoirs de police appartiennent en fait aux maires, l'exercice de ces pouvoirs est uniquement entre les mains des forces de police régulières (police d'Etat, gendarmerie). On peut donc logiquement admettre que la responsabilité du premier magistrat municipal est entièrement dérogée s'il fait la preuve qu'il a donné des instructions formelles à la police pour mettre fin à certains abus. Par contre, on doit pouvoir considérer que la responsabilité personnelle des chefs de la police et de la gendarmerie peut être mise en cause si les uns et les autres n'ont tenu aucun compte des ordres donnés par le maire. Il serait intéressant de connaître son opinion sur ce problème essentiellement d'actualité.

Surveillance et sécurité des lycées et collèges.

10823. — 4 novembre 1971. — **M. Charles Allières** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les mesures qu'il compte prendre, dans les moindres délais, étant donné l'urgence et la gravité de la situation, pour faire assurer efficacement la surveillance et la sécu-

rité des élèves des lycées et collèges. Le barème de dotation en surveillants a depuis longtemps rendu toute sécurité illusoire. Mais, cette année, il impose un véritable abandon des élèves. L'ancien barème, antérieur à 1968, était déjà unanimement considéré comme très insuffisant. Or, par le jeu des différentes circulaires ministérielles intervenues depuis lors, il s'est trouvé réduit à un niveau qui dépasse toute imagination. Pour tel grand établissement de quatre mille élèves, les heures accordées à la surveillance passent de mille quatre cent quarante à environ quatre cent quatre-vingts, et le nombre de postes, à raison de vingt-huit heures par poste, de cinquante et un à dix-sept. Par ailleurs, ce barème ne tient aucun compte des étendues à surveiller. Il peut arriver qu'une cité scolaire, avec ses deux kilomètres et demi de couloirs, se voit réduite, pour ses mouvements, à un surveillant tous les deux cents mètres et encore à condition de négliger totalement les changements d'étage et de bâtiments, les cent vingt mètres d'escaliers, les vingt hectares d'aires de récréation, le contrôle des absences et les études du soir. On n'ose même plus parler d'autodiscipline car on sait bien qu'elle n'est pas possible sans un encadrement renforcé : c'est un prétexte et un leurre. L'échelle adoptée étant la même pour tous, le drame est le même dans les établissements plus petits qui doivent se contenter parfois d'un seul surveillant par jour quand ce n'est pas d'un tous les deux jours ! Pour la demi-pension, même abandon des enfants : un poste de surveillant pour deux cents élèves, autrement dit, cinq heures et demie par jour pour assurer en principe deux heures d'interclasse et d'étude en début d'après-midi et deux heures d'étude du soir, soit un surveillant pour cent vingt-cinq élèves, même en supprimant l'étude du soir (tant pis pour le travail et les familles !). Une étude sur deux l'après-midi ne sera pas surveillée et les élèves devront, par tous les temps, rester dans la cour. Le personnel — les chefs d'établissement et leurs collaborateurs — a jusqu'à maintenant payé de sa personne et continue à le faire. Mais le point de rupture est proche. Il lui demande en conséquence s'il ne convient pas de procéder à l'ouverture de crédits, dans le budget de 1972, permettant la création d'un nombre de postes de surveillant suffisant pour que soient assurés la sécurité des élèves, le contrôle de leurs absences et de leur conduite, que soient prévenus les accidents et instaurée une surveillance qui, pour être discrète et libérale, n'en serait pas moins efficace.

Indemnité viagère de départ.

10824. — 4 novembre 1971. — **M. Abel Sempé** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si un agriculteur, bénéficiaire d'une indemnité viagère de départ, non complément de retraite au taux de 6.000 francs par an, doit voir cet avantage réduit à 750 francs par trimestre, soit 3.000 francs par an, lorsqu'il atteint l'âge auquel il peut prétendre à la retraite de vieillesse agricole. Il lui demande si les dispositions du décret n° 69-1029 du 17 novembre 1969, et notamment son article 14, aboutissent à la perte du bénéfice de cette indemnité, à laquelle se substitue de plein droit l'indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément annuel de retraite. Il est surprenant qu'un agriculteur qui a bénéficié de soixante à soixante-cinq ans d'une indemnité viagère de départ de 6.000 francs, voit son revenu ramené à 3.000 francs sans qu'il obtienne sa retraite de vieillesse agricole et un complément annuel de retraite lui permettant de conserver une parité avec ses ressources antérieures. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quels sont dans ce cas précis les droits de l'intéressé et s'il peut obtenir sa retraite du fonds vieillesse à partir de la date de suppression de son indemnité viagère à part entière.

Aménagement du territoire : libération d'immeubles et de terrains militaires.

10825. — 4 novembre 1971. — **M. Hector Viron** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** de bien vouloir lui préciser la situation existant dans le Nord en ce qui concerne la politique immobilière des armées. Dans un article paru dans la revue de la défense nationale, il est précisé que « la défense nationale participe activement à une politique d'aménagement du territoire. Les armées, y est-il indiqué, facilitent également l'action des municipalités en matière d'aménagement urbain, en recourant à la procédure des échanges compensés, c'est-à-dire en cédant des immeubles placés souvent au centre des villes, moyennant versement par la collectivité d'indemnité de reconstruction ». En raison de cette politique, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° la superficie et la liste des immeubles et terrains occupés dans les grandes villes du Nord, notamment à Lille, Douai, Valenciennes et Maubeuge ; 2° les mesures envisagées, dans chacune de ces villes, pour permettre leur développement, en libérant de leur occupation par l'armée les immeubles et terrains qu'elle possède et qui sont tous occupés.

Elèves de l'école normale de Lille : indemnité de résidence.

10826. — 4 novembre 1971. — **M. Hector Viron** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème de l'attribution de l'indemnité de résidence aux élèves des écoles normales. Il attire son attention sur les anomalies résultant des règles régissant cette indemnité. D'après les textes actuellement en vigueur, les intendants des écoles normales attribuent cette indemnité aux élèves externes, sauf pendant la période de vacances. Or, faute de place à l'école normale de Lille, les normaliens sont externes et les normaliennes internes. En conséquence, les normaliens sont obligés de louer un logement en ville et de retenir celui-ci pendant la période de vacances afin de pouvoir en disposer pendant toute l'année. Ceux-ci sont pénalisés puisque l'indemnité de résidence ne leur est pas payée pendant la période de vacances. D'autre part, dans cette même école de Lille, un certain contingent de remplaçants en stage ont perçu pour la période de septembre 1970 à fin août 1971 leur traitement habituel, c'est-à-dire indemnité de résidence comprise. Ce personnel étant repris en charge par l'inspection académique dès le 1^{er} octobre 1971, leur compte a été soldé par l'intendant de l'école normale qui, en vertu d'un arrêté de 1956, a retenu l'indemnité de juillet et août en bloc sur le paiement des quinze jours de septembre. De ce fait, ces instituteurs remplaçants se sont vu attribuer 170 francs pour quinze jours de travail. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° s'il n'y a pas lieu d'examiner d'une façon particulière le cas de ces élèves externes malgré eux et de leur attribuer pendant toute l'année, vacances comprises, l'indemnité de résidence ; 2° si le code du travail qui énonce des règles très précises en matière de remboursement de salaire pour trop-perçu ne doit pas être respecté dans le cas précité, où il semble qu'il y ait eu retenue abusive.

Collège d'enseignement technique et hôtelier du « Moulin à Vent » (Perpignan).

10827. — 4 novembre 1971. — **M. Charles Alliès** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation anormale et critique du collège d'enseignement technique et hôtelier du « Moulin à Vent », à Perpignan, qui, s'il a une existence légale depuis la parution des mesures concernant la carte scolaire, n'a pu disposer de locaux à la rentrée de 1971-1972 et ne possède pas de budget propre. Cette situation crée entre les établissements des complications engendrées par l'éloignement des salles de classe et des ateliers d'accueil et des difficultés nuisant à l'éducation, à l'instruction et à la discipline des élèves. Le décret de création de l'établissement qui a reçu son avis favorable peut seul mettre fin à cette situation déplorable. C'est pour ces raisons qu'il lui demande de bien vouloir lui confirmer qu'il sera en mesure de prendre dans des délais rapides, et notamment avant le 31 décembre 1971 le décret de création concernant l'établissement précité.

Constructions scolaires : collège d'enseignement secondaire d'Imphy (Nièvre).

10828. — 4 novembre 1971. — **M. Jean Lhospiéd** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la commune d'Imphy a été inscrite sur la liste des communes pour lesquelles des constructions scolaires du deuxième degré sont prévues et que l'Etat s'est engagé à programmer en 1971, 1972 et 1973 ; que le financement du collège d'enseignement secondaire 600 d'Imphy devait intervenir au plus tard en 1973 ; que le terrain affecté à cette construction a été agréé dès 1970 par M. le préfet de région ; que les retards apportés à la mise en chantier dudit collège d'enseignement secondaire inspirent de vives inquiétudes au conseil municipal d'Imphy. Il lui demande de prendre toutes décisions utiles pour que les espérances des habitants ne soient pas déçues et pour que cette commune soit dotée de l'établissement scolaire prévu qui doit apporter une nette amélioration au problème de l'enseignement du second degré à Imphy.

Surveillants des lycées et collèges.

10829. — 4 novembre 1971. — **M. Jean Lhospiéd** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le problème des surveillants des lycées et collèges, d'autant plus dramatique qu'on en restreint le nombre en même temps que les difficultés de surveillance s'accroissent. En effet, s'il a été créé pour la première fois cette année des postes de surveillance dans les collèges d'enseignement général, cette dotation n'a été faite que par prélèvement sur les postes existant dans les lycées. C'est dire que pratiquement aucun poste nouveau n'a été attribué. Il lui demande quelles mesures seront prises pour que, dès le 1^{er} janvier prochain, intervienne une substantielle amélioration.

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.**

(Application du règlement du Sénat.)

PREMIER MINISTRE

N° 8147 Jean Lhospied ; 9203 André Diligent ; 9415 René Tinant ; 9996 Marcel Martin ; 10359 Serge Boucheny.

**SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS**

N° 8311 Hector Viron ; 10512 Georges Cogniot ; 10601 Jean Legaret ; 10649 André Mignot.

AFFAIRES CULTURELLES

N° 9394 Marie-Thérèse Goutmann ; 9449 Hubert d'Andigné ; 9716 Roger Poudonson ; 9918 Lucien Grand ; 10092 Marie-Thérèse Goutmann ; 10435 Georges Cogniot ; 10623 René Tinant.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 9123 Ladislav du Luart.

AGRICULTURE

N° 8134 Roger Houdet ; 9775 Marcel Martin ; 9823 Pierre Mailhe ; 9956 Pierre Brousse ; 9974 Pierre de Félice ; 10032 Octave Bajeux ; 10641 André Méric ; 10655 Pierre Schiélé ; 10694 Henri Caillavet.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

N° 10699 Etienne Dailly ; 10741 Marcel Guislain.

DEFENSE NATIONALE

N° 9087 Jean Lecanuet ; 9583 Antoine Courrière.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

N° 10408 Albert Pen.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

N° 8746 André Méric ; 8794 André Méric ; 10358 René Monory ; 10553 André Armengaud ; 10685 René Monory.

ECONOMIE ET FINANCES

N° 9671 Antoine Courrière ; 8924 Raoul Vadepiéd ; 9044 Raymond Boin ; 9371 Guy Petit ; 9758 Louis Courroy ; 10036 Marcel Martin ; 10161 André Fosset ; 10201 Emile Durieux ; 10311 Pierre Brousse ; 10313 R. de Wazières ; 10426 Robert Liot ; 10458 Pierre Giraud ; 10474 Emile Durieux ; 10475 Guy Pascaud ; 10491 Marcel Souquet ; 10495 Jacques Pelletier ; 10517 Jacques Piot ; 10537 Robert Liot ; 10552 Antoine Courrière ; 10555 René Tinant ; 10572 Jacques Eberhard ; 10610 Robert Liot ; 10612 Robert Liot ; 10628 Yves Estève ; 10666 René Tinant ; 10693 Henri Caillavet ; 10703 Paul Pauly ; 10717 Henri Caillavet ; 10733 Edouard Le Bellegou ; 10738 Jean Bertaud ; 10740 Pierre-Christian Taittinger ; 10742 Pierre Maille ; 10744 Roger Poudonson ; 10746 Robert Liot ; 10747 Robert Liot ; 10748 Robert Liot ; 10752 Georges Cogniot ; 10753 Yvon Coudé du Foresto ; 10754 Robert Liot.

EDUCATION NATIONALE

N° 8219 Georges Cogniot ; 8268 André Méric ; 9144 Octave Bajeux ; 9220 Marcel Darou ; 9472 Catherine Lagatu ; 10510 Georges Cogniot ; 10514 Georges Cogniot ; 10653 Pierre Giraud ; 10697 Georges Cogniot ; 10726 Georges Cogniot ; 10727 Georges Cogniot ; 10729 Eugène Romaine.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

N° 9670 Pierre-Christian Taittinger ; 10644 Jacques Duclos ; 10677 Charles Cathala ; 10709 Roger Gaudon ; 10713 Pierre Giraud ; 10745 Yves Durand.

INTERIEUR

N° 8243 André Fosset ; 8279 Jean Bertaud ; 8280 Jean Bertaud ; 8451 Jean Bertaud ; 8508 André Fosset ; 8690 Antoine Courrière ; 8859 Jacques Pelletier ; 9070 Adolphe Chauvin ; 9815 Pierre-Christian Taittinger ; 10056 Auguste Pinton ; 10414 Jean Geoffroy ; 10594 Jacques Duclos ; 10749 Henri Caillavet ; 10755 Fernand Lefort.

JUSTICE

N° 10347 Claudius Delorme ; 10374 Hubert d'Andigné ; 10654 Marcel Darou ; 10714 Marcel Guislain.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

N° 10650 Roger Houdet ; 10737 Jean Bertaud.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

N° 10548 Henri Prêtre ; 10556 Marcel Guislain ; 10647 André Méric ; 10675 Marcel Guislain ; 10686 René Monory ; 10690 Jules Pinsard ; 10743 Georges Cogniot ; 10751 Roger Poudonson.

TRANSPORTS

N° 10688 Henri Caillavet ; 10706 Roger Gaudon ; 10723 Pierre-Christian Taittinger.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Elections sénatoriales.

10700. — M. André Méric informe M. le Premier ministre que l'O. R. T. F. Midi-Pyrénées a porté à la connaissance des auditeurs et téléspectateurs la composition des listes en présence à l'occasion des élections sénatoriales du 26 septembre 1971 pour le département de la Haute-Garonne. Il tient à lui indiquer que la liste du parti socialiste, dirigé par le vice-président du Sénat, a été ignorée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à un tel manque d'objectivité. (*Question du 1^{er} septembre 1971.*)

Réponse. — La programmation des émissions de télévision et de radiodiffusion relève de la compétence de l'Office de radiodiffusion-télévision française. La direction générale de l'Office de radiodiffusion-télévision française à laquelle a été soumise la question de l'honorable parlementaire a donné les précisions suivantes : « La veille de l'ouverture de la campagne électorale, la station de Midi-Pyrénées a donné aux téléspectateurs un aperçu de la situation en Haute-Garonne en citant les noms des élus sortants ainsi que ceux de tous les candidats en présence en faisant notamment mention, à deux reprises, du nom de l'honorable parlementaire ».

**MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

Travaux parlementaires.

10684. — M. René Monory demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, si le Gouvernement compte bien inscrire à l'ordre du jour prioritaire des travaux parlementaires le projet de loi relatif à la carrière et à la formation du personnel communal de telle sorte que ce texte puisse être adopté définitivement au cours de la prochaine session. (*Question du 24 août 1971.*)

Réponse. — Le Gouvernement est conscient de la nécessité de faire adopter dans les meilleurs délais un certain nombre de dispositions concernant la formation et la carrière du personnel communal sur lesquelles le Sénat s'est prononcé en première lecture à l'occasion d'un projet de loi déposé sur son bureau. Il n'est toutefois pas encore en mesure de préciser de manière certaine à quel moment de la présente session un tel débat pourrait prendre place dans les travaux de l'Assemblée nationale. Il convient à cet égard de tenir compte, d'une part, du fait que le calendrier actuel du Parlement est particulièrement chargé en raison de la discussion de la loi de finances et, d'autre part, du souci d'éviter aux deux assemblées, comme leurs bureaux en ont émis le vœu, un rythme de travail trop précipité en fin de session. L'honorable parlementaire, dont le Gouvernement partage les préoccupations, peut être cependant assuré de l'intérêt que le Gouvernement entend manifester au personnel communal par l'adoption de mesures concrètes et adaptées à sa situation.

AGRICULTURE

Lycée agricole d'Yvetot (Seine-Maritime).

10608. — M. Jacques Eberhard attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de la décision prise récemment concernant la suppression de la classe de première de brevet de technicien agricole à options (B. T. A. O.) du lycée agricole d'Yvetot. La classe de seconde de ce lycée comprenait cette année quatre-vingt-dix élèves se préparant par tiers à entrer dans les trois classes de première. Or, la direction de l'établissement a été informée, seulement le 7 juin dernier, par le ministère (direction de l'enseignement) que la classe de première, Brevet de technicien agricole à options, n'ouvrirait pas. Si l'on se réfère aux réactions qui avaient suivi la mesure analogue prise à l'égard de la préparation au brevet d'agent technique agricole, il y a quelques années, et qui concernait le même niveau d'agriculteurs, on peut penser que la moitié des élèves risquent d'arrêter leurs études. En conséquence, il lui demande de bien vouloir reconsidérer cette question primordiale pour l'avenir de l'agriculture dans le département de la Seine-Maritime. (*Question du 8 juillet 1971.*)

Réponse. — Les impératifs du budget d'austérité de 1970 ont conduit à différer l'ouverture de nouvelles classes dans de nombreux établissements d'enseignement agricole. Toutefois, compte tenu des prévisions d'orientation des élèves issus des trois classes de seconde du lycée agricole d'Yvetot, la structure de cet établissement a été reconsidérée et il a été décidé d'autoriser, dès la rentrée scolaire 1971, le fonctionnement au niveau de la première, d'une classe préparatoire au brevet de technicien agricole (option Conduite de l'entreprise agricole).

Adductions d'eau (Lot-et-Garonne).

10692. — M. Henri Caillavet rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les communes rurales qui ne bénéficient pas encore d'un réseau d'adduction d'eau ressentent avec crispation une telle situation. Tel est le cas dans le département de Lot-et-Garonne où de nombreuses cités ne sont pas desservies. Il lui demande les mesures budgétaires immédiates qu'il compte prendre pour assurer la fin des travaux dans des délais raisonnables. Plus particulièrement, et sachant que le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales est alimenté par des prélèvements sur le produit du pari-mutuel, par la redevance sur la consommation d'eau et par les annuités de remboursement des prêts, il désire savoir le montant des dotations accordées depuis le 1^{er} janvier 1959 au département de Lot-et-Garonne par le fonds national, ainsi que le montant global des subventions. N'envisage-t-il pas notamment de modifier les barèmes propres à celles-ci et leur augmentation pour hâter précisément l'achèvement desdits travaux. (*Question du 27 août 1971.*)

Réponse. — Pendant les premières années qui ont suivi l'institution du fonds national pour le développement des adductions d'eau, les ressources en ont été affectées au service des annuités du programme conditionnel. Ce n'est qu'à partir de 1966, en conséquence de la décision gouvernementale de renoncer au régime des annuités, que des ressources plus importantes ont pu être dégagées sur le fonds pour être incorporées dans les dotations départementales qui comprennent également les crédits du chapitre d'équipement. Les dotations suivantes ont été accordées au Lot-et-Garonne sur les ressources du fonds: 1966, 760.000 F; 1967, 820.000 F; 1968, 1.520.000 F; 1969, 1.300.000 F; 1970, 1.250.000 F; 1971, 1.220.000 F. Ce total de 6.870.000 francs s'ajoute aux 9 millions de francs provenant des crédits budgétaires du chapitre 61-66 qui ont été affectés au département. Des crédits plus importants sont prévus au budget de l'année prochaine et les ressources croissantes de la redevance qui alimente le fonds d'eau permettent d'espérer de nouvelles améliorations ultérieures. En revanche, il ne semble pas qu'une majoration des taux de subvention soit de nature à hâter l'équipement en eau potable puisqu'à crédits égaux une telle majoration aurait au contraire pour effet de ralentir le rythme des travaux.

Importations d'oignons.

10719. — M. Léon David attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés d'écoulement de la production d'oignons en Provence, et notamment dans la région de Peyrolles et ses environs, dans les Bouches-du-Rhône. Ces difficultés sont dues, en grande partie, aux importations massives d'oignons, particulièrement en provenance d'Égypte et même des Indes. Il est paradoxal qu'au moment même de la pleine production provençale la France reçoive des oignons de pays dont les liaisons avec ceux du Marché commun sont pour le moins distantes. Il

lui demande d'exercer de son autorité pour faire cesser ces importations abusives afin de permettre aux producteurs français d'écouler leur propre récolte. (*Question du 15 septembre 1971.*)

Réponse. — Les importations d'oignons auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire sont la conséquence des mesures de libération des échanges prévues à l'égard de tous pays par le règlement n° 2513/69 du conseil des communautés européennes du 9 décembre 1969. En ce qui concerne les pays tiers, le règlement précité prévoit l'application de la clause de sauvegarde. Mais ce n'est qu'en cas de menaces de perturbations graves sur le marché communautaire qu'un Etat membre peut demander à la commission de la Communauté économique européenne de faire jouer cette clause de sauvegarde; or la situation actuelle ne justifie pas une telle demande. Quant aux quantités entrées sur le marché national, elles n'ont pas dépassé, au cours des sept premiers mois de l'année (seule période actuellement connue), 400 tonnes en provenance des Indes et 11.000 tonnes en provenance de la République arabe unie. Les dernières quantités ont été importées principalement au cours du mois de mai, période de production égyptienne, et n'ont pas eu d'incidence sur l'écoulement de la production française, qui, à cette époque de l'année, ne permet pas de satisfaire les besoins de la consommation.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Transport des produits énergétiques par canalisations souterraines.

10712. — M. Vérillon rappelle à M. le ministre du développement industriel et scientifique que le transport des produits énergétiques (hydrocarbures, gaz, etc.) est de plus en plus assuré par des canalisations souterraines et que, dans certaines régions, comme le département de la Drôme, lieu de passage géographique de ces pipe-lines, leur multiplication crée une gêne et des servitudes graves pour l'agriculture; il en résulte, en outre, pour les communes traversées, des risques d'accidents graves, comme il vient de s'en produire un récemment, où leur responsabilité est injustement engagée, alors même qu'elles n'en tirent aucun avantage, l'Etat percevant seul les indemnités payées par les sociétés concessionnaires. Il lui demande s'il peut saisir le Gouvernement de ce problème déjà posé par les conseils généraux concernés, afin, d'une part, de coordonner les installations et les tracés de ces canalisations qui devraient être groupées pour dévaloriser le moins possible de surfaces agricoles exploitables et, d'autre part, d'assujettir les sociétés en cause à une redevance qui serait payée aux communes, comme cela est le cas pour les sociétés minières qui paient la redevance communale des mines (art. 1502, 1503 et 1504 du code général des impôts). (*Question du 11 septembre 1971.*)

Réponse. — La pose simultanée d'oléoducs et de gazoducs, que demande l'honorable parlementaire, ne présente pas toujours que des avantages et n'est pas toujours favorablement accueillie par les autorités locales. En effet, les bandes de servitude des différentes canalisations ne peuvent pas être superposées dans tous les cas, en raison notamment de la nature du terrain et du relief, d'une part, en raison d'impératifs techniques et de sécurité, d'autre part; ces circonstances ont donc pour résultat d'accroître l'emprise sur les zones traversées. En outre, la nécessité de respecter un délai de deux mois, pour la remise en état des terrains, entre le passage des engins de pose de chacun des ouvrages, a pour conséquence de prolonger d'autant l'indisponibilité des terrains. Il va de soi, cependant, lorsque les conditions techniques et économiques y sont favorables, que mes services prônent la pose simultanée, en parallélisme étroit, des canalisations, même lorsqu'elles sont destinées au transport de produits différents. D'ores et déjà, la longueur des canalisations ainsi réalisées atteint environ 2.000 kilomètres. L'institution d'une redevance au profit des communes est justifiée, aux yeux de l'honorable parlementaire, par les gênes et servitudes graves que créent les canalisations souterraines au détriment de l'agriculture et par les responsabilités qui pèseraient sur les communes traversées par ces conduites. En ce qui concerne les oléoducs, les dommages consécutifs aux travaux font l'objet d'indemnités calculées selon des barèmes très détaillés acceptés par les chambres d'agriculture et les syndicats agricoles, ce qui donne toute garantie aux propriétaires et exploitants intéressés. Dès la fin des travaux, les cultures de toute nature peuvent reprendre et la replantation des vignes et arbres fruitiers à faible développement radicaire est autorisée sur la bande de servitude. En ce qui concerne les gazoducs, les servitudes instituées par arrêtés préfectoraux, conformément à la législation en vigueur, ne comportent ni interdiction de construire, ni interdiction de planter. Seules, en effet, les servitudes résultant de conventions amiables comportent des clauses *non ædificandi* et les propriétaires sont indemnisés en conséquence. D'autre part, en vertu des réglementations de sécurité relatives au transport de gaz combustibles par canalisations, le transporteur doit consulter, avant d'établir ses conduites, les services de l'urbanisme afin de tenir compte des aménagements existants ou en projet. Par ailleurs au cas où, la canalisation étant

déjà établie dans le sol, la construction d'un groupe d'immeubles vient à être décidée, le transporteur doit modifier les caractéristiques techniques de la conduite et, le cas échéant, la profondeur de son enfouissement, si l'ensemble immobilier projeté a pour conséquence de modifier la catégorie de l'emplacement occupé par la canalisation. En ce qui concerne l'occupation des voies publiques communales, le transporteur a l'obligation, en application des dispositions du décret n° 64-81 du 23 janvier 1964 relatif au transport du gaz combustible par canalisations, d'opérer à ses frais et sans indemnité dès qu'il en est requis par l'autorité compétente, pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie, le déplacement des canalisations établies par lui sur ou sous les voies publiques. Enfin il va de soi, à l'évidence, que les transporteurs sont tenus à indemniser, selon les règles du droit commun, les dommages qui résulteraient de l'existence des canalisations, lorsque leur responsabilité est directement mise en jeu. Dans ces conditions, il ne paraît pas justifié de créer une redevance spécifique relative aux canalisations de transport de produits énergétiques.

EDUCATION NATIONALE

Cinémathèque de la recherche scientifique : emprunts de films.

10680. — **M. Pierre Giraud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions d'envoi de films appartenant à la cinémathèque du film de recherche scientifique. Les frais de réexpédition de ces films sont à la charge des établissements scolaires emprunteurs, alors que les films de la cinémathèque de l'éducation nationale bénéficient de la franchise postale (ainsi que ceux des cinémathèques des autres ministères). Certains établissements d'enseignement : collèges d'enseignement général ou collèges d'enseignement supérieur municipaux, qui souhaiteraient emprunter des films, ne le peuvent point à cause de leurs ressources insuffisantes (ils ne perçoivent aucun crédit de fonctionnement de l'Etat). Il lui demande s'il ne juge pas utile d'étendre le bénéfice de la franchise postale en faveur de la cinémathèque de la recherche scientifique. (*Question du 23 août 1971.*)

Réponse. — Aux termes de l'article D. 58 du code des postes et télécommunications, seule est admise à circuler en franchise la correspondance exclusivement relative au service de l'Etat, échangée entre fonctionnaires chefs d'un service d'une administration de l'Etat, ainsi que la correspondance de même nature adressée par ces fonctionnaires aux chefs de service des établissements publics à caractère administratif. Or la cinémathèque du film de recherche scientifique est un service de l'office national des universités et écoles françaises, association régie par la loi de 1901, qui en tant que telle ne bénéficie de la franchise postale, ni comme expéditeur ni comme destinataire. Il n'en va pas de même des cinémathèques dépendant des administrations de l'Etat qui bénéficient normalement de la franchise postale.

Constructions scolaires (Haute-Garonne) (crédits).

10701. — **M. André Méric** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les crédits attribués au département de la Haute-Garonne pour les constructions scolaires du primaire et du secondaire sont notoirement insuffisants. En 1971, il n'a pas été possible de réaliser de nouvelles opérations, les crédits ayant dû être utilisés pour combler le retard de l'année 1970. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à une situation qui n'a que trop duré. (*Question du 1^{er} septembre 1971.*)

Réponse. — La région Midi-Pyrénées doit bénéficier, au titre de 1971 : 1° de quelque 23,4 millions de crédits d'équipement du premier degré, dont 18,3 pour des opérations nouvelles (leur répartition entre les départements de la région, dont la Haute-Garonne, est de la compétence des autorités régionales) ; 2° de 47,7 millions de crédits d'équipement du second degré, dont 42,5 pour des opérations nouvelles (leur répartition respectera la programmation établie par les autorités régionales pour l'ensemble des départements de cette région).

Situation du collège d'enseignement secondaire de Wimereux (Pas-de-Calais).

10705. — **M. Jean Bardol** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du collège d'enseignement secondaire Pilâtre-de-Rozier, à Wimereux (Pas-de-Calais). Il apparaît que les deux communes intéressées, Wimereux et Wimille, qui ne disposent que de faibles ressources, vont se trouver dans l'impossibilité de supporter plus longtemps les charges financières de fonctionnement de l'établissement. Dans ces conditions, il lui

demande quelles dispositions il compte prendre afin qu'il soit procédé d'urgence à la nationalisation dudit collège d'enseignement secondaire. (*Question du 6 septembre 1971.*)

Réponse. — Il n'a pas été possible d'envisager la nationalisation du collège d'enseignement secondaire de Wimille au titre du programme 1971, en raison du nombre restreint d'opérations de cette nature prévues au budget de l'exercice en cours. La situation de cet établissement sera examinée lors de la préparation du prochain programme de nationalisations, dans le cadre des contingents de nationalisations qui seront autorisés au budget de 1972.

Rentrée dans l'enseignement primaire.

10725. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que ses services ont préparé la rentrée de 1971 dans l'enseignement primaire sur la base de chiffres vieux d'une année et sans tenir sérieusement compte des travaux et des demandes fondées des comités techniques paritaires départementaux et des conseils départementaux. Il rappelle que les ouvertures nécessaires de postes pour l'enseignement maternel et élémentaire avaient été évaluées, sous l'autorité des inspecteurs d'académie et des préfets, à près de 7.000. Il demande pourquoi, en réponse à ces demandes raisonnables et mûrement examinées, la note du 22 juin a brutalement imposé des fermetures nouvelles, en nombre souvent élevé, provoquant ainsi, après les mouvements du personnel, des déplacements d'office d'enseignants qui n'avaient plus aucune possibilité d'exprimer leurs desiderata. (*Question du 18 septembre 1971.*)

Réponse. — En raison des mouvements de population, il est nécessaire de réexaminer chaque année la structure des écoles primaires afin d'obtenir le meilleur emploi des postes budgétaires de l'enseignement du premier degré. Cet examen des structures existantes ne peut évidemment être effectué qu'au vu des données statistiques de l'année scolaire en cours. Dans une seconde phase, l'administration centrale évalue les besoins correspondant aux ouvertures de classes nécessitées par l'accroissement des effectifs ou la livraison de logements neufs. Ensuite, la dotation de chaque département est calculée en fonction de l'ensemble de ces éléments. Les décisions d'ouverture et de fermeture de classes sont prises par les recteurs d'académie, après avis des municipalités, des comités techniques paritaires et des conseils départementaux de l'enseignement primaire. Il a été tenu compte, dans une large mesure, de l'avis de ces organismes puisque 7273 nouvelles classes ont été ouvertes à la rentrée 1971. D'autre part, 4.324 classes primaires à effectif trop faible et 2154 classes de fin d'études ont été fermées. Les élèves de ces classes de fin d'études sont admis en premier cycle du second degré ou en collège d'enseignement technique.

Installation d'un lycée intercommunal à Fontenay-sous-Bois.

10728. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de l'enseignement à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Il lui signale : 1° que cette localité avait en 1968 une population de 38.773 habitants et en 1970 de 43.147 habitants. On prévoit 80.000 habitants en 1980 ce qui accroît le nombre d'enfants scolarisés ; 2° qu'un problème urgent est posé concernant le premier et le second cycle ; 3° que la municipalité de Fontenay-sous-Bois et les associations de parents d'élèves ont à plusieurs reprises demandé l'installation d'un lycée intercommunal ; 4° que, pour sa part, le conseil municipal tient à sa disposition les terrains nécessaires à la construction du lycée ; 5° que cette partie du Val-de-Marne est sous-équipée et que de ce fait la rentrée scolaire a été difficile, les lycées de Vincennes et de Nogent étant saturés. En conséquence, il lui demande si le financement de ce lycée est prévu dans la prochaine loi de finances ; et, dans la négative, il aimerait qu'il lui précise les mesures urgentes qu'il compte prendre pour faire financer cette opération. (*Question du 18 septembre 1971.*)

Réponse. — A la suite des travaux d'élaboration de la carte scolaire, fondés essentiellement sur les données de la situation démographique du département de Val-de-Marne, d'une part, et sur le recensement des structures scolaires existantes, d'autre part, le principe a été retenu de construire à Fontenay-sous-Bois un lycée classique et moderne de 1.200 places et un collège d'enseignement technique polyvalent de 360 places. Pour que ces opérations puissent être financées, il convient qu'elles soient retenues dans les options prioritaires des autorités régionales et inscrites, en rang utile, parmi les propositions d'investissements présentées par le préfet de région, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent pour le lycée de Fontenay-sous-Bois. Le préfet de la région parisienne doit élaborer de nouvelles listes de propositions d'ici le mois de février 1972. Son attention est appelée sur la situation scolaire de Fontenay-sous-Bois.

INTERIEUR

Troubles au lycée Turgot.

10577. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les faits suivants: le samedi matin, 5 juin 1971, au lycée Turgot, à Paris (3^e), un commando de jeunes gaullistes de l'U. J. P. s'est livré à une véritable agression contre les élèves et les personnels de cet établissement. Après une distribution de tracts provocateurs à l'entrée des lycées, les nerfis, qui étaient au nombre d'une quarantaine, ont pénétré à l'intérieur de l'établissement. Casqués et armés de matraques, de nerfs de bœufs et de chaînes de vélos, ils ont forcé les portes du lycée et ont donné la chasse aux élèves qu'ils ont frappé sauvagement. Ces incidents ont duré une vingtaine de minutes mais à aucun moment les policiers, qui étaient à l'extérieur, ne sont intervenus pour y mettre un terme. Au contraire, les témoins rapportent qu'ils ont même protégé la fuite des nerfis. En conséquence, elle lui demande: 1° si, comme tout le laisse à supposer, l'attitude que la police a eue lui avait été notifiée; 2° pourquoi la police a laissé le champ libre à ce commando; 3° si cette opération, qui s'apparente par bien des aspects à celle du boulevard Saint-Michel, n'a pas pour but de discréditer les étudiants et les enseignants dans leur ensemble, afin de pouvoir plus facilement accentuer le caractère autoritaire et répressif du régime. (Question du 25 juin 1971.)

Réponse. — Lorsque les incidents signalés par l'honorable parlementaire ont éclaté au lycée Turgot, aucune force de police ne se trouvait à proximité de l'établissement. Celles qui furent envoyées sur les lieux n'eurent pas à intervenir, les protagonistes s'étant dispersés avant leur arrivée. Les gardiens de la paix n'ont effectué aucune interpellation et n'ont fait que porter secours aux blessés. Deux personnes ont été conduites à l'hôpital pour y recevoir des soins. En conséquences, on ne peut reprocher aux policiers un comportement fondé sur des discriminations politiques.

JUSTICE

Sociétés commerciales.

10734. — M. Louis Courroy expose à M. le ministre de la justice que l'article 166 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 dispose que « si les actions nouvelles sont libérées par compensation avec des dettes de la société, celles-ci font l'objet d'un arrêté de compte établi par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, certifié exact par les commissaires aux comptes et joint à la déclaration de souscriptions et de versement prévue à l'article 192 de la loi sur les sociétés commerciales », et que les notaires en général exigent que la certification des commissaires aux comptes porte la date de la déclaration de souscriptions et de versement. Comme un certain temps peut s'écouler entre la date de l'arrêté de compte, d'une part, et celle de la déclaration de souscriptions et de versement, d'autre part, les commissaires aux comptes peuvent refuser de certifier que la société est « *in bonis* » à cette seconde date puisqu'ils entendent se placer au jour de l'arrêté de compte, ce qui paraît normal, car la certification se rapporte à ce dernier document. L'exigence de la jonction de l'arrêté certifié à la déclaration de souscriptions et de versement prévue par l'article 166 susvisé, n'implique nullement qu'il doive y avoir concomitance de dates. Il lui demande donc quelle date doit porter la certification du commissaire aux comptes prévue par le texte ci-dessus. (Question du 22 septembre 1971.)

Réponse. — Sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux et comme le fait remarquer l'honorable parlementaire, l'obligation faite par l'article 166 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 de joindre l'arrêté de compte établi par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, à la déclaration de souscription et de versement, n'implique pas que ces deux documents doivent avoir la même date. La certification des commissaires aux comptes portant sur l'arrêté de comptes, c'est donc, semble-t-il, la date de ce document qui doit être retenue par les commissaires.

Sociétés commerciales.

10736. — M. Louis Courroy expose à M. le ministre de la justice que l'article 62 du décret n° 67-237 du 23 mars 1967 dispose que doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce du siège social, dans un délai de un mois à compter de leur date, deux exemplaires du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé ou autorisé l'augmentation du capital et le procès-verbal du conseil d'administration réalisant l'augmentation de capital ainsi autorisée. Il lui demande si cette disposition ne constitue pas l'exigence d'une formalité superflète,

complicant inutilement le formalisme déjà lourd de la législation nouvelle sur les sociétés puisque, dans le cas d'une société anonyme augmentant son capital, le dépôt aura ultérieurement et nécessairement lieu, en bloc, à l'occasion de la modification des statuts, quel que soit le genre d'augmentation de capital dont procède cette augmentation, et s'il ne serait pas préférable de disposer que ce dépôt devra avoir lieu en même temps que celui de la déclaration de conformité, dans le mois de l'acte par lequel est constaté le caractère définitif de l'augmentation du capital et de la modification des statuts, dispensant ainsi les sociétés de deux dépôts successifs et souvent cumulatifs. De même, il arrive parfois que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide, en plus de l'augmentation de capital, d'autres modifications statutaires. Or, le greffe du tribunal de commerce de Paris refuse d'accepter le dépôt fait dans le cadre de l'article 62 du décret n° 67-237 du 23 mars 1967 pour la seule augmentation de capital et exige le dépôt concomitant de la déclaration de conformité et des statuts modifiés, ce qui est impossible puisque l'augmentation et la modification statutaire y relative ne seront définitives dans la plupart des cas qu'après la déclaration notariée de souscriptions et de versement. Il lui demande donc si, en l'état actuel de la position du greffe du tribunal de commerce de Paris, les praticiens en seront réduits à réunir une assemblée générale extraordinaire différente pour chaque rubrique de l'ordre du jour. (Question du 22 septembre 1971.)

Réponse. — 1° En raison de l'importance que revêt dans la vie d'une société la décision de modifier son capital, le législateur a élaboré toute une série de dispositions impératives (section V de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et section V du décret n° 67-236 du 23 mars 1967) pour assurer la protection des actionnaires et des tiers. Pour les mêmes raisons, il a tenu à ce que la publicité de ces opérations soit assurée d'une façon précise et spécifique. Ainsi, selon l'article 62 du décret n° 67-237 du 23 mars 1967, doivent être déposées en double exemplaire au greffe du tribunal pour être classées en annexe au registre du commerce: la copie du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé ou autorisé soit une augmentation, soit une réduction du capital social; la copie de la décision du conseil d'administration, du directoire ou des gérants, selon le cas, de réaliser une augmentation ou une réduction du capital autorisée par l'assemblée générale des actionnaires. Cette obligation ne constitue pas l'exigence d'une formalité superflète: elle est imposée dans l'intérêt du public afin que celui-ci soit informé de la décision et des modalités de l'augmentation de capital. Elle ne paraît pas pouvoir, dans ces conditions, être confondue avec d'autres formalités de publicité à caractère général et postérieures à la réalisation de l'augmentation du capital comme celle prévue à l'occasion de la modification des statuts. 2° Il ne semble pas que la demande du greffe de Paris de n'accepter le dépôt fait dans le cadre de l'article 62 du décret n° 67-237 du 23 mars 1967 que s'il intervient en même temps que celui des statuts modifiés à la suite de la décision de l'assemblée générale extraordinaire qui, outre l'augmentation de capital, aura décidé d'autres modifications statutaires, présente des inconvénients pour les sociétés. Les deux publicités prévues par les articles 58 et 62 du décret doivent en effet être effectuées dans le même délai d'un mois à compter de la date des actes. Or, en l'espèce, ils ont été décidés par la même assemblée. Si des précisions complémentaires étaient fournies afin de permettre de mieux apprécier les données du problème soumis, les services de la chancellerie ne manqueraient pas de réétudier la question et de répondre directement à l'honorable parlementaire après avoir éventuellement effectué une enquête.

Procédures judiciaires.

10763. — M. Ladislav du Luart demande à M. le ministre de la justice s'il est usuel en matière de procédure criminelle qu'un mandat d'amener lancé par un juge d'instruction ne soit exécuté que vingt mois plus tard. Il souhaiterait aussi savoir si des rapports d'experts régulièrement commis ou de simples certificats médicaux permettraient à l'auteur d'un délit mineur de se soustraire à sa comparution devant le juge avec la même facilité qu'ils l'ont permis pendant près de deux ans à un trafiquant notoire de la drogue, désigné à la justice française par la dénonciation de complices arrêtés aux Etats-Unis et par sa citation à la barre d'un tribunal suisse en 1967 pour trafic de stupéfiants. Il lui demande pourquoi cette justice française a attendu pour mettre la main sur ce dangereux criminel, bien connu d'elle dans de sanglants règlements de comptes, qu'un directeur étranger du bureau des narcotiques se soit livré à des déclarations menaçantes et qu'un grand avocat d'un pays voisin ait révélé le nom de cet homme au cours d'une émission de radio d'un poste périphérique. Il lui demande enfin si les procédures en cours réussiront à démasquer et à éliminer les véritables grands patrons de la drogue qui se

livrent en France à un trafic grandissant d'héroïne et dont l'impunité pourrait s'expliquer par des bénéfices atteignant des milliards, prix de l'anéantissement de la jeunesse des pays occidentaux. (Question du 7 octobre 1971.)

Réponse. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a l'honneur de faire connaître qu'il ne lui est pas possible de fournir les précisions demandées par la question posée qui se réfère à une affaire aisément identifiable et non encore jugée. Il est cependant en mesure d'indiquer que les modalités d'exécution d'un mandat d'amener sont déterminées par les dispositions des articles 127 à 129 du code de procédure pénale qui ont été rigoureusement observées en l'espèce et qui permettent au juge d'instruction de faire surseoir à l'exécution d'un mandat qu'il a délivré tant que l'état de santé de l'inculpé, constaté par les médecins experts désignés, n'autorise pas son transfèrement. Toutes assurances sont par ailleurs données à l'honorable parlementaire en ce qui concerne la détermination des magistrats du ministère public à poursuivre devant les tribunaux les trafiquants de la drogue démasqués par la police comme à requérir contre eux les lourdes sanctions prévues par la loi du 31 décembre 1970. Les récentes décisions prononcées en application de cette loi démontrent que ce même souci d'extrême sévérité est également partagé par les juridictions de jugement.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA
séance du jeudi 4 novembre 1971.

SCRUTIN (N° 3)

Sur l'amendement présenté par M. Max Monichon, au nom de la commission des finances à l'article premier du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. — Article 1151 du code rural (libre choix de l'assureur).

Nombre des votants.....	269
Nombre des suffrages exprimés.....	262
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	132
Pour l'adoption.....	115
Contre	147

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM. André Armengaud. Jean de Bagneux. Octave Bajoux. Edmond Barrachin. Joseph Beaujannot. Jean Bénard Mousseaux. Jean Bertaud. Jean Berthoin. Raymond Boin. Edouard Bonnefous. Georges Bonnet. Roland Boscary- Monsservin. Pierre Bouneau. Amédée Bouquerel. Pierre Bourda. Philippe de Bourgoing Jean-Eric Bousch. Robert Bouvard. Jacques Braconnier. Martial Brousse (Meuse). Pierre Brun (Seine-et- Marne). Raymond Brun (Gironde). Robert Bruyneel. Henri Caillavet. Maurice Carrier. Charles Cathala. Marcel Cavallé. Michel Chauty. Pierre de Chevigny. Jean Colin (Essonne). Louis Courroy. Mme Suzanne Crémieux. Pierre Croze. Etienne Dailly.	Roger Deblock. Claudius Delorme. Jacques Descours Desacres. Gilbert Devèze. Emile Didier. André Diligent. Hector Dubois (Oise). Baptiste Dufeu. Charles Durand (Cher). Hubert Durand (Vendée). Yves Durand (Vendée). Fernand Esseul. Yves Estève. Pierre de Félice. Jean Filippi. Louis de la Forest. Marcel Fortier. Henri Fréville. Pierre Garet. Lucien Gautier (Maine-et-Loire). Jacques Genton. François Giacobbi. Jean-Marie Girault (Calvados). Robert Gravier (Meur- the-et-Moselle). Louis Gros. Paul Guillard. Baudouin de Haute- clocque. Gustave Héon. Roger Houdet. Alfred Isautier. Pierre Jourdan. Léon Jozeau-Marigné.	Jean de Lachomette. Maurice Lalloy. Charles Laurent- Thouverey. Arthur Lavy. Jean Legaret. Modeste Legouez. Ladislas du Luart. Pierre Mailhe (Hautes- Pyrénées). Marcel Martin (Meur- the-et-Moselle). Pierre-René Mathey. Jean-Baptiste Mathias. Jacques Ménard. André Messenger. André Mignot. Michel Miroudot. Max Monichon. Gaston Monnerville. Geoffroy de Monta- lembert. André Morice. Jean Natali. Dominique Pado. Gaston Pams. Henri Parisot. Guy Pascaud. Marcel Pellenc. Jacques Pelletier. Lucien Perdereau. Guy Petit. Jules Pinsard. Jean-François Pintat. Henri Prêtre. Pierre Prost. Joseph Raybaud. Georges Repiquet. Paul Ribeyre.
---	---	---

Victor Robini.
Eugène Romaine.
Jacques Rosselli.
Roland Ruet.
Maurice Sambron.

François Schleiter.
Robert Schmitt.
Albert Sirgue.
Pierre-Christian Tait-
tinger.

Henri Terré.
René Travert.
Raymond de Wazières.
Jacques Vassor.
Michel Yver.

Ont voté contre :

MM.
Ahmed Abdallah.
Charles Alliès.
Hubert d'Andigné.
André Aubry.
Clément Balestra.
Jean Bardol.
Hamadou Barkat
Gourat.
André Barroux.
Maurice Bayrou.
Aimé Bergeal.
Auguste Billiemaz.
Jean-Pierre Blanc.
Jean-Pierre Blanchet.
Maurice Blin.
Charles Bosson.
Serge Boucheny.
Jean-Marie Bouloux.
Jacques Boyer-
Andrivet.
Marcel Brégégère.
Pierre Brousse
(Hérault).
Jacques Carat.
Pierre Carous.
Jean Cauchon.
Léon Chambaretaud.
Marcel Champeix.
Fernand Chatelain.
Albert Chavanac.
Félix Ciccolini.
Jean Cluzel.
Georges Cogniot.
André Colin
(Finistère).
Jean Collery.
Francisque Collomb.
Jacques Coudert.
Antoine Courrière.
Maurice Coutrot.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
Roger Delagnes.
Henri Deseigne.
Paul Driant.
Emile Dubois (Nord).
Jacques Duclos.
André Dulin.
Emile Durieux.
François Duval.

Jacques Eberhard.
Léon Eeckhoutte.
Jean Fleury.
André Fosset.
Jean Francou.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier
(Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.
Pierre Giraud (Paris).
Victor Golvan.
Mme Marie-Thérèse
Goutmann.
Lucien Grand.
Jean Gravier (Jura).
Léon-Jean Grégory.
Paul Guillaume.
Marcel Guislain.
Raymond Guyot.
Jacques Habert.
Henri Henneguella.
Jacques Henri.
René Jager.
Maxime Javelly.
Louis Jung.
Michel Kauffmann.
Alfred Kieffer.
Michel Kistler.
Pierre Labonde.
Jean Lacaze.
Robert Lacoste.
Mme Catherine
Lagatu.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Emmanuel Lartigue.
Robert Laucournet.
Edouard Le Bellegou.
Jean Lecanuet.
Fernand Lefort.
Edouard Lejeune.
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Jean Lhospiéd.
Robert Liot.
Georges Lombard.
Pierre Maille
(Somme).
Paul Malassagne.
Pierre Marcilhacy.
Georges Marie-Anne.
Pierre Marzin.

Marcel Mathy.
Michel Maurice-Boka-
nowski.
Jacques Maury.
André Méric.
Jean Mézard.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Claude Mont.
Lucien De Montigny.
Gabriel Montpied.
Louis Namy.
Jean Nayrou.
Jean Nègre.
Marcel Nuninger.
Pouvanaa Oopa
Tetuapua.
Louis Orvoen.
Francis Palmero.
Sosefo Makape
Papilio.
Paul Pauly.
Albert Pen.
Jean Périquier.
Maurice Pic.
André Picard.
Fernand Poignant.
Roger Poudonson.
Mlle Irma Rapuzzi.
Jean Sauvage.
Pierre Schiélé.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Abel Sempé.
Edouard Soldani.
Michel Sordel.
Robert Soudant.
Marcel Souquet.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
René Tinant.
Henri Tournan.
René Touzet.
Raoul Vadepiéd.
Amédée Valeau.
Fernand Verdeille.
Maurice Verillon.
Jacques Verneuil.
Jean-Louis Vigier.
Hector Viron.
Emile Vivier.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

Se sont abstenus :

MM.
Pierre Barbier.
Louis Brives

Marcel Lambert.
René Monory.
Auguste Pinton.

Henri Sibor.
Joseph Voyant.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Adolphe Chauvin.
Yvon Coudé
du Foresto.

Léopold Heder.
Henri Lafleur.
Marcel Lucotte.
Louis Martin (Loire).

Paul Minot.
Paul Pelleray.
Jacques Piot.
Bernard Talon.

Absents par congé.

MM. Charles Ferrant et Etienne Restat.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Jacques Soufflet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	274
Nombre des suffrages exprimés.....	266
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	134
Pour l'adoption	117
Contre	149

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 4)

Sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'assurance des travailleurs de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Nombre des votants.....	270
Nombre des suffrages exprimés.....	130
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	66

Pour l'adoption.....	17
Contre	113

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Ahmed Abdallah.
Hamadou Barkat Gourat.
Maurice Bayrou.
Pierre Carous.
Albert Chavanae.

Jacques Coudert.
François Duval.
Jean Fleury.
Victor Golvan.
Emmanuel Lartigue.
Robert Liot.
Paul Malassagne.

Georges Marie-Anne.
Michel Maurice-Bokanowski.
Sosefo Makape Papilio.
Amédée Valeau.
Jean-Louis Vigier.

Ont voté contre :

MM.
André Armengaud.
Jean de Bagneux.
Pierre Barbier.
Edmond Barrachin.
Joseph Beaujannot.
Jean Bénard Mousseaux.
Jean Bertaud.
Jean Berthoin.
Raymond Boin.
Edouard Bonnefous.
Georges Bonnet.
Roland Boscarry-Monsservin.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Pierre Bourda.
Philippe de Bourgoing.
Jean-Eric Bousch.
Robert Bouvard.
Jacques Braconnier.
Louis Brives.
Martial Brousse (Meuse).
Pierre Brousse (Hérault).
Pierre Brun (Seine-et-Marne).
Raymond Brun (Gironde).
Robert Bruyneel.
Henri Caillavet.
Maurice Carrier.
Marcel Cavallé.
Pierre de Chevigny.
Louis Courroy.
Mme Suzanne Crémieux.
Pierre Croze.
Etienne Dailly.
Roger Deblock.
Claudius Delorme.
Jacques Descours Desacres.

Gilbert Devèze.
Emile Didier.
Hector Dubois (Oise).
Baptiste Dufeu.
Charles Durand (Cher).
Hubert Durand (Vendée).
Fernand Esseul.
Yves Estève.
Pierre de Félice.
Jean Filippi.
Louis de la Forest.
Marcel Fortier.
Pierre Garet.
Lucien Gautier (Maine-et-Loire).
Jacques Genton.
François Giacobbi.
Jean-Marie Girault (Calvados).
Robert Gravier (Meurthe-et-Moselle).
Louis Gros.
Paul Guillard.
Baudouin de Haute-cloque.
Jacques Henriet.
Gustave Héon.
Roger Houdet.
Alfred Isautier.
Pierre Jourdan.
Léon Jozeau-Marigné.
Jean de Lachomette.
Maurice Lalloy.
Charles Laurent-Thouvery.
Arthur Lavy.
Jean Legaret.
Modeste Legouez.
Ladislas du Luart.
Pierre Mailhe (Hautes-Pyrénées).
Pierre-René Mathey.

Jean-Baptiste Mathias.
Jacques Ménard.
André Mignot.
Paul Minot.
Michel Miroudot.
Max Monichon.
Gaston Monnerville.
Geoffroy de Montalémbert.
André Morice.
Jean Natali.
Dominique Pado.
Gaston Pams.
Henri Parisot.
Guy Pascaud.
Marcel Pellenc.
Jacques Pelletier.
Lucien Perdereau.
Guy Petit.
Jules Pinsard.
Jean-François Pintat.
Auguste Pinton.
Henri Prêtre.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Paul Ribeyre.
Victor Robini.
Eugène Romaine.
Jacques Rosselli.
Roland Ruet.
Maurice Sambron.
François Schleiter.
Robert Schmitt.
Albert Sirgue.
Pierre-Christian Taittinger.
Henri Terré.
René Touzet.
René Travert.
Jacques Vassor.
Joseph Voyant.
Raymond de Wazières.
Michel Yver.

Se sont abstenus :

MM.
Charles Alliès.
Hubert d'Andigné.
André Aubry.
Octave Bajeux.
Clément Balestra.
Jean Bardol.
André Barroux.
Aimé Bergeal.
Auguste Billiemaz.
Jean-Pierre Blanc.
Jean-Pierre Blanchet.
Maurice Blin.
Charles Bosson.
Serge Boucheny.
Jean-Marie Bouloux.
Jacques Boyer-Andrivet.
Marcel Brégégère.
Jacques Carat.
Charles Cathala.
Jean Cauchon.
Léon Chambaretaud.
Marcel Champeix.
Fernand Chatelain.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.
Félix Ciccolini.
Jean Cluzel.
Georges Cogniot.
André Colin (Finistère).
Jean Colin (Essonne).
Jean Collery.
Francisque Collomb.
Antoine Courrière.
Maurice Coutrot.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
Roger Delagnes.
Henri Desseigne.
André Diligent.
Paul Driant.
Emile Dubois (Nord).
Jacques Duclos.
André Dulin.
Yves Durand (Vendée).

Emile Durieux.
Jacques Eberhard.
Léon Eeckhoutte.
André Fosset.
Jean Francou.
Henri Fréville.
Marcel Gargar.
Roger Gaudon.
Abel Gauthier (Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.
Pierre Giraud (Paris).
Mme Marie-Thérèse Goutmann.
Lucien Grand.
Jean Gravier (Jura).
Marcel Guislain.
Raymond Guyot.
Jacques Habert.
Henri Henneguelle.
René Jager.
Maxime Javelly.
Louis Jung.
Michel Kauffmann.
Alfred Kieffer.
Michel Kistler.
Pierre Labonde.
Jean Lacaze.
Robert Lacoste.
Mme Catherine Lagatu.
Marcel Lamberte.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Robert Laucournet.
Edouard Le Bellegou.
Jean Lecanuet.
Fernand Lefort.
Edouard Lejeune.
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Jean Lhospiéd.
Georges Lombard.
Pierre Maille (Somme).
Pierre Marcihacy.
Marcel Martin (Meurthe-et-Moselle).
Pierre Marzin.
Marcel Mathy.

Jacques Maury.
André Méric.
André Messager.
Jean Mézard.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
René Monory.
Claude Mont.
Lucien De Montigny.
Gabriel Montpied.
Louis Namy.
Jean Nayrou.
Jean Nègre.
Marcel Nuninger.
Pouvanaa Oopa Tetuaapua.
Louis Orvoen.
Francis Palmero.
Paul Pauly.
Paul Pelleray.
Albert Pen.
Jean Périquier.
Maurice Pic.
André Picard.
Fernand Poignant.
Roger Poudonson.
Pierre Prost.
Mlle Irma Rapuzzi.
Jean Sauvage.
Pierre Schiélé.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Abel Sempé.
Henri Sibor.
Edouard Soldani.
Michel Sordel.
Robert Soudant.
Marcel Souquet.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
René Tinant.
Henri Tournan.
Raoul Vadepiéd.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Hector Viron.
Emile Vivier.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Yvon Coudé du Foresto.
Léon-Jean Grégory.

Paul Guillaumot.
Léopold Heder.
Henri Lafleur.
Marcel Lucotte.

Louis Martin (Loire).
Jacques Piot.
Bernard Talon.

Excusés ou absents par congé :

MM. Charles Ferrant et Etienne Restat.

N'ont pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Jacques Soufflet, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	272
Nombre des suffrages exprimés.....	131
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	66
Pour l'adoption	17
Contre	114

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.